communauté
de l'auxerrois

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Lundi 16 décembre 2019

SOMMAIRE DES ANNEXES

PARTIE 2

1. Elaboration du Plan Local d'Urbanisme d'Escamps – Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Pages 1 à 48

2. Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de Vincelottes – Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Pages 49 à 134

3. Procès-verbal de mise à disposition - Ajustement du périmètre de la zone d'activités économiques « Petits Fleur Boudin » située sur la commune d'Augy

Pages 135 à 143

4. Procès-verbal de mise à disposition - Ajustement du périmètre de la zone d'activités économiques « Les Bréandes » située sur la commune de Perrigny

Pages 144 à 152

5. AuxR_Parc – Vente des lots n° 3, 4 et 23

Pages 153 à 155

6. Opérations de restaurations immobilières - Engagement d'une procédure d'enquête préalable à une déclaration d'utilité publique et abrogation de la délibération n° 149 du 10.10.19

Pages 156 à 187

7. Agence Départemental d'Information sur le logement de l'Yonne 2020 – Convention 2020

Pages 188 à 192

8. Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Yonne – Convention 2020

Pages 193 à 199

9. Opération d'acquisition en VEFA de 5 logements à Appoigny - Octroi de la garantie d'emprunt au profit de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Pages 200 à 224

10. Construction de 12 logements Résidence Lambaréné à Auxerre -Octroi de la garantie emprunt au profit de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Pages 225 à 249

11. Construction de 20 logements Résidence Le Bœuf à Monéteau - Octroi de la garantie emprunt au profit de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Pages 250 à 274

12. Réhabilitation de 142 logements aux Boussicats à Auxerre - Octroi de la garantie emprunt au profit de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Pages 275 à 301

13. Mise en accessibilité des arrêts de transport – Attribution de fonds de concours

Pages 302 à 303

14. Implantation de champs solaires au sol – Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt

Pages 304 à 314

15. Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) du Centre Yonne - Adoption

Pages 315 à 368

16. Collecte du mobilier 2019 – Contrat territorial avec l'éco-organisme ECO-MOBILIER

Pages 369 à 401

17. Budget Déchets-Redevance incitative - Décision modificative n° 1

Pages 402 à 426

18. Stade Nautique de l'Arbre Sec - Approbation de l'attribution de compensation

Pages 427 à 454

19. Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) - Approbation de l'attribution de compensation

Page 455

20. Budget principal - Décision modificative n° 2

Pages 456 à 543

21. Budget principal et budgets annexes - Admissions en non-valeur

Pages 544 à 558

22. Syndicat Mixte De l'Aéroport d'Auxerre-Branches - Convention de soutien à l'investissement

Pages 559 à 563

23. Association club/mob – Convention de partenariat 2020-2022

Pages 564 à 566

24. Modification des statuts de l'Office du Tourisme et de la convention d'objectifs 2016-2020 - Approbation

Pages 567 à 581

25. Personnel communautaire - Actualisation du régime indemnitaire

Pages 582 à 603

26. Personnel communautaire – Modification de l'effectif réglementaire

Pages 604 à 608

27. Salle de lecture des Archives - Modification du règlement intérieur

Pages 609 à 612

Escamps



Plan Local d'Urbanisme - PADD



communauté de l'auxerrois

CDHU
au service du développement local

Déroulement de la présentation

- *Calendrier*
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de la consommation foncière
- Scénario démographique choisi
- Les objectifs du PADD
- Questions diverses / échanges

Calendrier

- Diagnostic → Octobre 2019
- Projet d'aménagement → Décembre 2019
- Règlement (zonage, OAP, règlement)
- Arrêt-projet → Juin/Juillet 2020
- Enquête publique
- Approbation → Fin 2020

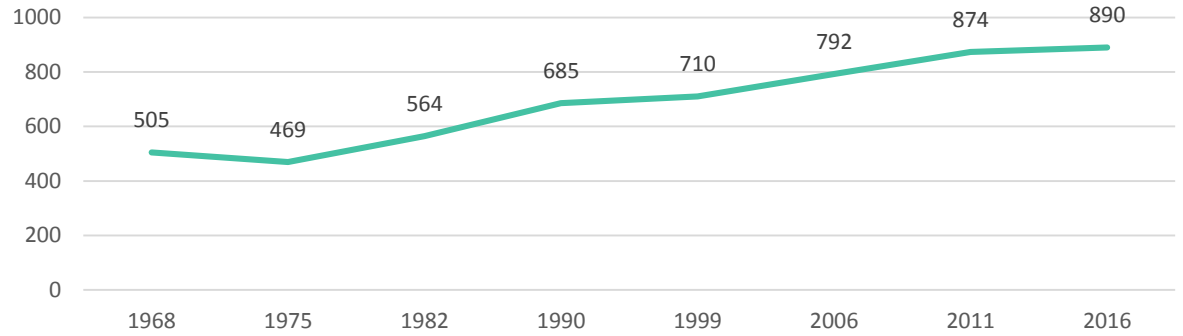
Déroulement de la présentation

- Calendrier
- *Présentation du diagnostic*
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de la consommation foncière
- Scénario démographique choisi
- Les objectifs du PADD
- Questions diverses / échanges

Evolution de la population

- Croissance continue entre 1999 et 2011, ralentissement depuis 2011
- Croissance plus forte que celle du département et de la CA.
- Un solde naturel positif qui permet la croissance démographique.
- Un solde migratoire qui varie fortement. Ce dernier est négatif entre 2011 et 2016.

Evolutions annuelles moyennes de la population communale, source INSEE

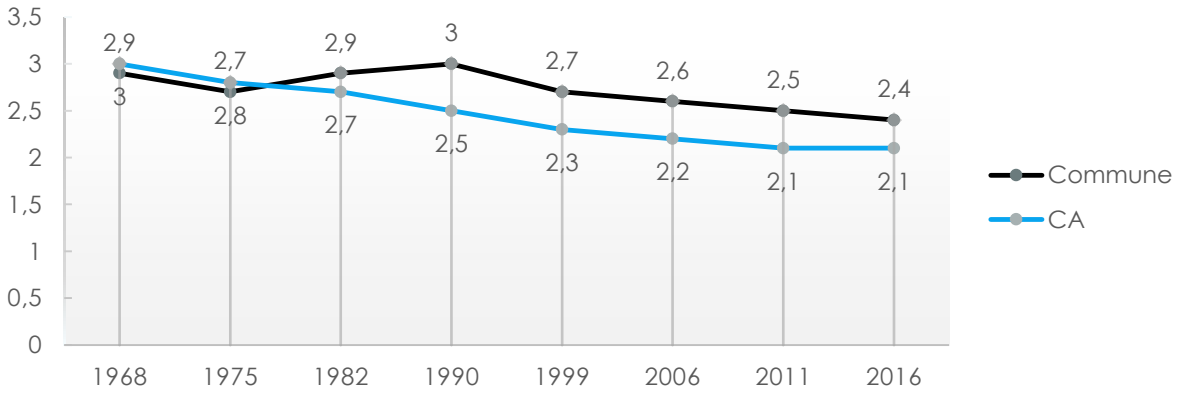


	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,05	2,67	2,46	0,40	1,57	1,99	0,36
due au solde naturel en %	-0,3	-0,5	0,4	0,3	0,6	0,9	0,6
due au solde apparent des entrées sorties en %	– 0,7	3,1	2	0,1	1	1,1	-0,2

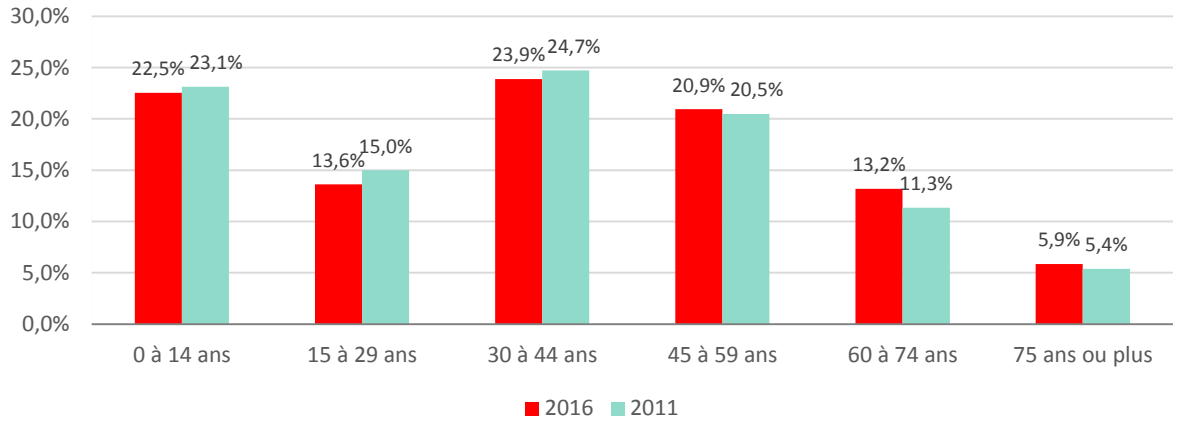
Typologie des ménages

- Taille des ménages élevée qui diminue au fil des années.
- Part importante d'enfants et de 30 – 44 ans.
- Un léger vieillissement de la population touchant toutes les tranches d'âges.
- Une forte représentation des couples et familles avec enfants.

Evolution de la taille des ménages, source INSEE

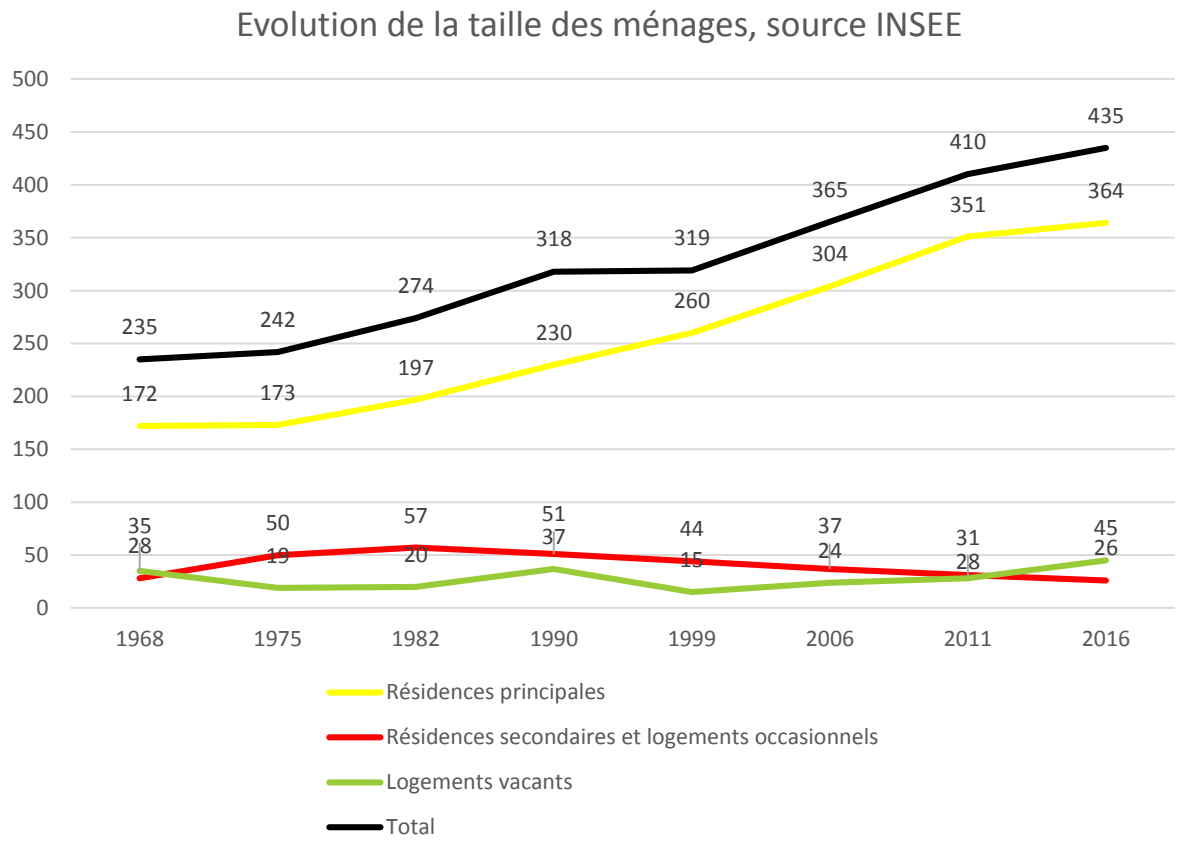


Structure de la population par âge, source INSEE



Le parc de logements

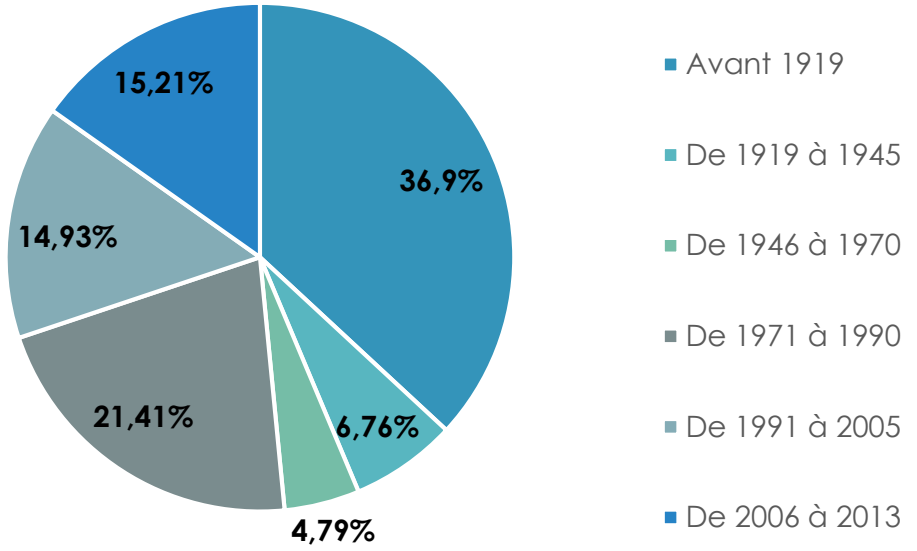
- 83,7 % de résidences principales, 5,9 % de résidences secondaires et 10,4 % de vacance.
- Forte dynamique de construction depuis 1999 avec 116 nouveaux logements en 20 ans.
- Une hausse importante de la vacance sur la même période (+17 en 5 ans).
- Baisse des résidences secondaires.



Le parc de logements

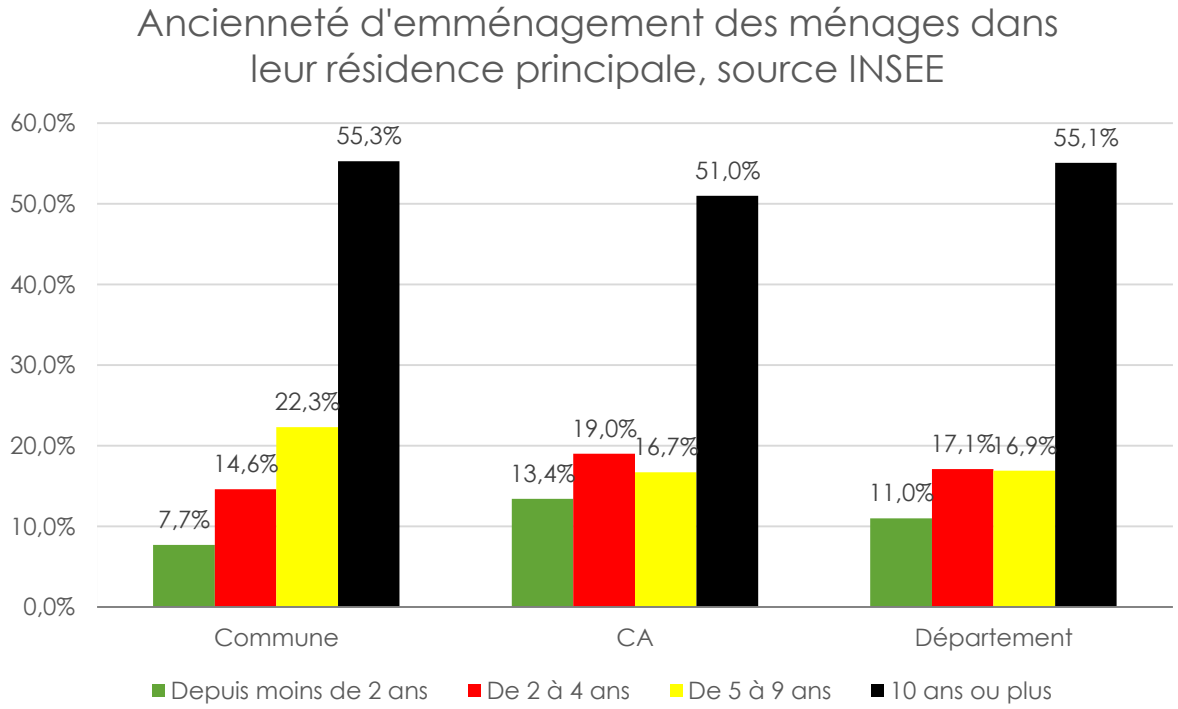
- Dominance de grands logements : 50 % ont 5 pièces ou plus.
- Légère hausse des appartements qui occupent 4 % du parc de logements.
- Un parc de logement divisé entre résidences récentes et anciennes.

Ancienneté du parc de logements en 2016, source INSEE



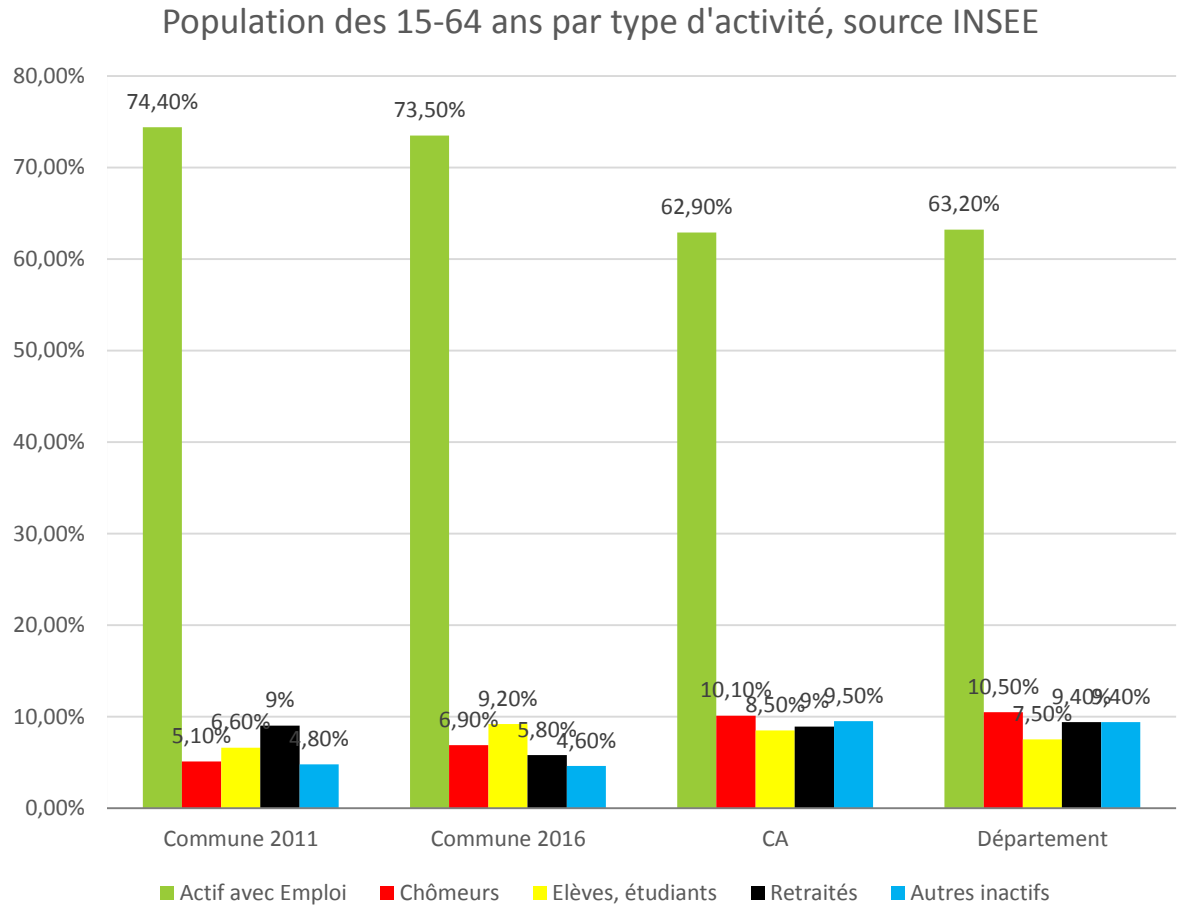
L’occupation des logements

- 84,9 % de propriétaires sur la commune, 14,3 % de locataires, 0,8 % logés gratuitement.
- Une mouvance des ménages similaire au département et à la CA.



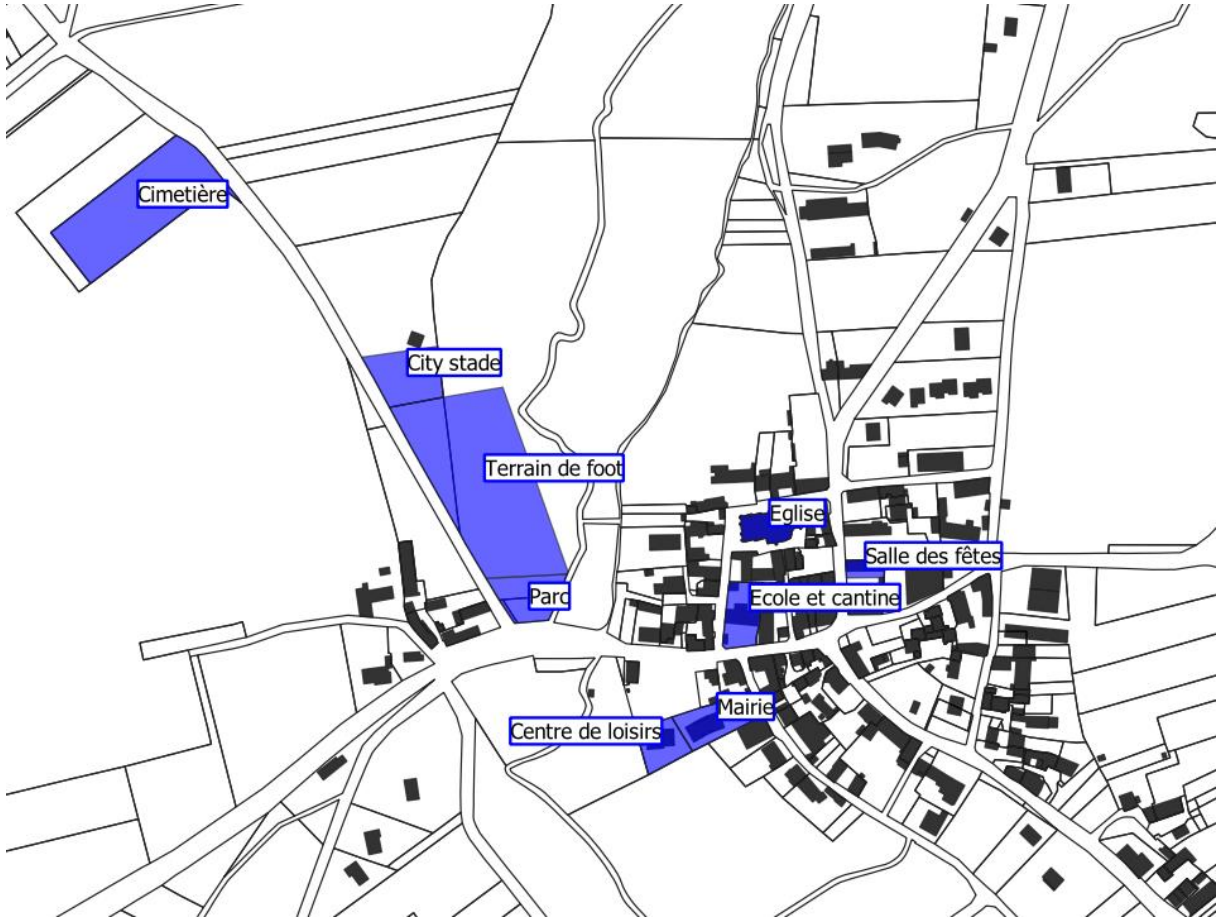
La population active

- *Nombre important d'actifs dans la population.*
- *Faible taux de chômage qui a cependant augmenté depuis 2011.*
- *Les élèves et étudiants ont fortement augmenté et représentent près de 10 % des 15 - 64 ans.*
- *Une baisse des retraités paradoxalement au vieillissement de la population.*



Le cadre de vie

- *La commune comprend de nombreux équipements concentrés sur le bourg.*
- *Aucun commerce de proximité.*
- *Une couverture internet correct.*



L’activité agricole

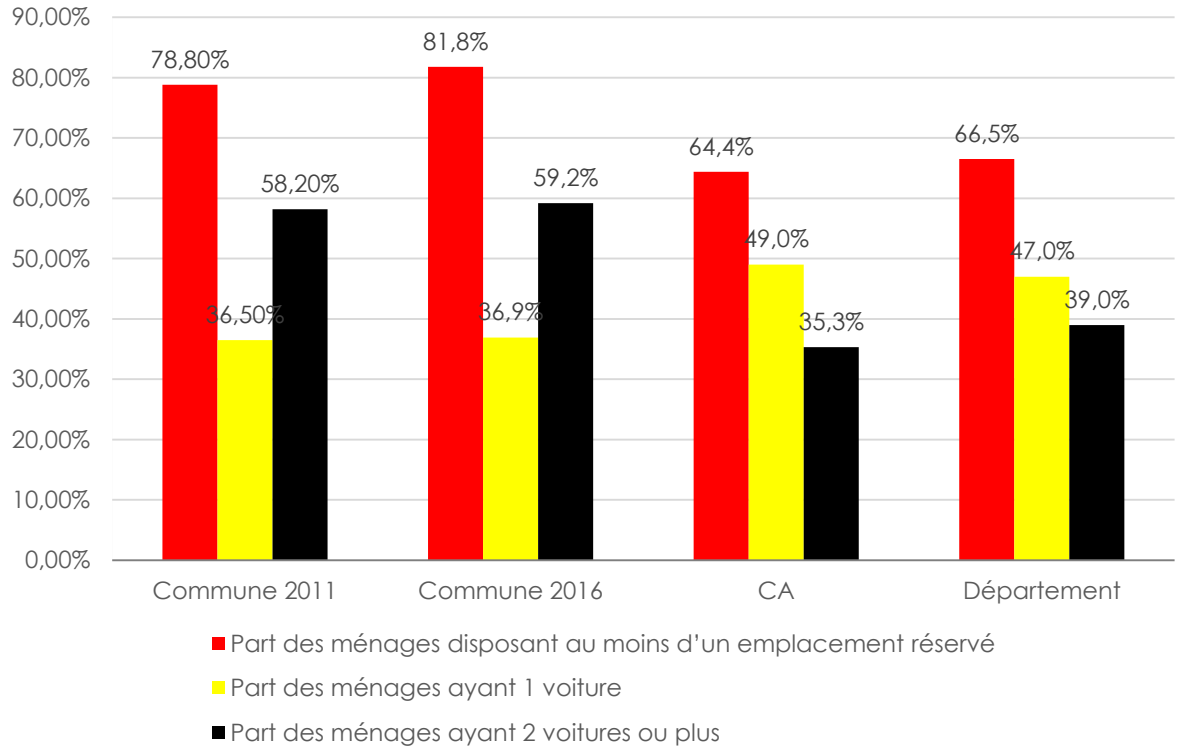
- *Une activité agricole importante sur de grandes parcelles*
- *Proximité entre exploitations agricoles et espaces résidentiels*
- *Des difficultés de circulation des véhicules agricoles, surtout sur Semilly.*



Les transports

- *Un nombre de places de parkings privées en augmentation.*
- *96,1 % des ménages disposent d'au moins une voiture sur Escamps.*
- *La voiture est utilisée dans 92,1 % des cas pour se rendre au travail.*
- *Des aménagements récents encourageant la mobilité douce sur le bourg.*

Equipement automobile des ménages en pourcentage, source INSEE



Caractéristiques du bâti





Déroulement de la présentation

- Calendrier
- Présentation du diagnostic
- *Présentation de l'état initial de l'environnement*
- Présentation de la consommation foncière
- Scénario démographique choisi
- Les objectifs du PADD
- Questions diverses / échanges

Les inventaires naturels : ZNIEFF 2

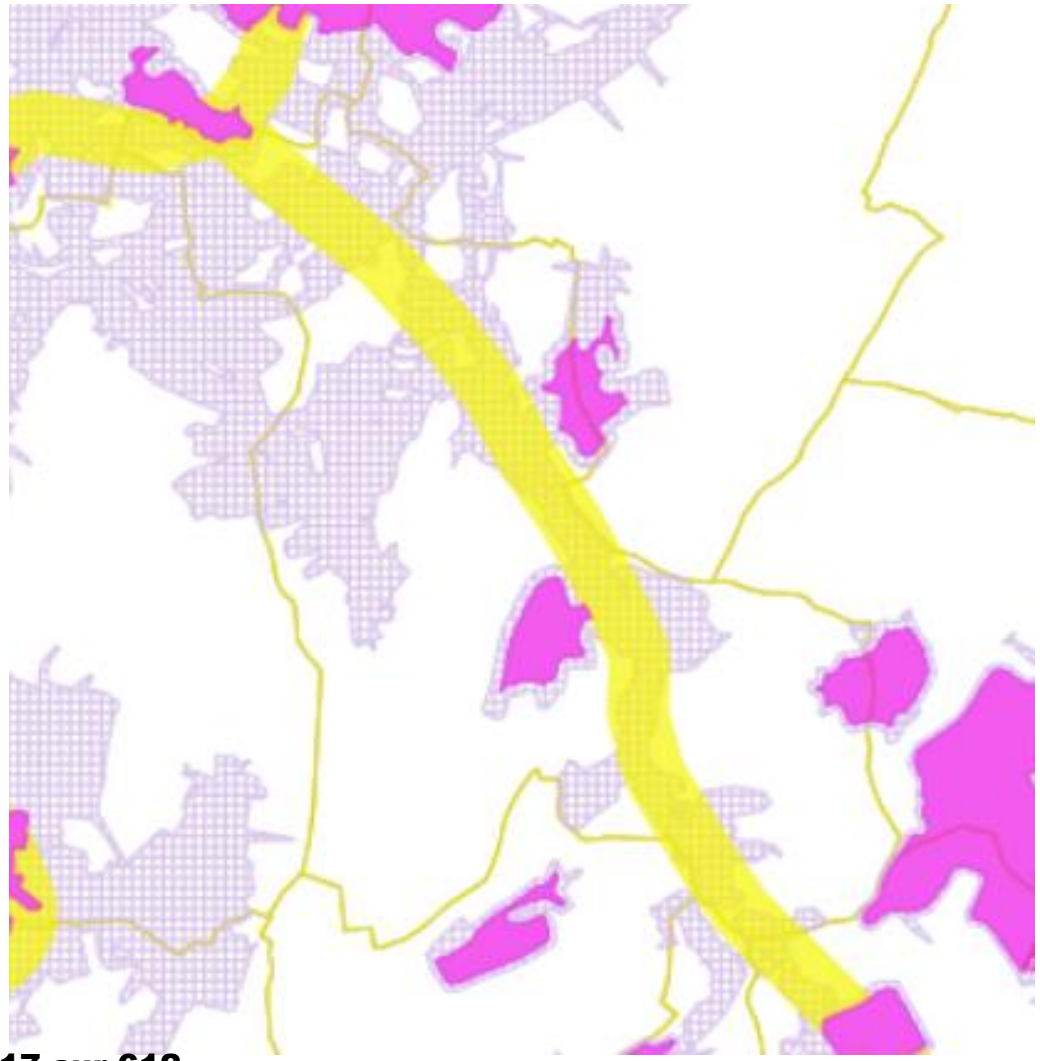
- *Une ZNIEFF de type 1 et 2 :*
  - *Ruisseau de la Baulche (ZNIEFF I)*
  - *Vallée de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre (ZNIEFF II)*



16 sur 612

SRCE : La sous-trame Forêts

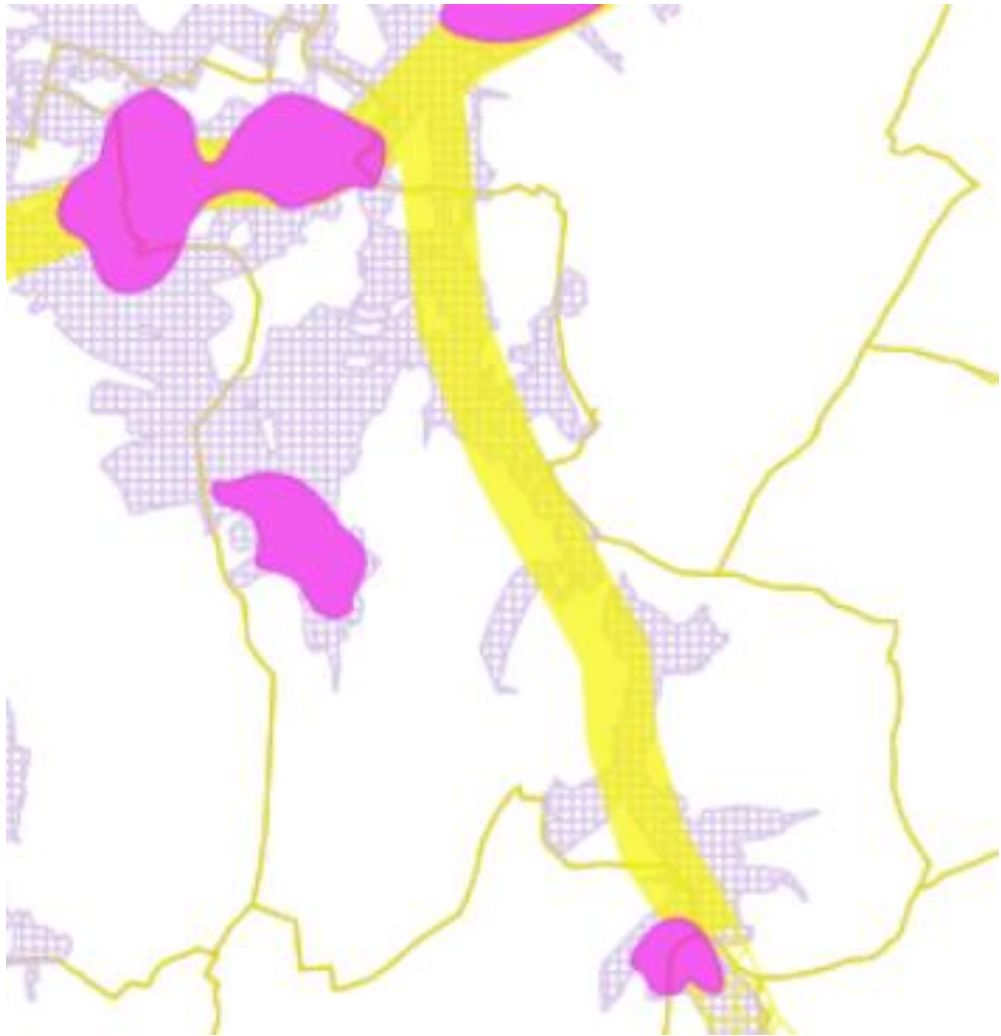
- *1 corridor linéaire à préserver*
- *2 réservoirs de biodiversité*
- *Continuum*



17 sur 612

SRCE : La sous-trame Prairies-Bocage

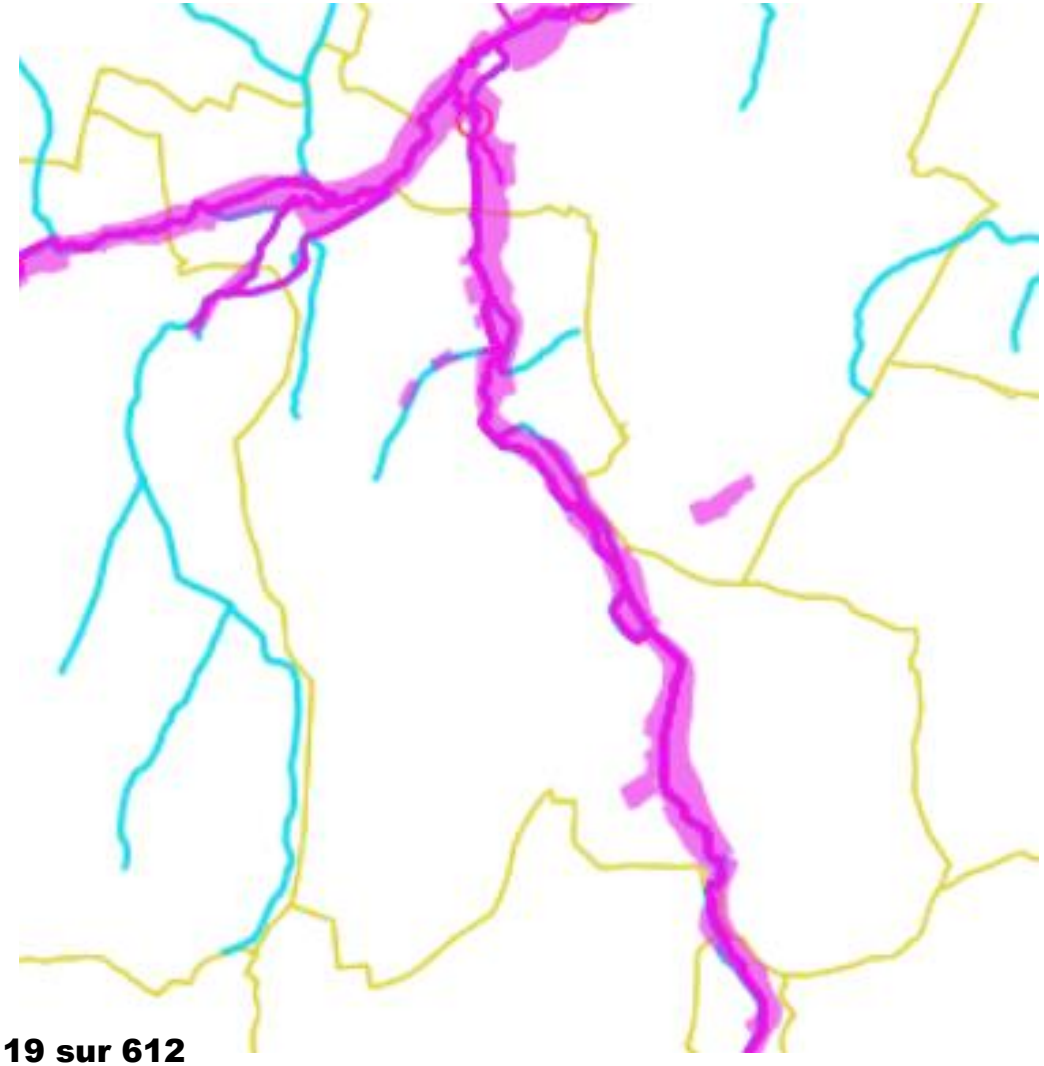
- *1 corridor linéaire à préserver*
- *1 corridor linéaire à remettre en bon état (sud)*
- *2 réservoir de biodiversité*
- *Continuum*



18 sur 612

SRCE : La sous-trame Eau

- *Plusieurs cours d'eau permanents*
- *2 réservoirs de biodiversité à préserver/remettre en bon état*
- *Des milieux humides associés à ces cours d'eau à préserver*



19 sur 612

Les risques

- Aléa sismique : très faible
- Potentiel radon : faible
- Aucune site BASOL
- Retrait-gonflement des argiles : nul à fort
- *Risque d'inondation : par une crue à débordement lent de cours d'eau*

Le paysage

- *Transition paysagère au fil de la commune :*
  - *Nord : petites vallées boisées avec une activité hydrographique de surface*
  - *Sud : Plateaux occupés par des grandes parcelles agricoles, donnant des vues dégagées*





L’évolution du paysage





Les monuments historiques

- *Eglise Saint-Georges*
- *Château d'Avigneau*

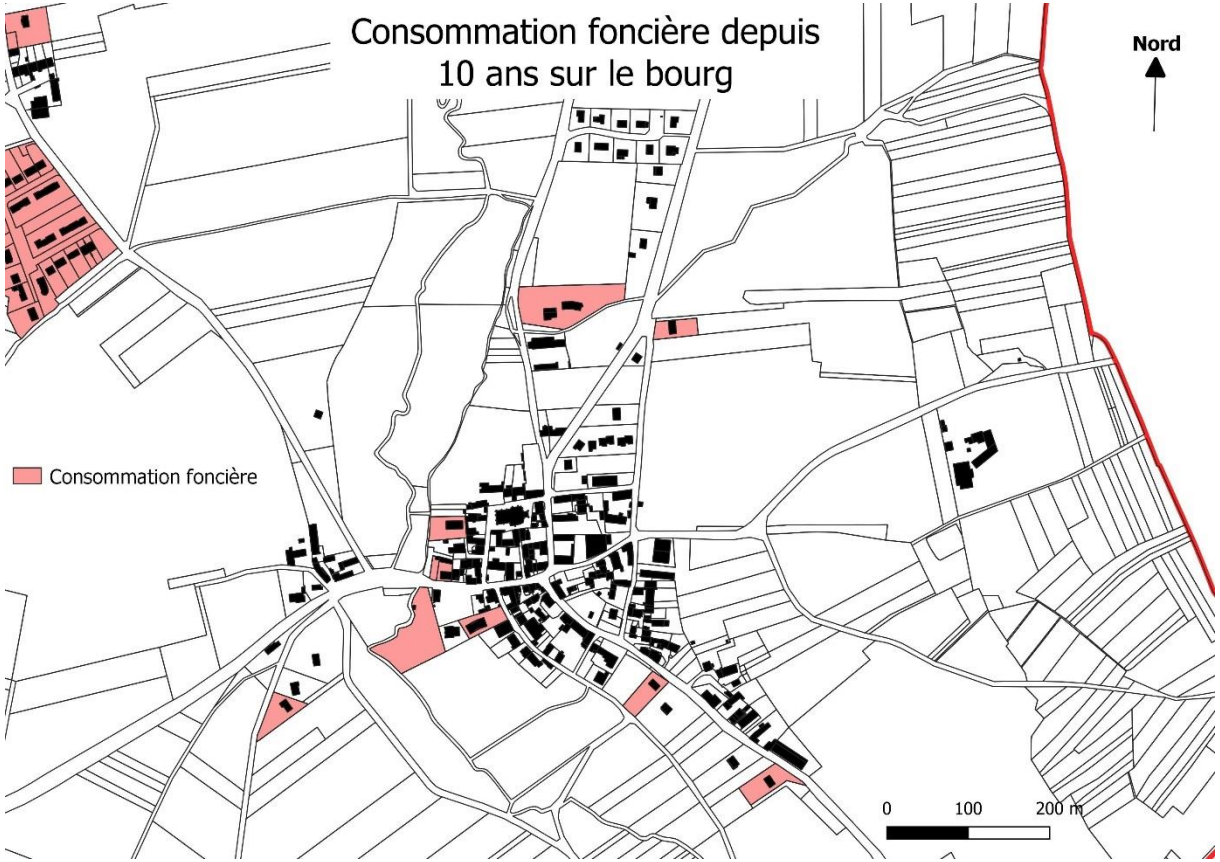


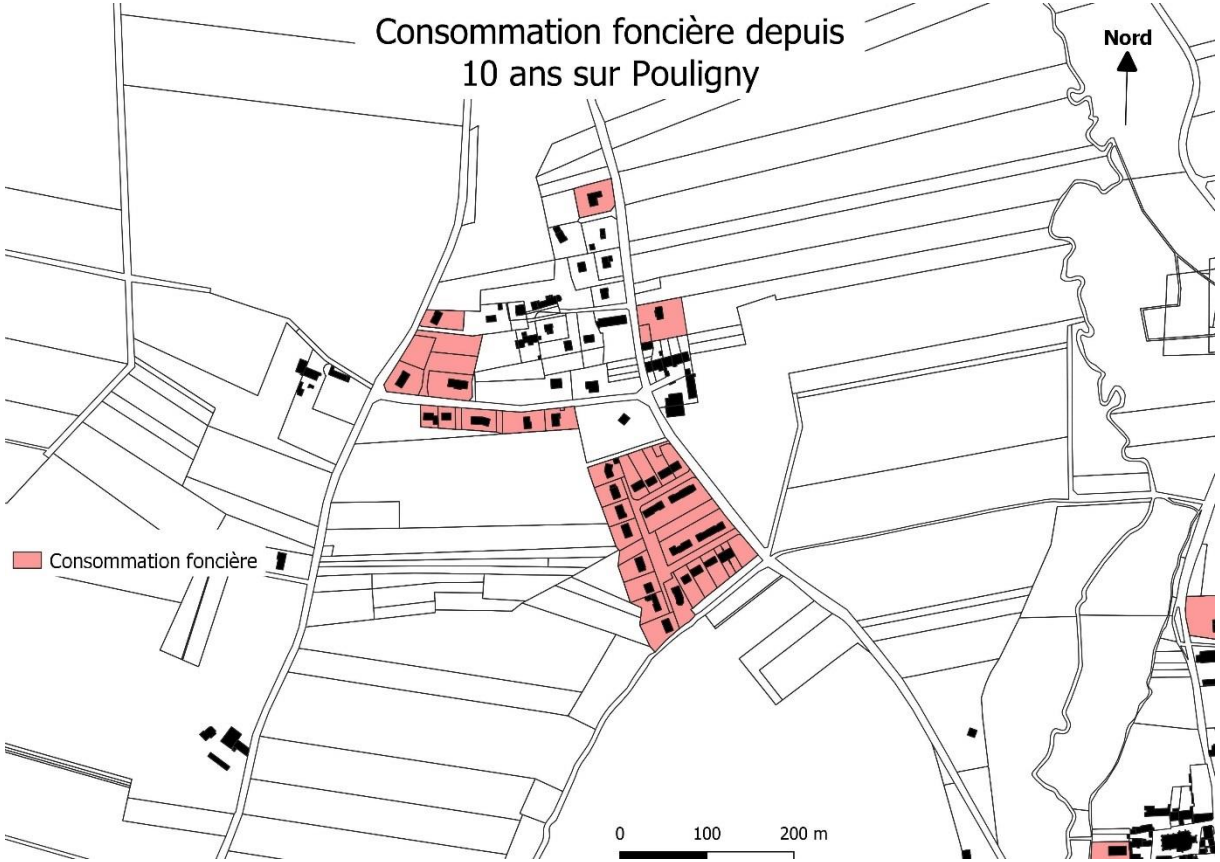
23 sur 612

Déroulement de la présentation

- Calendrier
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- *Présentation de la consommation foncière*
- Scénario démographique choisi
- Les objectifs du PADD
- Questions diverses / échanges

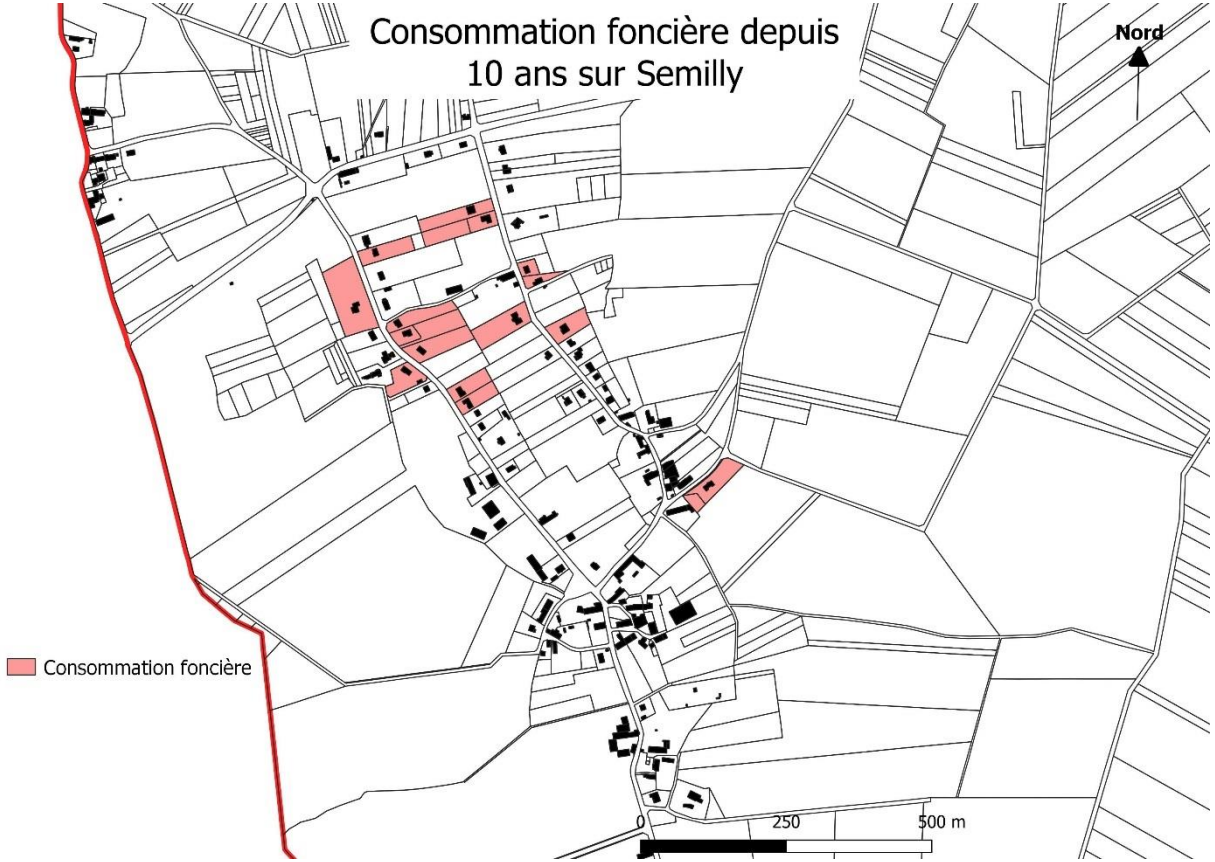
La consommation foncière

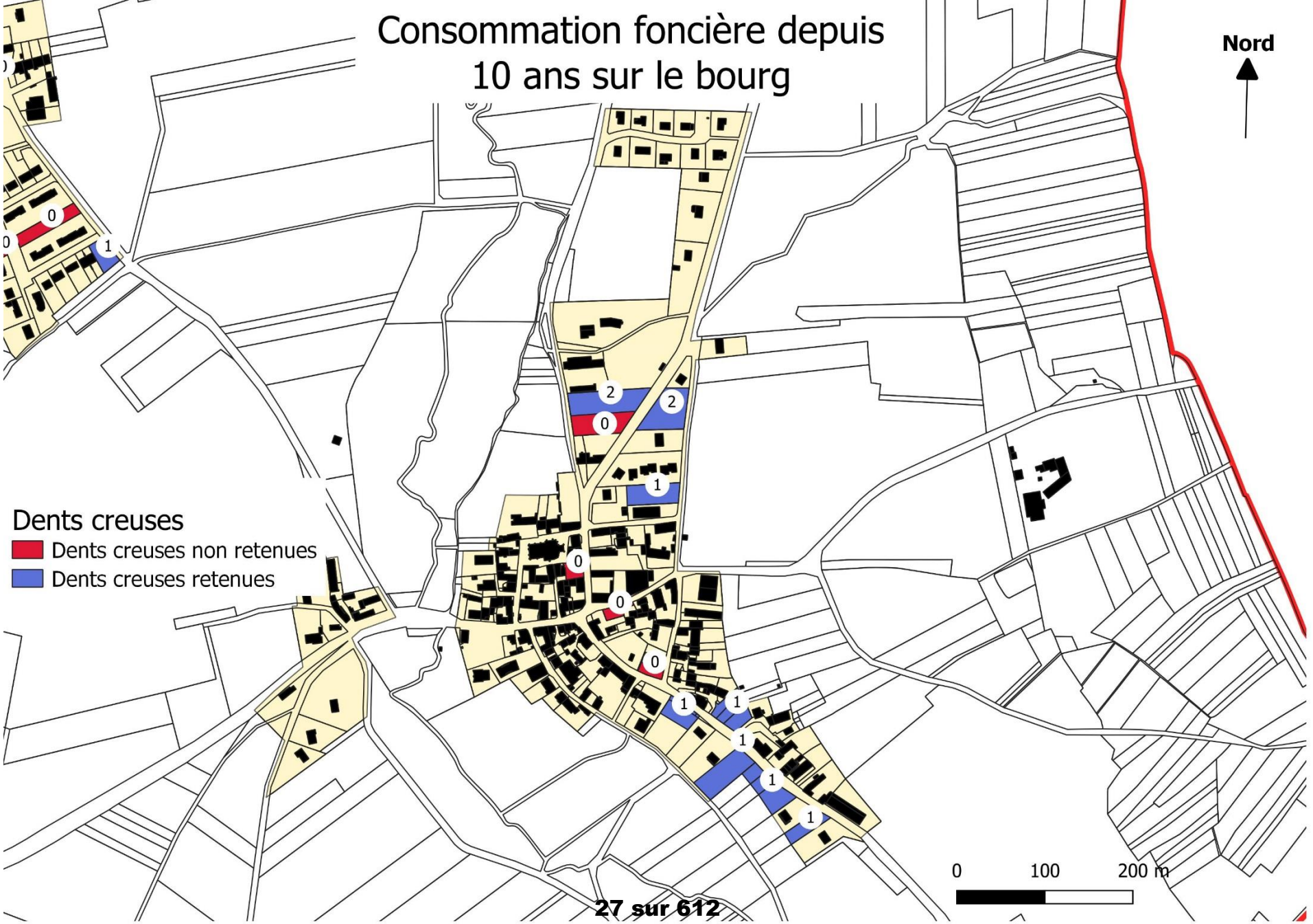




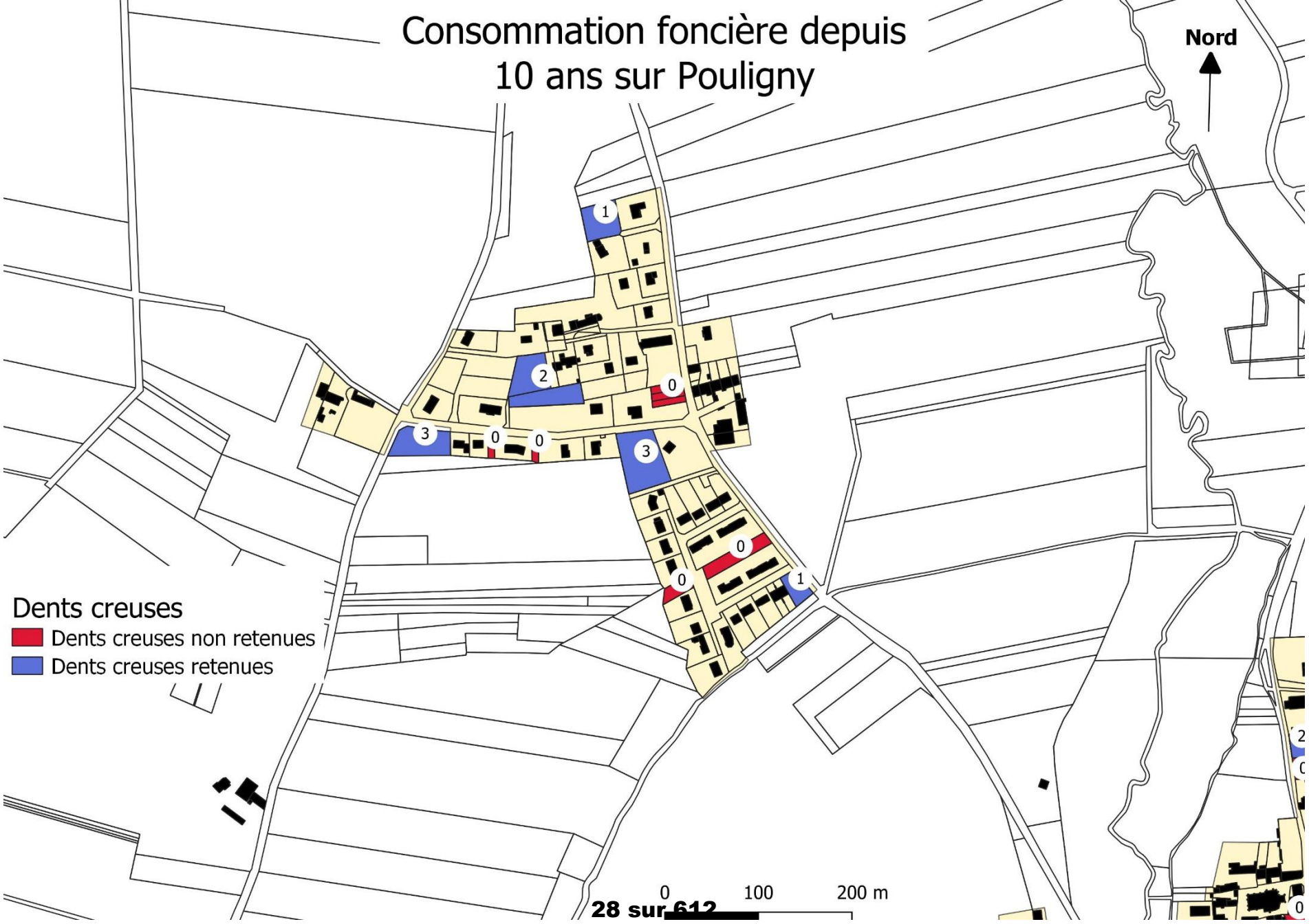
La consommation foncière

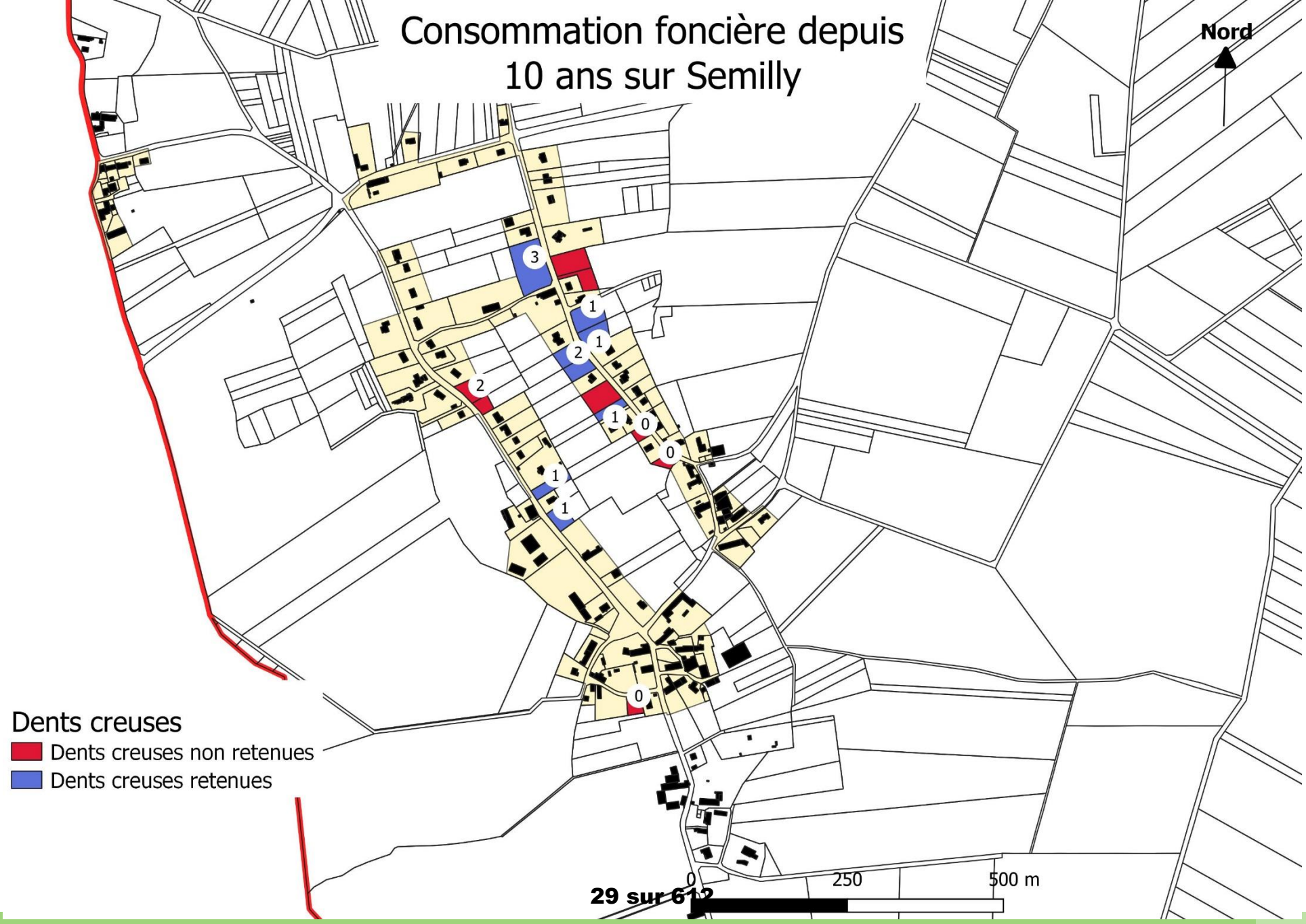
- *Environ 12,7 hectares urbanisés ces 10 dernières années pour du logement, mais également équipements et bâtiments agricoles.*




Consommation foncière depuis
10 ans sur le bourg
Nord
Dents creuses
Dents creuses non retenues
Dents creuses retenues
0
100
200 m

27 sur 612


Consommation foncière depuis
10 ans sur Pouligny
Nord
Dents creuses
Dents creuses non retenues
Dents creuses retenues
0
100
200 m
28 sur 612


Consommation foncière depuis 10 ans sur Semilly
Nord
3
1
1
2
2
1
0
0
1
1
0
Dents creuses
Dents creuses non retenues
Dents creuses retenues
0
250
500 m
29 sur 612

Déroulement de la présentation

- Calendrier
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de la consommation foncière
- *Scénario démographique choisi*
- Les objectifs du PADD
- Questions diverses / échanges

Evolution démographique

Croissance démographique	0,20 % /an
Desserrement des ménages	-0,4 % /an
Logements à créer en 2024	15
Logements à créer en 2030	30
Logements à créer en 2036	45

31 sur 612

Répartition de l'objectif en logements

Besoin en logements
= 45

Résidences secondaires
= 5

Déjà réalisés ou en cours
= /

+

Logements vacants
= 7

Dents creuses
= 15

Changement de destination
= 1

=

Logements restants à réaliser en extension **= 17**

32 sur 612

Déroulement de la présentation

- Calendrier
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de la consommation foncière
- Scénario démographique choisi
- *Les objectifs du PADD*
- Questions diverses / échanges

Aménagement et urbanisme

- Recentrer l'urbanisation sur le bourg de la commune.
- Permettre un développement modéré des hameaux de Semilly et de Pouligny.
- Autoriser l'évolution du bâti pour les autres hameaux et écarts (Avigneau, La Grilletière, Nantenne…).

Aménagement et urbanisme

- Préserver les espaces de respiration et jardins/vergers au sein du bourg de la commune.
- Prendre en compte le risque de retrait-gonflement des argiles sur la commune.
- Stopper l'urbanisation sur les zones inondables de la commune.

Habitat

- Prévoir la création d'environ 45 logements d'ici 2036 pour répondre aux évolutions démographiques anticipées.
- Encourager la réduction de la vacance.
- Lutter contre la précarité énergétique des logements.

Equipement

- Faciliter le déploiement de la fibre optique pour les nouvelles constructions.
- Poursuivre le développement des énergies renouvelables, en permettant la création de centrales photovoltaïques au sol sur les espaces difficilement valorisables et en autorisant l'implantation de nouvelles éoliennes.

Equipements

- Permettre le développement des réseaux d'énergie (géothermie…).

Le développement économique et les loisirs

- Permettre le développement des activités économiques et de loisirs, notamment commerciales, par le biais d'une règlementation souple.
- Autoriser les changements de destinations pour les constructions susceptibles d'en faire la demande.

Transports et déplacements

- Développer les modes de déplacements doux à l'échelle d'Escamps, en lien avec l'intercommunalité.
- Faciliter le déplacement des engins agricoles, dans la mesure du possible.
- Faciliter le développement du stationnement des véhicules et vélos électriques, ainsi que les équipements nécessaires à leur fonctionnement (point de charge…)

Paysages

- Identifier et protéger les cônes de vue présentant un intérêt paysager.
- Inventorier les haies qui participent à la structuration du paysage (article L151-19).
- Identifier et préserver les éléments caractérisant les entrées de ville.

Paysages

- Préserver et mettre en valeur le bâti ancien.
- Encadrer l'aspect architectural des constructions agricoles.

Protection des espaces naturels

- Protéger les espaces naturels présentant un enjeu particulier (ZNIEFF, zones humides…).

Protection des espaces agricoles et forestiers

- Préserver les espaces agricoles et forestiers.
- Permettre le développement des activités agricoles et forestières et leurs diversifications, prioritairement par rapport au développement de l'habitat.

Préservation ou remise en bon état des continuités écologiques

- Protéger les milieux identifiés comme réservoirs de biodiversité.
- Préserver les continuités écologiques recensées sur le territoire de la commune :
  - Ru de Baulche
  - …

Les objectifs chiffrés

- Ralentir la consommation d'espace de 50 % par rapport aux 10 années précédentes.
- Fixer une densité de 12 logements par hectare pour les extensions de l'urbanisation.

Déroulement de la présentation

- Calendrier
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de la consommation foncière
- Scénario démographique choisi
- Les objectifs du PADD
- *Questions diverses / échanges*

47 sur 612

Questions diverses / échanges

Des questions ?

- Besoin d'éclaircissement sur certains points ?
- …

Nous sommes à votre écoute

Vincelottes



Plan local d'urbanisme – Diagnostic et PADD

communauté de l'auxerrois

CDHU
au service du développement local

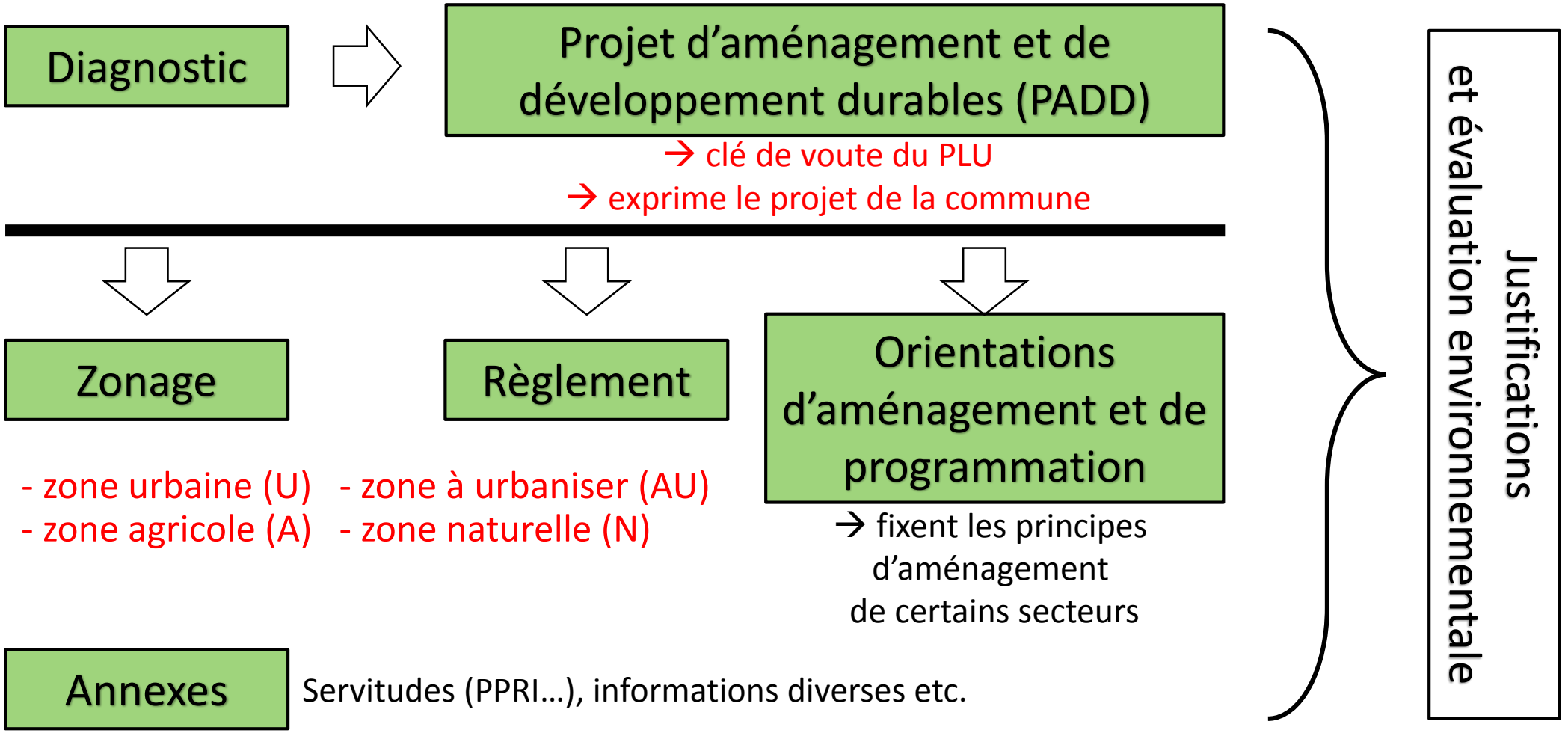
Déroulement de la présentation

- *Calendrier et contexte*
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de l'étude foncière
- Présentation du PADD
- Questions diverses / échanges

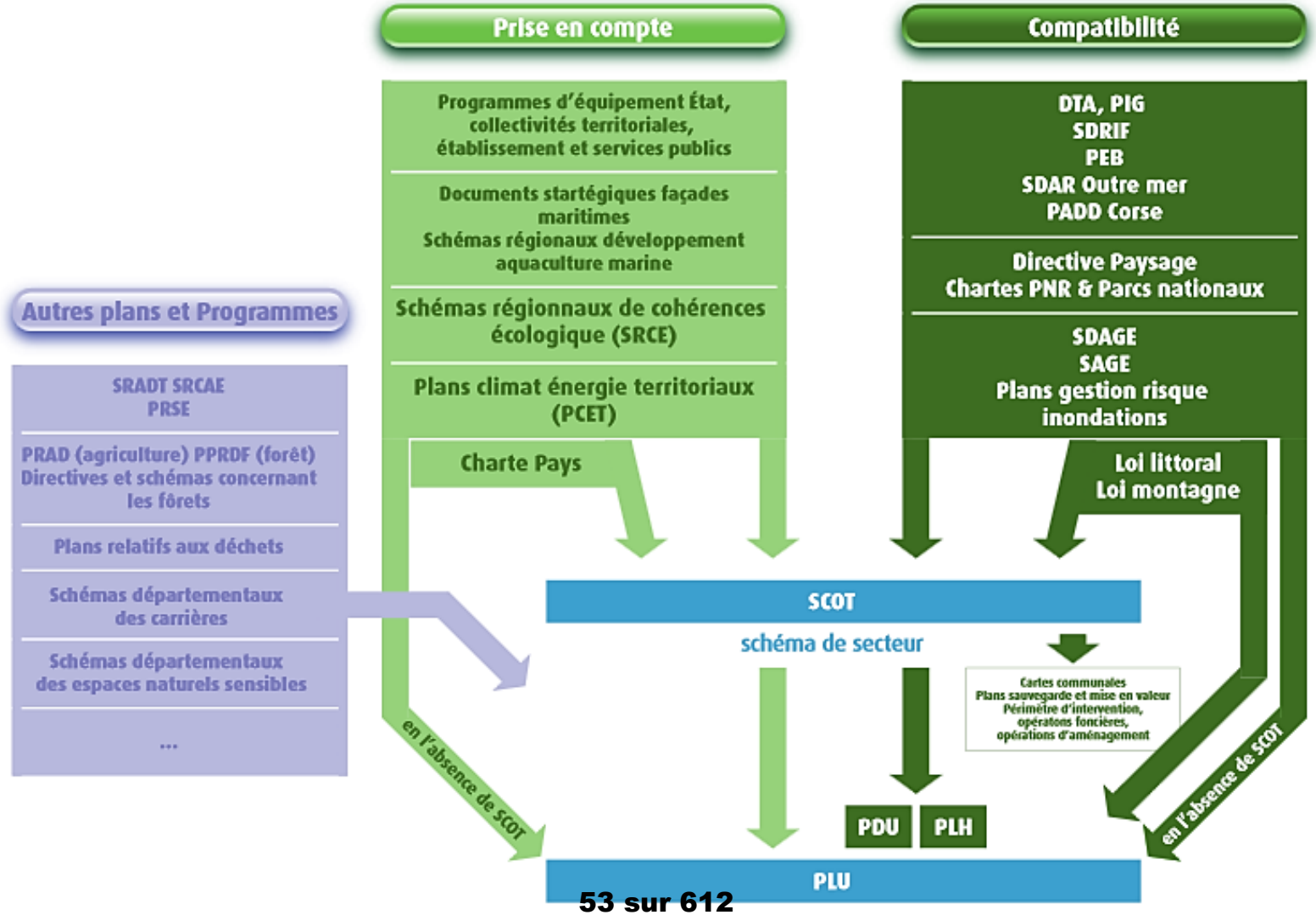
Calendrier

- Projet d'aménagement → décembre 2019
- Règlement (zonage, OAP, règlement)
- Arrêt-projet → juin/juillet 2020
- Enquête publique
- Approbation → fin 2020

Contenu du plan local d'urbanisme



Les documents supracommunaux



53 sur 612

Documents supracommunaux (compatibilité)

- Le schéma de cohérence territoriale du Grand Auxerrois
- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de Seine-Normandie
- Le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie
- Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (règles générales du fascicule)
- Le plan global de déplacements urbains de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois
- Le programme local de l'habitat de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Documents supracommunaux (prise en compte)

- Le plan climat-air-énergie territorial de l'Auxerrois
- Le schéma régional de cohérence écologique
- Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de Bourgogne-Franche-Comté (objectifs)
- Le schéma départemental des carrières

Chiffres clés du logement à Vincelottes

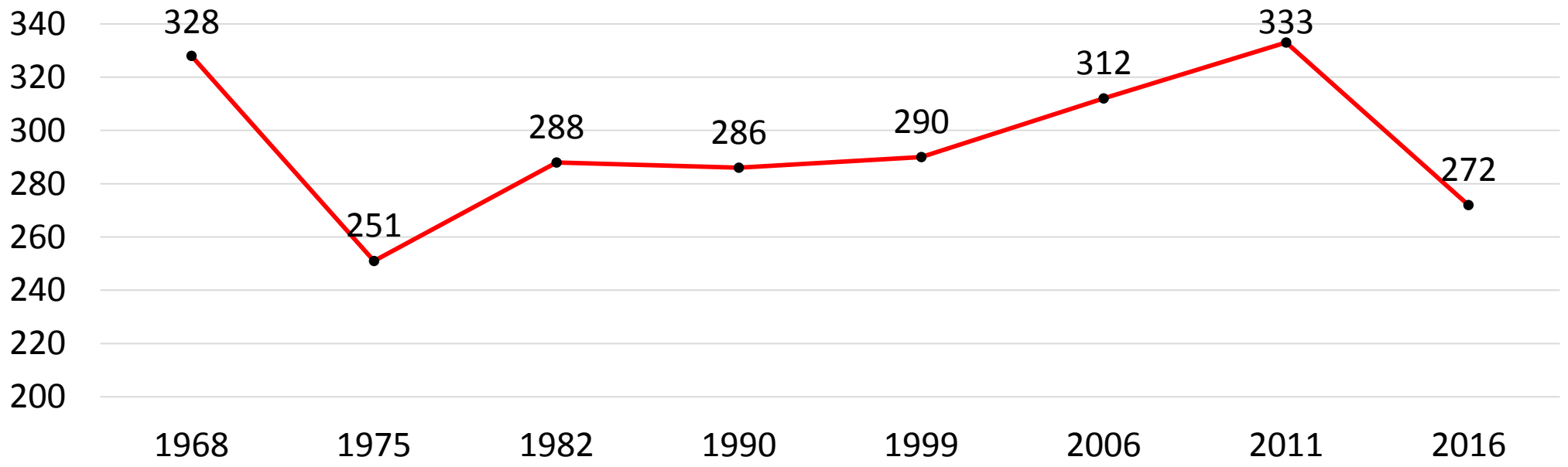
- programme local de l'habitat : densité d'environ 12 logements par ha
- SCoT :
  - +1,15 habitant par an sur les 20 prochaines années ;
  - remise sur le marché de 0,1 logement vacant par an ;
  - renouvellement urbain ou densification : 0,4 logement par an ;
  - production de 1,16 logements par an.

Déroulement de la présentation

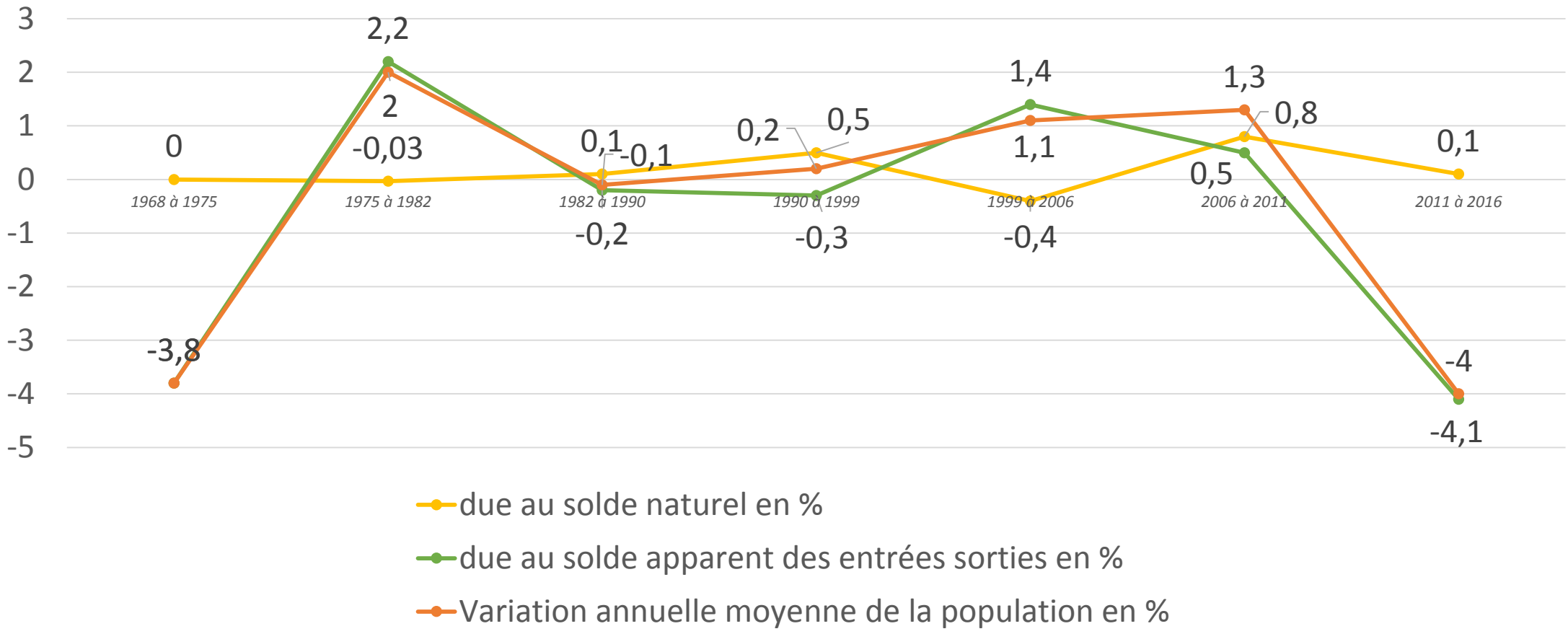
- Calendrier et contexte
- *Présentation du diagnostic*
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de l'étude foncière
- Présentation du PADD
- Questions diverses / échanges

Démographie

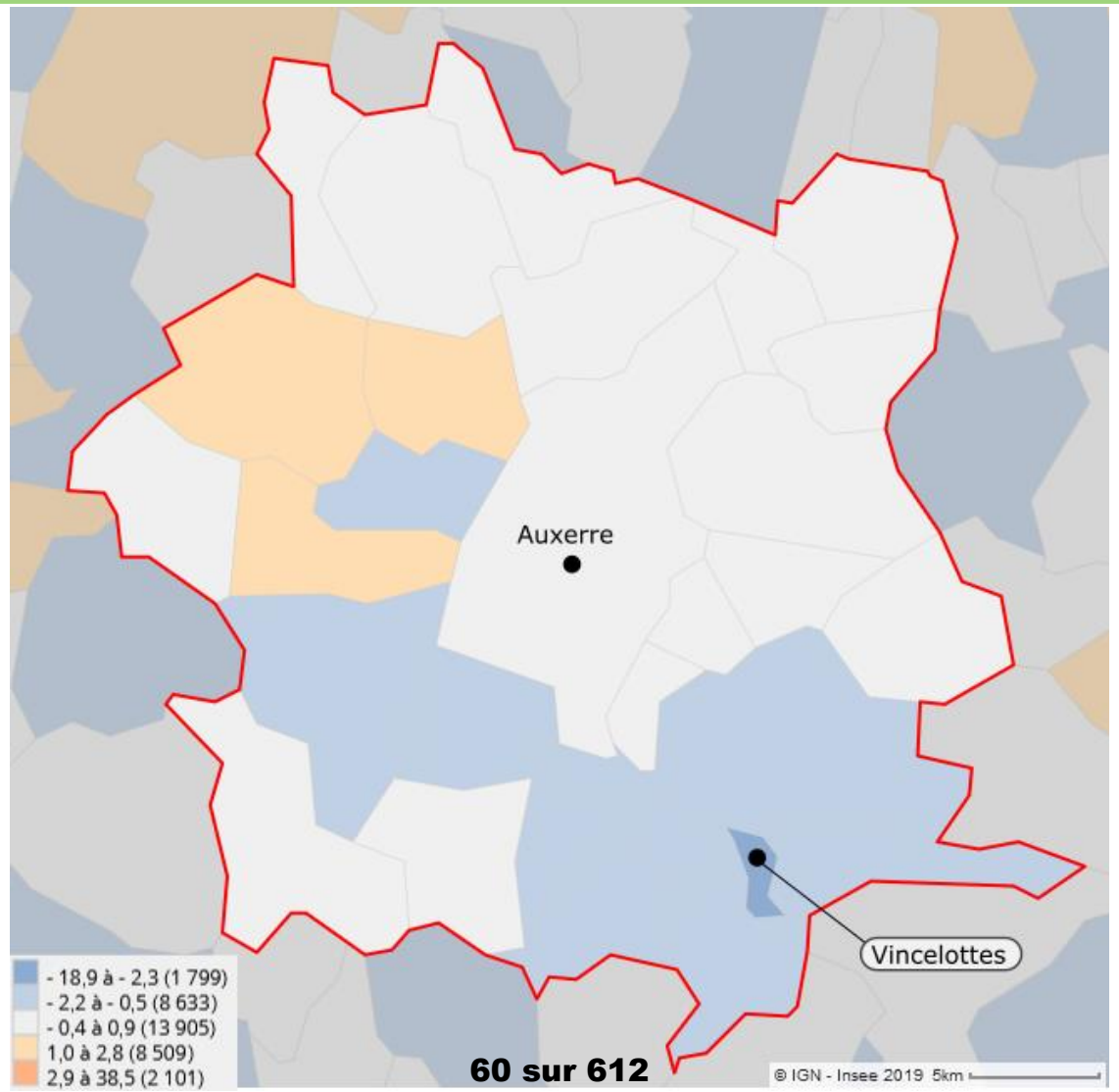
Population légale 2016 : 272 habitants
Evolution 2006-2016 : -1,28% par an



Démographie

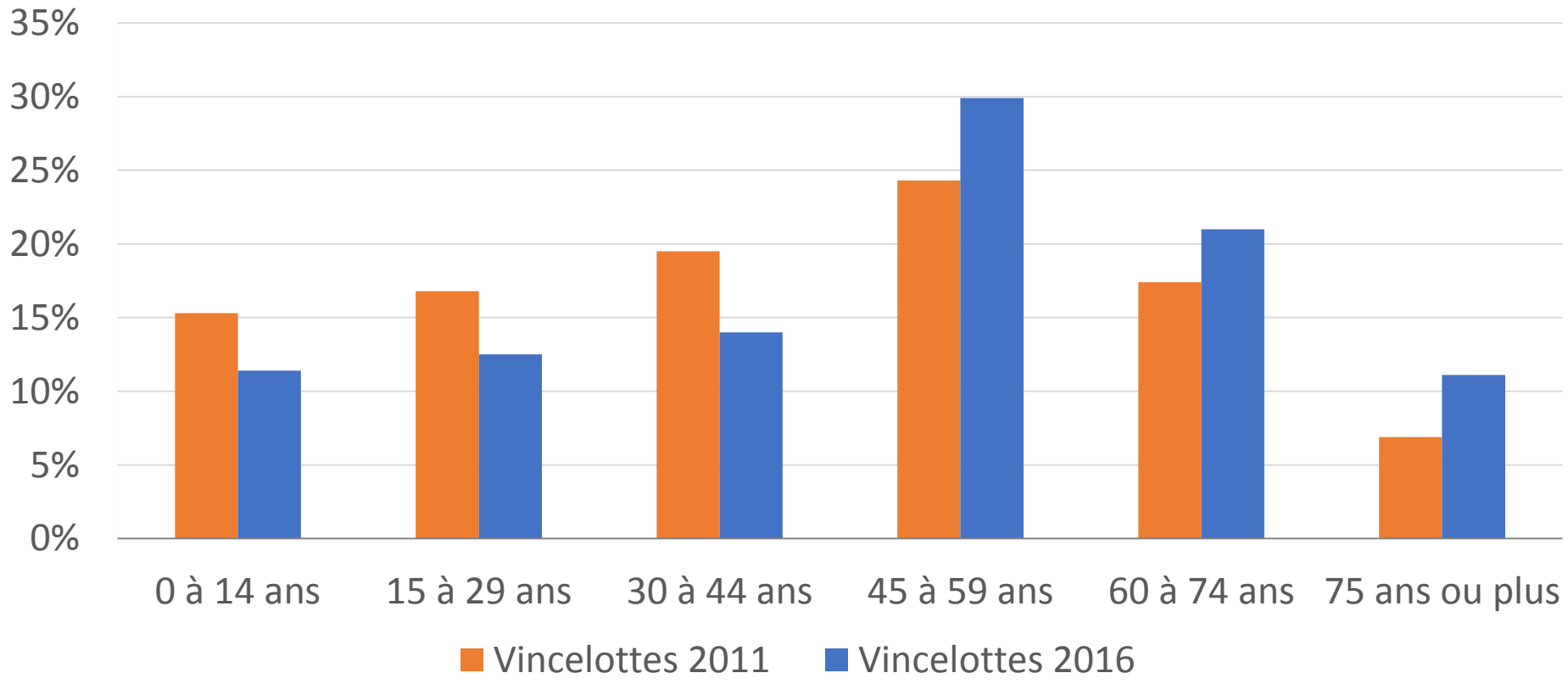


Démographie



Variation annuelle moyenne
des populations des communes
de la CA
sur la période 2011-2016

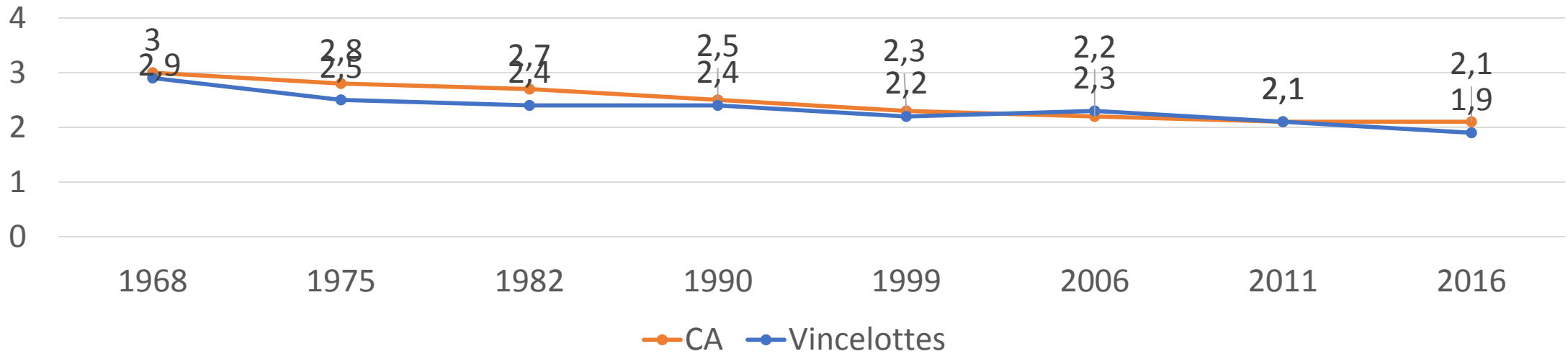
Démographie



indice de vieillissement	Vincelottes	CA	Ecart entre Vincelottes et la CA
2011	83,1	81,4	1,7
2016	155,5	96,5	59

Démographie

Desserrement des ménages 2011-2016 : -1,90% par an

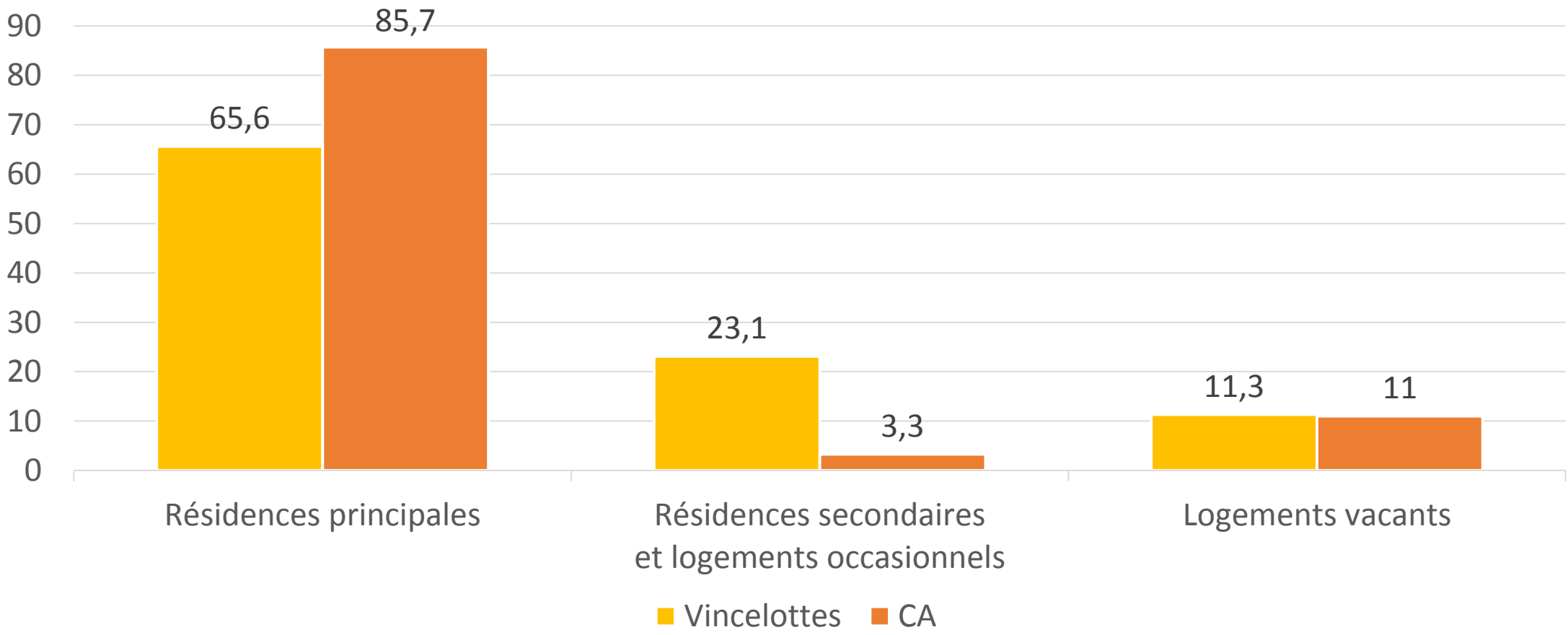


	2016	Evolution 2011-2016
Nombre de ménages d'une seule personne	59	+15,7%
Nombre de ménages avec famille	87	-14,7%

62 sur 612

Habitat

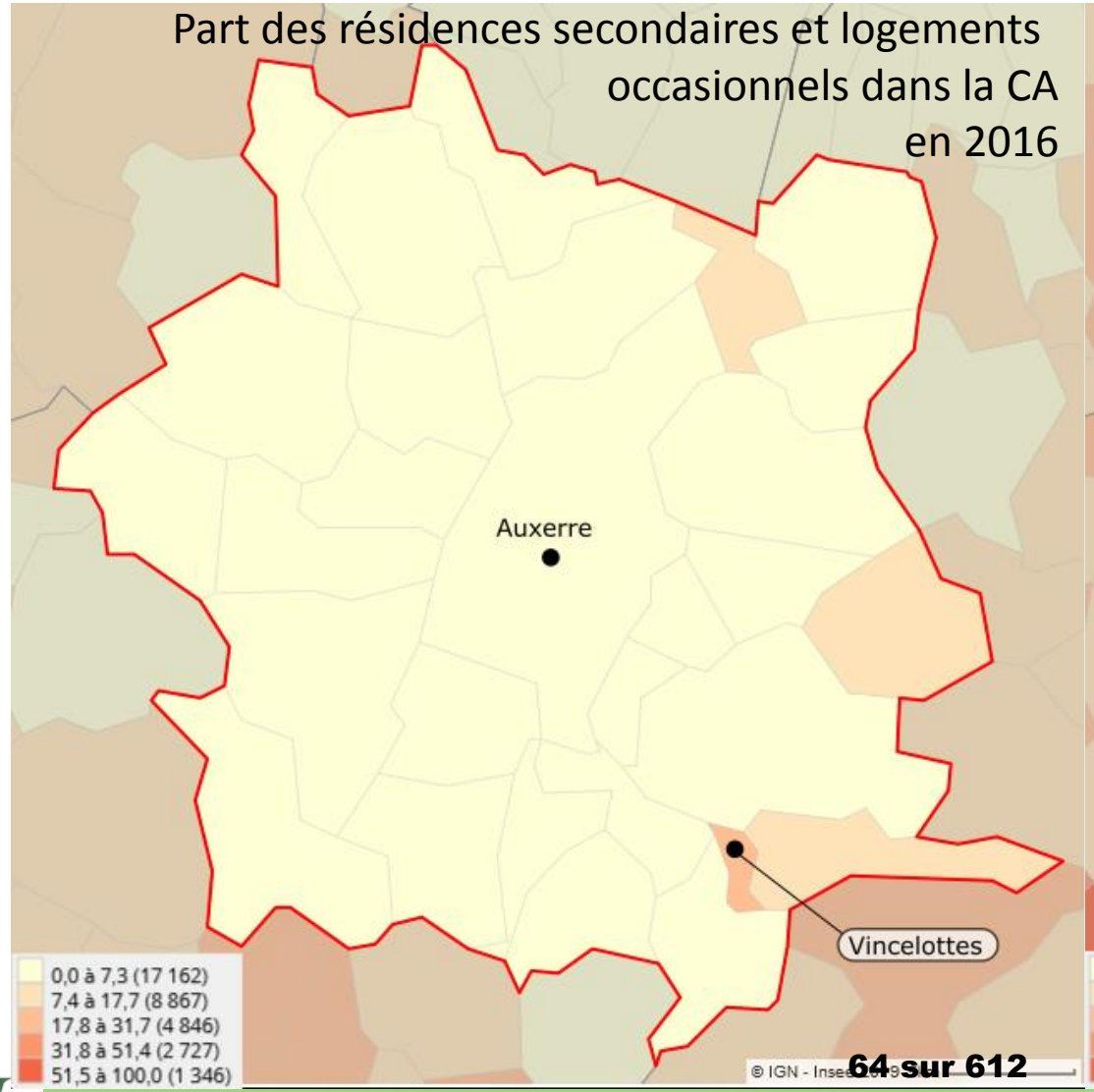
en % en 2016



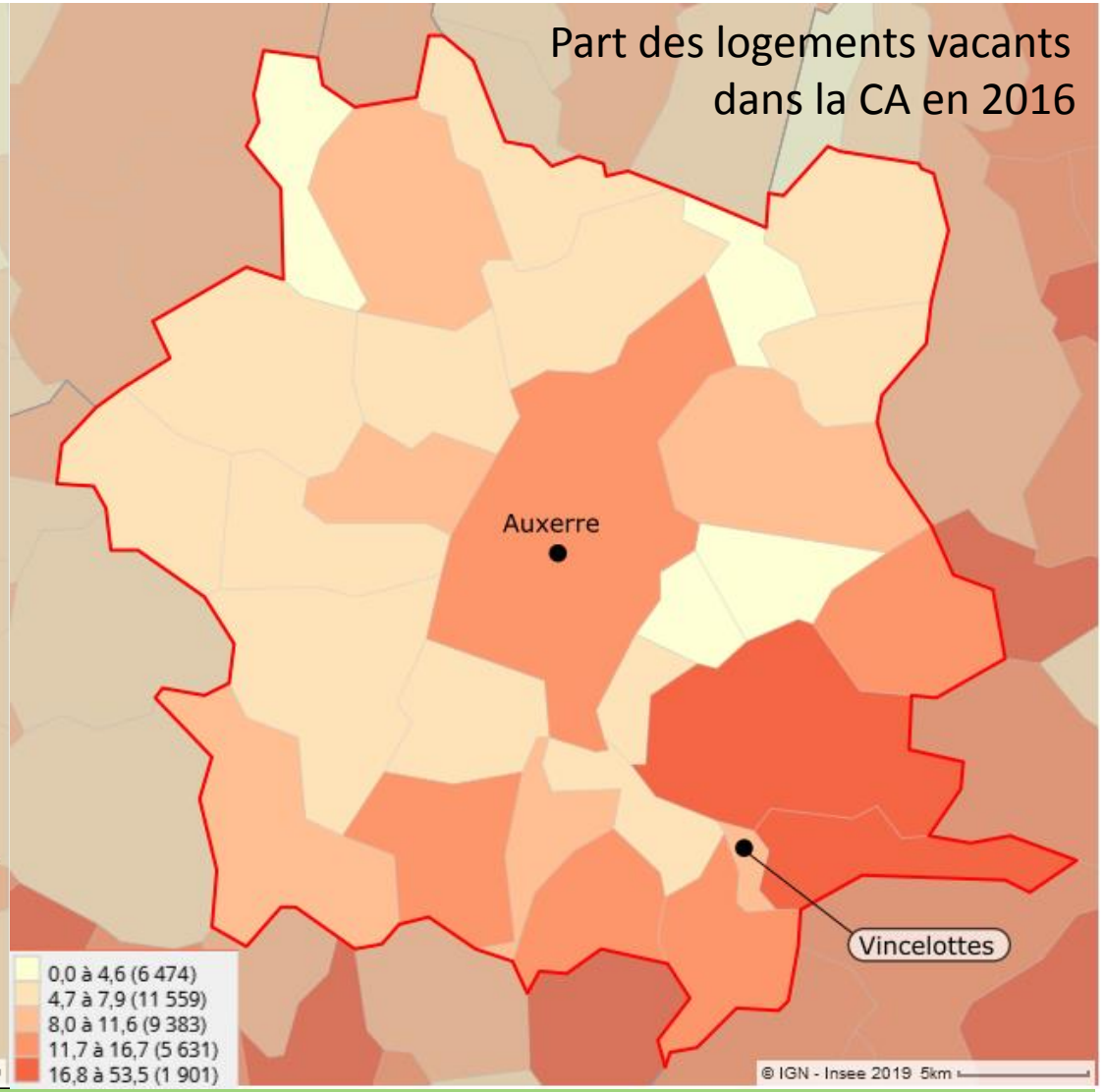
63 sur 612

Habitat

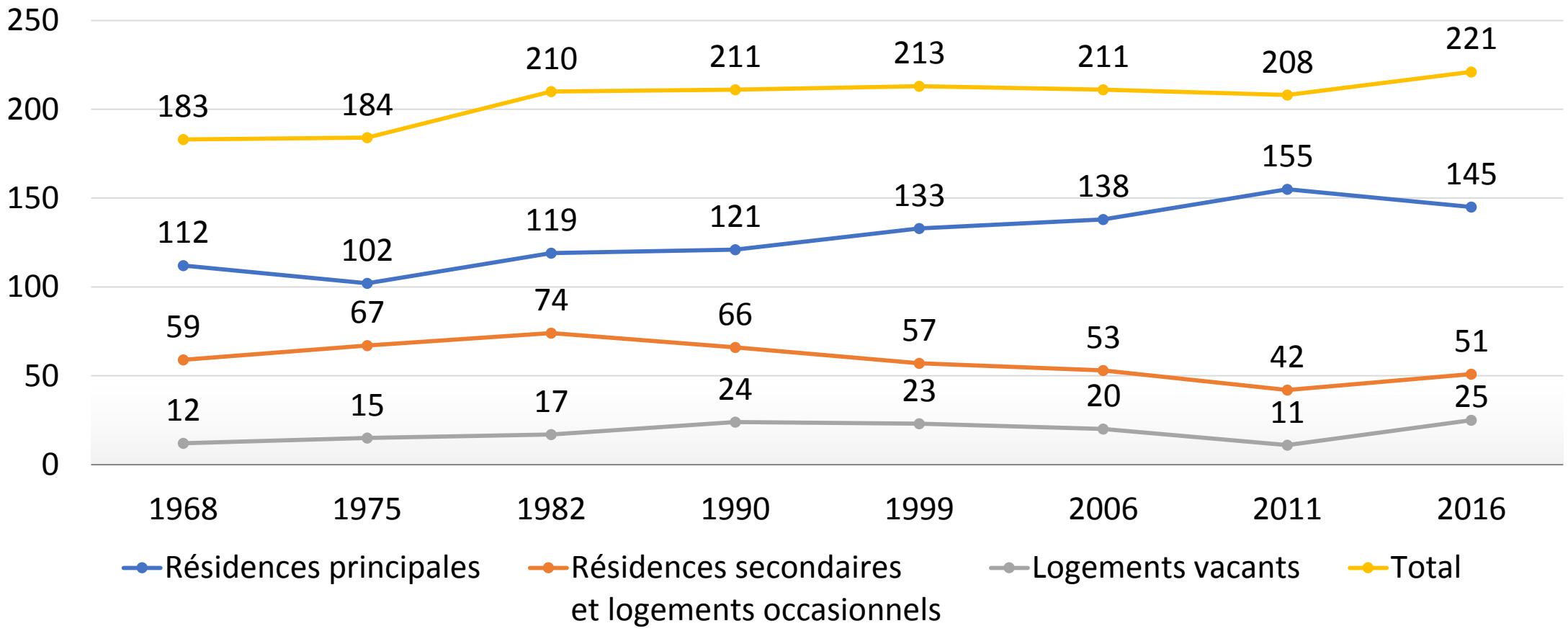
Part des résidences secondaires et logements occasionnels dans la CA en 2016



Part des logements vacants dans la CA en 2016

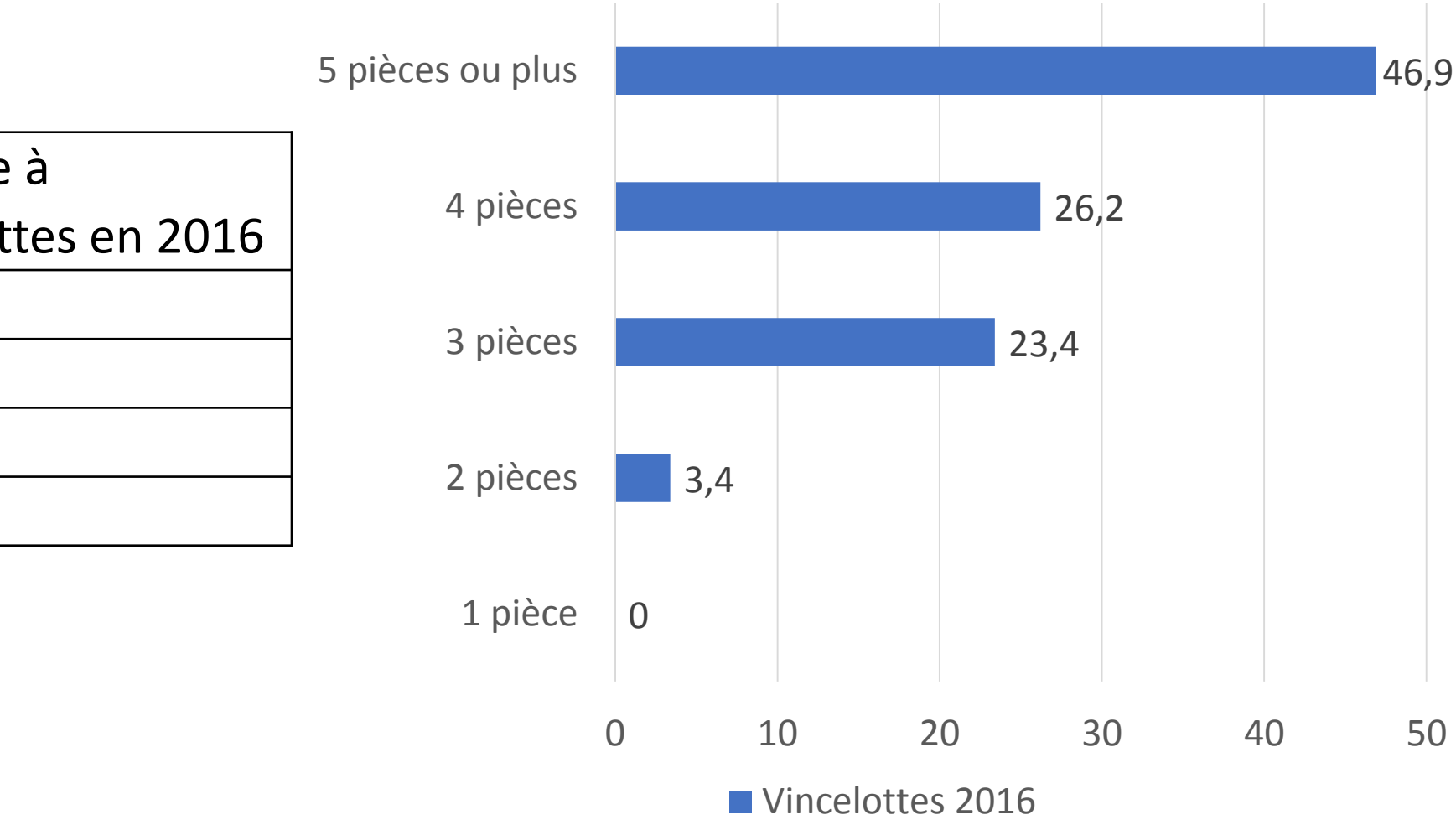


Habitat


250
200
150
100
50
0
183
184
210
211
213
211
208
221
112
102
119
121
133
138
155
145
59
67
74
66
57
53
42
51
12
15
17
24
23
20
11
25
1968
1975
1982
1990
1999
2006
2011
2016
Résidences principales
Résidences secondaires et logements occasionnels
Logements vacants
Total

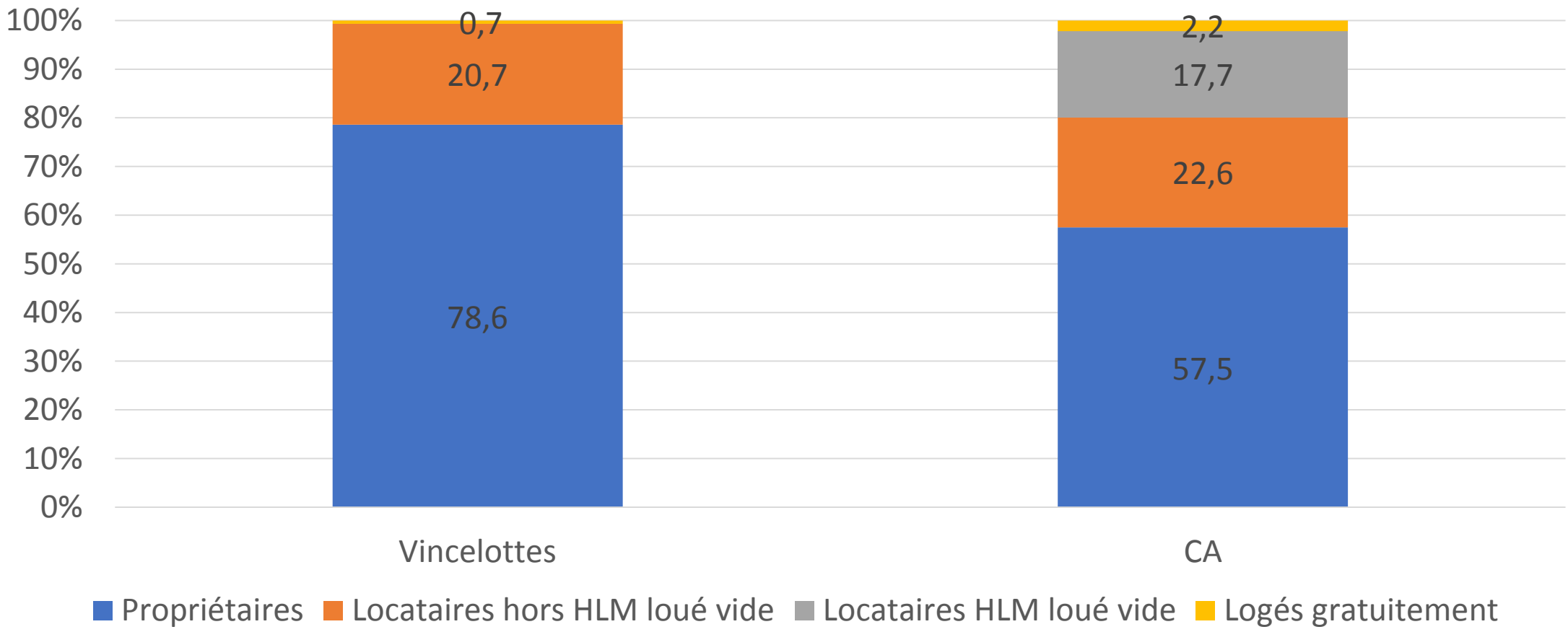
Habitat

Types de logements	Nombre à Vincelottes en 2016
Maisons	**208**
Appartements	12
Autres logements	2
Total	222



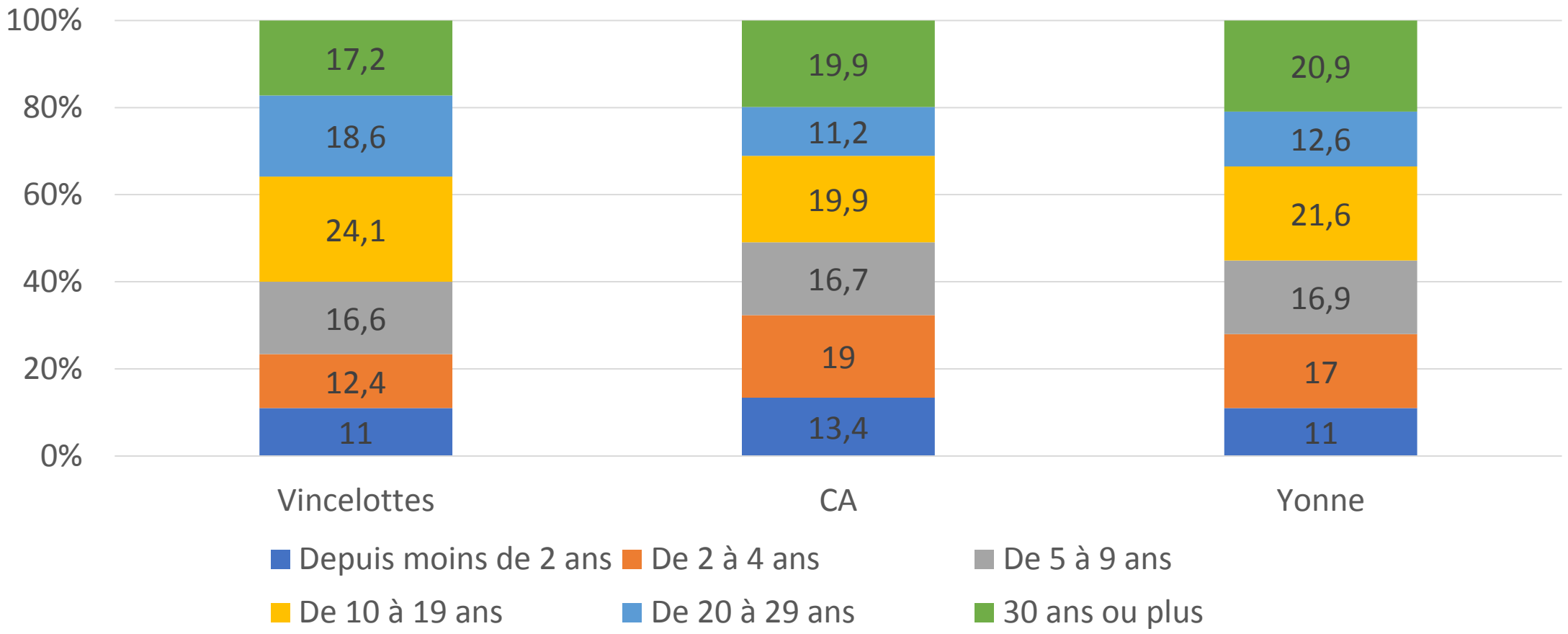
Habitat

en 2016

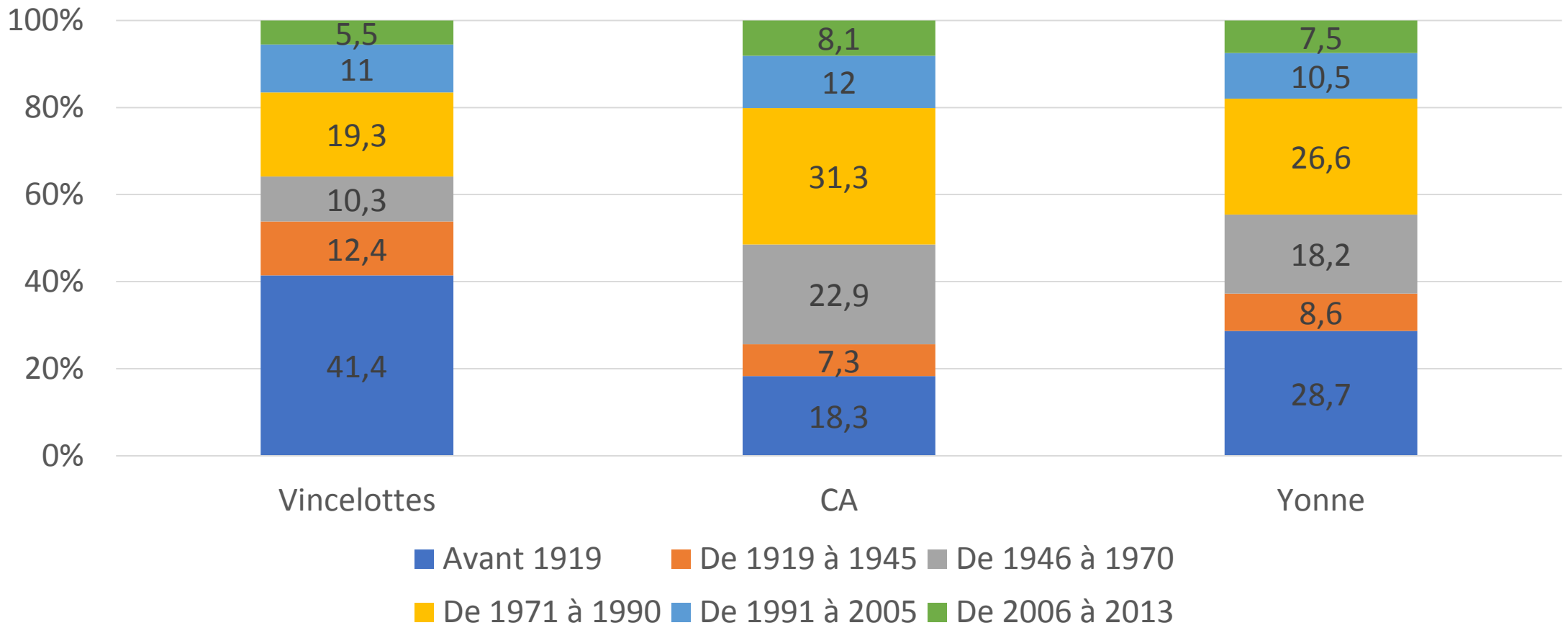


Habitat

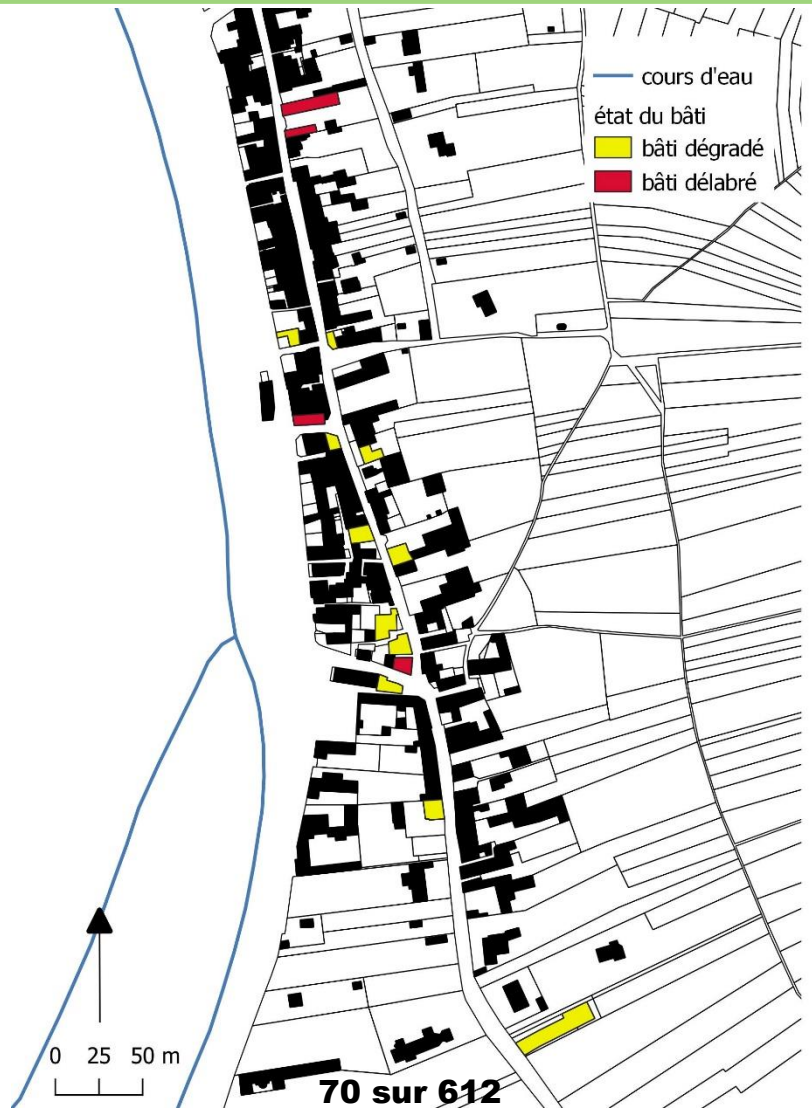
en 2016



Habitat


100%
80%
60%
40%
20%
0%
5,5
11
19,3
10,3
12,4
41,4
8,1
12
31,3
22,9
7,3
18,3
7,5
10,5
26,6
18,2
8,6
28,7
Vincelottes
CA
Yonne
Avant 1919
De 1919 à 1945
De 1946 à 1970
De 1971 à 1990
De 1991 à 2005
De 2006 à 2013

Habitat

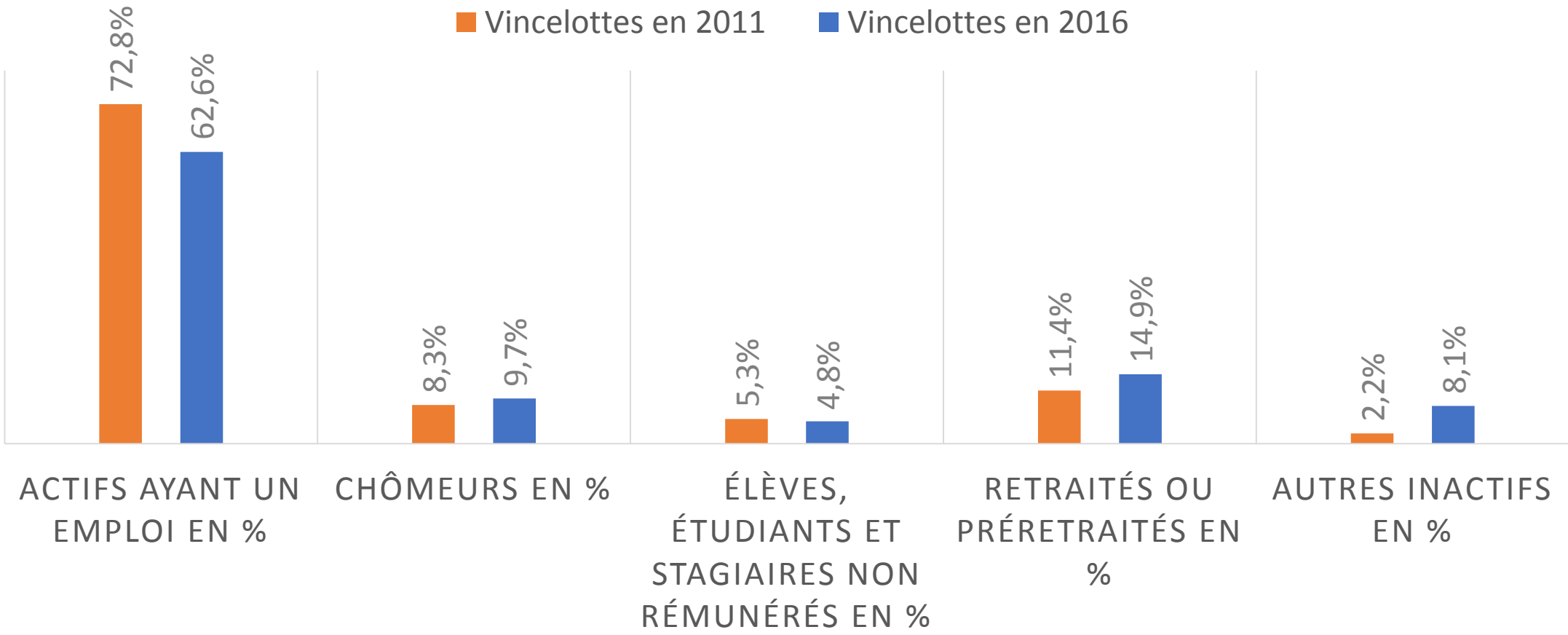

cours d'eau
état du bâti
bâti dégradé
bâti délabré
0 25 50 m
70 sur 612

Habitat



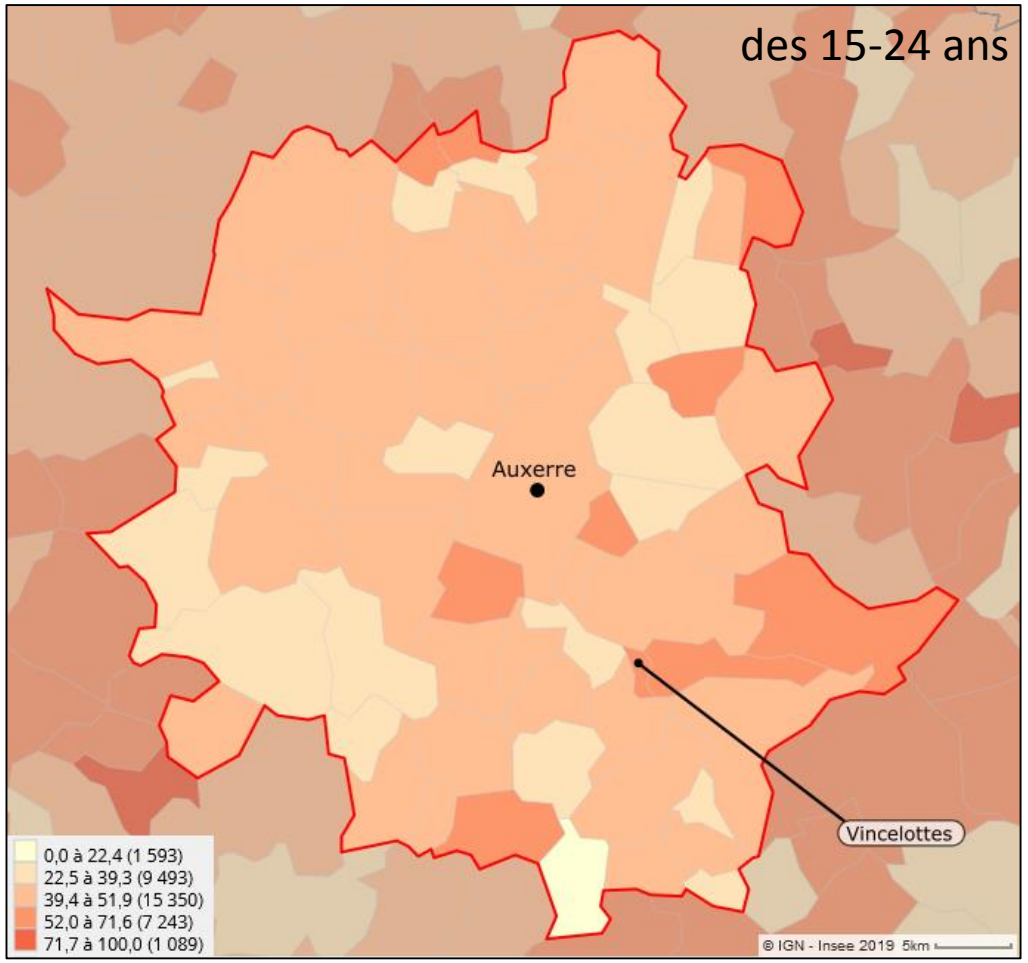
71 sur 612

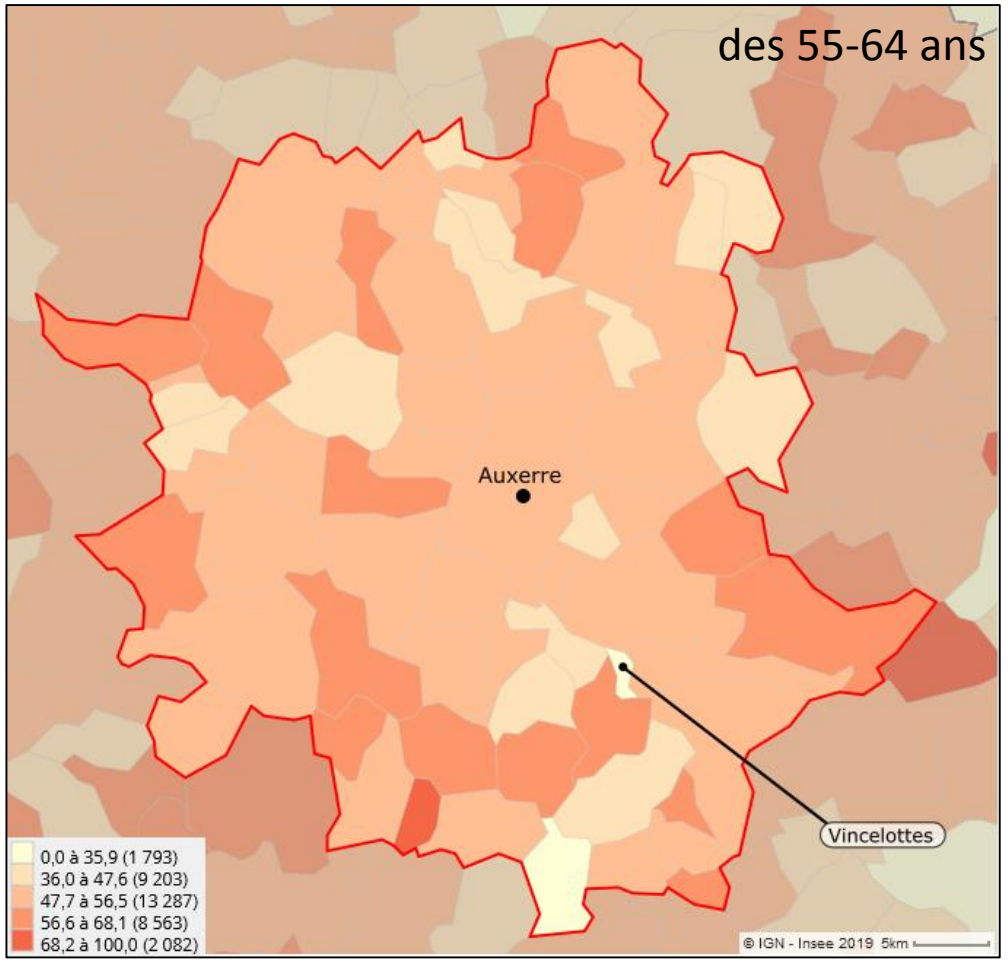
Economie


Vincelottes en 2011
Vincelottes en 2016
72,8%
62,6%
8,3%
9,7%
5,3%
4,8%
11,4%
14,9%
2,2%
8,1%
ACTIFS AYANT UN EMPLOI EN %
CHÔMEURS EN %
ÉLÈVES, ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES NON RÉMUNÉRÉS EN %
RETRAITÉS OU PRÉRETRAITÉS EN %
AUTRES INACTIFS EN %

Economie

Taux d'activité dans l'aire urbaine d'Auxerre en 2016





Economie

Résidence Lieu de travail	à Vincelottes	dans la CA
dans la commune de résidence	14,3%	44,1%
dans une autre commune	85,7%	55,9%

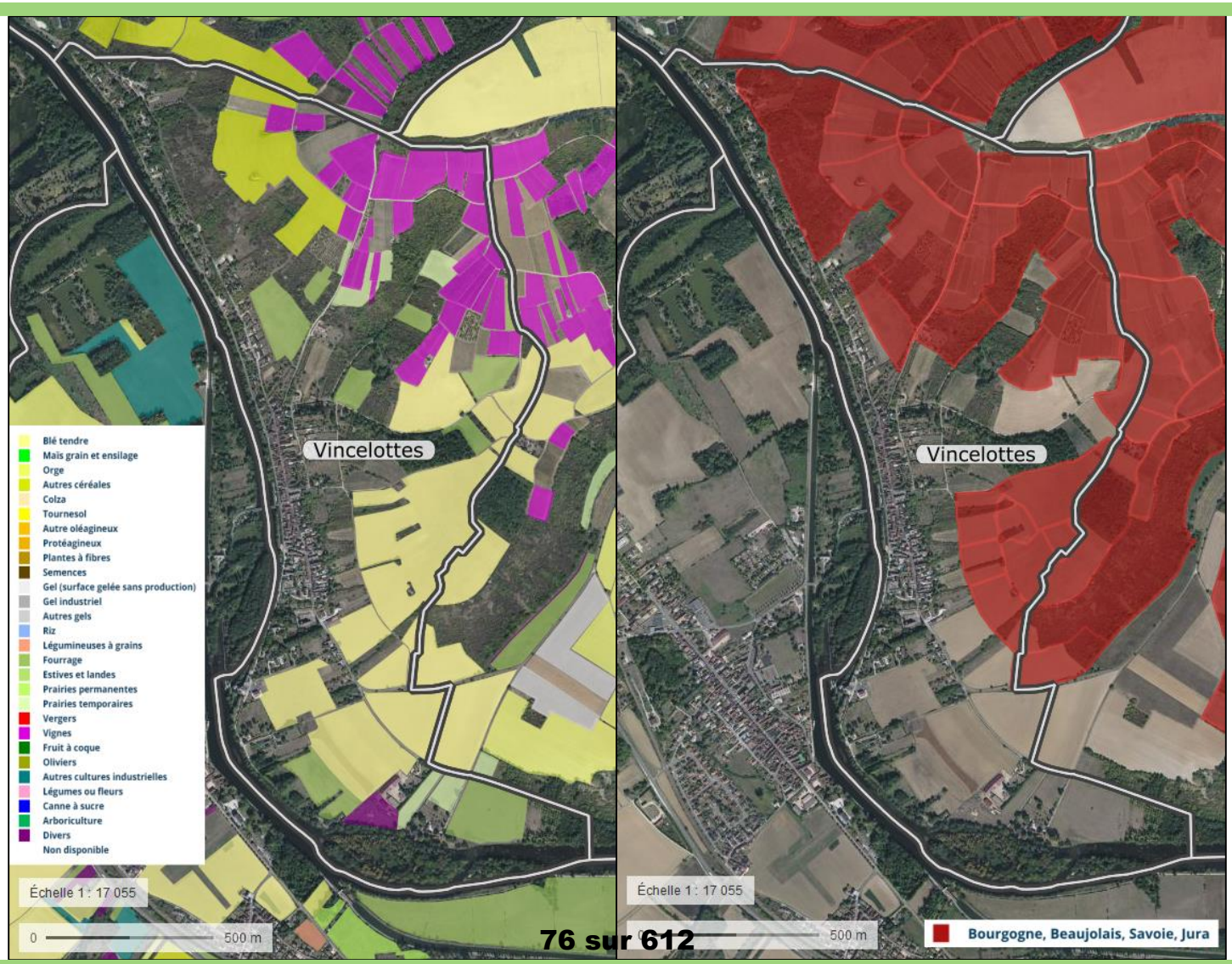
indicateur de concentration d'emploi de 29,7

Economie

Catégorie	Nombre d'établissements à Vincelottes (au 06/09/2019)
Agriculture	1
Industrie	1
Construction	2
Commerce, transports, hébergement et restauration	5
Services aux particuliers et aux entreprises	19
Public	3
Associatif	2
Total	34

	0 salarié	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 à 19 salariés	Total établissements avec salariés	N/A (non renseigné les 3 années précédentes)
total	13	0	1 (mairie)	2 (auberge, meunerie)	0	3	18

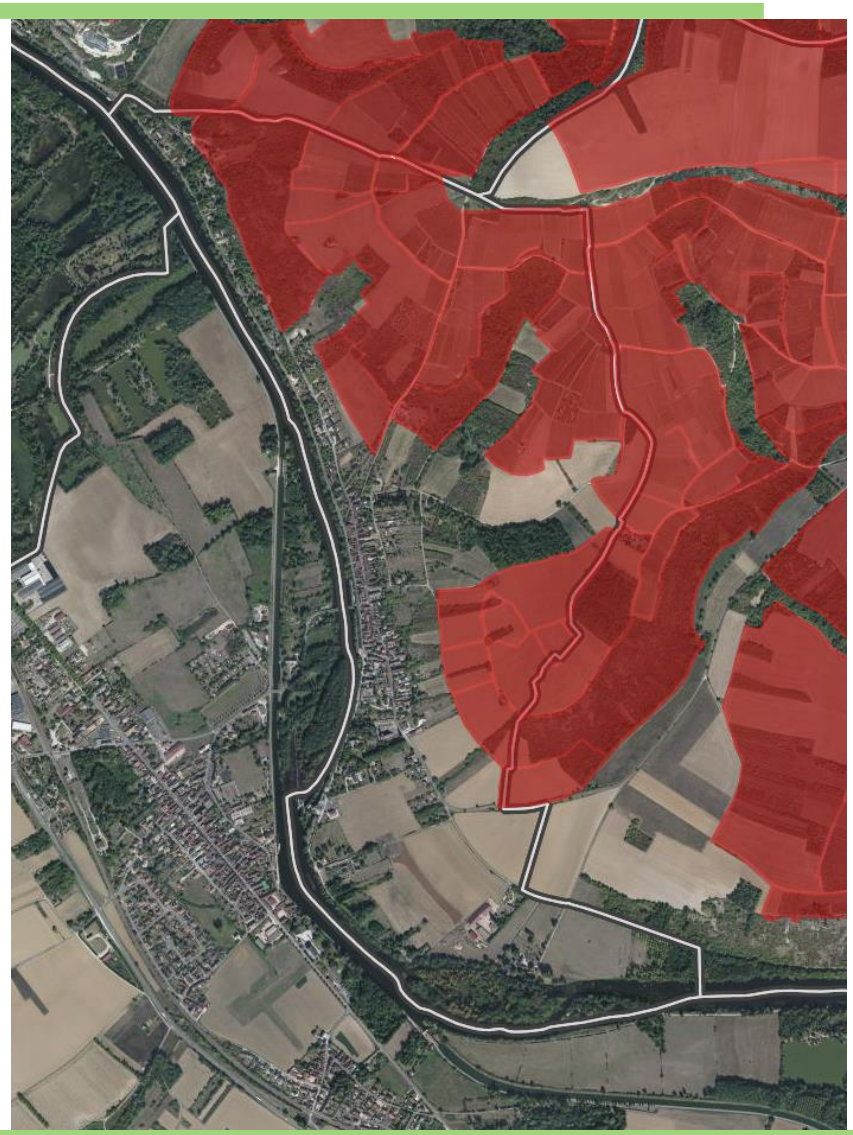
Economie


Vincelottes
Blé tendre
Maïs grain et ensilage
Orge
Autres céréales
Colza
Tournesol
Autre oléagineux
Protéagineux
Plantes à fibres
Semences
Gel (surface gelée sans production)
Gel industriel
Autres gels
Riz
Légumineuses à grains
Fourrage
Estives et landes
Prairies permanentes
Prairies temporaires
Vergers
Vignes
Fruit à coque
Oliviers
Autres cultures industrielles
Légumes ou fleurs
Canne à sucre
Arboriculture
Divers
Non disponible
Échelle 1 : 17 055
0
500 m
Vincelottes
Échelle 1 : 17 055
500 m
Bourgogne, Beaujolais, Savoie, Jura

Economie

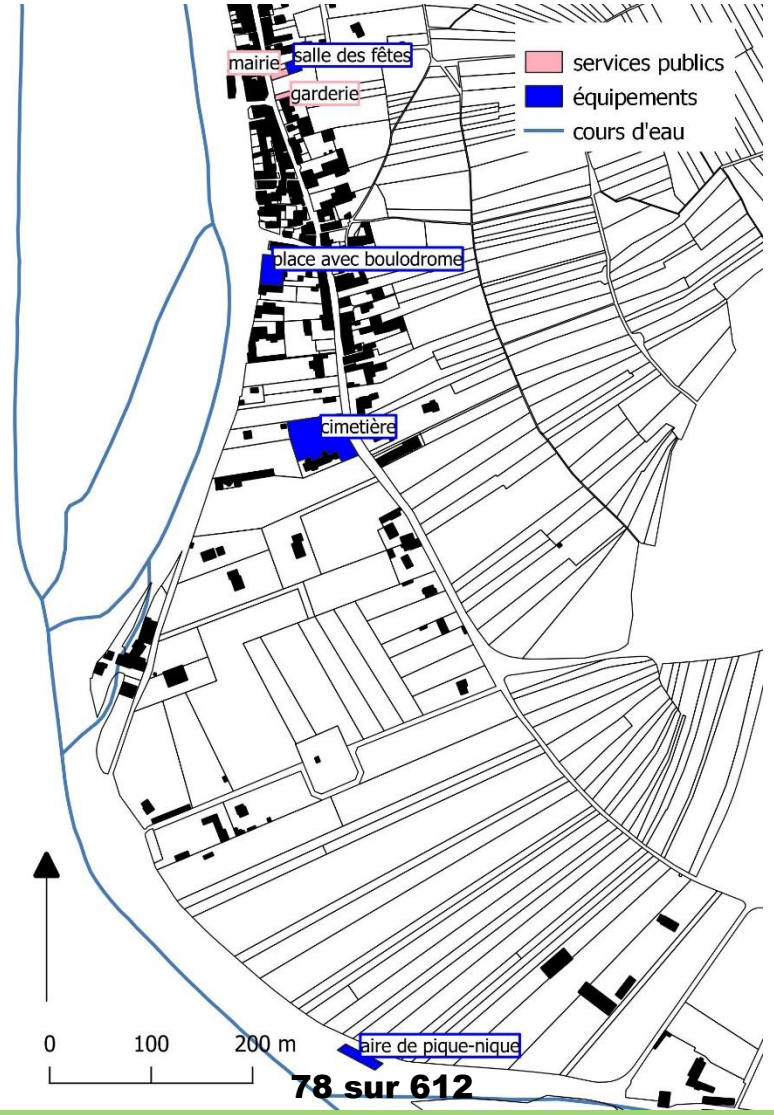
Les classements en AOC :

- Bourgogne
- Bourgogne aligoté
- Bourgogne mousseux
- Bourgogne Passe-tout-grains
- Coteaux bourguignons /Bourgogne grand ordinaire / ordinaire
- Crémant de Bourgogne
- Fine de Bourgogne
- Irancy
- Marc de Bourgogne
- Saint-Bris

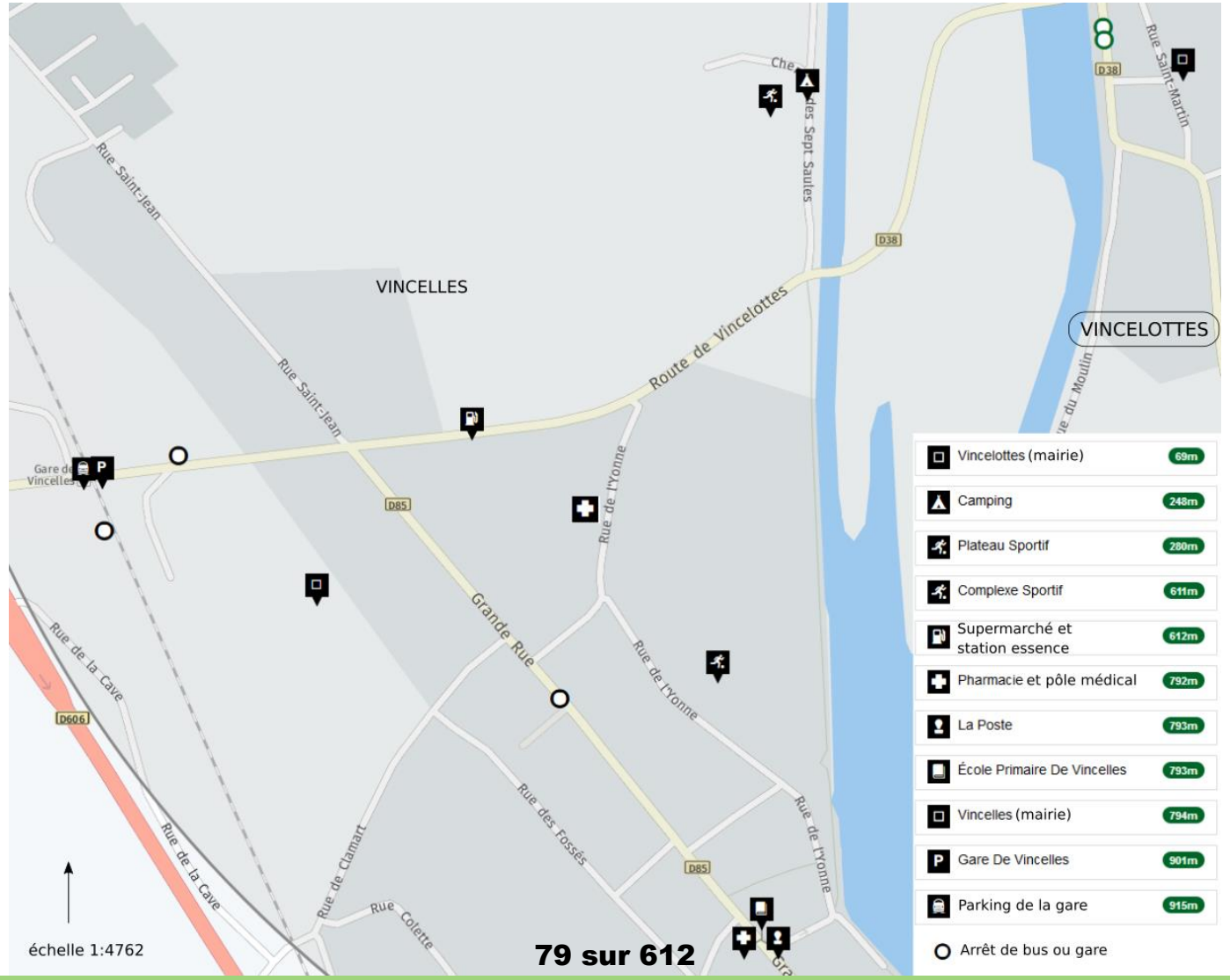


77 sur 612

Services, équipements et cadre de vie



Services, équipements et cadre de vie

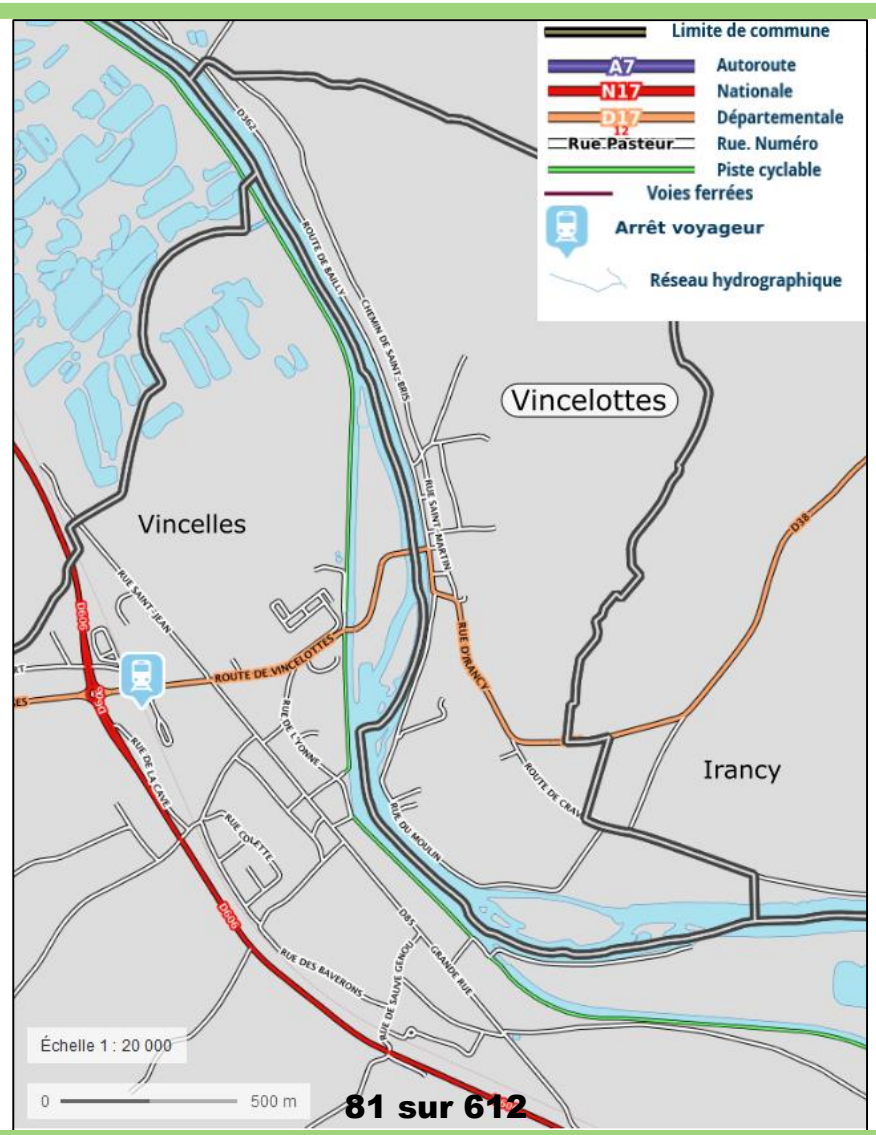


Services, équipements et cadre de vie

- 91,35% des bâtiments de Vincelottes bénéficient d'un « bon haut débit », 100% des bâtiments seraient couverts en 4G.

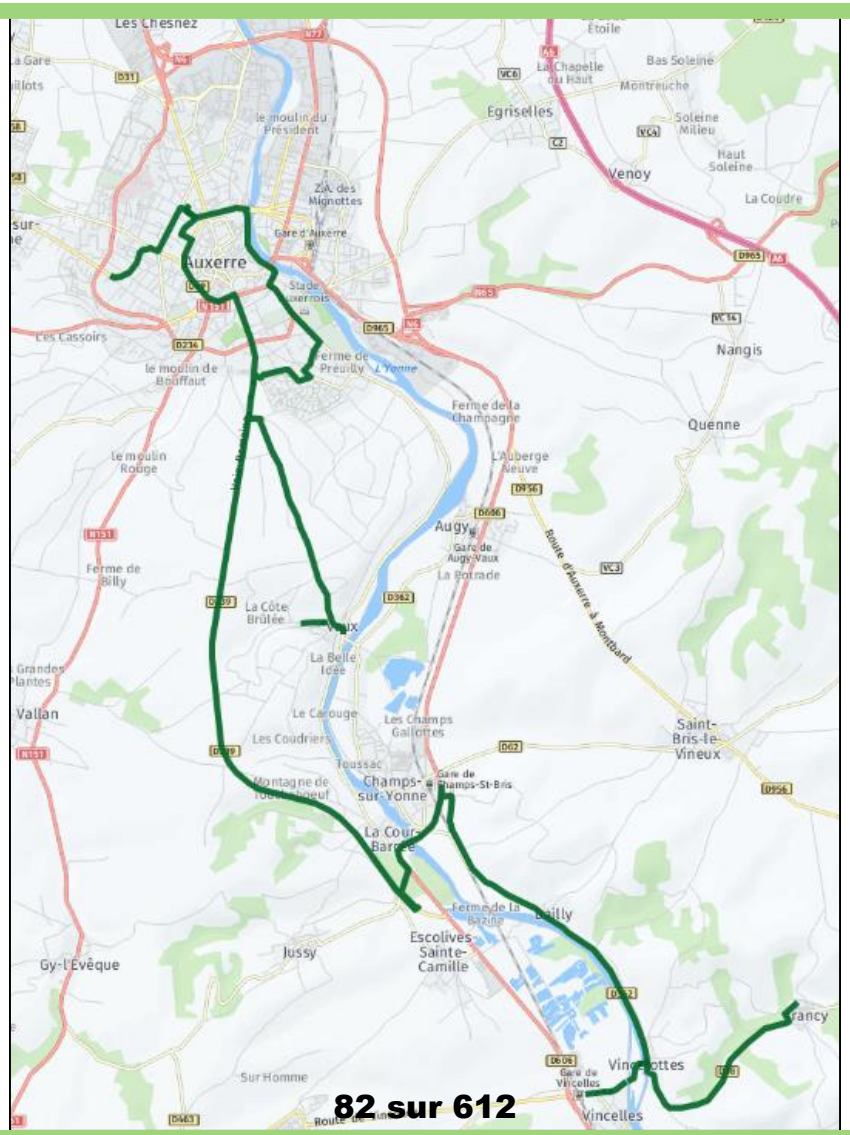
- 2 associations :
  - les amis du patrimoine vincelottois (financement de la sauvegarde du patrimoine) ;
  - le comité des fêtes de Vincelottes (organisation de manifestations locales).

Mobilité



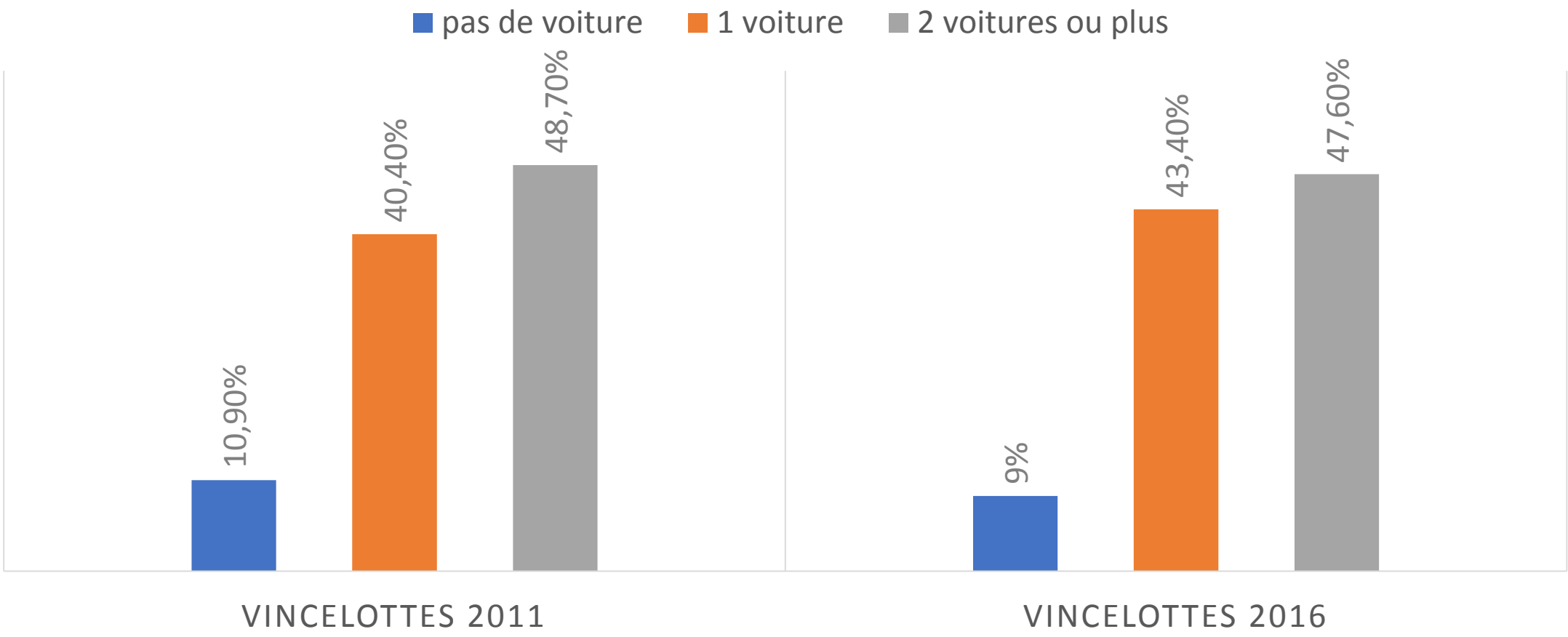
81 sur 612

Mobilité

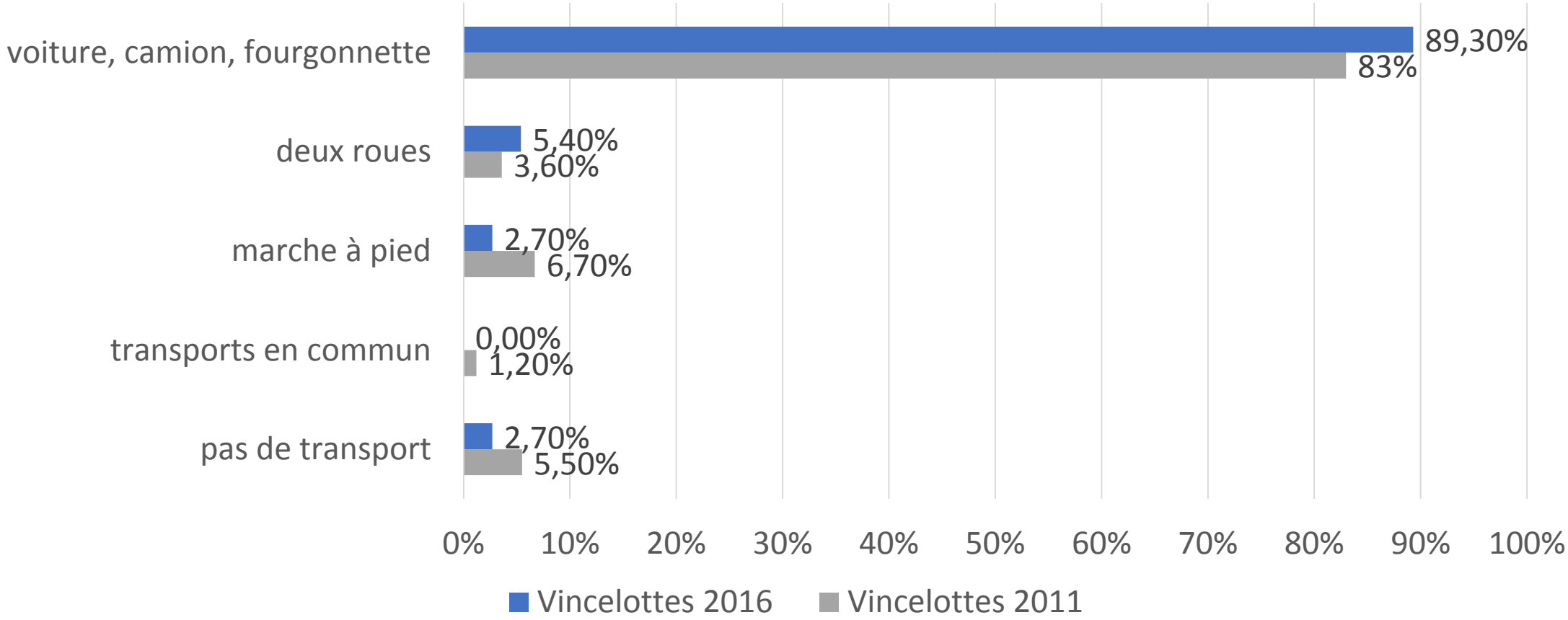


Ligne de transport à la demande

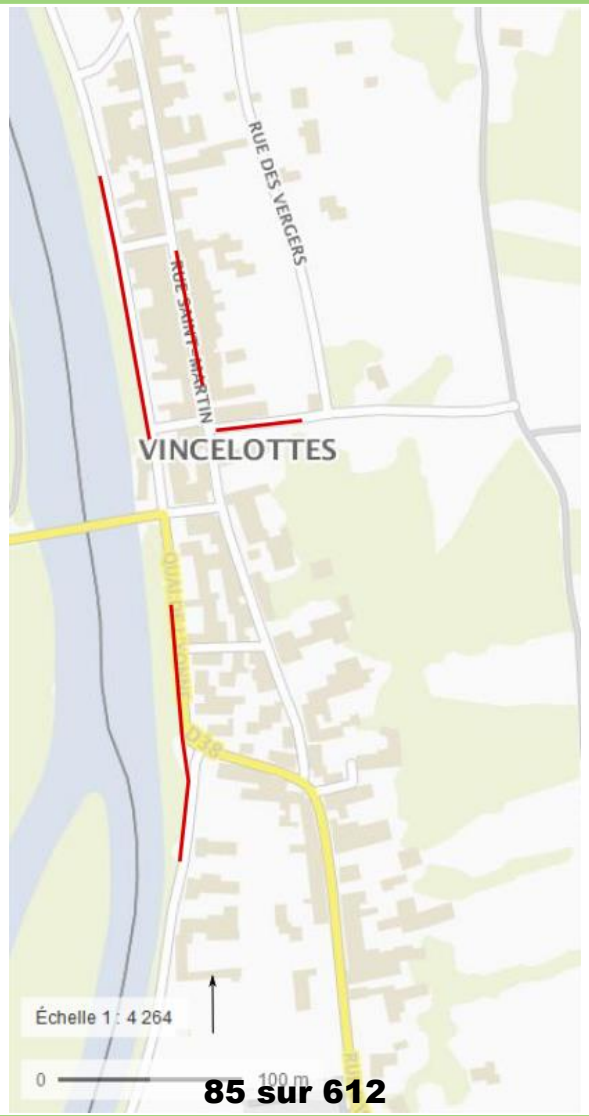
Mobilité


pas de voiture
1 voiture
2 voitures ou plus
10,90%
40,40%
48,70%
9%
43,40%
47,60%
VINCELOTTES 2011
VINCELOTTES 2016

Mobilité


voiture, camion, fourgonnette
89,30%
83%
deux roues
5,40%
3,60%
marche à pied
2,70%
6,70%
transports en commun
0,00%
1,20%
pas de transport
2,70%
5,50%
0%
10%
20%
30%
40%
50%
60%
70%
80%
90%
100%
Vincelottes 2016
Vincelottes 2011

Mobilité



85 sur 612

Mobilité

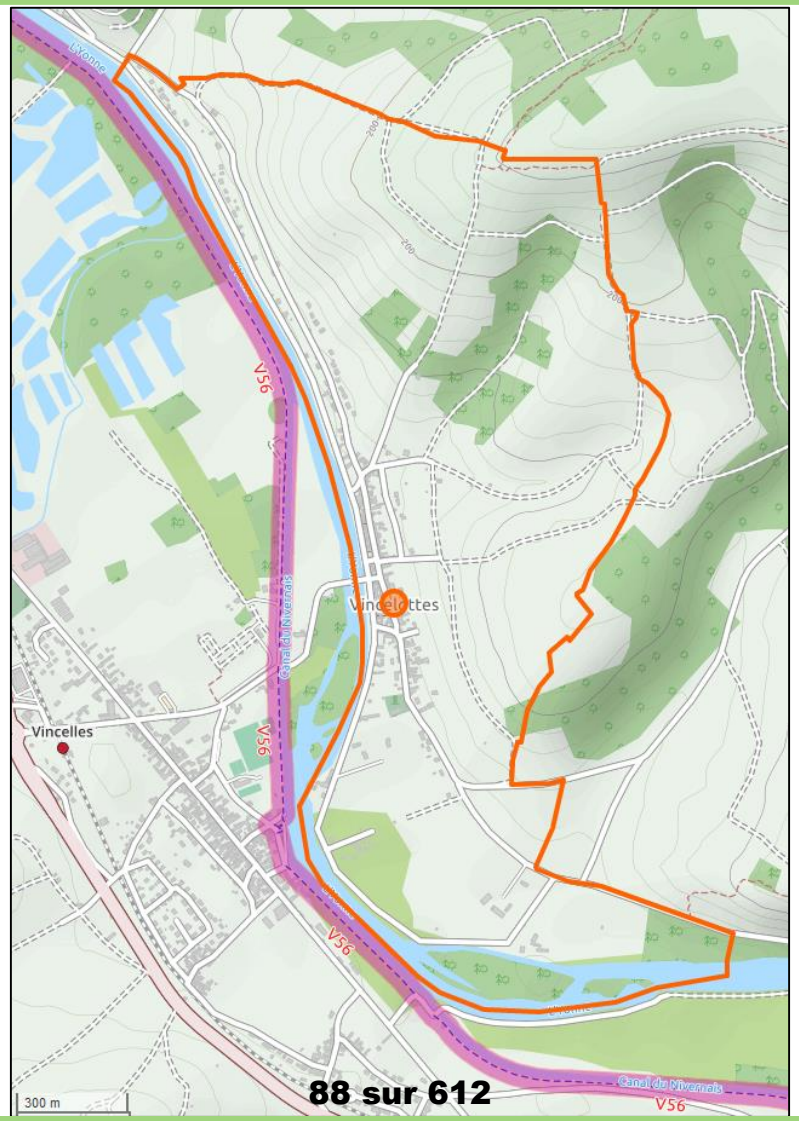


Mobilité



87 sur 612

Mobilité

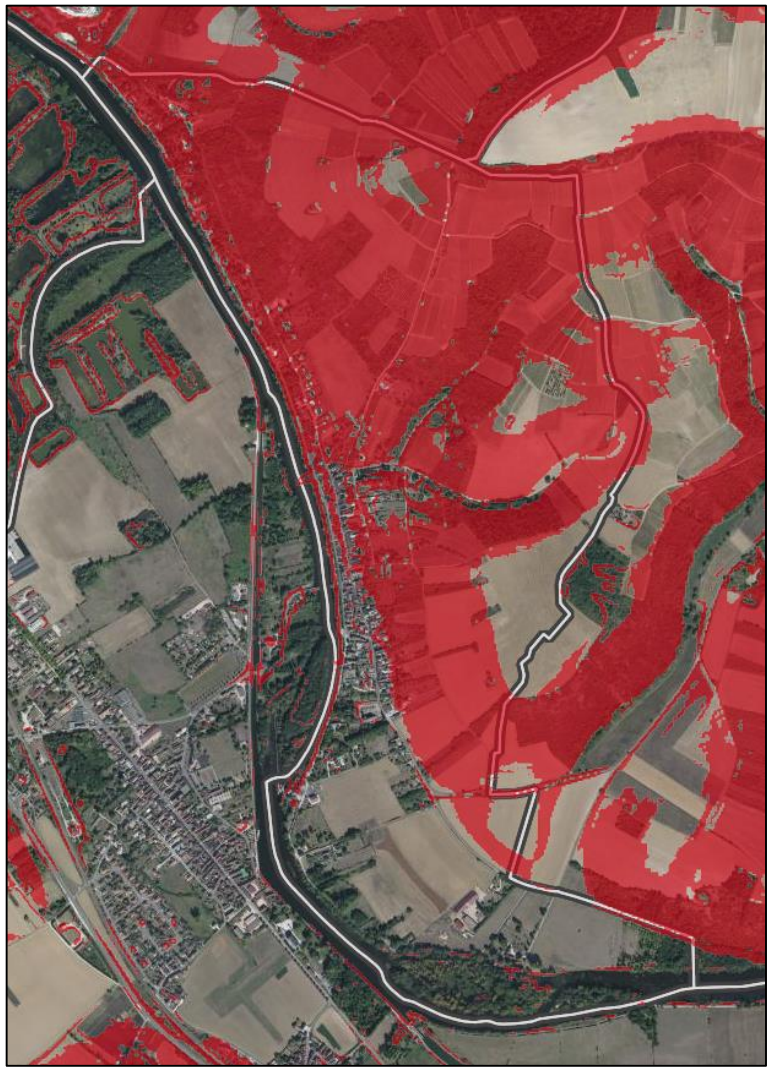


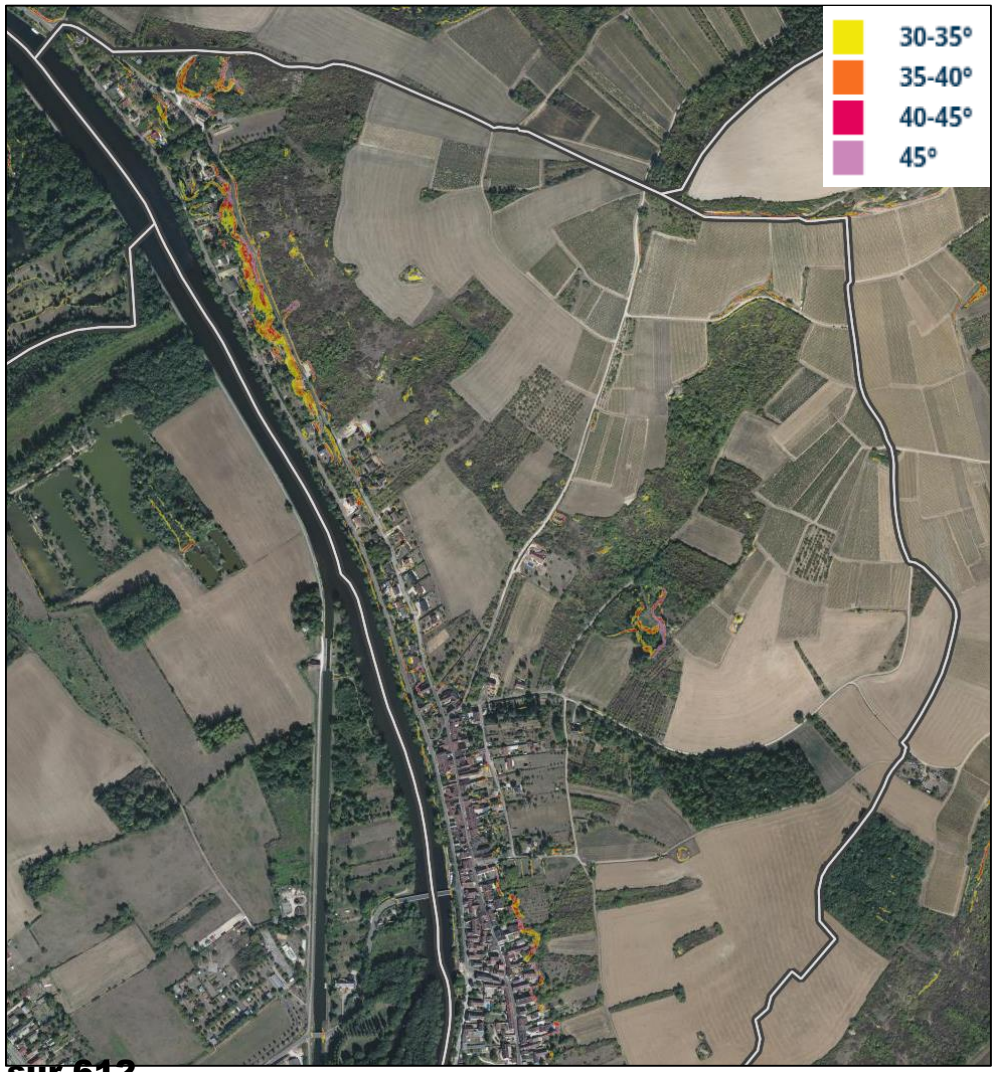
Sentiers pédestres et cyclables

Paysages

- La commune est localisée dans l'entité paysagère « vallée de l'Yonne des jardins de l'Auxerrois »
- Vallée incisée dans le plateau calcaire du Jurassique, où affleurent des marnes calcaires

Paysages





Paysages



91 sur 612

Paysages



92 sur 612

Paysages





93 sur 612

Paysages



94 sur 612

Paysages



95 sur 612

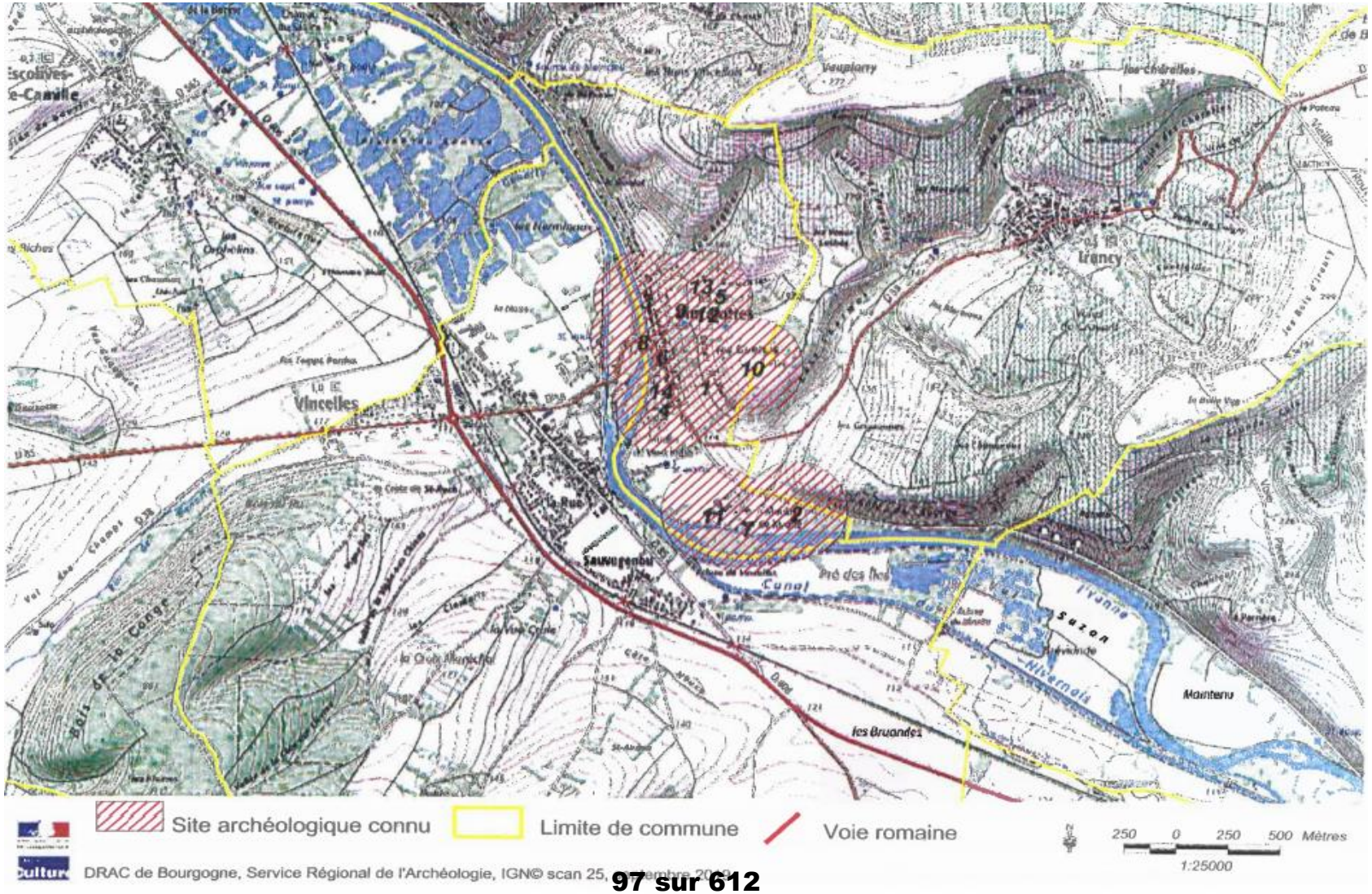
Paysages

- *Eglise Saint-Martin*
- Eglise Saint-Roch



96 sur 612

Paysages

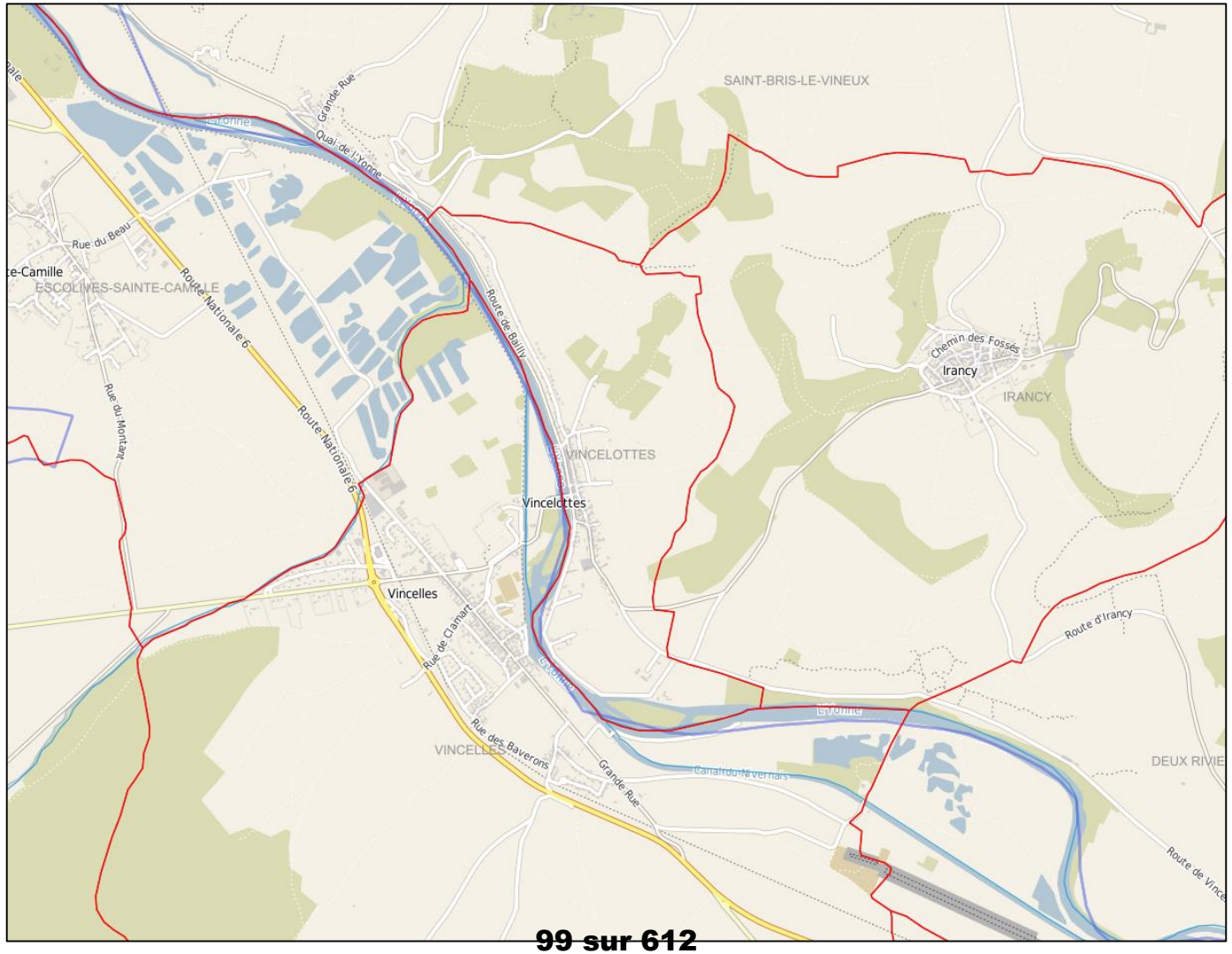


97 sur 612

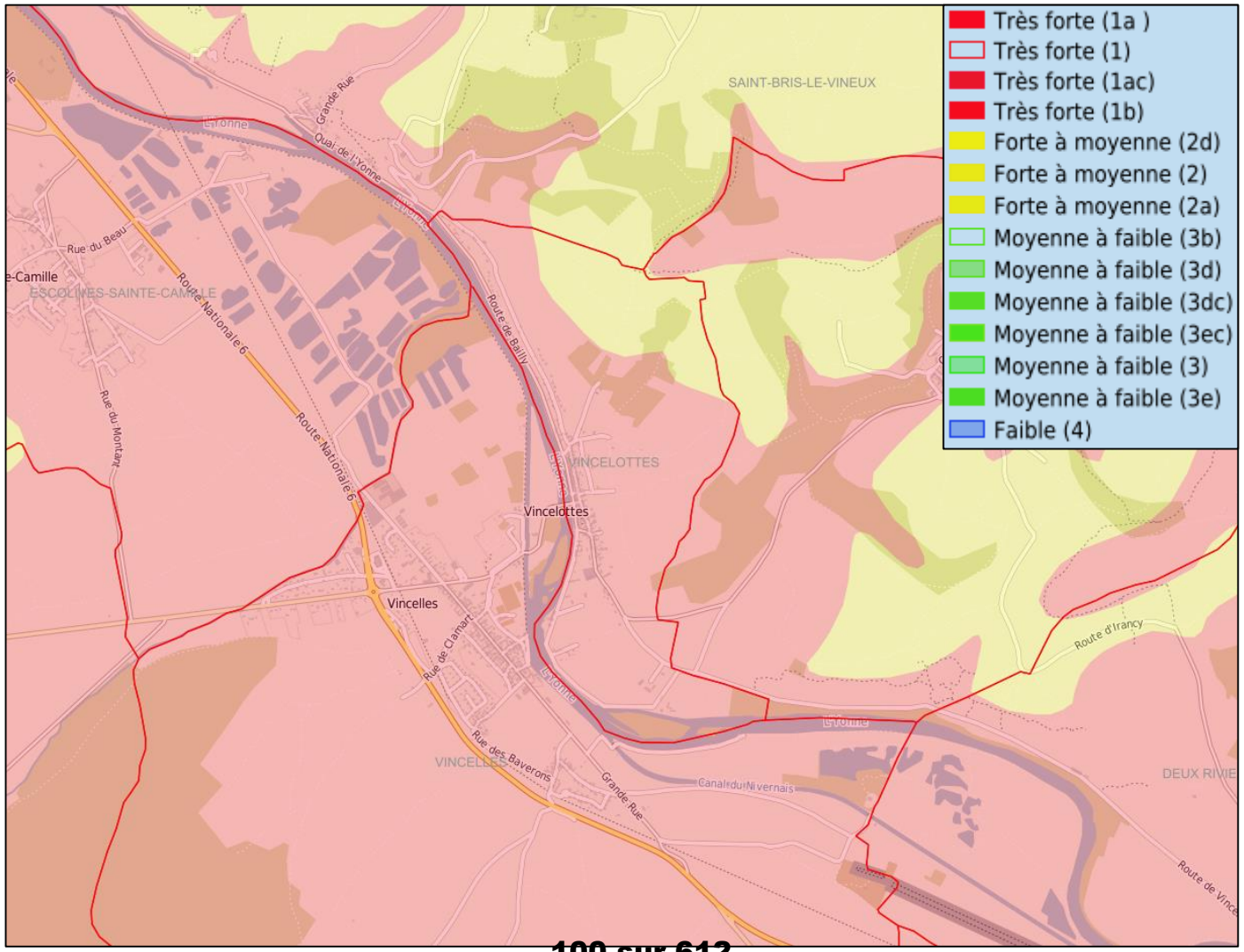
Déroulement de la présentation

- Calendrier et contexte
- Présentation du diagnostic
- *Présentation de l'état initial de l'environnement*
- Présentation de l'étude foncière
- Présentation du PADD
- Questions diverses / échanges

L’occupation du sol : eau

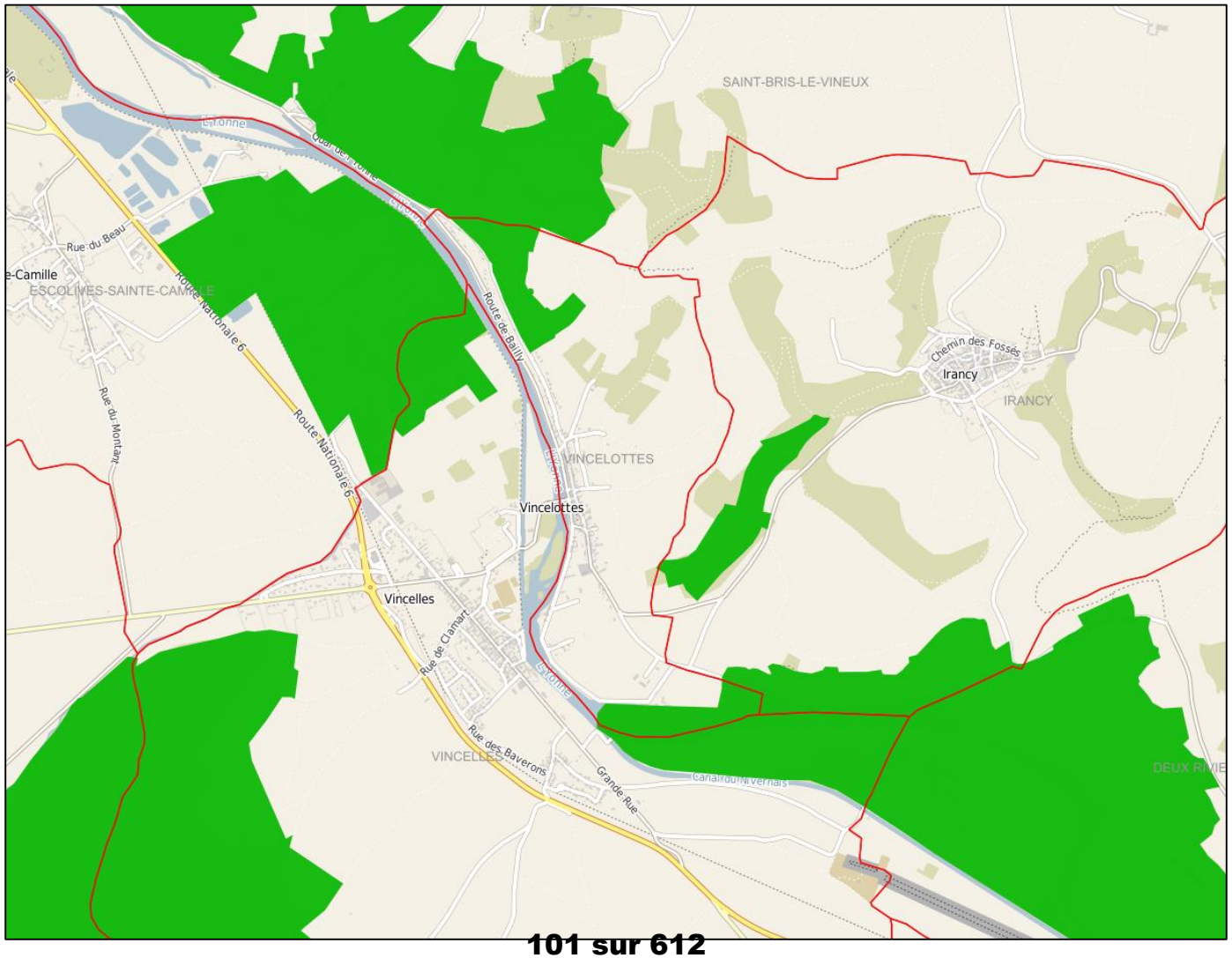


L’occupation du sol : eau



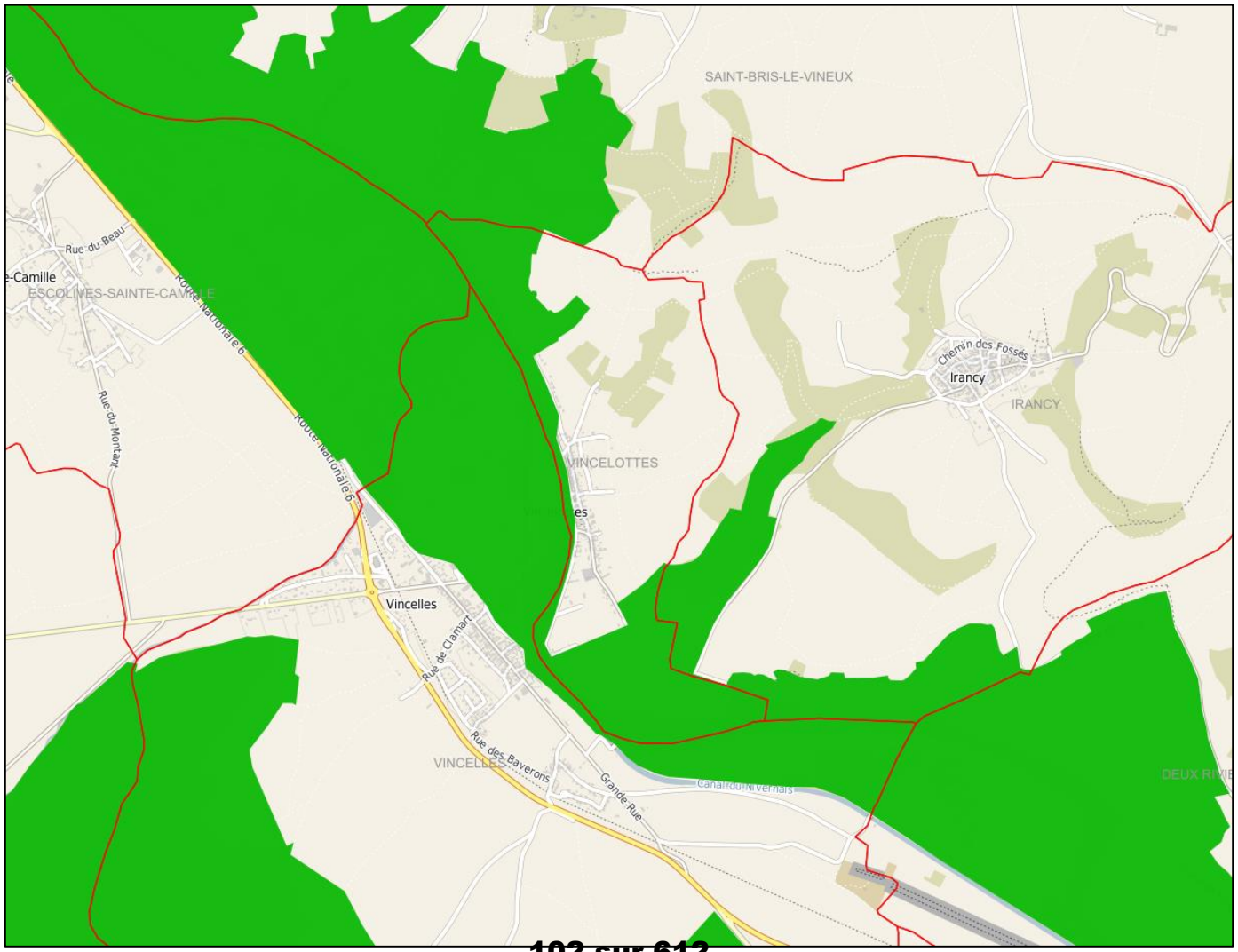
100 sur 612

Les inventaires naturels : Znieff 1



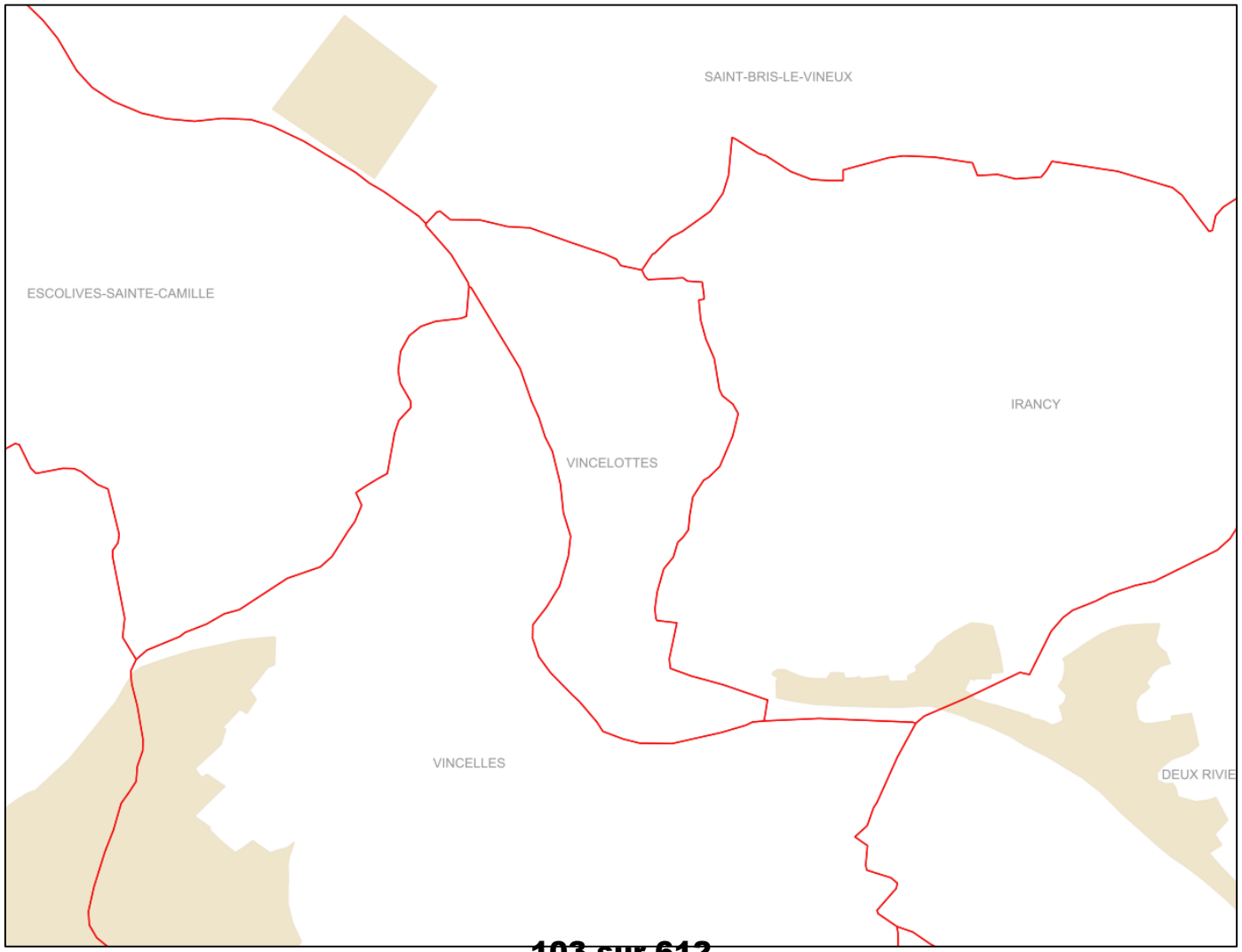
101 sur 612

Les inventaires naturels : Znieff 2



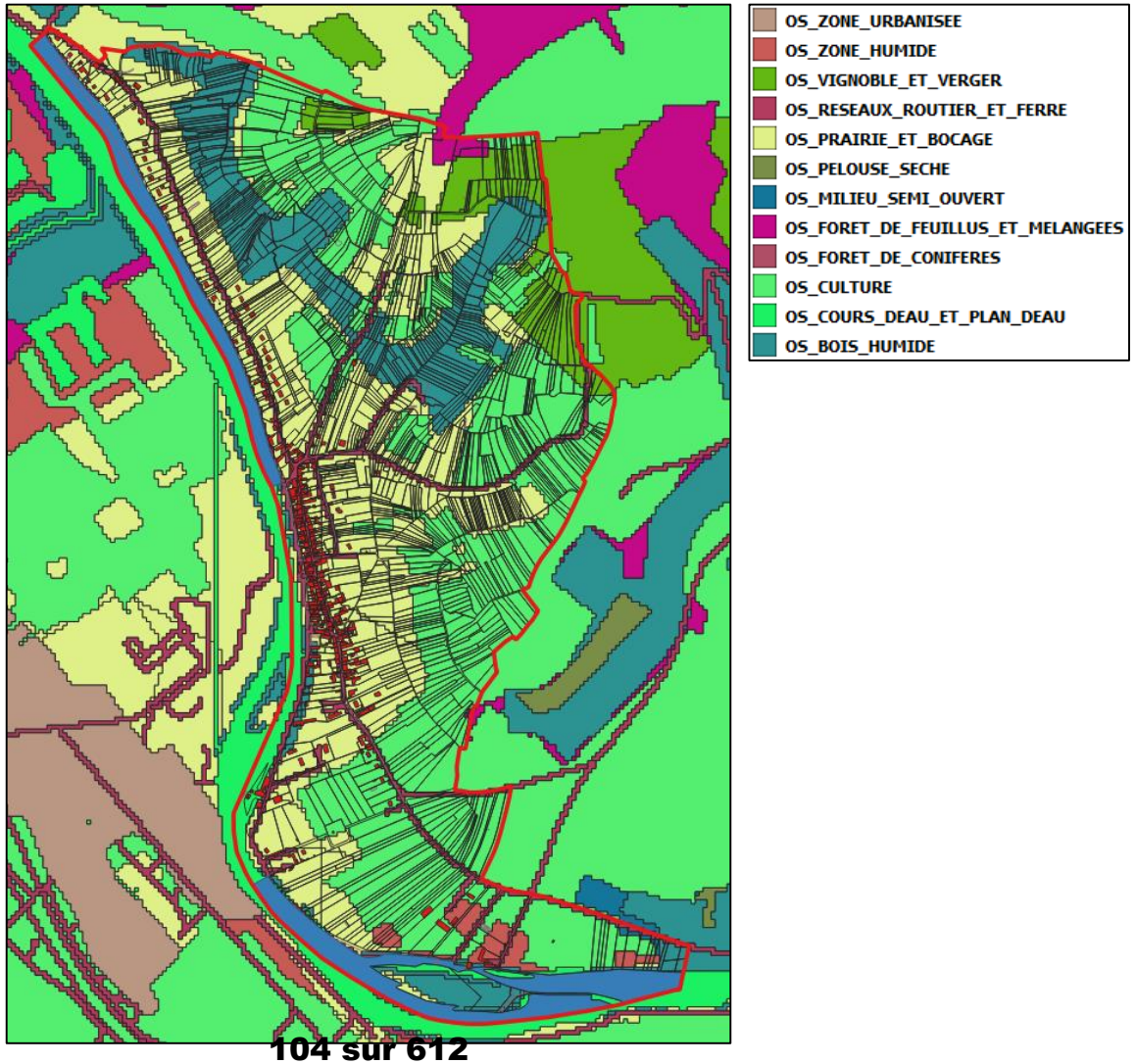
102 sur 612

Les zones Natura 2000

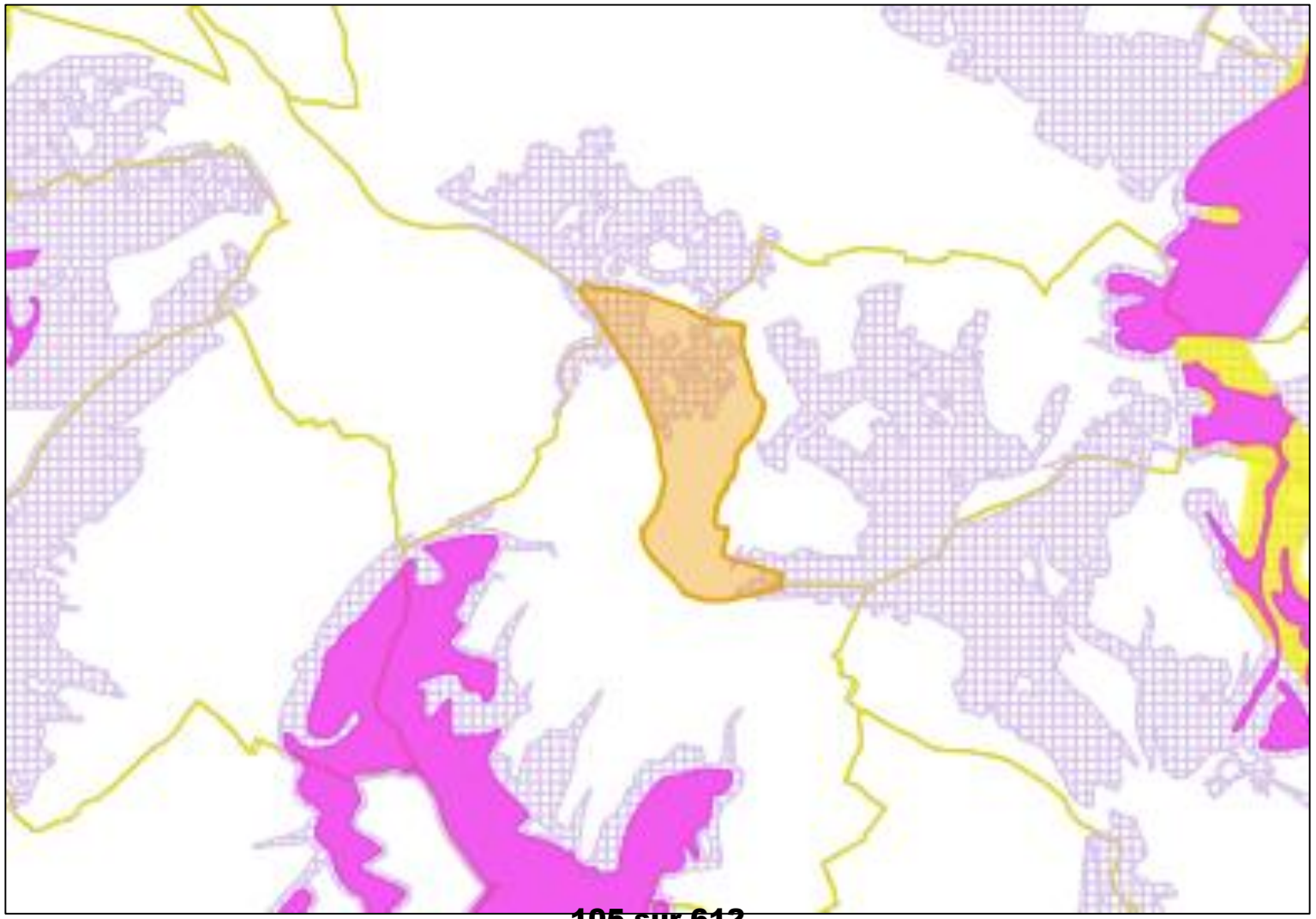


103 sur 612

SRCE : L’occupation du sol

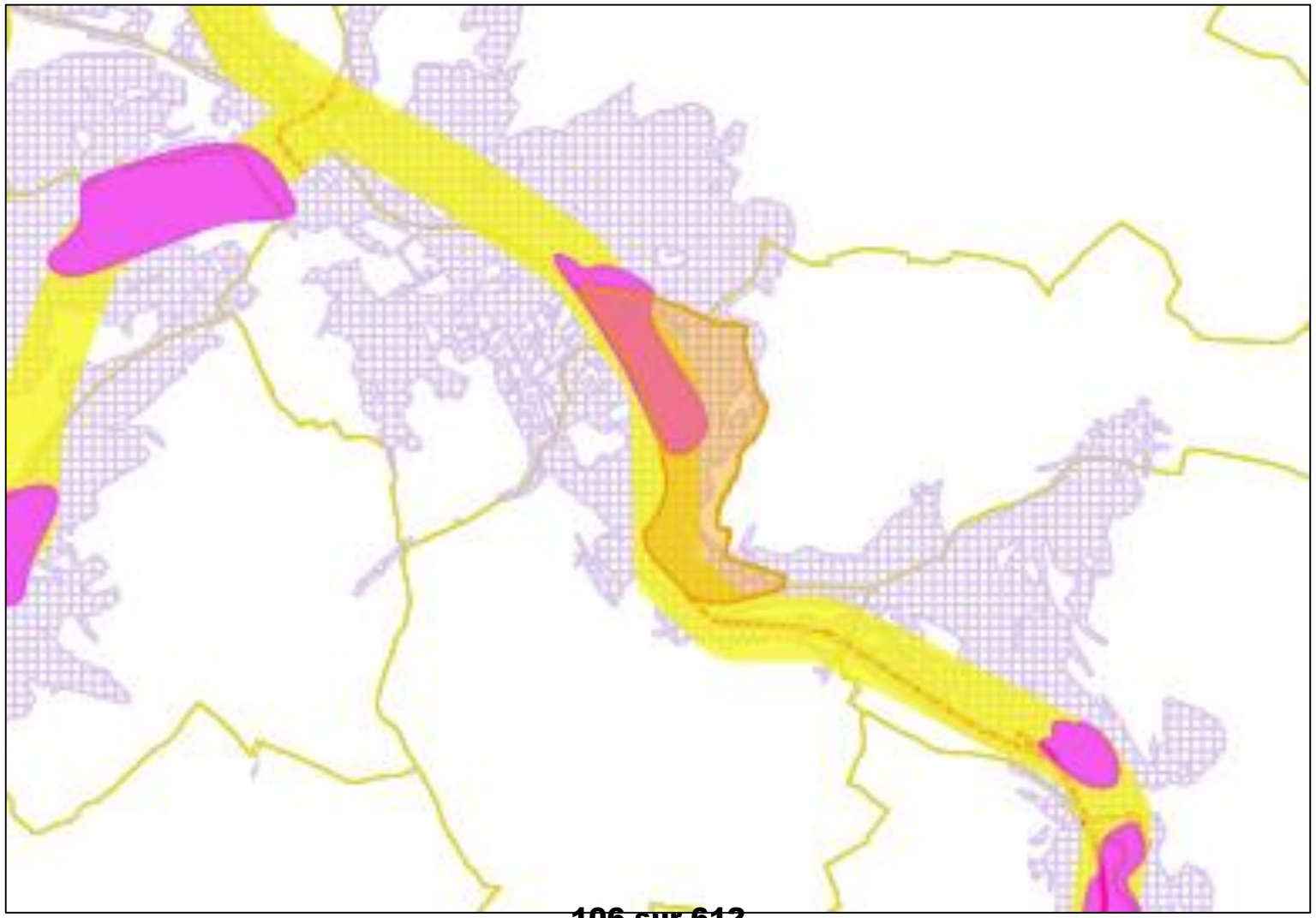


SRCE : sous-trame forêts

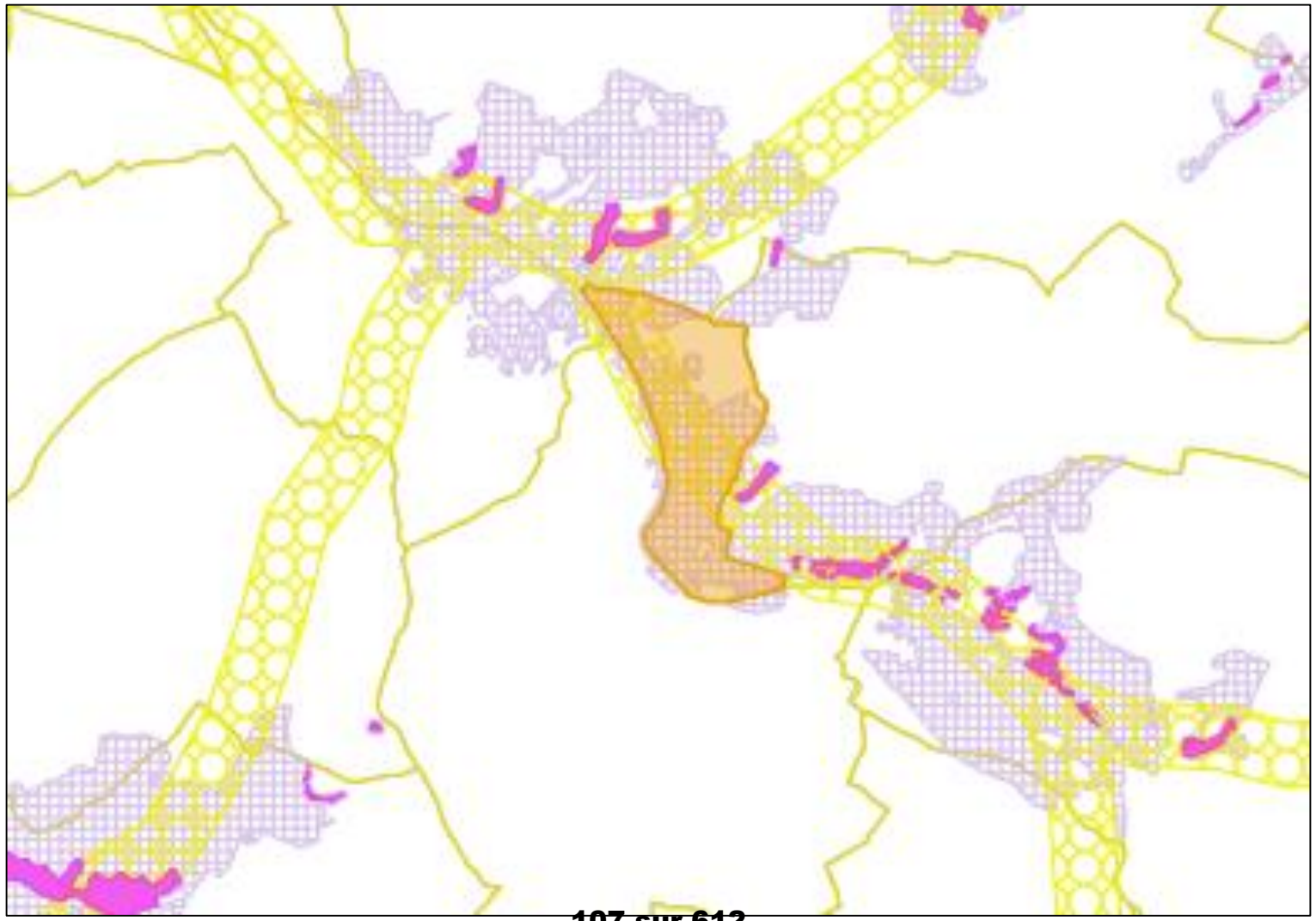


105 sur 612

SRCE : sous-trame prairies-bocage

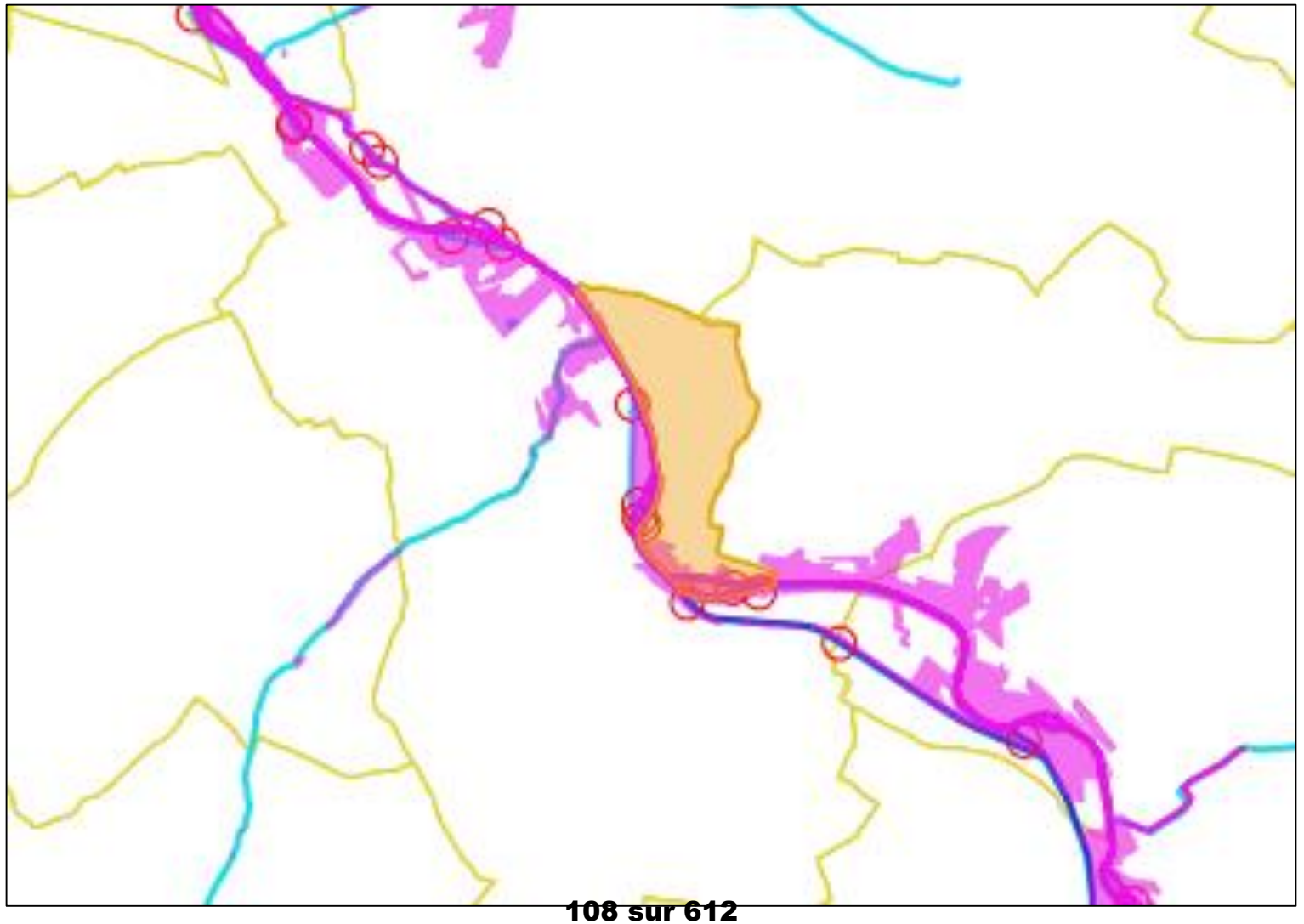


SRCE : sous-trame pelouses



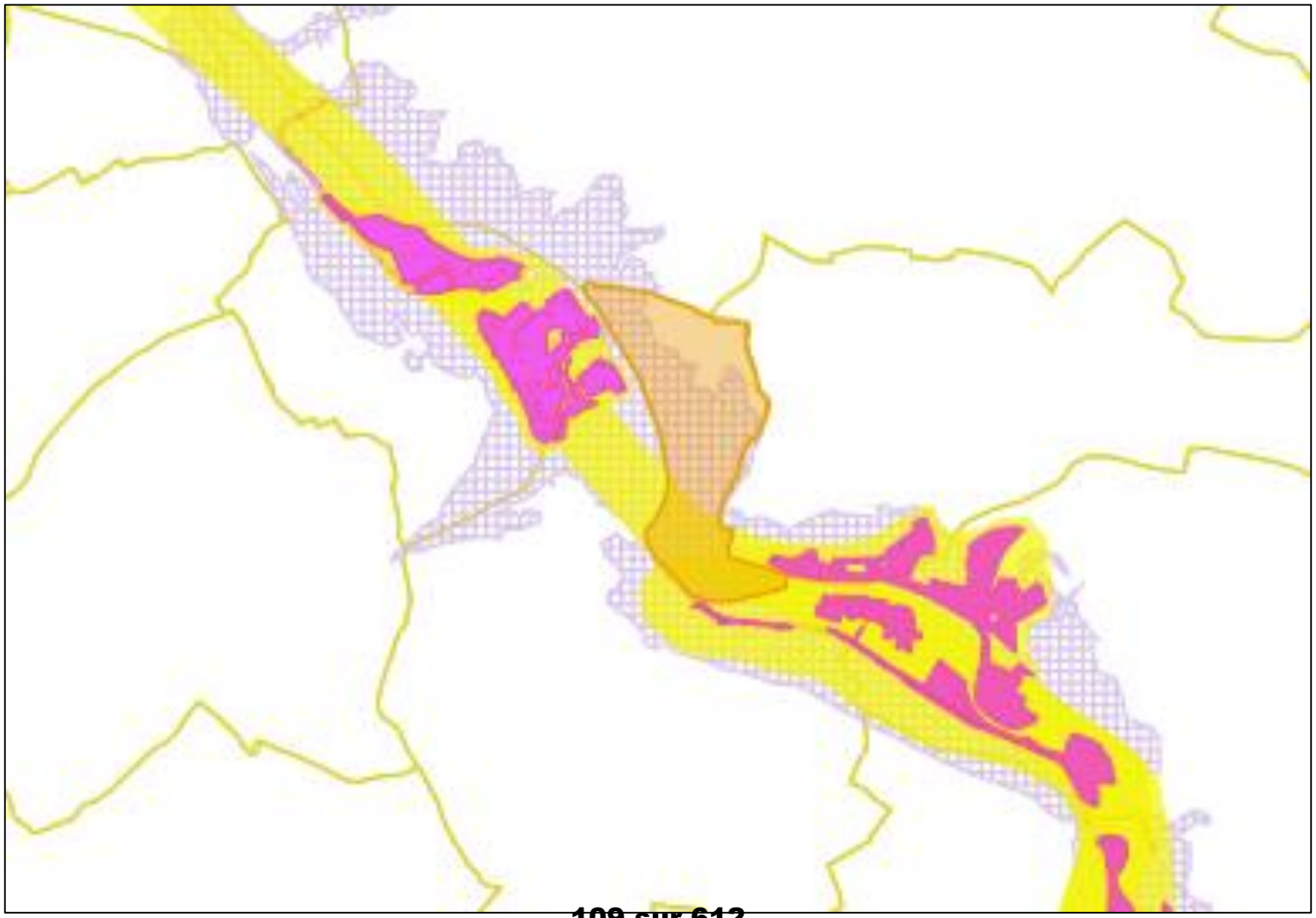
107 sur 612

SRCE : sous-trame eau



108 sur 612

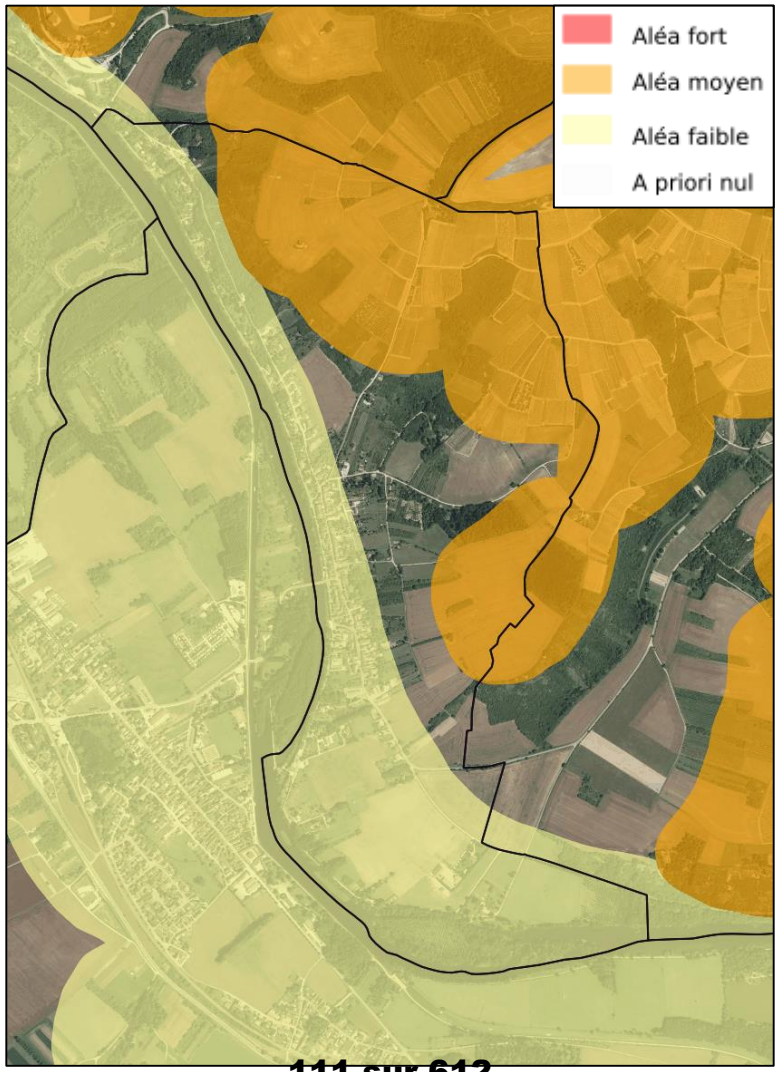
SRCE : sous-trame plans d'eau et zones humides



Les risques

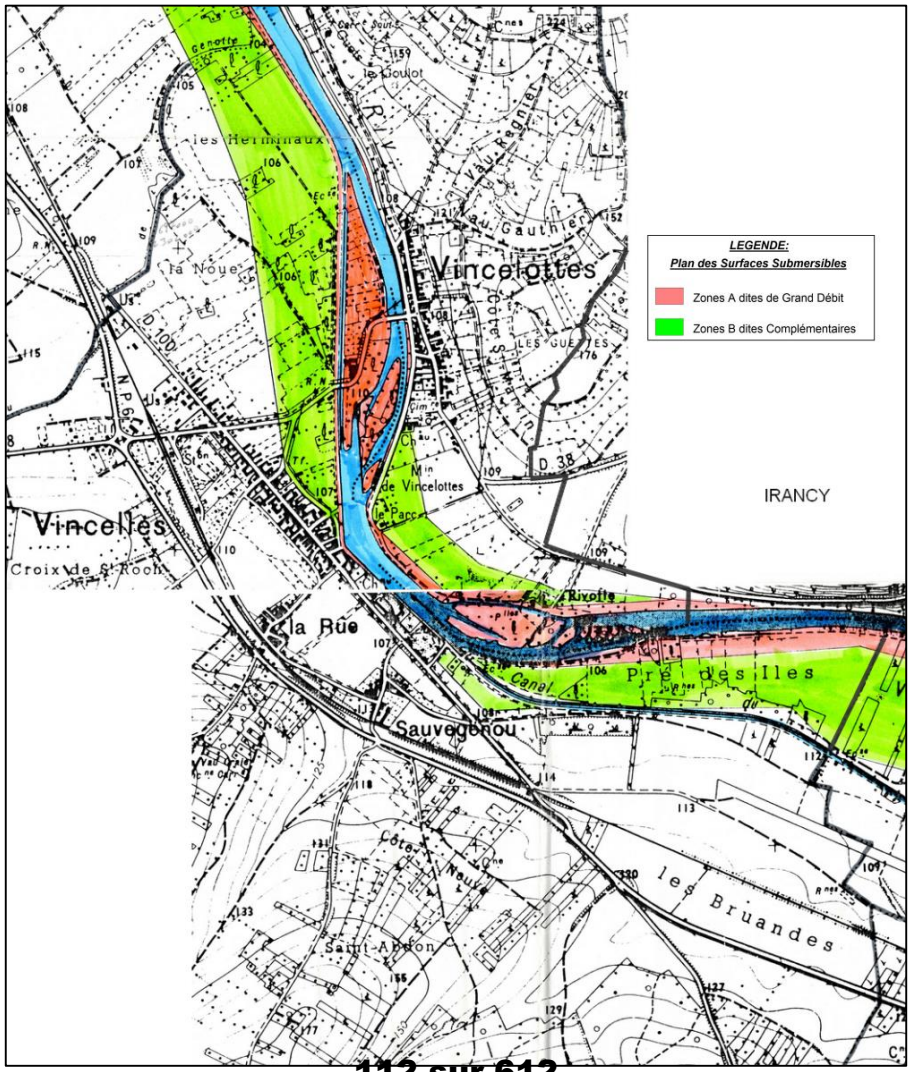
- Aléa sismique : très faible
- Potentiel radon : faible
- Retrait-gonflement des argiles : nul à moyen
- Risque d'inondation

Retrait-gonflement des argiles



111 sur 612

Risque d'inondation



112 sur 612

Déroulement de la présentation

- Calendrier et contexte
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- *Présentation de l'étude foncière*
- Présentation du PADD
- Questions diverses / échanges

Etude foncière



Etude foncière



115 sur 612

Déroulement de la présentation

- Calendrier et contexte
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de l'étude foncière
- *Présentation du PADD*
- Questions diverses / échanges

Scénario démographique

Croissance démographique	0,15 % /an
Desserrement des ménages	-0,4 % /an
Logements à créer en 2024	6
Logements à créer en 2030	11
Logements à créer en 2036	17

~~117 sur 612~~

Scénario démographique

Besoin en logements
= 17

Résidences secondaires
= 3

Déjà réalisés ou en cours
= 0

+

Logements vacants
= 3

Dents creuses / rétention 50 %
= 9

Changement de destination
= 0

=

Logements restants à réaliser en extension = 2

118 sur 612

Risques

- Prendre en compte le risque de retrait-gonflement des argiles sur la commune.
- Stopper l'urbanisation sur les zones inondables de la commune (PSS).
- Identifier les installations de lutte contre les risques (bassins de rétention des eaux…) sur la commune.
- Identifier et protéger les éléments (haies, arbres...) qui participent à la réduction des risques.
- Identifier les carrières situées sur la commune.

Aménagement et urbanisme

- Urbaniser en priorité les espaces libres du bourg avant extension de l'urbanisation.
- Préserver des espaces de respiration, jardins/vergers… au sein du bourg.

Habitat

- Favoriser une offre diversifiée de logements, en corrélation avec l'évolution de la taille des ménages et le vieillissement de la population (ex : plus petits logements, locations, semi-collectifs, logements sociaux…) par une règlementation adaptée.
- Valoriser le bâti ancien.

Equipements

- Favoriser le développement d'équipements publics (aire de jeux, espace vert, stationnement…).
- Poursuivre l'aménagement des berges de l'Yonne.

Communications numériques

- Faciliter le déploiement de la fibre optique pour les nouvelles constructions.
- Faciliter le déploiement de la 4G sur la commune.

Energies

- Permettre le développement des réseaux d'énergie (géothermie…).
- Encadrer le développement des énergies renouvelables, en permettant la création de centrales photovoltaïques au sol sur des espaces difficilement valorisables.

Le développement économique et les loisirs

- Permettre une mixité d'usage dans le bourg.
- Encourager le développement des activités économiques et de loisirs, notamment commerciales, par le biais d'une règlementation souple (VTC électriques…).
- Interdire le changement de destination des commerces pour une durée limitée.

Transports et déplacements

- Faciliter les cheminements piétons sur la commune (déplacements dans le bourg, réhabilitation des chemins disparus, connexions avec les communes voisines).

Paysages

- Identifier et protéger les cônes de vue présentant un intérêt paysager.
- Identifier et protéger les éléments (haies, arbres...) qui participent à la structuration du paysage (articles L. 151-19 et -23 du code de l'urbanisme).
- Favoriser la transition paysagère entre campagne et bourg (bâtiments, bandes enherbées…).
- Favoriser l'intégration paysagère des installations (énergétiques…).

Paysages

- Identifier, protéger et mettre en valeur le bâti ancien et les éléments patrimoniaux d'intérêt (venelles, tourelle, poiriers, vergers...).
- Encadrer l'aspect architectural des nouvelles constructions (habitations et agricoles).

Protection des espaces naturels

- Protéger les espaces naturels présentant un enjeu particulier (Znieff, meurgis…).
- Classer en espace boisé les éléments boisés, y compris sur les parcelles en AOC.

Protection des espaces agricoles et forestiers

- Préserver les espaces agricoles et forestiers.
- Permettre le développement des activités agricoles et forestières et leur diversification.

Préservation ou remise en bon état des continuités écologiques

- Protéger les milieux identifiés comme réservoirs de biodiversité.
- Préserver les continuités écologiques recensées sur le territoire de la commune.

Les objectifs chiffrés

- Ralentir la consommation d'espace pour l'habitation de 72 % par rapport aux 14 années précédentes (385 m²/an sur la période 2006/2019, 105 m²/an sur la période 2019/2036).
- Fixer une densité de 12 logements par hectare pour les projets d'aménagements « spécifiques ».

Déroulement de la présentation

- Calendrier et contexte
- Présentation du diagnostic
- Présentation de l'état initial de l'environnement
- Présentation de l'étude foncière
- Présentation du PADD
- *Questions diverses / échanges*

Questions diverses / échanges

Des questions ?

- Besoin d'éclaircissement sur certains points ?
- …

Nous sommes à votre écoute.

communauté
de l'auxerrois

ZA PETITS FLEUR BOUDIN

AUGY

Légende

- Zones d'activités économiques
- Parcelles communales cessibles

section	nomcommune	tex	prop	contenance
AC	AUGY	482	COMMUNE DE AUGY	355
AC	AUGY	521	COMMUNE DE AUGY	540
AC	AUGY	520	COMMUNE DE AUGY	44

AC 520

AC 521

AC 482

0 100 200 m

Fond de plan : Origine DGFiP Cadastre © Droits de l'État réservés ® 2018 | © IGN – BDORTHO® - 2018

communauté de l'auxerrois

ZAE **ZA PETITS FLEUR BOUDIN**

Commune d'implantation: **AUGY**

IMMERGIS
Mettez de la réalité dans vos données

Date: 14/10/2019

Caractéristiques de la ZAE

Surface (ha):	**2.6**	Observations:
linéaire de voirie (ml):	**224.35**	*Zone 2NAa*

Situation



ESPACES VERTS

Charges	Unité	Nombre d'unité à entretenir	Coût moyen annualisé par unité €HT	Fréquence d'entretien par an	Dépense annuelle moyenne €HT
Petit élagage (manuel)	u				
Grand élagage (mécanisé)	u				
Taille des arbustes	m²				
Désherbage de trottoir	ml	148.2	0.2	4	118.5
Tonte des pelouses	m²				
Fauchage des accotements enherbés	m²	1070.9	0.405	2	867.4
Coût total d'entretien annuel des espaces verts €HT					**985.9**



Arbre
- Grand
- Petit

Arbuste
Pelouse
Accotement enherbe
Bassin de rétention

EQUIPEMENTS DE SIGNALISATION ET MOBILIER



SH ponctuelle
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SH linéaire
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SH surfacique
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SV police
- Bon
- Moyen
- Mauvais
- SV directionnelle

Mobilier urbain
- Non concerné
- Bon
- Moyen
- Mauvais

RESEAUX SECS



139 sur 612

- Affleurement
- Armoire et transformateur
- Candelabre
- Console
- Feu tricolore
- Poteau concessionaire

RESEAUX HUMIDES



⊕ Grille et avaloir — — Fossé
⊙ Buse ▬ Bassin d'orage

communauté
de l'auxerrois

PROCÈS-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS ET D'ÉQUIPEMENTS DANS LE CADRE DE LA COMPÉTENCE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Guy FEREZ,
Sise 6 bis place du Maréchal LECLERC - BP 58 - 89010 Auxerre Cedex,

Ci-après dénommée « la communauté »

ET

La commune d'Augy, représentée par son Maire, Monsieur Paul PAUZAT,
Sise 3 Rue Paul Vissé – 89290 - AUGY,

Ci-après dénommée « la commune »

PRÉAMBULE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L. 5216-5 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : *« La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme... ».*

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

L'article L. 1321-1 du CGCT indique que « *le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.*

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci ».

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

Par le présent procès-verbal, la commune met à disposition de la communauté les biens immobiliers et mobiliers affectés à l'exercice de la compétence développement économique pour la création, l'aménagement, l'entretien et gestion de zones d'activité économique (ZAE).

Le procès-verbal définit, dans ce cadre, les périmètres et les conditions de mise à disposition des biens de la commune à la communauté.

Article 2. Désignation des biens mis à disposition

La commune met à disposition de la communauté la ZAE dite « Petits Fleurs Boudins » d'une surface de 2,6 hectares et comprenant les parcelles cadastrées définies en annexe 1 ;

Cette mise à disposition concerne :

- la voirie interne à chacune des zones ;
- les chaussées, trottoirs, bordures et caniveaux ;
- les espaces verts ;
- le stationnement ;
- la signalisation horizontale et verticale ;
- les mobiliers urbains et équipements ;
- l'éclairage public ;
- le réseau pluvial.

Le descriptif des biens est annexé (n°2) au présent procès-verbal.

Article 3. État des biens mis à disposition

Les biens mobiliers et immobiliers sont mis à disposition de la communauté en l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition des biens.

Article 4. Administration des biens

La communauté assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception toutefois d'aliéner. Elle possède sur ces biens tous pouvoirs de gestion. Elle peut le cas échéant, autoriser l'occupation des biens remis et percevoir les fruits et produits.

Le cas échéant, la communauté est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés aux biens transférés de la ZAE tels que définis à l'article 2.

La commune constate la substitution et la notifie aux divers contractants.

La communauté assure le renouvellement des biens immobiliers et peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres à assurer la mise en œuvre de la compétence développement économique : « *création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire* .

La communauté est responsable des biens mis à disposition à l'article 2 et agit en justice en lieu et place de la commune.

Article 5. Régime financier

Conformément à l'article L. 1321-2 du Code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens énumérés à l'article 2 a lieu à titre gratuit.

Article 6. Durée

La mise à disposition prend effet au 01 janvier 2019 et prend fin dans les cas suivants :

- lors de la désaffectation des biens à la compétence développement économique : « *création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »* conformément à l'article L. 1321-3 du Code générale des collectivités territoriales ;

- lors de la restitution de la compétence développement économique : « *création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »* ;

- du retrait de la commune dans la communauté selon l'article L. 5211-19 du Code générale des collectivités territoriales ;

- la dissolution de la communauté dans les conditions de l'article L. 5211-26 du Code générale des collectivités territoriales.

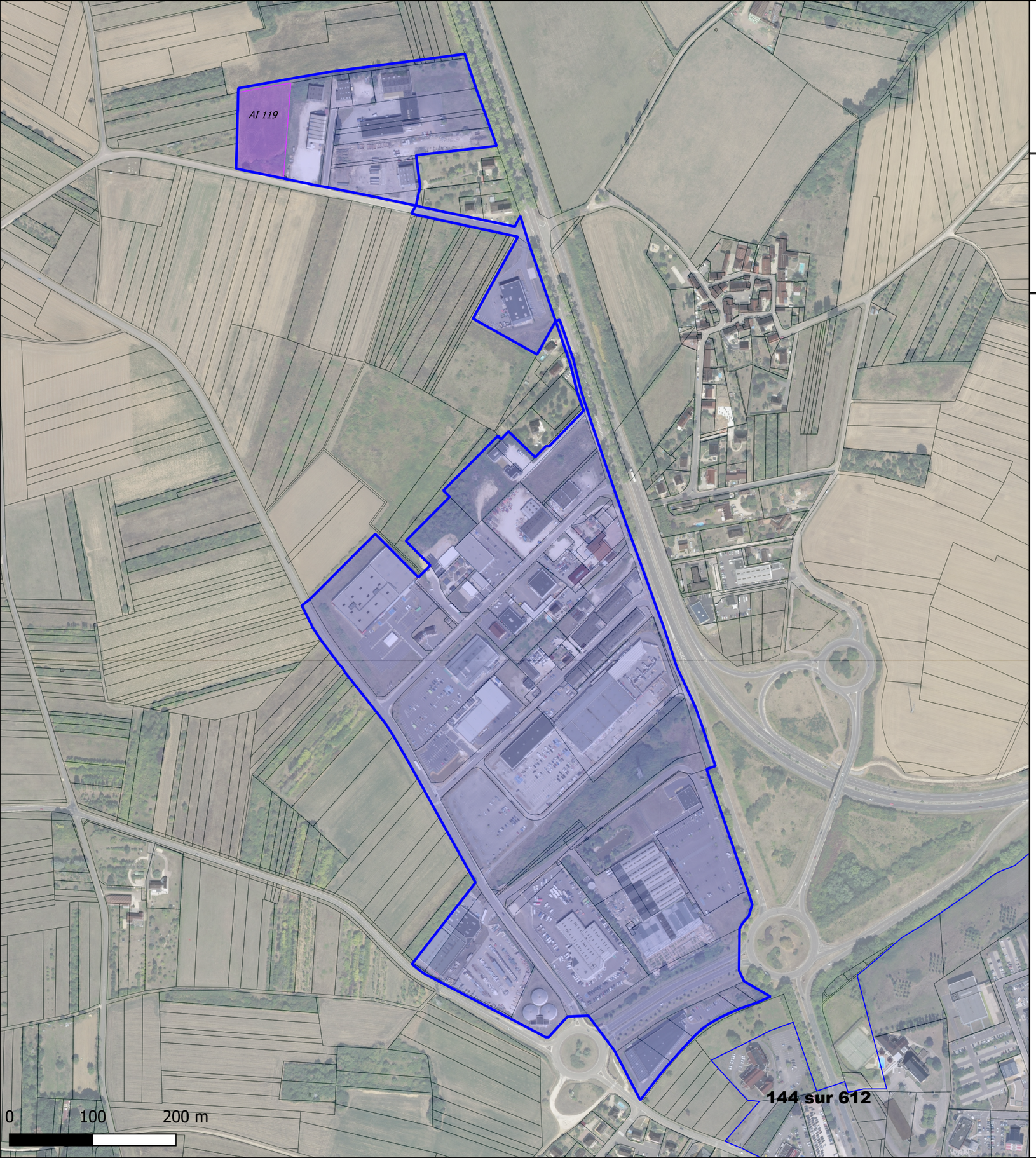
Article 7. Litiges

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Fait à Auxerre, le .....

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois	Le Maire d'Augy
Guy FEREZ	Paul PAUZAT



communauté de l'auxerrois

LES BREANDES

PERRIGNY

Légende

- Zones d'activités économiques
- Parcelles communales cessibles

commune	section	parcelle	propriétaire	contenance
PERRIGNY	AI	119	COMMUNE DE PERRIGNY	6134

Fond de plan : Origine DGFiP Cadastre © Droits de l'État réservés ® 2018 | © IGN – BDORTHO® - 2018

communauté de l'auxerrois

ZAE **LES BREANDES**

Commune d'implantation: **PERRIGNY**

IMMERGIS

Date: 24/10/2019

Caractéristiques de la ZAE

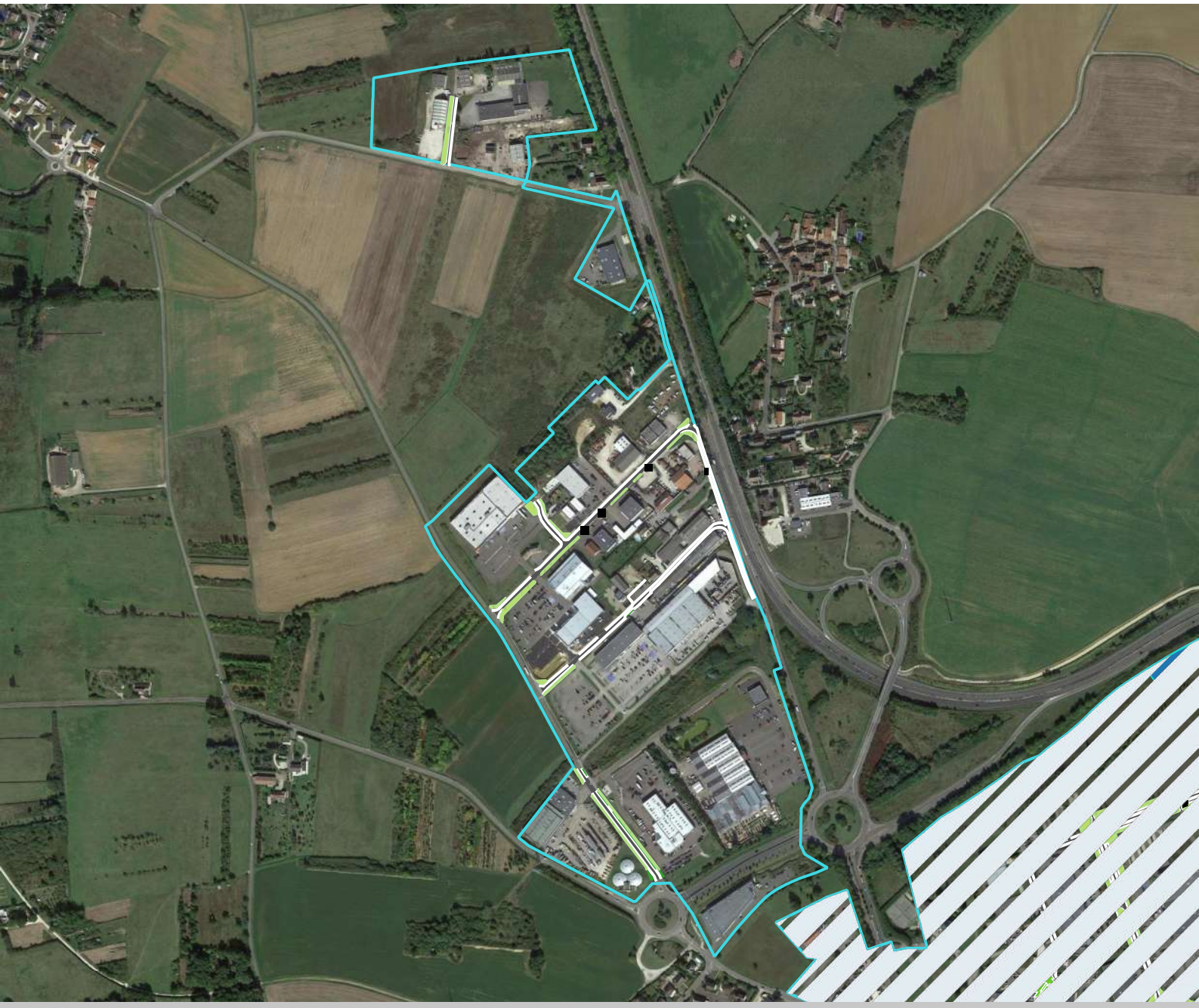
Surface (ha):	**29**	Observations:
linéaire de voirie (ml):	**1359.19**	**Zone UX /UXa**

Situation



ESPACES VERTS

Charges	Unité	Nombre d'unité à entretenir	Coût moyen annualisé par unité €HT	Fréquence d'entretien par an	Dépense annuelle moyenne €HT
Petit élagage (manuel)	u				
Grand élagage (mécanisé)	u				
Taille des arbustes	m²	290.6	1.03	2	598.6
Désherbage de trottoir	ml	2209.3	0.2	4	1767.4
Tonte des pelouses	m²				
Fauchage des accotements enherbés	m²	2334.6	0.405	2	1891
Coût total d'entretien annuel des espaces verts €HT					**4257.1**



Arbre
- Grand
- Petit

Arbuste
Pelouse
Accotement enherbe
Bassin de rétention

EQUIPEMENTS DE SIGNALISATION ET MOBILIER



SH ponctuelle
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SH linéaire
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SH surfacique
- Bon
- Moyen
- Mauvais

SV police
- Bon
- Moyen
- Mauvais
- SV directionnelle

Mobilier urbain
- Non concerné
- Bon
- Moyen
- Mauvais

RESEAUX SECS



148 sur 612

- Affleurement
- Armoire et transformateur
- Candelabre
- Console
- Feu tricolore
- Poteau concessionaire

RESEAUX HUMIDES



149 sur 612

Grille et avaloir
Buse
Fossé
Bassin d'orage

communauté de l'auxerrois

PROCÈS VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS ET D'ÉQUIPEMENTS
DANS LE CADRE DE LA COMPÉTENCE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Guy FEREZ,
Sise 6 bis place du Maréchal Leclerc- BP 58 - 89010 Auxerre Cedex,

Ci-après dénommée « la communauté »

ET

La commune de Perrigny, représentée par son Maire, Monsieur Emmanuel CHANUT,
Sise 7 Rue des Ecoles - 89000 - PERRIGNY,

Ci-après dénommée « la commune »

PRÉAMBULE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L. 5216-5 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : *« La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme... ».*

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

L'article L. 1321-1 du CGCT indique que « *le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.*

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci ».

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

Par le présent procès-verbal, la commune met à disposition de la communauté les biens immobiliers et mobiliers affectés à l'exercice de la compétence développement économique pour la création, l'aménagement, l'entretien et gestion de zones d'activité économique (ZAE).

Le procès-verbal définit, dans ce cadre, les périmètres et les conditions de mise à disposition des biens de la commune à la communauté.

Article 2. Désignation des biens mis à disposition

La commune met à disposition de la communauté la ZAE dite « Les Bréandes » d'une surface de 29 hectares et comprenant les parcelles cadastrées définies en annexe 1 ;

Cette mise à disposition concerne :

- la voirie interne à chacune des zones ;
- les chaussées, trottoirs, bordures et caniveaux ;
- les espaces verts ;
- le stationnement ;
- la signalisation horizontale et verticale ;
- les mobiliers urbains et équipements ;
- l'éclairage public ;
- le réseau pluvial.

Le descriptif des biens est annexé (n°2) au présent procès-verbal.

Article 3. État des biens mis à disposition

Les biens mobiliers et immobiliers sont mis à disposition de la communauté en l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition des biens.

Article 4. Administration des biens

La communauté assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception toutefois d'aliéner. Elle possède sur ces biens tous pouvoirs de gestion. Elle peut le cas échéant, autoriser l'occupation des biens remis et percevoir les fruits et produits.

Le cas échéant, la communauté est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés aux biens transférés de la ZAE tels que définis à l'article 2.

La commune constate la substitution et la notifie aux divers contractants.

La communauté assure le renouvellement des biens immobiliers et peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres à assurer la mise en œuvre de la compétence développement économique : « *création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire* .

La communauté est responsable des biens mis à disposition à l'article 2 et agit en justice en lieu et place de la commune.

Article 5. Régime financier

Conformément à l'article L. 1321-2 du Code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens énumérés à l'article 2 a lieu à titre gratuit.

Article 6. Durée

La mise à disposition prend effet au 01 janvier 2019 et prend fin dans les cas suivants :

- lors de la désaffectation des biens à la compétence développement économique : « c*réation, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »* conformément à l'article L. 1321-3 du Code générale des collectivités territoriales ;

- lors de la restitution de la compétence développement économique : « c*réation, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »* ;

- du retrait de la commune dans la communauté selon l'article L. 5211-19 du Code générale des collectivités territoriales ;

- la dissolution de la communauté dans les conditions de l'article L. 5211-26 du Code générale des collectivités territoriales.

Article 7. Litiges

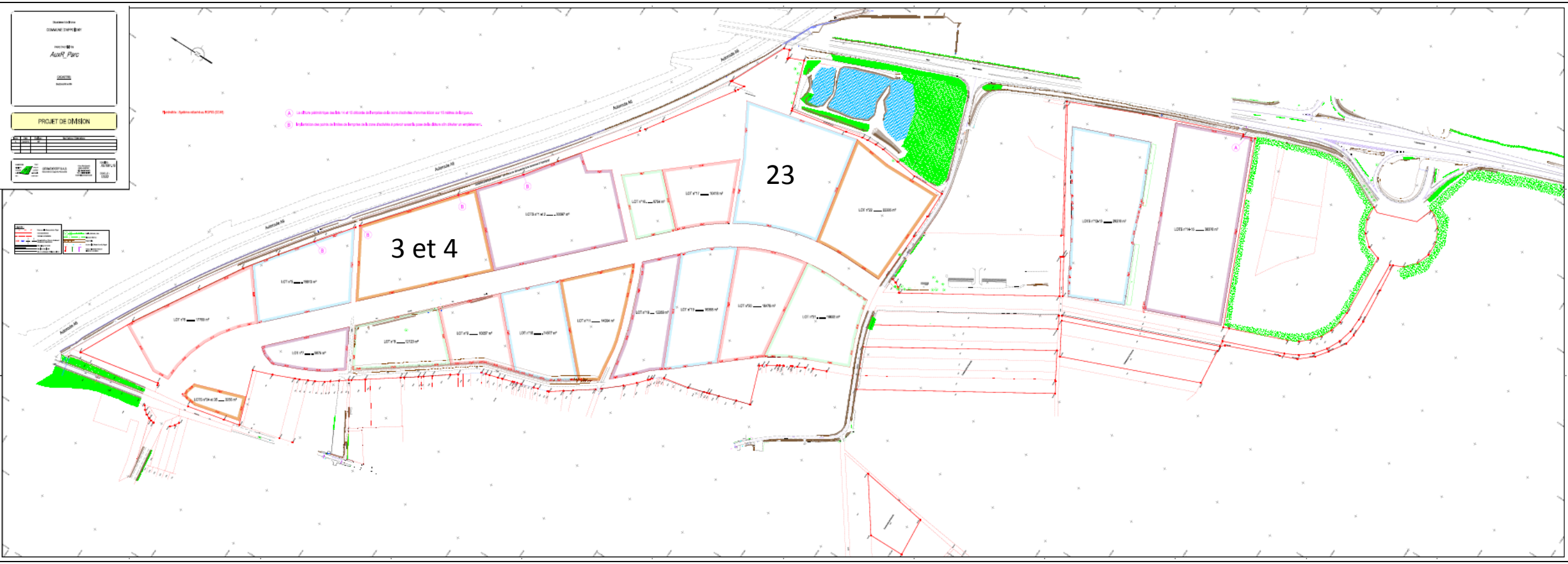
Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Fait à Auxerre, le .....

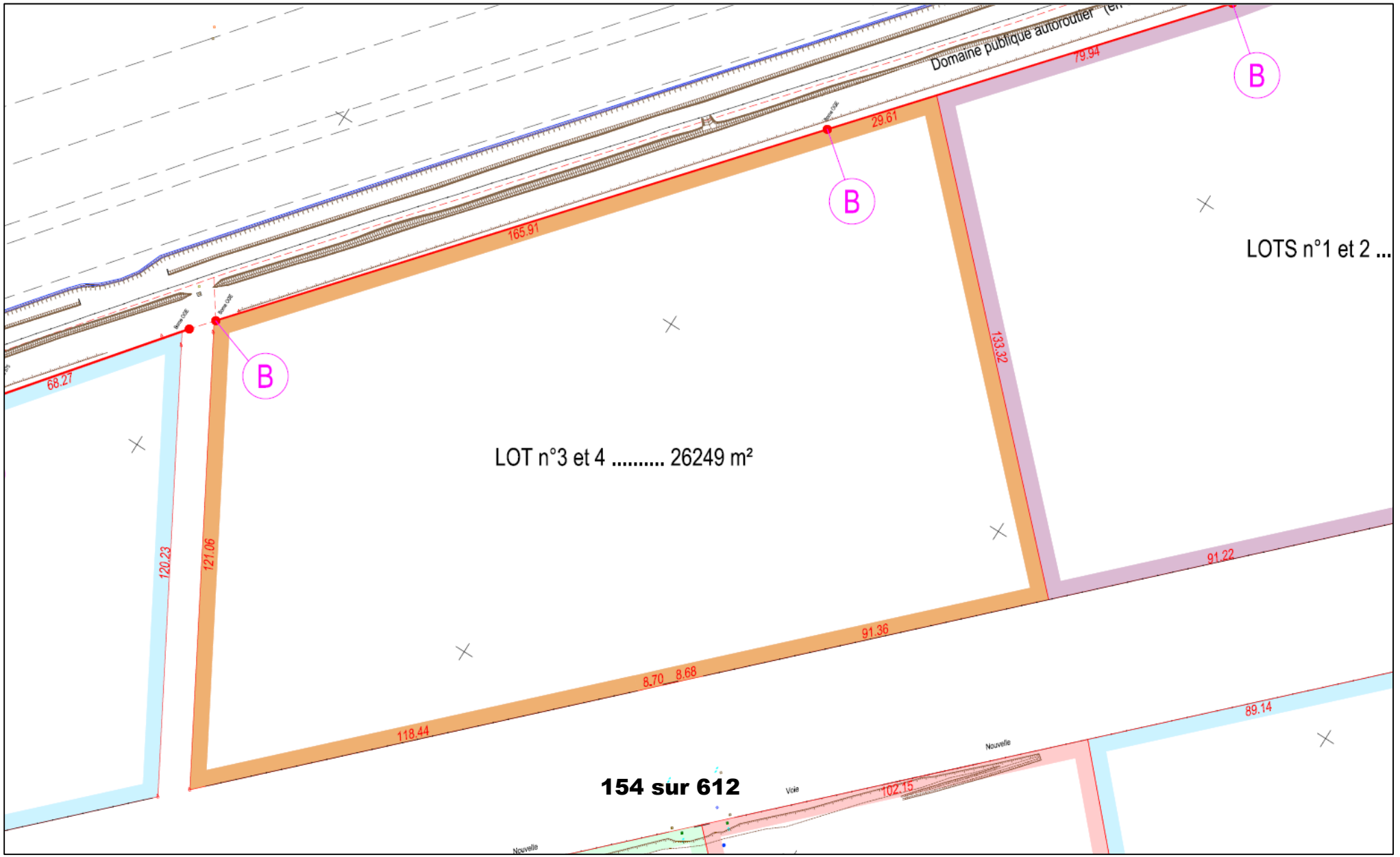
Le Président de la Communauté de l'Auxerrois	Le Maire de Perrigny
Guy FEREZ	Emmanuel CHANUT

Plan de situation



Annexe à la délibération autorisation de vente des lots 3 – 4 et 23

Plan de division des lots 3 et 4

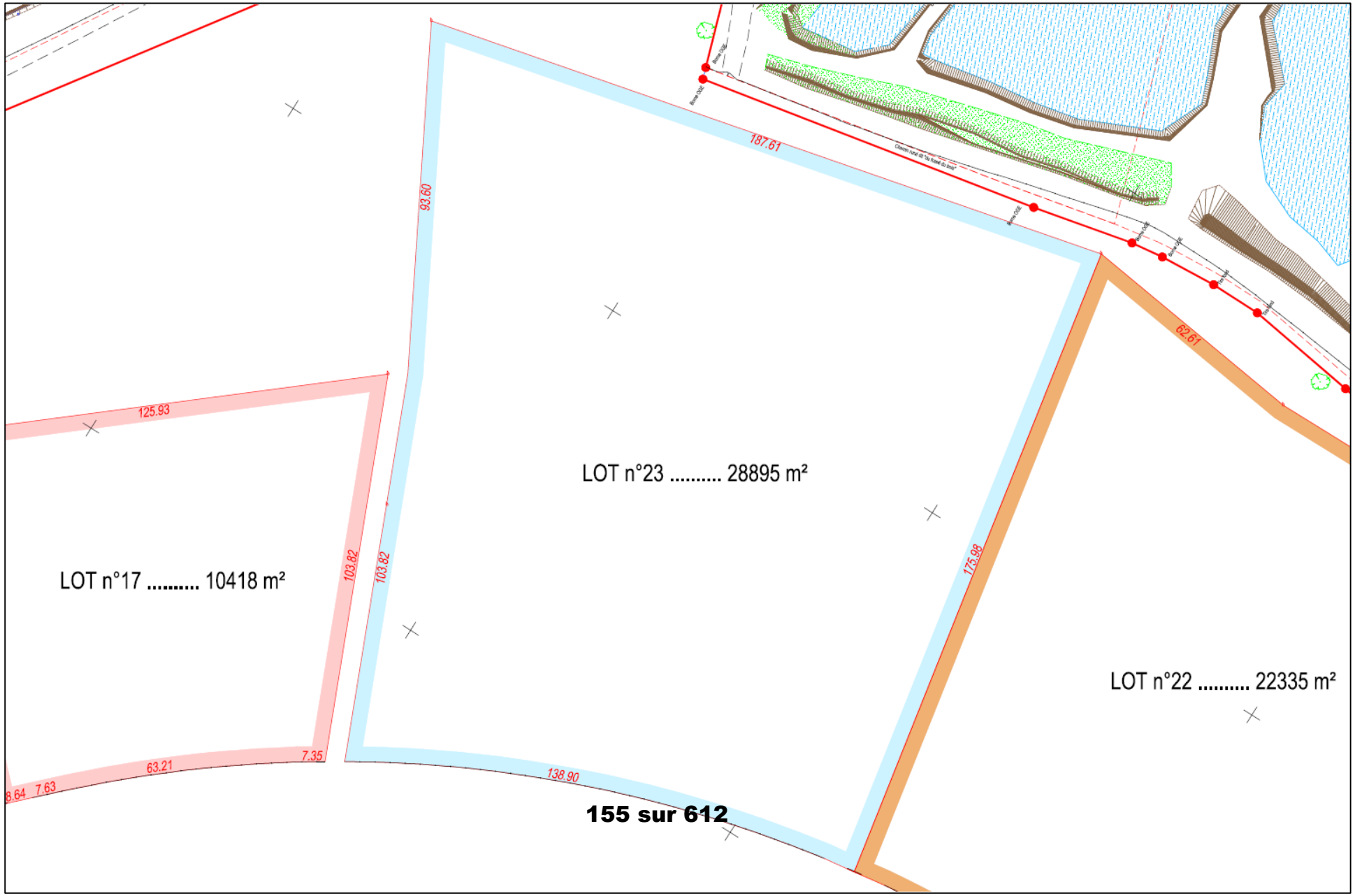


communauté de l'auxerrois

Annexe à la délibération autorisation de vente des lots 3 – 4 et 23

Plan de division du lot 23

AuxR_Parc



communauté
de l'auxerrois

OPERATION DE RESTAURATION IMMOBILIERE
CENTRE-VILLE D'AUXERRE

DOSSIER D'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE
PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article L.313-4 du Code de l'urbanisme

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
6 bis place du Maréchal Leclerc – BP58 - 89010 Auxerre Cedex
Direction de l'Urbanisme et du Dynamisme du Territoire - Tél. : 03 86 72 43 14

Dossier d'enquête d'utilité publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique : liste des pièces (Article R 313-24 du Code de l'urbanisme) :

Pièce n° 1 Un plan permettant de connaître la situation du ou des bâtiments concernés et de leur terrain d'assiette à l'intérieur de la commune

Pièce n° 2 Désignation des immeubles concernés

Pièce n° 3 Indication du caractère vacant ou occupé des immeubles concernés

Pièce n° 4 Notice explicative présentant :

- l'objet de l'opération,
- le programme global des travaux par bâtiment, établi au regard notamment des objectifs de transformation des conditions d'habitabilité et de mise en valeur du patrimoine. Il comprendra, s'il y a lieu, les démolitions rendues nécessaires par le projet de restauration ; lorsque l'opération s'inscrit dans un projet plus vaste prévoyant d'autres opérations de restauration immobilière, la notice présente ce projet d'ensemble.
- Les indications sur la situation de droit ou de fait de l'occupation des bâtiments.

Pièce n° 5 Estimation de la valeur des immeubles avant restauration faite par le service des Domaines et l'estimation sommaire du coût des travaux de restauration.

Sommaire

Sommaire 3

Préambule 4

1.1. Objet et conditions de l'enquête 4

1.2. Insertion de l'enquête dans la procédure administrative 5

2. Pièce n°1 Plan de situation des immeubles 7

3. Pièce n° 2 – Désignation des immeubles concernés 8

4. Pièce n° 3 : indication du caractère vacant ou occupé des immeubles concernés 9

5. Pièce n° 4 : notice explicative 10

5.1. Objet de l'opération 10

5.2. Programme de travaux d'utilité publique 18

6. Pièce n° 5 : appréciation globale et sommaire de la valeur des immeubles et des dépenses de travaux 31

6.1. Estimation de la valeur des immeubles avant travaux (estimation Domaines) 31

1.1. Appréciation sommaire des dépenses de travaux 31

6.2. Délais d'exécution des travaux 32

Préambule

1.1. Objet et conditions de l'enquête

1.1.1. Objet de l'enquête

Le présent dossier est établi en vue de la réalisation de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux de réhabilitation d'immeubles, situés dans le centre-ville d'Auxerre, dans le cadre d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI).

Les opérations de restauration immobilière consistent en des travaux de remise en état, de modernisation ou de démolition ayant pour objet ou pour effet la transformation des conditions d'habitabilité d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles. Elles sont engagées à l'initiative soit des collectivités publiques, soit d'un ou plusieurs propriétaires, groupés ou non en association syndicale (art. L. 313-4 du Code de l'urbanisme).

Lorsque l'opération nécessite une déclaration d'utilité publique, celle-ci est prise, dans les conditions fixées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour réaliser les opérations de restauration immobilière, ou de l'État avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme (art. L. 313-4-1 du Code de l'urbanisme).

L'enquête doit permettre de présenter les travaux à réaliser sur les immeubles ciblés et d'apporter ainsi des éléments d'information utiles à l'appréciation de leur utilité publique.

Il est procédé dans un premier temps uniquement à l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux. Ce n'est qu'en cas de carence des propriétaires sur l'exécution des travaux prescrits que sera menée l'enquête parcellaire. Par la suite, si les travaux n'étaient toujours pas exécutés par les propriétaires, la commune sera en droit de poursuivre l'expropriation des immeubles concernés moyennant une juste et préalable indemnité.

1.1.2. Conditions de l'enquête

Conformément à la législation, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) pour cette opération se déroule selon la procédure prévue au Code de l'expropriation ; elle est menée selon la procédure de droit commun et réalisée conformément aux articles R. 112-4 dudit code.

L'enquête permet de porter les travaux envisagés à la connaissance du public afin qu'il fasse part de ses observations, notamment sur les registres prévus à cet effet qui seront disposés sur le lieu de l'enquête au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et à la Mairie de Auxerre.

Elle porte sur la réalisation de travaux de réhabilitation, dans le cadre d'une ORI, de plusieurs immeubles situés dans le centre-ville d'Auxerre, dont la réalisation doit être déclarée d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du Code de l'urbanisme et de l'article L. 110-1 du Code de l'expropriation.

L'enquête de droit commun est menée par un commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif ; elle est d'une durée minimale de 15 jours.

1.1.3. Les textes régissant l'enquête

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par les articles R. 313-23 et R. 313-24 du Code de l'urbanisme et L. 110-1, L. 112-1 et R. 111-1 à R. 11-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui imposent à l'administration de procéder à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux lorsqu'il est nécessaire d'exproprier des immeubles ou des terrains.

1.2. Insertion de l'enquête dans la procédure administrative

1.2.1. Le projet avant l'enquête

La mise en œuvre des ORI constitue une des actions inscrites à la Convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre-ville d'Auxerre signée le 8 avril 2016 par la Communauté de l'Auxerrois, l'Etat et la Ville d'Auxerre.

La décision de mettre en œuvre les ORI a été réaffirmée à l'occasion de la délibération n°2017-199 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du 5 Octobre 2017. L'engagement de l'Agglomération en faveur de la poursuite des ORI a été confirmé par leurs inscriptions à l'intérêt communautaire via la délibération n°2018-137 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2018.

La décision d'engager la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation des travaux de réhabilitation des immeubles ciblés a été prise par décision du Conseil Communautaire du 10 octobre 2019.

1.2.2. L'enquête publique

L'enquête publique, dont le présent dossier constitue le support, a pour objectif de permettre au public de prendre connaissance des travaux proposés et des immeubles ciblés par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'issue des études préalables.

Le Préfet, après désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif, précise par arrêté :

- l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci est ouverte et sa durée, qui ne peut être inférieure à 15 jours ;
- les heures et le lieu où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est publié par les soins du Préfet huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux.

Le public peut, pendant la durée de l'enquête, faire part de ses appréciations, suggestions et contre-propositions. Ces observations peuvent être recueillies sur les registres d'enquête ou être adressées par correspondance au commissaire enquêteur.

Lorsque l'opération projetée doit être exécutée sur le territoire et pour le compte d'une seule commune, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur.

1.2.3. A l'issue de l'enquête

Dans le mois qui suivra la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur établira son rapport et émettra un avis sur l'opération en précisant si celui-ci est favorable ou défavorable à l'opération. Cet avis sera transmis avec l'ensemble du dossier et des registres pour avis au Préfet du département.

Si les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables, l'organe délibérant de la collectivité maître d'ouvrage est appelé à émettre son avis par une délibération motivée dont le procès-verbal est joint au dossier transmis au Préfet.

Le rapport du Commissaire enquêteur restera à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, dans la mairie où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture de l'Yonne.

1.2.4. La déclaration d'utilité publique (DUP)

La déclaration d'utilité publique de l'opération sera prononcée par arrêté préfectoral et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Yonne. En cas de contestation, l'acte déclaratif d'utilité publique pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Au-delà de la déclaration d'utilité publique

Après le prononcé de la DUP, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois arrêtera pour chaque immeuble à restaurer le programme des travaux à réaliser dans un délai qu'elle fixera (article L. 312-4-2 du Code de l'urbanisme).

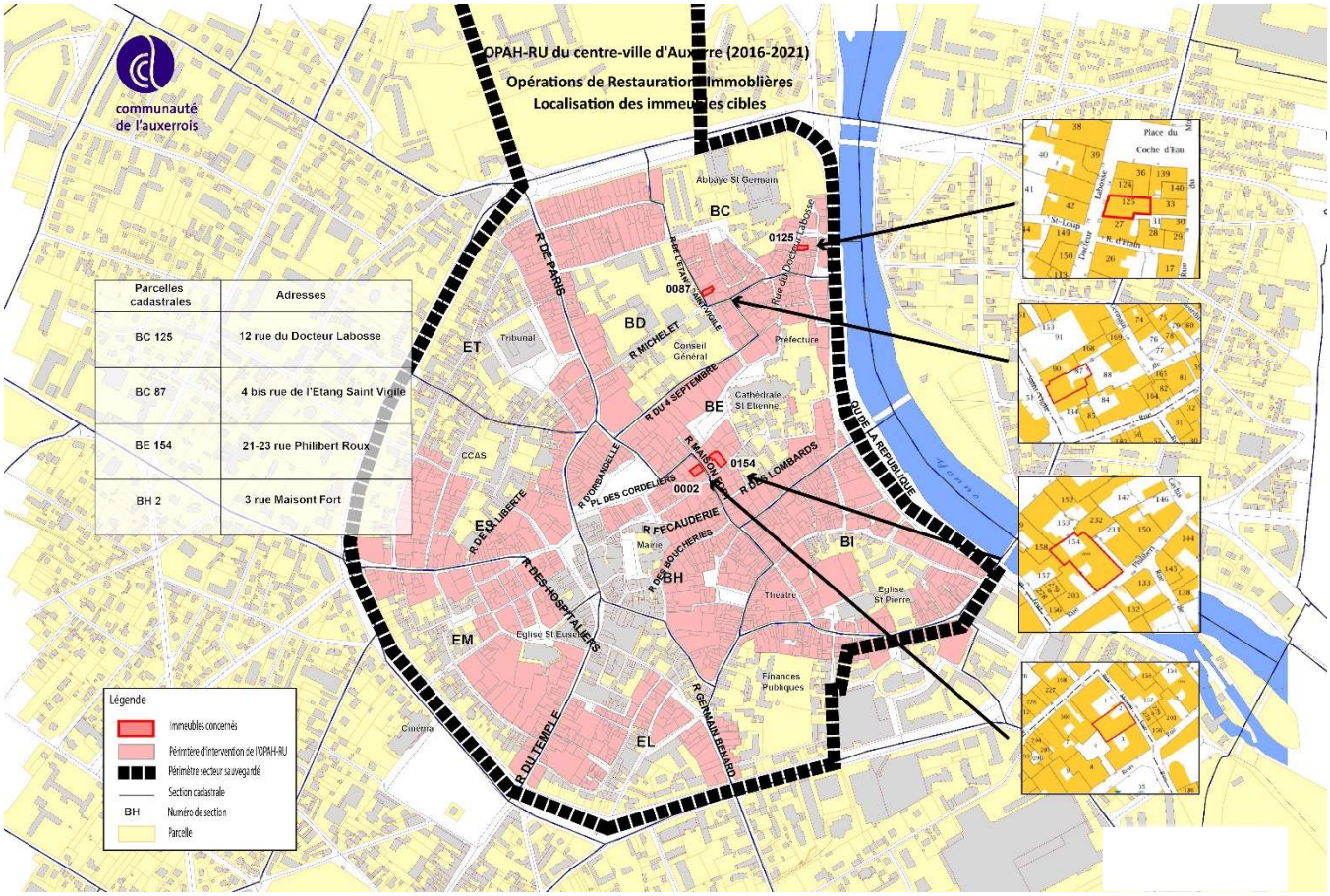
Cet arrêté sera publié et affiché.

Le Préfet sera sollicité afin de poursuivre la procédure par l'ouverture de l'enquête parcellaire. Son objet sera d'identifier les propriétaires et les titulaires de droits réels ou de conventions portant sur les biens. Elle est préalable à l'arrêté de cessibilité.

Lors de la notification individuelle du dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire, seront également notifiés individuellement aux propriétaires les travaux à effectuer sur leur immeuble et le délai de réalisation. C'est dans le cadre de cette enquête parcellaire que les propriétaires feront connaître leur volonté ou non de les exécuter.

A défaut de toute volonté de réaliser les travaux énumérés, l'expropriation des biens pourra être poursuivie.

2. Pièce n°1 Plan de situation des immeubles



3. Pièce n° 2 – Désignation des immeubles concernés

Adresses	Cadastre	Surface cadastrale	Nature du bien
12 rue du Docteur Labosse	BC 125	103 m²	Immeuble bâti Niveaux : R+1 + combles 2 logements
3 rue Maison Fort	BH 2	220 m²	Immeuble bâti Niveaux : R+2 + combles 4 logements 1 local (atelier)
4 bis rue de l'étang Saint Vigile	BC 87	144 m²	Immeuble bâti Niveaux : R+1+combles 3 logements
21-23 rue Philibert Roux	BE 154	336m²	Immeuble bâti Niveaux R+1 + combles 12 logements

4. Pièce n° 3 : indication du caractère vacant ou occupé des immeubles concernés

Adresses	Cadastre	Situation d'occupation
12 rue du Docteur Labosse	BC 125	Nombre de logements : 2 dont 2 vacants dont 0 occupé
3 rue Maison Fort	BH 2	Nombre de logements : 4 dont 3 vacants dont 1 occupé
4 bis rue de l'étang saint vigile	BC 87	Nombre de logements : 3 dont 3 vacants dont 0 occupé
21-23 rue Philibert Roux	BE 154	Nombre de logements : 12 dont au moins 7 logements occupés (*Enquête SCHS et CAF avril 2019)*

X

5. Pièce n° 4 : notice explicative

5.1. Objet de l'opération

5.1.1. Introduction

Située en Bourgogne Franche-Comté, sur l'axe stratégique Paris-Lyon, la Communauté de l'Auxerrois est la plus importante Communauté d'Agglomération de l'Yonne. Préfecture du département et ville-centre de l'Agglomération, Auxerre est raccordée à la capitale (170 km), à Lyon (300 km) et à Dijon (150km) par l'autoroute A6 et la voie ferrée. Elle bénéficie ainsi d'un positionnement stratégique au cœur d'axes de communications majeurs entre différentes métropoles.

Ville centre d'un territoire intercommunal d'environ 70 000 habitants, Auxerre exerce une forte attractivité sur ce territoire notamment du fait de sa fonction administrative et de la richesse de son patrimoine. La valorisation de son centre-ville en fait un atout majeur pour l'attractivité résidentielle, touristique et économique de l'ensemble du territoire communautaire.

S'agissant de la politique de l'habitat, la ville d'Auxerre a bénéficié de plusieurs dispositifs publics d'intervention sur l'habitat privé ancien :

- 3 OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) successives entre 1986 et 1995 avec une intervention sur 693 logements publics et privés
- Des opérations façades dans le secteur sauvegardé d'Auxerre

Pour autant, le développement auxerrois s'est poursuivi sur les communes péri-urbaines, lesquelles ont construits de nouveaux logements venus concurrencer le centre-ancien en offrant des habitations proposant des prestations peu présentes en centre-ancien (stationnement, espaces extérieurs végétalisés, …). Par conséquent, l'attractivité de ces logements est faible et la population tends à se précariser.

Cette politique volontariste n'a ainsi pas pu ~~freiner~~ endiguer le processus de déqualification d'une partie du parc privé, et n'a malheureusement pas pu permettre le traitement de certains points durs du centre ancien (immeubles particulièrement vétustes n'offrant pas les conditions d'habitabilité minimales requises). Malgré ces efforts, l'habitat du centre-ville n'a donc pu être correctement replacé dans les mécanismes classiques du marché immobilier du fait de la faiblesse qualitative de l'offre.

Dans le cadre de la prise de la compétence « habitat » (16 décembre 2010), la Communauté de l'Auxerrois a élaboré son premier Programme Local de l'Habitat (2011-2016) et a fixé ses orientations notamment en matière d'intervention sur le parc de logement privé. Elle a ensuite mis en œuvre son premier dispositif programmé sous la forme d'un Programme d'Intérêt Général ciblé sur la rénovation énergétique entre 2012 et 2015. Ce 1er « Programme Logements Durables » a démontré l'efficacité de ces dispositifs contractualisés avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah). Dès 2014, la Communauté de l'Auxerrois a souhaité anticiper la fin de cette opération en menant une étude pré-opérationnelle permettant de redéfinir un dispositif plus ambitieux. Au cours du diagnostic, il a été confirmé que le centre ancien d'Auxerre présentait des problématiques et des enjeux particuliers auxquels des réponses devaient être apportées.

La Communauté de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre ont donc entrepris une réflexion approfondie autour de la revitalisation du centre historique afin de conforter son rôle moteur au sein de l'Agglomération. Ces démarches ont aboutis à la mise en œuvre d'un nouveau Programme Logements Durables (2016-2021) dans lequel ont été intégrés :

- Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Intercommunale permettant de répondre aux enjeux communs et partagés par l'ensemble des communes du territoire,

- et une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre-ville d'Auxerre permettant de répondre aux problématiques et enjeux différenciés de la ville centre.

En dotant un volet spécifique sur le centre-ville d'Auxerre, la Communauté de l'Auxerrois s'est dotée des outils nécessaires au réinvestissement de son centre ancien en lui procurant les moyens nécessaires pour stopper le phénomène de déqualification et de dégradation.

5.1.2. Caractéristiques du secteur d'intervention

Caractéristiques du patrimoine bâti et morphologie urbaine

Le centre-ville d'Auxerre est délimité par la ceinture des boulevards et des quais, à l'intérieur duquel on trouve un patrimoine bâti remarquable mais peu mis en valeur.

Son centre historique a été classé en 1968 comme secteur sauvegardé en quasi-totalité (67 hectares), régi par un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé en 1981. La loi n°2016–925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) a réformé l'essentiel des dispositifs relatifs aux secteurs sauvegardés. Le Secteur Sauvegardé d'Auxerre a ainsi été automatiquement classé « Site patrimonial remarquable » (SPR).

La ville a reçu le label Ville d'Art et d'Histoire en 1995. La cathédrale, l'abbaye Saint-Germain, les églises de Saint-Pierre et de Saint-Eusèbe, la Tour de l'Horloge sont autant de monuments qui ponctuent de manière monumentale le paysage urbain de l'hyper centre, offrant une qualité architecturale, urbaine et patrimoniale forte.

Le centre-ville se caractérise par des rues étroites, une densité bâtie et un parcellaire complexe : il existe une forte corrélation entre les secteurs où se concentrent des difficultés et ceux où les parcelles sont denses et/ou contraintes. A l'instar des quartiers anciens, le centre-ville d'Auxerre présente un fonctionnement urbain complexe avec des problématiques de circulations, de stationnement et de maintien d'une activité commerciale.Le centre-ville d'Auxerre est dominé par son caractère urbain et minéral.

Ces 10 dernières années, dans le cadre du projet de ville et de revalorisation du centre ancien, la Ville a conduit une politique active d'aménagement urbain du centre-ville. De nombreux aménagements d'espaces structurants et qualifiants ont été réalisés : rue Joubert, rue d'Egleny, mais également la place de la Cathédrale, du Palais de Justice ainsi que les Quais en bordure de l'Yonne. Avec une vraie richesse architecturale, les façades des immeubles Auxerrois constituent, au même titre que les espaces publics, le cadre de vie des habitants et usages du centre-ville.

Cependant, si l'on constate de belles rénovations réalisées ci et là, l'état de certains immeubles reste parfois et globalement dévalorisant ou dégradé sur certains secteurs du centre-ville ; y compris sur des secteurs pourtant structurants et fréquentés. Cette situation est révélatrice d'une certaine difficulté pour certains propriétaires privés d'intervenir sur leurs biens.

Ainsi, le centre-ville d'Auxerre abrite un patrimoine architectural exceptionnel, pas toujours entretenu et dont une partie connaît une dévalorisation progressive et reste sous exploitée.

Evolutions sociodémographiques

L'étude préalable à la mise en œuvre de l'OPAH-RU du centre-ville d'Auxerre, réalisée en 2014, a montré que, comme d'autres villes moyennes similaires et villes Préfecture, Auxerre subit depuis 1990 un ralentissement démographique continu.

Avec un peu plus de 37 000 habitants, on constate peu à peu un essoufflement de la ville centre d'Auxerre induite par une évasion des ménages au profit des communes périphériques. Plus précisément, le quartier historique situé en cœur de ville souffre, dans une certaine mesure, d'un délaissement immobilier et résidentiel lié au décalage des modes de vie et d'une offre en habitat déqualifié et ancien.

Cependant, l'attractivité résidentielle de l'Agglomération tend à se maintenir. Les besoins en nouveaux logements liés au desserrement des ménages et à l'évolution des modes de vie concourent à considérer la reconquête du parc de logements du cœur de ville comme un enjeu majeur de la politique locale de l'Habitat et d'équilibre du territoire.

Ces orientations locales viennent en réponses aux enjeux fixés au niveau national : Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, loi ELAN portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018.

Afin de créer cette dynamique, la Communauté d'Agglomération et la ville d'Auxerre souhaitent réinvestir durablement le centre-ville afin de répondre à des besoins en logements en augmentation, résultant notamment du desserrement des ménages.

Caractéristiques du parc de logements

Le centre historique d'Auxerre est très largement composé de bâti ancien traditionnel construit avant 1948. Il est dominé par un parc de logements locatifs privés, abritant une part importante et significative de ménages précaires. Avec des logements parfois vétustes, mal isolés et parfois dangereux pour la santé ou la sécurité des habitants, ce parc joue un rôle de « parc social de fait ».

Les dysfonctionnements constatés en matière d'habitat à Auxerre se polarisent sur le centre-ville ; où des déséquilibres importants sont observés :

- Une majorité de logements très anciens (54% de logements construits avant 1948 contre 25% à l'échelle de la Ville) dont la réhabilitation est plus complexe et plus coûteuse ;
- un parc locatif privé très développé (55% de locataires contre 31% et 25% à l'échelle de la ville et de l'Agglomération),
- Une concentration et un volume important de logement suivis par le Comité Local de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'OPAH-RU : la moitié des situations mises en évidence sont situées sur le centre-ville
- Une surreprésentation des ménages composés d'une ou deux personnes malgré une taille de logement importante (seulement 10% des logements du centre-ville sont de petite taille), soulignant une inadaptation des logements à sa population et entrainant une tension sur les logements de petites tailles.
- Un volume important de copropriétés fragiles tendant vers des processus de dégradation : 60% des copropriétés du centre-ville sont démunies face à leurs situations et sont en voies de dégradations

La vacance est concentrée principalement sur la ville d'Auxerre (12,5%) et près de 20% des logements du centre-ville sont vacants. L'étude préalable a mis en évidence une nette augmentation de la vacance sur le centre-ville d'Auxerre, + 10 points entre 2003-2013, soit 820 logements, représentant 42% du stock de logements vacants de la ville.

Ainsi, la structure bâtie, l'offre en logements qui en découle et la nature de l'occupation se trouvent déséquilibrées entre le centre-ville et le reste de la ville et de l'Agglomération.

5.1.3. La requalification du centre-ville d'Auxerre et ses enjeux

L'OPAH-RU, volet incitatif de la requalification du centre-villle

Au terme de l'étude, la Communauté de l'Auxerrois a choisi de mettre en place une OPAH-RU ayant pour objectif principal de conforter le centre-ville dans son rôle moteur au sein de l'agglomération. Il a été choisi de concentrer les moyens et les actions sur un secteur restreint et stratégique pour éviter la dispersion, peu efficace. Le périmètre opérationnel concerne une partie du Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre.

La convention d'OPAH-RU a été signée par la Communauté de l'Auxerrois, l'Etat et la Ville d'Auxerre le 8 avril 2016 L'OPAH-RU a été lancée pour une durée de 5 ans.

Requalifier et améliorer l'habitat ancien privé

Compte tenu des éléments de diagnostic et les particularités du centre-ville d'Auxerre, les objectifs sont d'intervenir :

- sur le parc de logements locatifs privés,
- sur le parc de logements vacants et dégradés,
- sur le parc de logements occupés par leurs propriétaires,
- sur les copropriétés fragiles ou dégradées.

Compte tenu des caractéristiques des logements anciens collectifs du centre-ville, les besoins et les enjeux correspondent aux axes d'intervention des politiques nationales de l'habitat :

- les enjeux liés à la requalification des immeubles dégradés,
- des besoins liés à l'amélioration du confort des logements et à la lutte contre le mal-logement,
- les enjeux liés à la remise sur le marché de logements vacants pour produire une offre de qualité à loyer maîtrisé,
- un besoin d'amélioration notamment énergétique,

Compte tenu de l'engagement de la Ville d'Auxerre et de l'Agglomération en faveur de la revitalisation globale du centre-ville via différents dispositifs complémentaires, l'OPAH-RU s'inscrit dans une ambition de :

- Restauration et mise en valeur du patrimoine du centre ancien,
- Assurer une cohérence entre l'OPAH-RU et le traitement des espaces publics,
- Favoriser l'accession à la propriété en centre-ville.

Concernant le parc de logements occupés, l'OPAH-RU a mis en évidence des typologies de situations s'associant chacune à des besoins spécifiques. Afin d'y répondre, l'OPAH-RU propose un dispositif de repérage, de traitement et d'incitations sur trois axes prioritaires :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- la lutte contre la précarité énergétique
- l'adaptation à la perte d'autonomie.

Les objectifs globaux de l'OPAH-RU pour 5 ans sont de financer des travaux de réhabilitation sur 153 logements (94 logements locatifs et 59 logements occupés par leurs propriétaires). Au total, ce sont près de 4 millions d'euros qui ont été réservés par l'Anah, l'Etat, la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre pour financer les travaux et l'ingénierie.

La requalification des immeubles dans le cadre de cette OPAH-RU vise indirectement à entretenir et valoriser le patrimoine architectural et urbain du centre-ville.

Une stratégie d'intervention accomplie

L'OPAH-RU met en place un dispositif qui combine les trois leviers suivants :

Un levier incitatif sur l'ensemble du périmètre d'OPAH RU pour des actions qui visent à :

- Inciter à l'amélioration de l'habitat et au développement d'une offre nouvelle de qualité, correspondant au dispositif financier de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) abondé par des aides complémentaires de la Communauté de l'Auxerrois et de la Ville d'Auxerre, dont la nature incitative (subventions sous conditions aux propriétaires) ne suffit pas toujours à débloquer les situations.
- Soutenir l'accession à la propriété dans l'ancien
- Repérer et traiter les situations d'habitat indigne (insalubrité, indécence, péril).
- Continuer d'affirmer l'investissement de la collectivité en poursuivant l'aménagement des espaces publics.

Un levier d'accompagnement auprès des propriétaires dans la réhabilitation de leurs immeubles. Les enjeux concernent notamment l'accompagnement technique (contraintes architecturales, règles d'urbanisme…), l'accompagnement juridique (structure foncière complexe, fiscalité) et l'accompagnement financier et patrimonial

(montages financiers et opérationnels d'opérations immobilières, prise en compte des coûts de réhabilitation et recyclage immobilier et contraintes architecturales…).

L'OPAH-RU a su trouver sa place sur le territoire et a permis via l'attribution de subvention et l'accompagnement des propriétaires, la mise en œuvre de projets de travaux sur une cinquantaine de logements.

Un levier coercitif par la mobilisation des procédures classiques de droit public en faveur de la lutte contre l'habitat indigne (arrêtés d'insalubrité, péril, injonctions), en vue de protéger les populations fragiles. La mobilisation des partenaires dans le cadre du Comité Local de Lutte contre l'Habitat Indigne (C2LHI) a permis de suivre une cinquante de situations sur le centre-ville dont la moitié a été résorbée.

Malgré ces différents leviers, certains immeubles du quartier historique présentent encore un déficit de mobilisation et d'investissement de la part de certains propriétaires.

Or aujourd'hui, l'incitation et les mesures coercitives traditionnelles s'avèrent insuffisantes pour débloquer des projets sur des immeubles présentant un caractère stratégique (positionnement urbain, qualité architecturale, nécessité impérieuse de travaux, potentiel résidentiel…). Il est donc fait recours aux procédures de droit public en faveur du renouvellement urbain et notamment les Opérations de Restaurations Immobilières, objet du présent dossier.

La requalification des centres-ville et centres-bourg et l'intervention sur l'habitat dégradé inscrits dans les documents de planification

Le programme local de l'habitat

Le projet de programme local de l'habitat (PLH) approuvé par la délibération n°2019-020 du Conseil Communautaire du 14 mars 2019, affiche une politique de l'habitat en faveur des contres bourg et centres ville (orientation 1). Le PLH doit permettre de remobiliser les logements vacants des centres. Il s'agit de définir et mettre en œuvre les conditions nécessaires à la production de logements attractifs dans les centres. L'amélioration de la qualité des logements privés est ainsi un axe fort de son programme d'actions.
Cette amélioration doit se traduire par la poursuite des travaux engagés en matière d'opérations de restauration immobilière.

La préservation et la mise en valeur du patrimoine architectural

Le centre historique d'Auxerre bénéficie d'un patrimoine architectural particulièrement remarquable, protégé par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV). La totalité des immeubles de l'OPAH-RU est située dans le périmètre du Secteur Sauvegardé, désormais dénommé Site Patrimonial Remarquable. La protection et la mise en valeur du patrimoine constitue un objectif majeur de l'opération. Il implique un travail collaboratif efficient entre l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), les services urbanisme et foncier de la Ville et de l'Agglomération, l'opérateur en charge du suivi-animation de l'OPAH-RU et les propriétaires.

La Communauté de l'Auxerrois, compétente en matière de documents d'urbanisme, s'est prononcée favorablement à la mise en révision du PSMV d'Auxerre via la délibération n°2019-011 portant lancement d'une étude préalable.

La requalification des immeubles dans le cadre de cette OPAH-RU vise indirectement à entretenir et valoriser le patrimoine architectural et urbain du centre-ville.

Une intervention globale sur le centre-ville, appuyée par le programme Action Cœur de Ville

Le territoire de l'Auxerrois a été retenu pour bénéficier du plan national « Action Cœur de Ville ». Le plan répond à une double ambition pour les villes moyennes : améliorer les conditions de vie des habitants des villes moyennes et conforter leur rôle de moteur de développement du territoire.

Une convention a été signée le 28 septembre 2018 par l'Etat, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et les partenaires du Programme Action Cœur de Ville.

Parmi les 5 axes structurants de la convention, l'un d'eux porte sur la réhabilitation et la restructuration de l'Habitat afin de développer une offre attractive en centre-ville. L'objectif de réhabilitation des immeubles privés poursuivi par l'OPAH-RU constitue l'un des pivots de cet axe.

Un certain nombre d'actions complémentaires sont d'ores et déjà engagées ou programmées par la Ville et l'Agglomération sur différents volets. La restauration du patrimoine historique d'Auxerre (Tour de l'Horloge, Eglise Saint Pierre, Abbaye Saint Germain), la requalification de certains espaces publics (Place Saint Germain, Place Lepère/Surugue, Place des Cordeliers), des mesures en faveur d'un développement économique et commercial équilibré, ou l'amélioration de la mobilité en sont des composantes structurantes.

Ces actions s'intègrent dans une logique de projet de renouvellement urbain et de reconquête du centre-ville et viennent ou viendront appuyer et dynamiser l'intervention sur l'habitat développée dans le cadre de l'OPAH-RU.

L'Opération de Restauration Immobilière : un outil complémentaire à l'OPAH-RU

La réflexion qui a conduit au recours à l'ORI

Les immeubles anciens dégradés de belle facture, occupés ou vacants représentent un potentiel de réinvestissement sur le centre-ville.
Au regard de leur dégradation progressive, de la déqualification des conditions d'habitabilité, les immeubles sont souvent inoccupés ou occupés dans des conditions précaires, par un public fragile de fait.
On peut observer, dans certaines situations, un désintérêt du propriétaire pour la réhabilitation ou la rénovation de leur patrimoine immobilier, voire déceler une attitude de « marchand de sommeil ». Pour autant, la plupart de ces biens de caractère présentent simultanément un fort potentiel permettant, après investissement, de produire des logements offrant de très bonnes qualités résidentielles, répondant ainsi aux besoins constatés.

Les différentes OPAH précédentes, qui n'intégraient pas de dispositif coercitif, ont, malgré leurs dispositifs de subventions incitatifs, échoué à intervenir sur ce patrimoine.

Les enjeux de l'ORI dans l'OPAH-RU

L'ORI, dans le cadre de l'OPAH-RU, intervient comme un outil coercitif complémentaire visant à obliger les propriétaires d'immeubles dégradés à réaliser un programme global de travaux, tant sur les parties communes que sur les parties privatives. À ce titre, elle complète utilement le dispositif incitatif mis en place afin de traiter l'état de dégradation avancé de certains immeubles. La caractérisation de la dégradation des conditions d'habitabilité requiert en effet une action forte de la collectivité pour résorber ces situations et améliorer le cadre de vie des habitants.

Dans un contexte de requalification globale, l'enjeu est aussi et avant tout de redynamiser l'initiative privée en amenant les propriétaires à réinvestir dans leur patrimoine immobilier pour redonner de l'attractivité au parc de logements privés.

Ainsi, la procédure d'Opération de Restauration Immobilière permet de passer de la simple incitation caractéristique des OPAH classiques à une contrainte plus forte nécessaire pour réaliser des programmes de réhabilitation durable là où les pouvoirs publics rencontrent parfois indifférence et passivité.

Pour ce faire, le dispositif global mis en place qui favorise (par des subventions), soutient (animation du dispositif par une société de conseils spécialisée mandatée par la Communauté d'Agglomération qui apporte renseignements et conseils) et encadre les propriétaires avec l'édiction de prescriptions de travaux obligatoires sur des immeubles ciblés est apparue comme une solution adaptée à la réussite du projet d'ensemble et pour répondre aux enjeux de réhabilitation lourde.

La mise en place de l'ORI avec déclaration d'utilité publique permet également d'assurer un contrôle sur l'effectivité des prescriptions relatives aux travaux, par le dépôt obligatoire d'une demande de permis de construire en application de l'article R.421-14 d) du code de l'urbanisme.

Qu'est-ce que la Restauration Immobilière ?

La procédure de restauration immobilière est définie par l'article L. 313-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, elle consiste en « des travaux de remise en état, de modernisation ou de démolition ayant pour effet la transformation des conditions d'habitabilité d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles ».

Les travaux de remise en état des immeubles et des logements concernés sont, après enquête publique, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral.

Après le prononcé de la Déclaration d'Utilité Publique, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois arrêtera pour chaque immeuble à restaurer le programme des travaux à réaliser dans un délai qu'elle fixera. Cet arrêté est notifié, à titre d'information, à chaque propriétaire concerné, afin de les inciter à s'engager sur un projet de restauration immobilière. Cet arrêté est également publié et affiché.

A défaut d'apporter des éléments probants quant à la bonne volonté des propriétaires de s'engager sur un projet, un programme de travaux est arrêté pour chaque immeuble avec un délai de réalisation précis. Celui-ci concerne tant les travaux sur parties communes que les travaux intérieurs aux logements, et tous types de travaux pouvant aboutir à la restauration complète de l'immeuble.
Ce programme sera notifié aux propriétaires lors de la notification de l'ouverture de l'enquête parcellaire.

A défaut d'exécution des travaux par les propriétaires concernés dans les délais impartis, la Communauté de l'Auxerrois pourra être en droit, après enquête parcellaire, et sur la base d'un rapport favorable du commissaire enquêteur et d'un arrêté de cessibilité, de procéder à l'expropriation des biens en vue de la réalisation effective des travaux prescrits.

La Communauté d'Agglomération a souhaité adosser l'ORI à l'OPAH-RU de façon à ce que les propriétaires puissent bénéficier des aides de l'OPAH-RU.

L'Opération de Restauration Immobilière reste cependant une procédure autonome et distincte de l'OPAH-RU sur le plan juridique, bien qu'elle soit dans sa mise en œuvre opérationnelle intégrée à l'OPAH de renouvellement urbain. L'Opération de Restauration Immobilière est une opération d'aménagement qui n'a pas pour ambition première d'aboutir à la maîtrise du foncier mais de contraindre les propriétaires privés à réaliser des travaux dans un cadre réglementaire et un délai déterminé.

L'animation de l'OPAH et de l'ORI sera menée par la même équipe opérationnelle, chargé du conseil et de l'accompagnement des propriétaires, ce qui garantit une cohérence d'ensemble et facilite l'articulation des deux dispositifs.

La procédure d'Opération de Restauration Immobilière (ORI) avec Déclaration d'Utilité Publique est particulièrement adaptée à l'enjeu de requalification des immeubles concernés, pour lesquels le seul volet incitatif ne saurait garantir à lui seul une dynamique de projet. Une action publique forte est donc nécessaire pour enrayer le processus de dégradation de ces immeubles, et aboutir à une requalification pérenne par leurs propriétaires.

Il paraît ici opportun de rappeler que l'expropriation n'est pas le but premier de la démarche. La déclaration d'utilité publique a avant tout pour ambition la mobilisation de l'action de l'action privée en faveur de la la revalorisation du centre-ancien. Ainsi les travaux de réhabilitation exigés peuvent prétendre aux aides de l'ANAH, aux financements dits « RHI-THIRORI » ainsi qu'aux différentes primes et subventions portées par la Ville et la Communauté d'Agglomération.

Choix des immeubles faisant l'objet de prescriptions de travaux

La phase diagnostic de l'étude préalable à l'OPAH-RU avait permis l'identification de 125 immeubles nécessitant des besoins significatifs de travaux. Un travail de priorisation s'est avéré nécessaire afin de définir un programme d'intervention adapté.

Ainsi, durant les trois premières années opérationnelles de l'OPAH-RU, un travail de hiérarchisation s'est déroulé en plusieurs étapes :

- Visite de terrain
- Mesure du volontariat par l'envoi de courrier d'information et de sensibilisation aux propriétaires des immeubles concernés
- Définition des critères sélectifs : état du bâti, vacance, localisation, opportunité foncière, intérêt patrimonial…

La Communauté de l'Auxerrois a choisi de concentrer ses efforts de réinvestissement sur des immeubles du centre-ville d'Auxerre qui répondent à tout ou partie des critères suivants :

- Situation de l'immeuble dans le centre-ville et incidences dans la vie de quartier
- Immeuble totalement vacant ou majoritairement vacant
- Immeuble dégradé, présence de logements dégradés
- Potentiel résidentiel du bâtiment
- Qualité architecturale et valeur patrimonial en lien notamment avec l'impact des rénovations sur le développement touristique
- Absence de réactivité des propriétaires, pas de volonté de réaliser les travaux pérennes pour remédier à la situation de dégradation des bâtiments, tant sur les parties communes que sur les parties privatives, malgré le volet incitatif s'appuyant sur l'octroi des subventions.

En 2018, 23 adresses ont fait l'objet d'études préalables plus approfondies visant à valider ou non l'opportunité de mettre en place une procédure d'ORI sur ces immeubles.

A l'issue de ces analyses, l'Agglomération de l'Auxerrois et ses partenaires se sont accordés sur le calibrage et le phasage opérationnelle adapté. Lors d'un comité de pilotage dédié le 3 avril 2019, il a été décidé d'engager une première phase d'ORI sur 4 immeubles jugés prioritaires :

- 12 rue du Docteur Labosse
- 3 rue Maison Fort
- 4 bis rue de l'étang Saint Vigile
- 21-23 rue Philibert Roux

Le choix de ces immeubles est motivé notamment par :

- Le caractère de dégradation présenté par ces immeubles
- L'intérêt patrimonial et architectural à préserver
- Le potentiel résidentiel qu'il convient de valoriser
- Le caractère d'une vacance totale pour 2 adresses et une vacance partielle pour 2 autres
- L'absence de réactivité des propriétaires, dont aucun, n'a pas pu faire preuve d'un engagement effectif permettant une requalification globale et pérenne des immeubles d'habitation.

Les immeubles retenus pour faire l'objet d'une ORI sont présentés dans le présent dossier d'enquête publique de Déclaration d'Utilité Publique de travaux.

5.2. Programme de travaux d'utilité publique

5.2.1. Cadre général

La Déclaration d'Utilité Publique concerne les travaux de restauration prescrits qui seront notifiés aux propriétaires. **Les travaux prescrits ont pour objet d'améliorer le niveau de confort des logements, de les mettre aux normes de sécurité, d'hygiène et d'habitabilité en vigueur.** Un programme de travaux est fixé pour chaque immeuble.

Ces travaux devront respecter les dispositions du Code de l'Urbanisme ainsi que la réglementation en vigueur et notamment les documents référencés ci-après, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Plan local d'Urbanisme de la ville d'Auxerre (PLU - approuvé le 21 juin 2018)
- Règlement Sanitaire Départemental de l'Yonne (RSD) approuvé par arrêté préfectoral le 15 mars 1982, actualisé en Aout 2002,
- Réglementation de voirie municipale de la ville d'Auxerre (publié le 27 juin 2018)
- Règlement du Plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Auxerre (PSMV – approuvé le 20 octobre 1981)
- Règlement du service public de collecte des eaux usées (version du 27 octobre 2016)
- Code de la Santé Publique
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code du travail : partie sur les chantiers de bâtiment
- Code de l'urbanisme
- Code Civil
- Code de l'expropriation (pour cause d'utilité publique)
- Zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA – arrêté 2013/56 du 27 février 2013)
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant coordination de la sécurité et protection de la santé sur les chantiers de bâtiment
- Décret n°96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Décret n°87-149 du 6 mars 1987 fixant les conditions minimales de confort et d'habitabilité auxquelles doivent répondre les locaux mis en location
- Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent (application de l'article 187 de la loi SRU du 13 Décembre 2000)
- Décret n°72-1120 (14 décembre 1972 - modifié par le décret n°2001-222 - Contrôle de la conformité des installations électriques intérieures)
- Décret n°2007-363 (19 mars 2007 - Normes des études de faisabilité sur l'énergie et caractéristiques thermiques des bâtiments existants)
- Loi du 11 février 2005, et décret du 17 mai 2006, et les textes subséquents, relatifs à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Circulaire du 13 Décembre 1982 qui précise les conditions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes en cas de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation existants
- Circulaire du 21 février 1967 relative à l'habilitation des hommes de l'art appelés à visiter les immeubles dans les secteurs de restauration immobilière
- Arrêté du 2 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 Février1996 modifié)
- Arrêté du 03 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants
- Arrêté du 12 novembre 1976 - Normes et directives EDF pour la réglementation électrique
- Norme NF C 15-100 - réglementation des installations basse tension
- Loi n°2010-238 - Règlement d'installation des détecteurs de fumée dans tout lieu d'habitation du 09 mars 2010

5.2.2. Le programme de travaux d'utilité publique

Les travaux à réaliser sur les immeubles ciblés dans le présent dossier devront faire l'objet d'une demande de permis de construire et d'un certificat de conformité. Ces travaux devront respecter les dispositions du Code de l'Urbanisme ainsi que :

- la réglementation en vigueur dont les principaux documents ont été ci-dessus rappelés ;
- les prescriptions détaillées dans les parties suivantes :
    - Dispositions générales
    - Dispositions relatives aux parties communes
    - Dispositions relatives aux parties privatives
    - Programme global de travaux par bâtiment précisé dans les fiches propres à chaque immeuble

Dispositions générales

Plan de sauvegarde et de mise en valeur

Le PSMV s'applique à la partie du territoire de la ville d'Auxerre classée Site Patrimonial Remarquable (Secteur Sauvegardé) et met en place des règles d'intervention sur ce territoire en fonction de la nature et de la qualité des bâtis concernés.

Les quatre immeubles ciblés par la présente DUP sont représentés sur le plan de repérage du PSMV comme étant chacun dans une ou plusieurs des catégories suivantes :

1- Immeubles à conserver ou à restaurer :

Les mesures de conservation édictées par le plan de sauvegarde s'étendent aux éléments d'architecture intérieure appartenant à l'immeuble par nature ou par destination, leur maintien en place et leur restauration devront être assurés dans les mêmes conditions que pour les éléments extérieurs

2 – immeubles dont la démolition est prévue à des fins de salubrité ou de mise en valeur:

Ces immeubles ne pourront faire l'objet d'aucun travail confortatif. De nouvelles constructions peuvent être réalisées sur tout ou partie de la surface des immeubles à démolir, sauf avis contraire de l'Architecte des Bâtiments de France.

3 – Immeubles pouvant être remplacés ou améliorés :

Ces immeubles peuvent être maintenus, ou améliorés, ou remplacés par des constructions respectant l'échelle et le volume ancien, sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 et US 13 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) d'Auxerre et, sous réserve que le permis de démolir soit accordé.

Le Règlement du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur fixe les obligations, interdictions, servitudes et prescriptions qui s'imposent à ces immeubles.
L'avis de l'architecte des Bâtiments de France sera sollicité lors de l'établissement du permis de construire. Son avis devra impérativement être respecté.

Thermique

Les projets de rénovation, réhabilitation ou restructuration sur un immeuble seront couplés, selon les possibilités techniques, avec un projet d'amélioration de sa performance énergétique.

Lorsque le coût total prévisionnel de travaux de rénovation portant soit sur l'enveloppe d'un bâtiment d'une surface hors œuvre nette supérieure de 1000m² et ses installations de chauffage, de production d'eau chaude, de refroidissement, de ventilation et d'éclairage, soit sur sa seule enveloppe est supérieur à 25% de sa valeur, le maître d'ouvrage doit améliorer sa performance énergétique. Le maître d'ouvrage réalise une étude de faisabilité technique et économique des diverses solutions d'approvisionnement en énergie pour le chauffage, la ventilation, le refroidissement, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage du bâtiment. Cette étude doit être réalisée préalablement au dépôt de la demande du permis de construire et examine notamment :

- Le recours aux énergies renouvelables
- Le raccordement à un réseau de chauffage ou de refroidissement collectif ou urbain (s'il existe à proximité du terrain d'implantation de l'immeuble ou de l'opération)

- L'utilisation de pompe à chaleur ou de chaudière à condensation
- Le recours à la production combinée de chaleur et d'électricité.

Dans les autres cas, lorsqu'ils sont mis en place, installés ou remplacés, les équipements, installations, ouvrages ou systèmes doivent être conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté du 3 mai 2007 (Réglementation thermique 2005) relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants. Ces dispositions s'appliquent :

- Aux éléments constitutifs de l'enveloppe du bâtiment ;
- Aux systèmes de chauffage ;
- Aux systèmes de production d'eau chaude sanitaire ;
- Aux systèmes de refroidissement ;
- Aux équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable ;
- Aux systèmes de ventilation ;
- Aux systèmes d'éclairage des locaux.

Peintures au plomb

Selon le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP), le cas échéant, l'accessibilité à la peinture au plomb doit être éliminée ou neutralisée.

Rappel des modalités de mise en œuvre (décret n°99-483 du 9 juin 1999) :

- le maître d'ouvrage devra privilégier la réalisation de travaux en milieu libre c'est-à-dire sans occupant,
- ces travaux ne devront pas entraîner de dissémination de poussière de plomb nuisible tant pour les occupants que les intervenants ou pour le voisinage. Des précautions spécifiques devront être mises en œuvre (nettoyage quotidien du chantier avec des serpillières humides, création de sas étanches visant à circonscrire la diffusion de poussière, utilisation d'aspirateurs spécifiques),
- Les travaux dits palliatifs consistent en une intervention localisée destinée à supprimer l'accessibilité au plomb des surfaces dégradées, mise en évidence lors du diagnostic, dans les logements et si nécessaire dans les parties communes. Ils visent donc à recouvrir d'un matériau les supports toxiques et à changer le cas échéant des éléments (menuiserie, portes …), à créer une barrière physique entre les éléments toxiques et les occupants.

Les travaux visant à éliminer définitivement les peintures présentant du plomb nécessitent des techniques particulières en raison du danger dû notamment à la dissémination du plomb dans l'atmosphère (grattage, ponçage) ou de la réaction chimique particulièrement toxique lors de traitements visant à traiter les peintures au plomb (décapage chimique ou thermique).
En cas de non réalisation des travaux de décontamination dans les délais demandés, la réalisation de travaux de substitution de la part de la puissance publique sera exercée.

Amiante

Au même titre que les risques liés au plomb, tout élément contenant de l'amiante et présentant un risque d'exposition défini dans le diagnostic amiante doivent être déposés, traités ou remplacés. Les travaux de désamiantage nécessitent également la mise en place de divers procédés visant à assurer la sécurité et la santé des habitants et des intervenants sur le chantier.

Parasites

Selon le diagnostic de l'immeuble relatif aux parasites, tout immeuble présentant un risque reconnu doit faire l'objet de traitements préventifs ou curatifs contre les nuisibles et champignons (thermites, mérules…).

Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

Selon les cas de figure et dans la mesure du possible, le programme de travaux d'aménagement peut être mis en

place afin d'assurer l'accessibilité du bâti aux personnes à mobilité réduite. Ces travaux peuvent être l'aménagement d'une rampe d'accès, l'installation d'un ascenseur, l'agrandissement de certaines pièces de vie ou circulations (cercle de retournement, unité de passage…), modification des menuiseries intérieures et extérieures…

Dispositions relatives aux parties communes

Les travaux à réaliser devront viser :

- la sécurité et la salubrité des lieux
- le maintien en bon état de conservation et d'entretien des immeubles
- l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des bâtiments
- Le respect des qualités architecturales des bâtiments

Fondations / Gros œuvre

Les fondations d'un bâtiment doivent permettre d'assurer la tenue et la stabilité du bâti. Tous les travaux éventuels de consolidation des fondations doivent être réalisé par des hommes de l'art en amont des autres travaux de réhabilitation ou restructuration du bâti.
Le gros œuvre du bâtiment doit être en bon état d'entretien et de solidité, assurer la tenue structurelle du bâti et protéger les locaux contre les eaux de ruissellement et les remontées d'eau.
La structure du bâti devra assurer le contreventement total du bâtiment.
Les planchers doivent permettre par leur mise en œuvre et leur solidité, d'assurer un bon fonctionnement de l'usage du bâti et ne doivent pas être surchargés.

Toitures

La charpente doit permettre à la couverture d'assurer ses fonctions en préservant sa solidité et sa stabilité.
La toiture doit assurer le couvert du bâti (hors eau) et le protéger contre les infiltrations et les ruissellements d'eau.
Seront conservés ou restitués les débords de toit en veillant à une saillie suffisante par rapport aux nus de façades.

La couverture doit être étanche. Les souches de cheminées, gouttières, chéneaux, descentes d'eau pluviale et ouvrages de distribution devront être en bon état.

Seront conservés tout élément présentant des qualités architecturales significatives.

Façades & Menuiseries extérieures

Les travaux devront veiller à respecter le caractère architectural du bâtiment, notamment au niveau des enduits, parements, de la composition, des coloris, des menuiseries et tout autre ornements ou éléments d'embellissement.
Toute baie donnant sur l'extérieure et ne possédant pas une hauteur d'allège réglementaire doit être munie d'un garde-corps en façade respectant la réglementation en vigueur assurant la sécurité des personnes.
Lors des travaux sur façade, le choix des matériaux et des méthodes d'intervention est soumis à la réglementation du PSMV et doit prendre en compte l'humidité tellurique des murs.
Les menuiseries extérieures doivent assurer le clos du bâti (hors air), fournir un apport de lumière et permettre d'aérer les espaces servis.
La taille, la forme et les matériaux des menuiseries sont soumis à la réglementation du PSMV.
Les sols, murs, seuils, plafonds devront être protégés contre les eaux de ruissellement, les infiltrations et les remontées d'eaux, en particulier sur les arases du gros œuvre (pare-pluie, drainage, remontée de l'étanchéité).
Les murs de clôtures et murs de soutènement existants doivent être soigneusement conservés et entretenus, suivant les mêmes règles que les façades.

Locaux communs et escaliers intérieurs

Seront mis en sécurité ou remis aux normes complètes tous les locaux communs utilisés ou non.

Dans la mesure du possible sera aménagé tout élément ou équipement permettant un usage optimal de l'habitation (tels que boîtes aux lettres, avertisseur sonore…) ainsi que les locaux communs nécessaires au bon fonctionnement des habitations collectives (locaux techniques, poubelles, vélos…).
Seront remis aux normes les cages d'escalier, les couloirs d'accès aux logements et coursives avec une remise en

état complète des murs, plafonds et sols.
L'escalier étant un élément structurel du bâti, il doit respecter les mêmes critères de solidité et de stabilité que le gros œuvre. La réfection et la réhabilitation de l'escalier doivent permettent que la hauteur et le giron des marches ainsi que les garde-corps respectent la réglementation en vigueur.

Les containers réservés au dépôt et au ramassage des ordures ménagères seront placés dans la mesure du possible à l'intérieur de locaux créés à cet usage et devront répondre aux exigences de sécurité et de salubrité (arrivée d'eau et siphon de sol).

L'accès à l'immeuble sera sécurisé (exemple portier de rue avec interphone et ouvre-porte pour chaque logement, ou badge magnétique…).

Réseaux / canalisations et électricité
Les canalisations d'eau, les appareils qui leur sont raccordés et les réservoirs seront établis de manière à éviter la pollution du réseau de distribution notamment par les eaux usées et les eaux-vannes.
Les canalisations d'eau potable desservant les logements devront assurer en permanence la distribution avec une pression et un débit suffisant et seront branchés au réseau public de distribution.
Les canalisations d'eau potable en plomb desservant les logements seront supprimées.

Les bâtiments devront comprendre un réseau séparatif et les logements devront être raccordés au réseau public de collecte. L'installation de compteurs d'eau individuels est conseillée.

Les colonnes montantes feront l'objet d'une réfection. Un encoffrement des réseaux sera réalisé (sauf impossibilité technique).
Concernant les colonnes de gaz, les coffrages ou placards techniques devront être ventilés en partie haute et basse.

La suppression des réseaux courant en façade est recommandée avec déplacement des branchements et des compteurs à l'intérieur du volume bâti.

La création ou la reprise du raccordement de l'immeuble au réseau électrique (compris installation d'un tableau de protection, appareillages et plafonniers câblage, mise à la terre…) sera engagée afin que l'installation soit conforme aux normes de sécurité définies par les lois et règlements et soit en bon état d'usage et de fonctionnement.

Des compteurs en parties communes sont conseillés ainsi qu'un téléreport encastré en tableau de la porte d'entrée si possible.

Sera créé un éclairage (un éclairage temporisé est conseillé), permettant l'accès à toutes les parties communes de l'immeuble avec installation des réseaux encastrée sous fourreaux normalisés.

Espaces extérieurs et annexes
Les cours et courettes, les accès et les circulations en cave ainsi que les combles devront être dégagés et en bon entretien.

Il sera nécessaire de s'attacher à la facilité d'accès des résidents aux cours intérieures et à leur pérennité d'usage et d'entretien. Ainsi, un cahier des charges de gestion (propreté, sécurité…) de ces espaces est souhaité à l'appui de la demande de réhabilitation de l'immeuble.

La démolition des appentis ou des bâtiments vétustes (pouvant être considérés comme constructions parasites rajoutées) situés en cœur d'îlot peut être imposée. Leur remplacement par des espaces plantés, engazonnés ou pavés peut alors être demandé.

Dispositions relatives aux parties privatives

Les travaux prescrits auront pour objet d'améliorer et mettre aux normes de sécurité et d'hygiène en vigueur tous les locaux d'habitation, avec :

- la mise aux normes minimale d'habitabilité, aux normes relatives à la sécurité, à la salubrité et à l'équipement des logements ou des pièces isolées
- la mise en conformité des installations électriques et des installations de gaz combustible
- l'amélioration de la performance thermique/énergétique et phonique des logements
- la mise en conformité des menuiseries et des garde-corps en façades en respectant les prescriptions données par le PSMV.

Les points ci-après détaillés devront être pris en compte dans l'élaboration des projets de réhabilitation des parties privatives des immeubles.

Aménagement intérieur

Tout logement comprendra des pièces de vie (séjour, chambre…) servies et des pièces servantes (cuisine, salle d'eau, cabinet d'aisance…). A minima, les plus petits logements (T1) comporteront au moins une pièce principale avec un coin cuisine et une pièce de service (soit salle d'eau, soit cabinet d'aisance : voir « équipements sanitaires »). Toutes les pièces devront respecter des dimensions (surfaces et hauteurs) définies par le RSD de l'Yonne.

Les pièces principales et les chambres isolées doivent être munies d'ouvertures donnant à l'air libre et présentant une section ouvrante permettant une aération satisfaisante.

La réhabilitation des logements, lorsque cela sera opportun, pourra conduire à une restructuration des logements et à la redistribution des pièces des logements voire le regroupement de logements pour rationaliser le plan des cellules habitables et/ou des pièces de vie afin de les rendre salubres et confortables.

Ouvertures et ventilations

Toutes les pièces de vie des logements seront pourvues d'ouvertures donnant à l'air libre. La ventilation des logements sera générale et permanente.

Lorsqu'un local, comme la salle d'eau ou le cabinet d'aisance, ne dispose pas de fenêtre, il devra être pourvu d'un système d'évacuation de l'air vicié débouchant à l'extérieur du bâtiment, tel que gaine d'évacuation à tirage naturel (verticale) ou mécanique (horizontale ou verticale), complétée éventuellement par des dispositifs de ventilation dans les pièces principales.

Prescriptions relatives aux installations de cuisine ou du coin cuisine

La pièce à usage de cuisine ou le coin cuisine comportera un évier avec siphon, sur lequel sera installée l'eau potable (chaude et froide), raccordé à une chute d'eaux usées.

La pièce à usage de cuisine (ou le coin cuisine) sera aménagée de manière à pouvoir recevoir un appareil de cuisson (à gaz ou électrique) suivant les conditions réglementaires en vigueur.

Prescriptions relatives à l'installation du gaz et de l'électricité

Les nouvelles canalisations de gaz et la ventilation des pièces où le gaz sera utilisé devront être conformes aux textes réglementaires en vigueur.

Le logement sera pourvu d'une alimentation et d'équipements électriques, conforme aux besoins normaux de l'utilisateur d'un local d'habitation.

Les installations électriques modifiées, remplacées ou créées devront respecter les normes en vigueur.

Equipements sanitaires
Tout logement comportera un WC intérieur avec cuvette ou bâti-support et chasse d'eau.
Les équipements sanitaires munis d'un dispositif de désagrégation (type sanibroyeur) ne sont tolérés dans la réhabilitation que lorsqu'une contrainte technique empêche l'installation d'un système de cuvette standard.
Le cabinet d'aisances ne doit pas communiquer directement avec la pièce à usage de cuisine et les pièces où se prennent les repas.
Toutefois, dans les logements d'une ou deux pièces principales, le cabinet d'aisances peut communiquer directement avec les pièces où se prennent les repas à l'exclusion de la cuisine

La salle d'eau devra comprendre une baignoire ou une douche et un lavabo alimentés en eau courante chaude et froide.
Toutefois, les logements d'une pièce principale pourront faire exception à ces règles dans les cas définis par le Règlement Sanitaire départemental de l'Yonne.

Prescriptions relatives au chauffage
Tout logement doit être équipé d'un système de chauffage assurant une température suffisante pour l'usage de vie de l'habitation. Ce système de chauffage peut être individuel, collectif ou mixte et devra respecter les réglementations en vigueur. Dans le cas d'un chauffage collectif ou mixte, des compteurs individuels doivent être installés dans la mesure du possible.

Prescriptions relatives à la sécurité incendie
La loi n°2010-238 du 9 mars 2010 rend obligatoire l'installation de détecteur automatique avertisseur de fumée pour les occupants. Aussi, l'installation d'un dispositif de détection des fumées dans chaque logement est conseillée.

5.2.3. Prescriptions particulières et spécifiques (fiches immeubles)

REFERENCES CADASTRALES	ADRESSE
BC125	**12 rue Docteur Labosse**



CARACTERISTIQUES GENERALES

NOMBRE DE NIVEAUX	2 niveaux (R+1) + combles
ELEMENTS CARACTERISTIQUES	Bâtiments : XIXème siècle
ELEMENTS D'OCCUPATION	2 logements vacants
NIVEAU DE PROTECTION AU PSMV	Bâti principal sur rue : Immeuble « à conserver et à restaurer » Bâti en fond de parcelle : Immeuble « dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur »

PRESCRIPTIONS

PARTIES COMMUNES

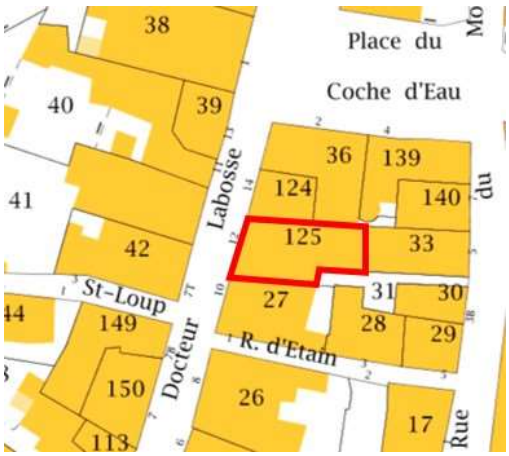
• **Fondations / Gros œuvre**	*Réfection de la structure si nécessaire*
• **Toitures**	*Réfection*
Façades / Menuiseries extérieures	*Réfection*
• **Circulations, hall, escaliers, distributions et locaux communs**	*Réfection et mise en sécurité*
• **Réseaux et électricité**	*Mises aux normes*
• **Espaces extérieurs / annexes**	*Démolition du bâti secondaire et réfections associées*

PARTIES PRIVATIVES

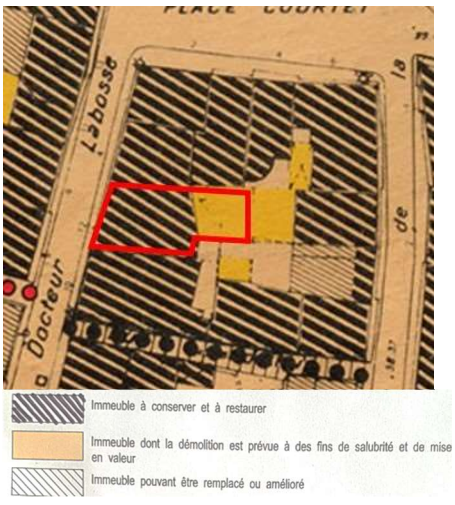
• **Logements**	*Mises aux normes de confort, de sécurité et d'habitabilité*

Dans le cadre du Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre, des prescriptions complémentaires et particulières pourront être formulées par l'Architecte des Bâtiments de France.

PLAN DE SITUATION



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR



REFERENCES CADASTRALES	ADRESSE
BH2	**3, rue Maison Fort**



CARACTERISTIQUES GENERALES

NOMBRE DE NIVEAUX	3 niveaux (R+2) + combles
ELEMENTS CARACTERISTIQUES	Immeuble XIXème siècle. Présence d'une courette donnant sur la rue.
ELEMENTS D'OCCUPATION	Immeuble de 4 logements (dont 1 occupé) et d'un local (atelier)
NIVEAU DE PROTECTION AU PSMV	Immeuble « à conserver et à restaurer »

PRESCRIPTIONS

PARTIES COMMUNES

• **Fondations / Gros œuvre**	*Réfection de la structure si nécessaire*
• **Toitures**	*Réfection*
Façades / Menuiseries extérieures	*Réfection*
• **Circulations, hall, escaliers, distributions et locaux communs**	*Réfection et mise en sécurité*
• **Réseaux et électricité**	*Mises aux normes*
• **Espaces extérieurs / annexes**	*Réfection des espaces extérieurs*

PARTIES PRIVATIVES

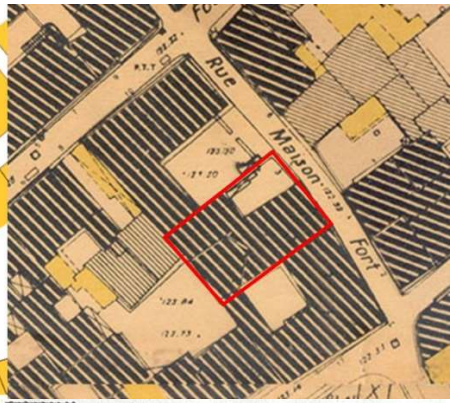
• **Logements**	*Mises aux normes de confort, de sécurité et d'habitabilité*

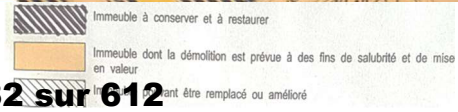
Dans le cadre du Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre, des prescriptions complémentaires et particulières pourront être formulées par l'Architecte des Bâtiments de France.

PLAN DE SITUATION



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR





REFERENCES CADASTRALES	ADRESSE
BC 87	**4 bis rue de l'Etang Saint-Vigile**



CARACTERISTIQUES GENERALES

NOMBRE DE NIVEAUX	2 niveaux (R+1)
ELEMENTS CARACTERISTIQUES	Immeuble XVIIIème siècle. Présence d'une cour en fond de parcelle
ELEMENTS D'OCCUPATION	3 logements vacants
NIVEAU DE PROTECTION AU PSMV	Bâti principal sur rue : Immeuble « à conserver et à restaurer » Bâti en fond de parcelle : Immeuble « dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur »

PRESCRIPTIONS

PARTIES COMMUNES

• **Fondations / Gros oeuvre**	*Réfection de la structure si nécessaire*
• **Toitures**	*Réfection*
Façades / Menuiseries extérieures	*Réfection*
• **Circulations, hall, escaliers, distributions et locaux communs**	*Réfection et mise en sécurité*
• **Réseaux et électricité**	*Mises aux normes*
• **Espaces extérieurs / annexes**	*Démolition du bâti secondaire et réfection des espaces extérieurs*

PARTIES PRIVATIVES

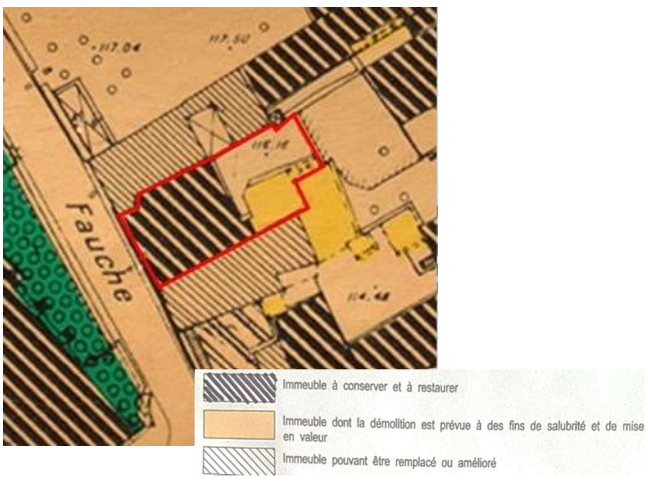
• **Logements**	*Mises aux normes de confort, de sécurité et d'habitabilité*

Dans le cadre du Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre, des prescriptions complémentaires et particulières pourront être formulées par l'Architecte des Bâtiments de France.

PLAN DE SITUATION



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR



REFERENCES CADASTRALES	ADRESSE
BE 154	**21-23 rue Philibert Roux**





CARACTERISTIQUES GENERALES

.

NOMBRE DE NIVEAUX	2 niveaux (R+1) + combles
ELEMENTS CARACTERISTIQUES	Immeuble XVème siècle. Présence de 2 cours intérieures
ELEMENTS D'OCCUPATION	Immeuble significativement occupé
NIVEAU DE PROTECTION AU PSMV	Bâtis principaux sur rue : Immeubles « à conserver et à restaurer » Bâtis en fond de parcelle : Immeubles « Pouvant être remplacés ou améliorés »

PRESCRIPTIONS

PARTIES COMMUNES

• **Fondations / Gros œuvre**	*Réfection de la structure si nécessaire*
• **Toitures**	*Réfection*
Façades / Menuiseries extérieures	*Réfection*
• **Circulations, hall, escaliers, distributions et locaux communs**	*Réfection et mise en sécurité*
• **Réseaux et électricité**	*Mises aux normes*
• **Espaces extérieurs / annexes**	*Réfection des espaces extérieurs*

PARTIES PRIVATIVES

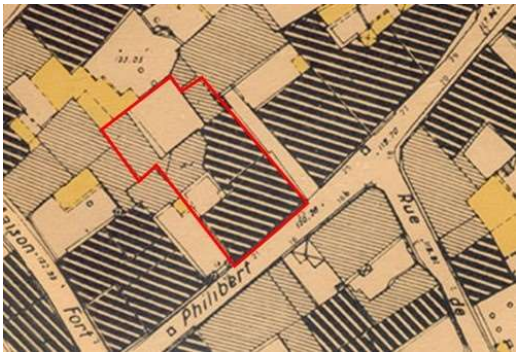
• **Logements**	*Mises aux normes de confort, de sécurité et d'habitabilité*

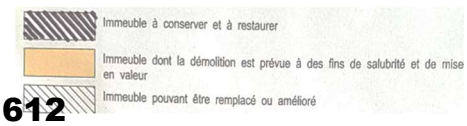
Dans le cadre du Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre, des prescriptions complémentaires et particulières pourront être formulées par l'Architecte des Bâtiments de France.

PLAN DE SITUATION



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR





5.2.4. Indications sur la situation de droit ou de fait de l'occupation des bâtiments

ADRESSES	**REFERENCE CADASTRALE**	**SITUATION D'OCCUPATION**
12 rue Docteur Labosse	BC 125	2 logements vacants (sur 2)
3 rue Maison Fort	BH 2	1 logement occupé (sur 4) 1 local (atelier)
4 bis rue de l'Etang Saint-Vigile	BC 87	3 logements vacants (sur 3)
21-23 rue Philibert Roux	BE 154	Au moins 7 logements locatifs occupés (sur 12) *(Enquête SCHS et CAF mars 2019)*

6. Pièce n° 5 : appréciation globale et sommaire de la valeur des immeubles et des dépenses de travaux

6.1. Estimation de la valeur des immeubles avant travaux (estimation Domaines)

En application de l'article R 313-24 du Code de l'urbanisme, les dépenses d'acquisition des 4 immeubles concernés par le programme de travaux ont fait l'objet d'une évaluation par France Domaine le 22 juillet 2019. Ainsi, l'appréciation sommaire et globale effectuée par France Domaines est d'un montant de 351 000 €.

1.1. Appréciation sommaire des dépenses de travaux

Les dépenses de travaux sur les parties communes et privatives sont données à titre prévisionnel : elles peuvent en effet être modulées selon l'importance de l'intervention à réaliser sur l'immeuble, le résultat des consultations d'entreprises, voire la réalisation par le propriétaire lui-même d'une partie des travaux. Il est rappelé que ces montants sont hors taxe et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Les postes de travaux des immeubles non visités, notamment les réseaux, les escaliers et circulations, les cours ont été considérés comme nécessitant a minima une mise aux normes et mise en sécurité.

Sur la base des estimations :

- Le coût global des dépenses de travaux relatifs aux travaux sur parties communes est estimé à 808 000,00 € HT, ce qui porte le coût moyen des travaux par immeuble à 202 000,00 € HT.
- Le coût global des dépenses de travaux relatifs aux travaux sur parties privatives est estimé à 1 212 200,00 € HT.

Le coût global des dépenses de travaux est estimé à 2 020 000,00 € HT.

TRAVAUX EN PARTIES COMMUNES			
	nombre d'immeubles	coût global de travaux HT	coût moyen par immeuble (HT)
Total	4	808 000,00 €	202 000,00 €

TRAVAUX EN PARTIES PRIVATIVES				
	nombre de logements estimés	surface habitable estimée	coût moyen au m^2 (HT)	coût global de travaux (HT)
Total	21	1010	1200,00 €	1 212 000,00 €

6.2. Délais d’exécution des travaux

ADRESSES	REFERENCE CADASTRALE	DELAIS
12 rue Docteur Labosse	BC 125	24 mois
3 rue Maison Fort	BH 2	24 mois
4 bis rue de l’Etang Saint-Vigile	BC 87	24 mois
21-23 rue Philibert Roux	BE 154	24 mois

communauté
de l'auxerrois

Accompagnement de l'Agence départementale d'information sur le logement de l'Yonne 2020

Convention

Sommaire

Préambule....1

Article 1 : Objet de la convention....3

Article 2 : Durée de la convention....3

Article 3 : Périmètre de la convention....3

Article 4 : Modalités de financement....3

Article 5 : Modalités d'évaluation....4

Article 6 : Modalités de modification de la convention....4

Article 7 : Modalités de résiliation de la convention....4

Préambule

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article L 366-1 ;

VU la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du 14 mars 2019 portant approbation du projet de programme local de l'habitat 2019-2024 ;

VU la convention tripartite de Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique signée avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la Région Bourgogne et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'Energie ;

CONSIDERANT le procès-verbal du Conseil d'Administration de l'Agence départementale d'information sur le logement de l'Yonne approuvant la participation financière des collectivités ;

CONSIDERANT que le projet de programme local de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a notamment pour objectifs la sensibilisation des propriétaires privés aux enjeux du développement durable dans l'habitat ; le soutien financier à l'accession à la propriété dans l'ancien ;

CONSIDERANT que l'ADIL 89 a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations ainsi que sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété ;

CONSIDERANT également que l'ADIL 89 porte l'Espace Info Energie (EIE) de l'Yonne ; que l'EIE conseille et accompagne les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de leur logement, et notamment les copropriétés ;

CONSIDERANT que la région Bourgogne Franche-Comté finance l'ADIL 89 pour l'accompagnement des copropriétés dans le cadre de la Plateforme territoriale de rénovation énergétique ;

Entre les soussignés,

La Communauté de l'auxerrois d'une part, représentée par son Président Monsieur Guy FEREZ et ci-après désignée «la Communauté de l'Auxerrois»,

Et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Yonne représentée par son Président, Monsieur Robert BIDEAU et ci-après désigné « l'ADIL 89 ».

Les soussignés conviennent et arrêtent ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'intervention financière de la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de son soutien financier intercommunal à l'ADIL 89, pour :

- Mission de base de l'ADIL-EIE : conseils et accompagnement des particuliers dans le domaine du logement et sur les questions liées à l'énergie dans l'habitat

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an.

Article 3 : Périmètre de la convention

Le périmètre de l'accompagnement est celui du territoire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Article 4 : Modalités de financement

Afin de s'inscrire dans la démarche départementale de conseils et d'informations sur le logement (conseils juridiques, techniques, financiers), la Communauté de l'Auxerrois s'engage à verser :

- Une participation financière à l'ADIL 89 de 10 002 euros soit 0,14 euros par habitant.

Afin de s'inscrire dans la démarche de sensibilisation des propriétaires privés sur les économies d'énergies, les normes existantes et les aides disponibles dans le neuf et dans l'ancien, la Communauté de l'Auxerrois apporte également :

- Un abondement financier de 1 000 euros à l'ADIL 89 pour la mission d'accompagnement des copropriétés menées par l'Espace Info Energie au titre de la Plateforme territoriale de Rénovation Energétique.

Pour le versement, il s'agira que l'ADIL 89 fasse une demande par courrier auprès de la Communauté de l'Auxerrois avant le dernier trimestre 2019.

Article 5 : Modalités d'évaluation

L'ADIL-EIE transmettra régulièrement à la CA des rapports d'activité :

- Nombre de particuliers reçus, thématiques abordées, typologie des contacts
- Animations réalisées, à venir, nombre de participants
- Copropriétés rencontrées et accompagnées

Une réunion annuelle avec les services de la Communauté de l'Auxerrois sera organisée par l'ADIL 89.

La Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place dans le cadre de la vérification du bon usage des deniers publics. L'association mettra à disposition de ces derniers tous documents nécessaires à l'exercice.

Au cas où se contrôle ferait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées, ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues par cette convention, l'ADIL 89 s'engage à reverser à la Communauté de l'Auxerrois l'intégralité des sommes mal ou non utilisées.

D'une manière générale, toute diligence sera apportée par l'ADIL 89 aux demandes formulées par la Communauté de l'Auxerrois dans ce domaine, dès lors qu'elles auront un lien direct avec l'utilisation des fonds publics ou avec l'application de la présente convention.

Article 6 : Modalités de modification de la convention

En cours de convention, les termes de celle-ci pourront être revus en cas d'évènement de nature à la modifier de façon significative. L'avenant à la convention fera l'objet d'un travail préalable entre l'ADIL 89 et les services de la Communauté de l'Auxerrois.

Article 7 :Modalités de résiliation de la convention

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'ADIL 89.

Elle peut par ailleurs être dénoncée par l'une ou l'autre partie sous réserve d'un préavis d'au moins trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Fait à Auxerre le

Pour la Communauté de l'Auxerrois, **Monsieur le Président Guy FEREZ**	Pour l'ADIL 89, **Monsieur le Président Robert BIDEAU**

communauté
de l'auxerrois

Accompagnement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Yonne 2020

Convention

Sommaire

Préambule....1

Article 1 : Objet de la convention....3

Article 2 : Durée de la convention....3

Article 3 : Périmètre de la convention....3

Article 4 : Modalités de financement....3

Article 5 : Modalités d'évaluation....4

Article 6 : Modalités de modification de la convention....4

Article 7 : Modalités de résiliation de la convention....4

Préambule

VU la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et notamment son article 7 ;

VU la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois du 10 octobre n°2019-146 arrêtant le programme local de l'habitat ;

CONSIDERANT l'Assemblée générale ordinaire du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Yonne du 15 juin 2017 ayant approuvé le montant de l'adhésion des Établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de leurs communes membres ;

CONSIDERANT les objectifs du programme local de l'habitat de renforcer l'intervention en faveur de l'amélioration du parc privé existant, et notamment le soutient aux copropriétés souhaitant de s'engager dans la rénovation énergétique ;

CONSIDERANT que le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement a pour mission de développer l'information l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture ; de fournir aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre ;

Entre les soussignés,

La Communauté de l'Auxerrois d'une part, représentée par son Président Monsieur Guy FEREZ et ci-après désignée «La Communauté de l'Auxerrois»,

Et le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Yonne d'autre part, représenté par son Président, Gérard ANDRE et ci-après désigné « CAUE 89 ».

Les soussignés conviennent et arrêtent ce qui suit :

1. Objet de la convention

Dans le cadre de son intervention foncière forte sur l'amélioration du parc privé existant, la Communauté de l'Auxerrois souhaite renforcer son action en faveur des copropriétés en matière de rénovation énergétique.

Compte tenu des spécificités, notamment techniques, juridiques et financières propres au fonctionnement des copropriétés, une méthode dédiée et adaptée doit être proposée afin de fluidifier et faciliter le processus de décisions quant à la rénovation énergétique, de l'étude de faisabilité jusqu'au suivi des travaux.

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'intervention financière de la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de son soutien financier intercommunal au CAUE 89, pour : sa mission d'accompagnement partenarial pour les copropriétés souhaitant s'engager dans une démarche de Bilan initial des copropriétés.

2. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an.

3. Périmètre de la convention

Le périmètre de l'accompagnement est celui du territoire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

4. Modalités de financement

Pour s'inscrire dans cette démarche partenariale, la Communauté de l'Auxerrois adhère au CAUE pour un montant annuel de 4 500 euros.

Aussi, afin de soutenir la mission d'accompagnement des copropriétés, la Communauté de l'Auxerrois subventionnera le CAUE 89 à hauteur de 5 000 euros correspondant à 18 journées d'accompagnement par ses architectes.

Pour le versement, il s'agira que le CAUE 89 fasse une demande par courrier auprès de la Communauté de l'Auxerrois avant le dernier trimestre 2020.

5. Modalités d'évaluation

Le CAUE 89 transmettra régulièrement à la Communauté de l'Auxerrois des rapports d'activité :

- Nombre de particuliers reçus, thématiques abordées, typologie des contacts
- Nombre de collectivités accompagnées, typologie des demandes et des projets
- Animations réalisées, à venir, nombre de participants
- Copropriétés rencontrées, accompagnées…

Une réunion annuelle avec les services de la Communauté de l'Auxerrois sera organisée par le CAUE 89, après clôture des comptes annuels. Elle aura pour objet d'analyser le bilan d'activité et financier de l'association, à partir des tableaux de bord présentés.

La Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place dans le cadre de la vérification du bon usage des deniers publics. L'association mettra à disposition de la Communauté de l'Auxerrois tout document nécessaire à cet exercice.

Au cas où ce contrôle ferait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées, ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues par cette convention, le CAUE 89 s'engage à reverser à la Communauté de l'Auxerrois l'intégralité des sommes mal ou non utilisées.

D'une manière générale, toute diligence sera apportée par l'association aux demandes formulées par la Communauté de l'Auxerrois dans ce domaine, dès lors qu'elles auront un lien direct avec l'utilisation des fonds publics ou avec l'application de la présente convention.

6. Modalités de modification de la convention

En cours de convention, les termes de celle-ci pourront être revus en cas d'évènement de nature à la modifier de façon significative. L'avenant à la convention fera l'objet d'un travail préalable entre le CAUE 89 et les services de la Communauté de l'Auxerrois.

7. Modalités de résiliation de la convention

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du CAUE 89. Elle peut par ailleurs être dénoncée par l'une ou l'autre de parties sous réserve d'un préavis d'au moins trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Fait à Auxerre le

Pour la Communauté de l'Auxerrois,	Pour le CAUE de l'Yonne
Monsieur le Président Guy FEREZ	Monsieur le Président Gérard ANDRE

Annexes

Annexe 1. A propos du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Yonne :

Le CAUE 89 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) a été mis en place par le Conseil général de l'Yonne le 28 juin 2010. Depuis il se développe progressivement.

Issu de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, le CAUE est chargé d'une mission de service public :

- Le conseil gratuit aux particuliers qui veulent construire ou restaurer leur habitation ou son environnement,
- Le conseil aux collectivités locales en amont de leur réflexion concernant leurs documents d'urbanisme, leurs projets de réhabilitation/construction d'équipements publics et les aménagements urbains, paysagers et environnementaux,
- La sensibilisation des publics à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement,
- L'information et la formation.

Pour ses missions de base, le CAUE est financé par :

- une taxe sur les permis de construire dont le taux est voté par le Conseil Départemental,
- les cotisations de ses adhérents

Il intervient hors de tout acte marchand et ne se substitue pas aux professionnels de la maîtrise d'œuvre. Il est une structure d'expertise indépendante d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage publique et privée.

Annexe 2. Rappel du partenariat déjà existant entre la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois et le CAUE de l'Yonne :

Considérant les objectifs de la fiche action n°2 « Encadre la production neuve », axe n°4 du programme local de l'habitat (PLH) de l'Auxerrois initial, « Rédiger une charte de qualité des constructions neuves » ; la Communauté de l'Auxerrois s'est lancée dans l'élaboration d'un Guide Habitat Durable, en partenariat avec le CAUE. Le futur guide Habitat a vocation à aider et orienter les élus dans l'atteinte des objectifs du PLH, par son rôle d'information et de sensibilisation au service de la politique de l'habitat

Les objectifs principaux du guide sont ainsi de :

- Doter les élus et les animateurs territoriaux des outils pour atteindre les objectifs du PLH tant quantitatifs que qualitatifs
- Permettre un développement de l'habitat de qualité et un aménagement durable sur territoire
- Compléter les dispositifs communautaires opérationnels mais ciblés sur certaines thématiques: Programme logements durables, aide à la production neuve…

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 100527

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.4.1 page 1/21
Contrat de prêt n° 100527 Emprunteur n° 000289993

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, SIREN n°: 278900014, sis(e) 12 AVENUE DES BRICHERES BP 357 89006 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 5 logements situés route de Perrigny 89380 APPOIGNY.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-soixante-dix-sept mille cent-quatre-vingt-huit euros (777 188,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-vingt-cinq mille huit-cent-quarante-huit euros (225 848,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-neuf mille euros (69 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-soixante-douze mille trois-cent-quarante euros (372 340,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-dix mille euros (110 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/11/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5253809	5253811	5253812	5253810
Montant de la Ligne du Prêt	225 848 €	69 000 €	372 340 €	110 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.4.1 page 10/21
Contrat de prêt n° 100527 Emprunteur n° 000289993

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D APPOIGNY	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél. : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U070075, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 100527, Ligne du Prêt n° 5253809
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U070075, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 100527, Ligne du Prêt n° 5253811
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U070075, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 100527, Ligne du Prêt n° 5253812
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U070075, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 100527, Ligne du Prêt n° 5253810
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

BANQUE des TERRITOIRES

Caisse des Dépôts GROUPE

18 NOV. 2019

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier
14 NOV. 2019
ARRIVÉE

Sophie, DIEMUNSCH
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 12/11/2019 17:20:26

Eric CAMPOY
DIRECTEUR GENERAL
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
Signé électroniquement le 14/11/2019 07 02 :20

CONTRAT DE PRÊT

N° 103314

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.6 page 1/21
Contrat de prêt n° 103314 Emprunteur n° 000289993

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, SIREN n°: 278900014, sis(e) 12 AVENUE DES BRICHERES BP 357 89006 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 12 logements situés 34 AVENUE D'EGRISELLES 89000 AUXERRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million neuf-cent-vingt-huit mille cent-trente-et-un euros (1 928 131,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept mille sept-cent-trente-et-un euros (497 731,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-douze mille euros (192 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de huit-cent-soixante-quinze mille quatre-cents euros (875 400,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-trois mille euros (363 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **12/02/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5327396	5327395	5327394	5327393
Montant de la Ligne du Prêt	497 731 €	192 000 €	875 400 €	363 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083727, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103314, Ligne du Prêt n° 5327396
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083727, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103314, Ligne du Prêt n° 5327395
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083727, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103314, Ligne du Prêt n° 5327394
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

BANQUE des TERRITOIRES

Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083727, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103314, Ligne du Prêt n° 5327393
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier
21 NOV. 2019
ARRIVÉE

Sophie, DIEMUNSCH
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 19/11/2019 15:44:49

Eric CAMPOY
DIRECTEUR GENERAL
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
Signé électroniquement le 20/11/2019 10 17 :06

CONTRAT DE PRÊT

N° 103598

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, SIREN n°: 278900014, sis(e) 12 AVENUE DES BRICHERES BP 357 89006 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 20 logements situés LES PRES HAUTS 89470 MONETEAU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions six-cent-soixante-et-un mille cent-trois euros (2 661 103,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-trois mille huit-cent-soixante euros (583 860,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-soixante-quatre mille euros (164 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million quatre-cent-quatre-vingt-quatorze mille deux-cent-quarante-trois euros (1 494 243,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-dix-neuf mille euros (419 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/02/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5329953	5329956	5329955	5329954
Montant de la Ligne du Prêt	583 860 €	164 000 €	1 494 243 €	419 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	70,00
Collectivités locales	COMMUNE DE MONETEAU (89)	30,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U084150, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103598, Ligne du Prêt n° 5329953
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U084150, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103598, Ligne du Prêt n° 5329956
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U084150, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103598, Ligne du Prêt n° 5329955
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U084150, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103598, Ligne du Prêt n° 5329954
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sophie, DIEMUNSCH
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 13/11/2019 15:48:26

Eric CAMPOY
DIRECTEUR GENERAL
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
Signé électroniquement le 14/11/2019 07 02 :16

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier
14 NOV. 2019
ARRIVÉE

CONTRAT DE PRÊT

N° 103358

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, SIREN n°: 278900014, sis(e) 12 AVENUE DES BRICHERES BP 357 89006 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Réhabilitation de 142 logements situés sur plusieurs adresses à AUXERRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq millions cinq-cent-deux mille quatre-cent-vingt-sept euros (5 502 427,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant d'un million neuf-cent-quatre-vingt-huit mille euros (1 988 000,00 euros) ;
- PAM Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt, d'un montant de trois millions cinq-cent-quatorze mille quatre-cent-vingt-sept euros (3 514 427,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux OAT »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le **« Jour ouvré »** désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le **« Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux OAT »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

La « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/11/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie Collectivités territoriales
  - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5317798	5317799		
Montant de la Ligne du Prêt	1 988 000 €	3 514 427 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Pénalité de dédit	-	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,5 %	0,86 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %	0,86 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Taux fixe		
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,25 %	0 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,5 %	0,86 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Taux fixe		
Marge fixe sur index	- 0,25 %	-		
Taux d'intérêt[2]	0,5 %	0,86 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Modalité de révision	SR	Sans objet		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉ DE DETERMINATION DES INTÉRÊTS DE LA PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, du taux d'intérêt en vigueur pendant cette période. Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement est indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la fiche « Interventions à caractère thermique » ou lorsque la méthode TH-C-E ex est utilisée, les travaux préconisés par l'audit énergétique avec pour objectif de dégager le gain énergétique convenu dans la fiche de synthèse standard « Engagement de performance globale » remise lors de l'instruction du PAM Eco-Prêt. Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées conformément au document précité « Engagement de performance globale » dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.
En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article **« Conditions financières des remboursements anticipés volontaires »** sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U081936, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103358, Ligne du Prêt n° 5317798
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
BP 357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

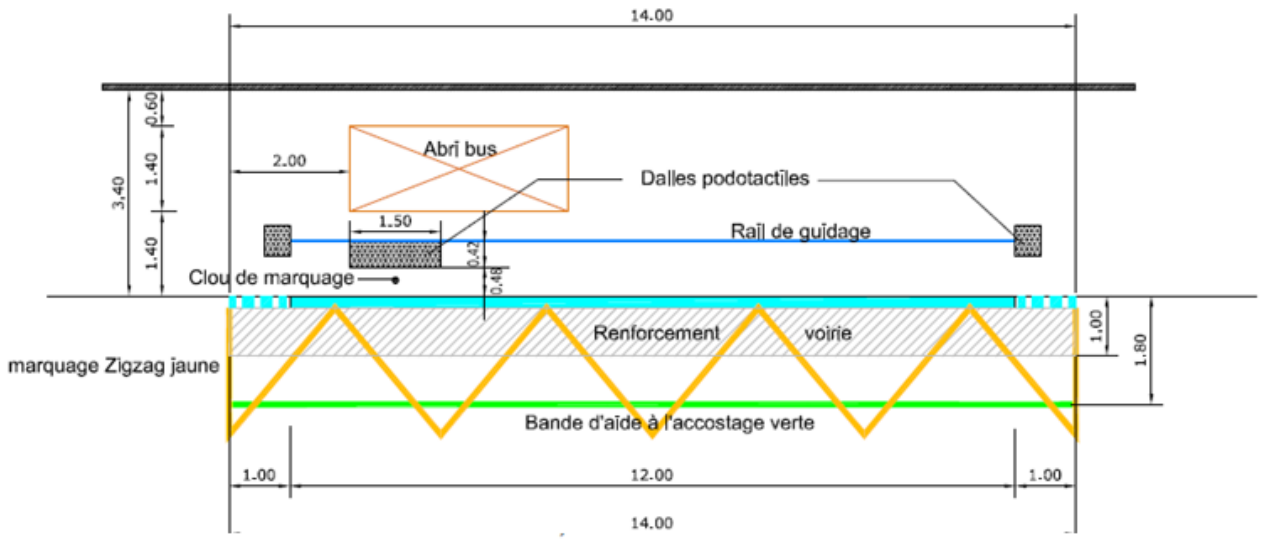
CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

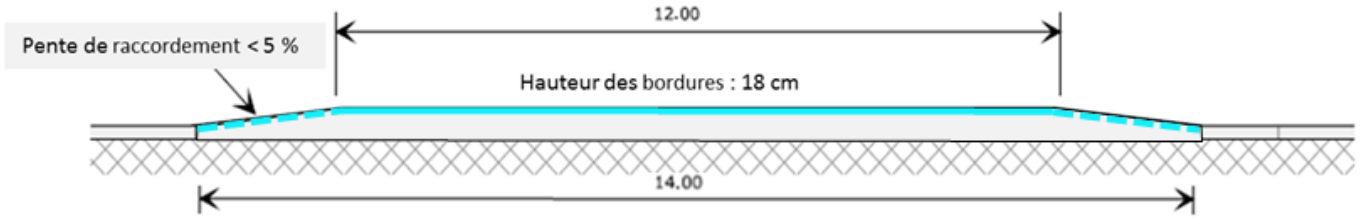
U081936, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 103358, Ligne du Prêt n° 5317799
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

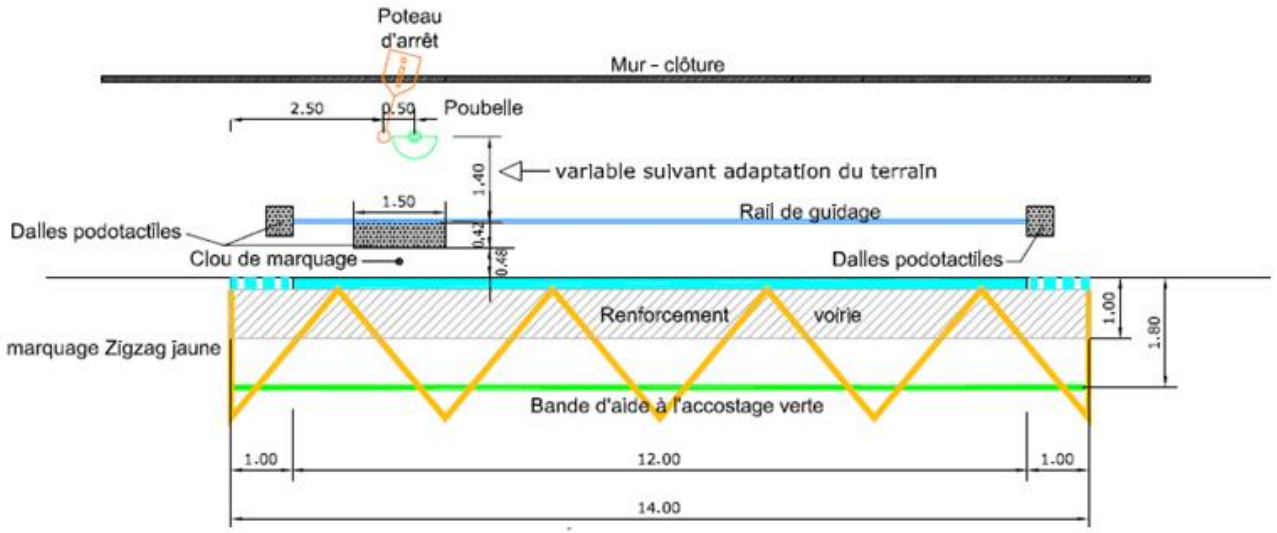
Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

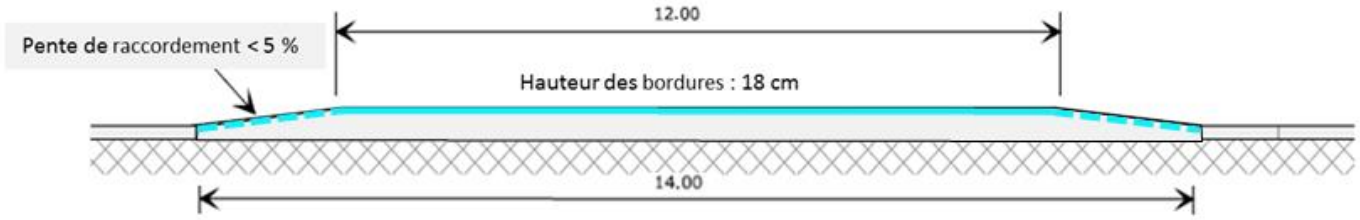
Référentiel de mise en accessibilité des points d'arrêt de transport de la Communauté de l'auxerrois





Référentiel de mise en accessibilité des points d'arrêt de transport de la Communauté de l'auxerrois





AUXERRE

VILLE D'AUXERRE

Appel à manifestation d'intérêt
pour l'installation de centrales solaires photovoltaïques

CAHIER DES CHARGES ET RÈGLEMENT DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

03/12/2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES....4

1.1. Contexte....4
1.2. Objet de la consultation....4
1.3. Allotissement....4
1.4. Montage envisagé pour les projets....4

ARTICLE 2 : PHASE DE DÉVELOPPEMENT....5

2.1. Missions des partenaires en phase de développement....5
2.2. Relations entre les partenaires en phase de développement....6
2.3. Poursuite du projet....6
2.4. Renonciation au projet....6

ARTICLE 3 : PHASE DE RÉALISATION....6

3.1. Missions des partenaires en phase de réalisation....6

ARTICLE 4 : PHASE D'EXPLOITATION....7

4.1. Missions des partenaires en phase d'exploitation....7
4.2. Dividendes....7
4.3. Démantèlement....7

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES....7

5.1. Garanties demandées au Candidat....7
5.2. Communication....8
5.3. Remise des offres....8
5.4. Date de validité des offres....8
5.5. Renseignements techniques, administratifs et visite des sites....8

ARTICLE 6 : FORME DU DOSSIER DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT....8

6.1. Capacités et références du candidat....9
6.2. Qualité technique, environnementale et sociale du projet....9
6.3. Efficacité du montage juridique et financier....10
6.4. Les implications locales et retombées pour la C.A., les communes et les investisseurs particuliers....10

ARTICLE 7 : ANALYSE DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT....11

7.1. Critères de jugement des manifestations d'intérêt....11
7.2. Négociation....11

ARTICLE 8 : ANNEXES.....11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Contexte

Engagée de longue date en faveur du développement durable, de la préservation du climat et des ressources, la Communauté de l'Auxerrois (C.A.) a donné récemment un nouvel élan à la politique de transition énergétique menée sur son territoire au travers de son Plan climat et de son engagement dans la démarche de labellisation Cit'ergie.
Afin d'atteindre les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable, la C.A. souhaite augmenter sa production d'énergie verte, par l'installation de centrales solaires photovoltaïques sur son territoire.

1.2. Objet de la consultation

L'objet de la présente consultation est de permettre à la C.A. de retenir le ou les candidats jugé(s) le(s) plus apte(s) à développer les projets, en termes de savoir-faire et de compétences dans la mise en œuvre de centrales solaires photovoltaïques.

Les candidatures seront jugées suivant les dispositions décrites au chapitre 7 du présent document.

Sensible aux projets innovants, la C.A. sera attentive aux projets des candidats qui pourraient proposer par exemple le stockage d'énergie, la production d'hydrogène, etc. Néanmoins, la C.A. n'exclura pas les projets classiques.

1.3. Allotissement

La C.A. souhaite valoriser en centrales solaires photovoltaïques les sites listés en annexe pour lesquels, elle et ses communes membres, disposent de la maîtrise foncière.

Trois lots sont proposés :

- lot 1 : terrains pour centrales au sol
- lot 2 : parkings pour ombrières
- lot 3 : toitures de bâtiments

1.4. Montage envisagé pour les projets

Il est envisagé de créer une société de projet ayant pour objet social la production d'énergies renouvelables et qui sera maître d'ouvrage du projet. Sa gouvernance devra notamment permettre à la C.A. d'exercer un contrôle sur la concertation afin de garantir les bonnes conditions d'information des habitants et des élus. Le candidat proposera la forme de la société qui lui paraît la mieux adaptée au projet.
De manière générale, le candidat présentera à la C.A. les options possibles permettant de valoriser au mieux ses intérêts économiques et environnementaux pour les sites dont elle et ses communes membres sont propriétaires (via la conclusion d'un bail emphytéotique et/ou de tout autre apport pendant toute la durée de l'exploitation).

La C.A. souhaite que le projet puisse bénéficier également aux acteurs locaux sous forme de financement participatif.
Dans ces conditions, le Capital de la société pourrait être constitué par les apports :

- du candidat dans le cadre du présent AMI,

- des acteurs locaux et régionaux tels que les communes et collectivités environnantes du site,
- des habitants du territoire de la C.A. ou extérieurs,
- et si besoin, d'autres acteurs locaux.

Les statuts de la société ainsi que le pacte d'actionnaires seront définis ultérieurement avec le candidat et les actionnaires retenus. Néanmoins, les candidats peuvent proposer des projets de statuts et/ou de pacte d'actionnaires en indiquant les éléments ou clauses essentielles de ces documents.

Les types de montages envisagés pour la revente de l'électricité sont :

- soit de concourir à un appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire (la période visée est la période la plus proche compatible avec l'avancement du projet),
- soit de bâtir une solution viable de vente directe de l'électricité sur le marché, sans passer par un appel d'offre CRE. Toute proposition dans ce sens devra être justifiée dans l'offre des candidats. Au regard de l'incertitude à pouvoir s'inscrire et d'être ensuite retenu dans un appel d'offre de la CRE, la C.A. encourage fortement le candidat à étudier cette variante.

ARTICLE 2 : PHASE DE DÉVELOPPEMENT

La phase de développement démarre à la notification de la désignation du candidat et prend fin à la notification par la CRE de l'acceptation du projet ou du montage du projet hors CRE.

2.1. Missions des partenaires en phase de développement

La C.A. :

- apportera son appui dans toutes démarches de concertation nécessaires auprès des administrations concernées avant et après le dépôt des diverses demandes d'autorisation,
- et ses communes membres, mettront les sites à disposition du candidat retenu, dans un premier temps sous la forme d'une promesse de bail emphytéotique, d'une durée de 2 ans pour la réalisation de la phase de développement.
  Compte tenu des délais de mise au point des éléments définitifs, le candidat s'engage à adresser à la C.A. un projet d'accord de partenariat qui dressera la liste des droits et obligations des parties (ainsi que celle de chacun des membres du groupement), dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il sera désigné lauréat du présent appel à projet. Ce projet d'accord sera soumis à l'acceptation de la C.A. qui se réserve le droit d'en modifier le contenu avant signature par les parties.

Le candidat retenu :

- recherchera les financements nécessaires à la réalisation du projet qu'il traduira par un plan de financement,
- s'attachera à proposer différents modes de valorisation des sites (bail emphytéotique ou autre) pendant la durée de l'exploitation et sur une durée de 30 ans, étant précisé que la C.A. et ses communes membres n'envisagent pas la cession des sites,
- assurera les études préalables et les démarches d'obtention des autorisations administratives préalables au lancement des projets (permis de construire, pré-étude de raccordement auprès d'ENEDIS, certificat d'éligibilité, etc.),
- assurera l'étude des projets et la définition des matériels et technologies utilisés,
- constituera tous les dossiers nécessaires pour répondre à l'appel d'offres de la CRE et se chargera de toute la logistique nécessaire à la présentation au nom de la société de projet d'un dossier conforme dans les délais prévus à l'appel d'offres,

- assurera toutes autres missions qu'il jugera nécessaire pour la réalisation du projet, qu'il précisera en tant que candidat dans son offre technique et administrative,
- intégrera un entretien des parcelles en éco-paturage dans le projet ou un plan de gestion en faveur de la biodiversité si cela est pertinent.

2.2. Relations entre les partenaires en phase de développement

Un comité de suivi opérationnel du projet sera constitué entre les parties (C.A, communes membres concernées, le candidat retenu et autres) et aura pour mission de suivre toutes les démarches et diligences nécessaires au développement du projet ainsi qu'à son financement. Il se réunira autant que nécessaire.
Chaque partenaire désignera ses représentants.

2.3. Poursuite du projet

La poursuite du projet sera conditionnée:
- soit par l'acceptation du dossier d'appel d'offres de la CRE,
- soit par le montage d'un projet viable de vente directe de l'électricité produite.

2.4. Renonciation au projet

Au cas où les conditions financières, économiques ou techniques ne pourraient pas être assurées dans les conditions du plan d'affaire proposé par le candidat, pour des raisons indépendantes de la volonté des parties, chacune d'elles aura la possibilité de renoncer suivant les modalités qui seront convenues au pacte d'actionnaires.
La renonciation au projet n'est plus permise après l'obtention du tarif d'achat de l'électricité produite auprès de la CRE. Si elle devait s'avérer nécessaire, le candidat s'engage à régler les pénalités imposées par la CRE.

ARTICLE 3 : PHASE DE RÉALISATION

3.1. Missions des partenaires en phase de réalisation

Le lauréat :
- assure la maîtrise d'œuvre et le suivi de la réalisation de l'installation,
- s'assure de l'obtention des contrats de vente auprès des acheteurs autorisés et négocie le contrat agrégateur,
- s'assure de l'obtention de tous les contrats nécessaires auprès du distributeur.

La C.A. :
- appuie le lauréat dans les démarches nécessaires, en particulier dans la recherche des financements et d'éventuelles subventions ainsi que la mise à disposition de tous les éléments en sa possession qui pourraient permettre un bon déroulement du projet,
- et ses communes membres, mettent les sites à disposition de la Société de Projet suivant les dispositions convenues dans la promesse de bail. Les actionnaires mettent leurs apports respectifs à disposition de la Société de Projet suivant les dispositions légales et conformément au pacte d'actionnaires. La constitution des réserves de garantie d'exécution prévues au cahier des charges de l'appel d'offres de la CRE devra être prévue.

La Société de projet est maître d'ouvrage du projet, mais celui-ci reste sous le contrôle du comité de suivi prévu au chapitre 2.2.

ARTICLE 4 : PHASE D'EXPLOITATION

La phase d'exploitation débute avec l'entrée en vigueur du contrat de vente de l'électricité.
La durée prévue d'exploitation est au minimum de 20 ans, elle pourra être prolongée en accord avec les actionnaires.

4.1. Missions des partenaires en phase d'exploitation

La Société de Projet réalisera les missions de gestion et d'exploitation des centrales afin de garantir les objectifs techniques et financiers du projet. Elle souscrira en son nom tous les emprunts et tous les contrats nécessaires au projet sous le contrôle de l'instance, comité de suivi ou Conseil d'Administration, prévus au pacte d'actionnaires.

4.2. Dividendes

Le résultat de la société, après mise en place des réserves légales, sera distribué aux actionnaires suivant leurs apports respectifs, après décision de l'AG annuelle.

4.3. Démantèlement

La société de projet constituera les provisions ou proposera tout autre moyen nécessaire pour démanteler les centrales en fin de vie et pour remettre les terrains dans un état similaire à leur état actuel.
La société ne pourra être dissoute d'un commun accord qu'à l'issue de la remise en état des sites et du démantèlement.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

5.1. Garanties demandées au Candidat

La remise d'un dossier de manifestation d'intérêt vaut engagement du candidat à respecter toutes les dispositions prévues au présent cahier des charges et toutes les propositions contenues dans son offre.

Le candidat à l'AMI devra garantir à la C.A. qu'il dispose de toutes les compétences nécessaires et de tous les moyens requis pour réaliser le projet et, le cas échéant, de toutes les solutions de financement et d'optimisation financière. Le candidat pourra être un groupement associant par exemple un opérateur technique et un opérateur financier ou une société réunissant l'ensemble de ces compétences.
Il est demandé au candidat de proposer des garanties à la C.A. sur son engagement à réaliser le projet : de la phase de développement jusqu'à la phase de construction et de mise en service des parcs photovoltaïques, le tout dans un délai compatible, le cas échéant, avec celui imposé par le cahier des charges de l'appel d'offres de la CRE.
Le candidat devra démontrer sa capacité à financer des centrales solaires PV de la taille de celles proposées en annexes 1, 2 et 3 et, notamment, la phase de développement en 2020-2021 (études, permis de construire, le cas échéant dossier de candidatures à l'appel d'offres de la CRE, etc.).
Il devra également prouver qu'il est en mesure de satisfaire aux obligations demandées aux lauréats de l'appel d'offres CRE dans les 2 mois suivant leur désignation, en particulier la garantie financière d'exécution.

Pour rappel, le candidat peut présenter une offre en groupement avec un ou des partenaires financiers en mesure d'apporter des garanties financières, ou s'appuyer sur des partenaires pour

lesquels il fournira des lettres d'engagement mentionnant explicitement le projet de parcs photovoltaïques sur l'agglomération.
Il est entendu que le candidat supportera l'ensemble des frais afférents à la réponse au présent appel à manifestation d'intérêt ainsi que plus généralement à la réalisation de toutes les diligences, les études nécessaires à sa réalisation.

5.2. Communication

Toute communication sur le projet devra faire l'objet d'un accord préalable des différents partenaires et notamment de la C.A. qui disposera d'une priorité sur la communication réalisée pour le projet.
Le lauréat s'engagera à fournir toutes les informations techniques et financières nécessaires à la communication y compris pendant la phase d'exploitation (quantités produites et injectées dans le réseau, par exemple).
Par ailleurs, le candidat s'engage à participer, sur demande et aux cotés de la C.A., aux réunions de concertation qui seront nécessaires pour faire aboutir le projet et plus généralement à toute opération de promotion du projet.

5.3. Remise des offres

Le Candidat devra faire parvenir son dossier de Manifestation d'intérêt en version informatique à l'adresse électronique suivante : energie@auxerre.com (éventuellement via plateforme de type WeTransfer ou autre) avant le XXXXXXXXXXXX à XXXXXXXXXXXX

5.4. Date de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 200 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres.

5.5. Renseignements techniques, administratifs et visite des sites

Pour tous renseignements techniques et administratifs, les candidats pourront faire leur demande par courrier, téléphone ou mail à la C.A. auprès de :

Alexandra GARRIGUES
energie@auxerre.com
03 86 52 27 98

ARTICLE 6 : FORME DU DOSSIER DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Le dossier remis doit respecter les dispositions du présent appel à manifestation d'intérêt. Toutes les informations, documentations et pièces requises doivent être fournies en français. L'unité monétaire est l'Euro.
A compter de la date limite de dépôt des offres, la C.A. pourra exiger la production des pièces manquantes ou jugées imprécises. Le défaut de communication de ces pièces dans le délai requis par la collectivité entraînera le rejet de l'offre.

Le dossier sera fourni en un exemplaire informatique et impérativement construit selon les différentes parties indiquées ci-dessous. :

PIÈCES ADMINISTRATIVES :

- **une lettre de manifestation d'intérêt** signée du représentant du candidat dûment habilité à signer le partenariat, accompagnée du ou des justificatifs permettant de le vérifier (KBIS, pouvoir…),

- **le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices** avec part concernant l'activité photovoltaïque,
- **le présent cahier des charges** paraphé à chaque page et signé,
- **une attestation d'assurance responsabilité civile et attestation d'assurance civile décennale** si la société est également constructeur,
- **une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée que le candidat n'est pas en situation de liquidation ou de redressement judiciaire sans habilitation à poursuivre son activité,
- **une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée ou justificatif par le candidat, en vue de justifier qu'il a satisfait aux obligations sociales et fiscales à la date du 31 décembre 2019.

NOTE TECHNIQUE DETAILLEE EN 5 CHAPITRES COMME SUIT :

6.1. Capacités et références du candidat

- **une présentation détaillée du candidat :** de ses références, de ses capacités techniques et financières (composition du capital, partenariats financiers, etc.), de ses expériences en matière de développement associant une collectivité ou d'autres acteurs d'un territoire (procédures réglementaires, étude des impacts environnementaux, procédures de raccordement, etc.). La présentation du candidat devra démontrer sa capacité à développer le projet, le cas échéant jusqu'à la remise d'une offre complète à la CRE, puis à le réaliser et à l'exploiter,
- **la présentation du Chef de projet et de l'équipe** envisagée pour mener à bien le projet. Le CV et les références des différents membres de l'équipe qui interviendront effectivement seront fournis dans l'offre. Le candidat indiquera quels membres seront affectés aux différentes phases du Projet : développement, réalisation et exploitation. S'il doit mobiliser des compétences externes, il justifiera de ses liens avec l'opérateur économique sur lequel il compte s'appuyer.
  La répartition des tâches entre ces personnes sera précisée, ainsi que leur rôle vis-à-vis de la C.A. et des administrations en phase développement et ensuite au sein de la société Projet.
- **si le candidat compte s'appuyer sur un autre opérateur économique**, il justifiera de ses liens avec cet opérateur et fournira les mêmes pièces pour cet opérateur en présentant un dossier complet pour chacun des membres du groupement.

6.2. Qualité technique, environnementale et sociale du projet

- le candidat proposera **une analyse critique** des sites vis-à-vis d'un projet PV sur les sites du projet,
- **une description détaillée des options technologiques** proposées sera réalisée :
  - la puissance du système projeté, la surface occupée, une estimation de la production annuelle par site sur 20 ans et une estimation de la couverture en % par rapport à la consommation du territoire,
  - les modules photovoltaïques : marque, type, caractéristiques (technologie, puissance unitaire...), origine de fabrication et bilan carbone associé,
  - les supports : type, caractéristiques (largeur, hauteur, emprise au sol...), un schéma d'implantation,
  - les opérations d'exploitation et de maintenance de l'installation envisagées,
  - les opérations de démantèlement en fin d'exploitation et de remise en état du site.
- **Un échéancier détaillé** sera fourni : planning prévisionnel intégrant l'ensemble des études préalables (impact environnemental, études techniques), les procédures administratives (raccordement, permis de construire), les travaux, les délais de mise en service, etc.,

- l'**équilibre du projet dans son environnement** : emprise, impact paysager, impact écologique, mesures compensatoires envisagées, conditions de remise en état en fin de vie, recyclage du matériel, etc.
- **les opérations de maintien en état des sites** notamment et sans que cela soit restrictif : l'entretien des clôtures, le débroussaillage de la parcelle, les éventuelles réparations de la couverture, autres membranes ou équipements dégradés ou usés par l'activité d'exploitation du photovoltaïque.

6.3. Efficacité du montage juridique et financier

- **la structure juridique et financière envisagée pour la Société de projet** : le candidat détaillera la forme et les conditions de structuration du projet ainsi que les modalités de participation, de financement et de prise de décision de la Société de projet envisagée. Il donnera toute explication portant sur la composition du capital et les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cet objectif.
  Le candidat devra notamment démontrer sa capacité à s'engager dans la durée avec la C.A. et à assurer l'exploitation du système PV sur toute sa durée de vie. Il veillera à prendre en compte l'ensemble des servitudes et prescriptions spécifiques du projet.
- **un plan d'affaire prévisionnel** du projet ainsi qu'un planning de réalisation détaillé allant jusqu'à la mise en service. Les hypothèses prises pour le plan d'affaires seront argumentées et présenteront :
  - le détail des coûts de développement et le niveau de ceux-ci dans le capital de la future société de projet,
  - le montant prévisionnel de l'investissement en distinguant les coûts des matériels et de leur installation, du raccordement, des aménagements, de la mise en valeur pédagogique des sites, de l'intégration paysagère, des études et prestations annexes,
  - le détail des coûts prévisionnels de fonctionnement lors de la phase d'exploitation des sites, intégrant les frais de maintenance du matériel, des charges d'entretien des sites, etc.
  - le coût du démantèlement et de remise en état/conformité des sites en fin d'exploitation et la modification des documents administratifs (arrêté préfectoral d'exploitation, documents d'urbanisme, ...). Le candidat proposera les modalités pour garantir la bonne mise en œuvre à terme, par un système de cautionnement ou autre,
  - une analyse de rentabilité basée sur un tarif proposé de vente de l'électricité sous appel d'offres de la CRE et en offre de marché, une évaluation du revenu annuel et une analyse de sensibilité aux principaux paramètres (prix de vente de l'électricité, taux de rémunération des fonds propres, taux d'emprunt, rémunération des missions du candidat et de celles de la C.A., la rémunération des actionnaires, recettes de la vente d'électricité, etc.).

  Ce plan d'affaires prévisionnel sera proposé sur la base du modèle mis à disposition par la CRE avec trois horizons : 20, 30 et 40 ans et le candidat expliquera son choix quant à la durée d'exploitation qu'il envisage.

6.4. Les implications locales et retombées pour la C.A., les communes et les investisseurs particuliers

- les démarches d'implication de la population locale dans la mise en œuvre et la vie du projet,
- les retombées attendues en terme d'emplois locaux,
- les recettes fiscales (foncier, IFER, etc),
- le loyer,
- l'exemplarité en matière de communication tout au long du projet. Il est d'ailleurs rappelé que ce projet s'inscrit également dans une démarche de valorisation du territoire,
- le bilan carbone pour le territoire et l'exemplarité en matière environnementale notamment dans le choix des matériaux et équipements envisagés et de leur cycle de vie.

ARTICLE 7 : ANALYSE DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

7.1. Critères de jugement des manifestations d'intérêt

Les dossiers seront notés sur 100 points et classés selon les critères suivants :

- Capacités et références du candidat
- Qualité technique, environnementale et sociale du projet
- Efficacité du montage juridique et financier
- Implication locales et retombées pour la C.A., les communes et les investisseurs privés

7.2. Négociation

A l'issue de l'examen de l'ensemble des manifestations d'intérêt, des questions écrites (par e-mail) seront éventuellement posées aux Candidats dans le cas où des précisions seraient nécessaires. La C.A. se réserve la possibilité d'inviter autant de candidats qu'elle le souhaite à négocier leur offre.
Une notification sera adressée au Lauréat retenu à l'issue de cette négociation. Les candidats non retenus seront informés par voie électronique.
La C.A. se réserve le droit de ne retenir aucun candidat si aucune manifestation d'intérêt ne répondait à ses attentes ou si les règles du présent AMI n'étaient respectées par aucun candidat.

ARTICLE 8 : ANNEXES

1. XXXXX
2. XXXXX
3. XXXXX

A ……, le ……..

Mention manuscrite « lu et accepté »

Signature et cachet du titulaire

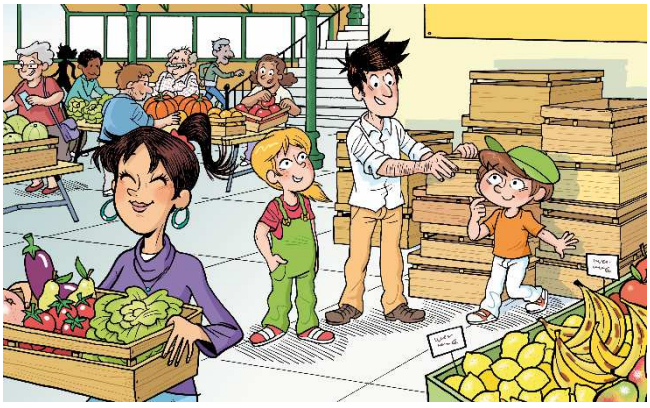
PLPDMA



Centre Yonne









2019 - 2024

Table des matières

Liste des sigles **3**

Préambule **4**

Partie I – Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) .. **5**

1 – Qu'est-ce que la prévention ? 5

2 – Le cadre règlementaire 6

Partie II : Programmation et Gouvernance **7**

1 – Pilotage et Gouvernance 7

2 – Les différentes phases du PLPDMA 8

Partie III – Diagnostic territorial **9**

1 – Le Syndicat des Déchets Centre Yonne 9

2– Evolution de la production de déchets en Centre Yonne 11

3 – Rappels des objectifs à atteindre 15

4 – Bilan des actions de prévention menées sur le territoire 16

5 – Matrice AFOM du Centre Yonne 22

Partie IV – Le programme d'actions PLPDMA 2019–2024 ..... **23**

1 - Eco-exemplarité des collectivités 23

2 - Sensibiliser les acteurs à la prévention des déchets 27

3 - Utiliser les instruments économiques pour favoriser la réduction des déchets 34

4 - Lutter contre le gaspillage alimentaire 38

5 - Encourager la gestion de proximité des biodéchets 42

6 - Augmenter la durée de vie des objets 47

7 - Mettre en place ou renforcer des actions pour la consommation responsable 50

8 - Réduire les déchets des entreprises 51

Conclusions **54**

Liste des sigles

AAP : Appel à Projet

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

APRY : Association de Préfiguration d'une Ressourcerie dans l'Yonne

CCES : Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CMA : Chambre des Métiers et de l'Artisanat

CODEC : Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ESS : Economie Sociale et Solidaire

DAE : Déchets des Activités Economiques

DIB : Déchets Industriels Banaux

DMA : Déchets Ménagers et Assimilés

OMA : Ordures Ménagères et Assimilés

OMR : Ordures Ménagères Résiduelles

PAV : Point d'Apport Volontaire

PLP : Plan Local de Prévention

PLPDMA : Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

PNPD : Plan National de Prévention des Déchets

PRALIM : Plan Régional de l'Alimentation

PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

RI / TI : Redevance Incitative / Tarification Incitative

RS : Redevance Spéciale

SDCY : Syndicat des Déchets Centre Yonne

TECV : Transition Ecologique pour la Croissance Verte

TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes

TZDZG : Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage

Préambule

Créé il y a plus de 20 ans par des élus soucieux de trouver ensemble des solutions pérennes pour la gestion des déchets ménagers et assimilés sur leur territoire, le Syndicat des Déchets du Centre Yonne était au départ un syndicat exclusivement « d'étude ». De ce fait, le SDCY s'est initialement consacré à l'analyse de solutions pour le traitement des déchets résiduels, afin d'anticiper la pénurie annoncée en capacités de traitement sur le territoire du Centre Yonne.

En 2008, le syndicat s'est donné pour mission de proposer une solution publique aux collectivités et entreprises du Centre Yonne, avec la création d'un pôle de gestion multifilères des déchets ménagers et assimilés et des déchets industriels banals. Malgré les efforts de concertation, ces travaux n'ont pas abouti.

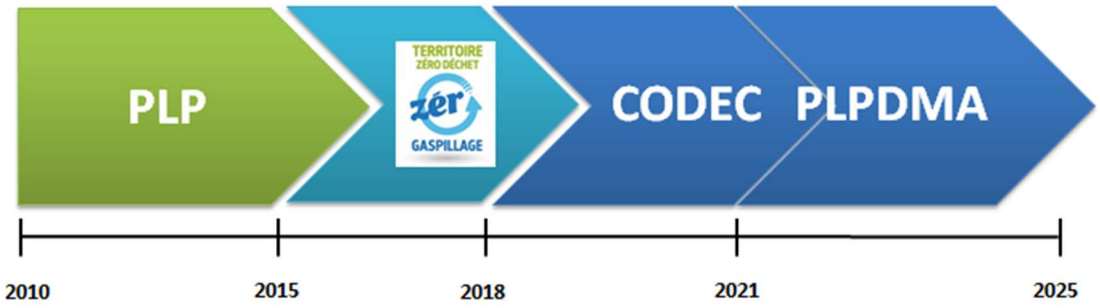
En 2010, parallèlement à ces recherches, le syndicat opère un revirement stratégique et décide de mener une politique de réduction des quantités de déchets à l'échelle de son territoire, afin de limiter au maximum les flux destinés à l'enfouissement, laissant ainsi les compétences collecte et traitement à ses collectivités adhérentes.

Par la suite, plusieurs programmes de prévention se sont succédés. Suite à la mise en place d'un Plan Local de Prévention (PLP) avec l'ADEME Bourgogne sur la période 2011-2015, le Centre Yonne a été lauréat du premier appel à projet national Territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG)**,** permettant le déploiement d'un nouveau programme de prévention de trois ans entre 2016 et 2018. Les résultats liés à ces différents programmes sont probants : une diminution notable des ordures ménagères résiduelles (OMR) a été observée, à hauteur de 45%, entre 2008 et 2018.

Pour aller plus loin dans leurs engagements en termes de prévention des déchets, les élus des collectivités du SDCY ont conclu un nouveau conventionnement avec l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté, un Contrat d'Objectif Déchets et Economie Circulaire (CODEC), ayant une approche plus globale dans la préservation des ressources**.** Si le CODEC reste une démarche volontaire, les collectivités à compétence collecte disposent d'un autre outil de programmation territoriale axé sur la réduction des déchets : le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Il s'agit d'un document réglementaire et obligatoire, élaboré pour 6 ans et sera, de ce fait, intimement lié au CODEC pour des questions de cohérence et de suivi.

En 2018, les 8 intercommunalités du centre Yonne ont décidé de confier la rédaction et le dépôt d'un PLPDMA unique au SDCY. Les leviers d'action restent communs et cohérents avec la politique de prévention menée depuis 2010, mais les objectifs et les moyens sont choisis par les collectivités en pleine autonomie, en fonction des contraintes et spécificités locales. Le présent document reprend donc, thématique par thématique, les différents objectifs et engagements des collectivités du Centre Yonne en termes de prévention déchets sur la période 2019-2024.

.



Partie I – Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)

1 – Qu'est-ce que la prévention ?

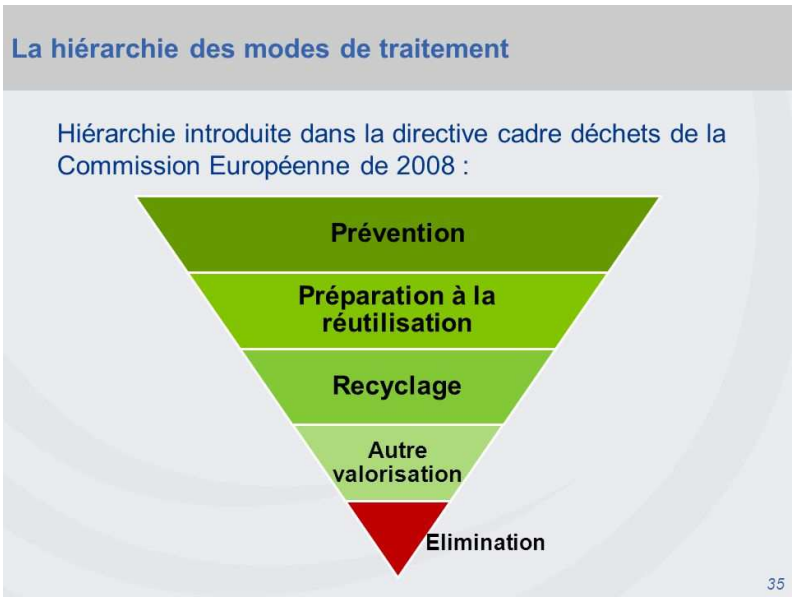
Pour comprendre les enjeux liés à la prévention, il est fondamental de rappeler la définition de déchet, telle qu'énoncée à l'article L 344-1-1 du Code de l'Environnement :

"Est considéré comme déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit, ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon".

La prévention des déchets est une démarche qui consiste à agir en amont de la prise en charge par la collectivité, en retardant**,** en limitant ou en évitant l'acte d'abandon pour réduire les tonnages **(**prévention quantitative**)** ou les nuisances **(**prévention qualitative**)** associés à ce geste de rejet. Elle est à différencier des compétences attribuées aux collectivités locales, la propreté (nettoiement, débarras de l'espace public), la collecte (en porte-à-porte, en points d'apport volontaires, en déchèterie) et le traitement (recyclage, incinération, enfouissement), qui sont focalisées sur l'optimisation de la prise en charge.

La prévention consiste donc à trouver des alternatives permettant d'agir efficacement sur les quantités de déchets produits sur un territoire donné. Agir pour la prévention c'est ainsi chercher des solutions permettant d'éviter les pollutions et les coûts liés au traitement et au transport des déchets**.** Grâce à des actions portant sur le prolongement de la durée de vie des objets, sur la gestion de proximité des biodéchets, sur la limitation du modèle du tout-jetable, la prévention est aussi un moyen d'œuvrer pour la préservation des ressources naturelles et d'éviter les impacts liés à la fabrication des produits.

Dans ce cadre, la Directive Cadre Européenne de 2008 (2008/98/CE) et le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) 2014-2020 place la prévention au sommet de la hiérarchie des modes de traitement à respecter en termes de politiques de gestion des déchets.



2 – Le cadre règlementaire

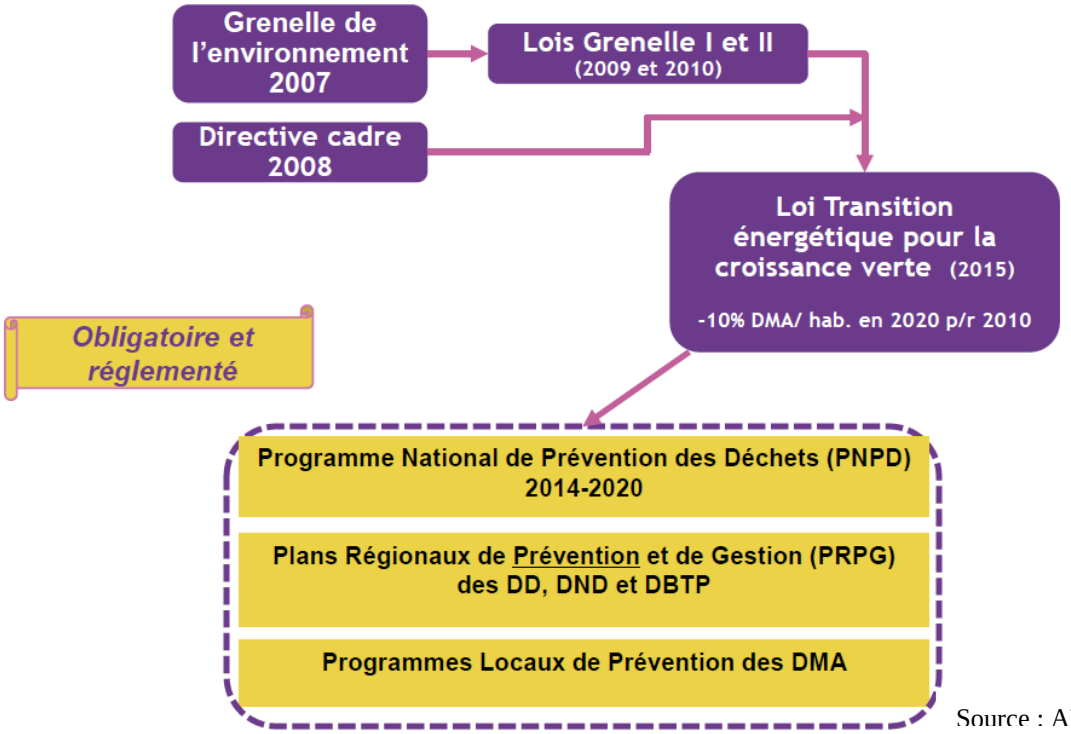
La loi de mise en œuvre du Grenelle du 13 juillet 2010, dite loi « Grenelle 2 », prévoit la définition d'un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) par les collectivités territoriales.

Le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés vient préciser les obligations des collectivités à ce sujet. Ce document détaille, à l'échelle du territoire concerné, les objectifs de prévention des déchets et définit les actions et moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Son périmètre d'actions porte uniquement sur les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), c'est-à-dire les déchets collectés par la collectivité territoriale dans le cadre de ses missions de service public.

Aussi, les PLPDMA adoptés avant le 14 septembre 2015 doivent être révisés et mis en conformité avec le décret avant le 14 décembre 2018. Si toutes les collectivités à compétence collecte doivent élaborer un PLPDMA, elles ont la possibilité de déléguer cette tâche à un syndicat de traitement ou un groupement de collectivités, conformément aux dispositions de l'art. R. 541-41-20 du Code de l'Environnement. S'appuyant sur cette prérogative intégrée dans le cadre réglementaire, les huit collectivités du Centre Yonne ont délégué la rédaction et le dépôt administratif du dossier au SDCY, cette démarche mutualisée permet d'assurer une cohérence dans les actions proposées sur le territoire, ainsi que de faciliter la coordination et le pilotage du programme.

La planification territoriale de la prévention des déchets repose sur plusieurs échelons de planification coordonnés entre eux et couvrant, dans une approche intégrée, les questions de prévention et de gestion des déchets. Il requiert, notamment, la compatibilité des PLPDMA locaux avec les dispositions du Programme National de Prévention des Déchets (PNPD) et des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) s'appliquant sur leur territoire.

Ainsi, afin d'être en cohérence avec ces différents documents de planification, l'objectif du PLPDMA est de réduire d'au moins 10% la quantité de DMA en kg par habitant en 2020 par rapport aux niveaux constatés en 2010.



Source : ADEME 2015

Partie II : Programmation et Gouvernance

1 – Pilotage et Gouvernance

Le SDCY a pris en charge l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un PLPDMA unique pour territoire du Centre Yonne, sur délibération des huit collectivités adhérentes.

La mise dans une collaboration étroite entre représentants des différents EPCI :

- des élus référents issus du comité syndical ;

- des agents référents dans les collectivités adhérentes, en charge de la gestion du service public (responsables déchets, responsable environnement, ambassadeurs de tri, maîtres composteurs ....) ;

- une équipe projet comprenant deux chargés de mission et une équipe de terrain composée des 3 ambassadrices de prévention du SDCY, relais locaux au plus proche des acteurs du territoire ;

Le décret du 10 juin 2015 impose également la constitution d'une commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES). Cette commission est l'instance privilégiée pour la concertation et la co-construction des actions à mener sur le territoire. Ainsi, la CCES donne son avis sur les projets proposés et sur les objectifs fixés, suit le programme de prévention annuellement et évalue le PLPDMA tous les 6 ans.

La composition de la CCES n'est pas définie par la réglementation. Le choix a été fait de mettre en cohérence la composition de cette commission avec la composition du comité de pilotage du TZDZG, qui est également celui pressenti pour assurer le pilotage du programme CODEC.

La composition de la CCES est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Les représentants du SDCY	- le Président du SDCY, élu référent - les agents du SDCY (directrice + 2 chargés de mission)
Les collectivités adhérentes	- 1 élu(e) par collectivité adhérente - 1 agent référent déchet par collectivité membre
Les associations de protection de l'environnement, de l'économie sociale et solidaire ou présentant un intérêt pour la réduction des déchets	- ADENY - ASPI - SOS des 3 Vallées - Yonne Nature Environnement - UNEP - CAUE 89 - ABDC - C3V
Les chambres consulaires	- Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Yonne - Chambre des Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale - Chambre d'Agriculture Départementale
Les partenaires institutionnels	- ADEME - Département de l'Yonne - Région BFC

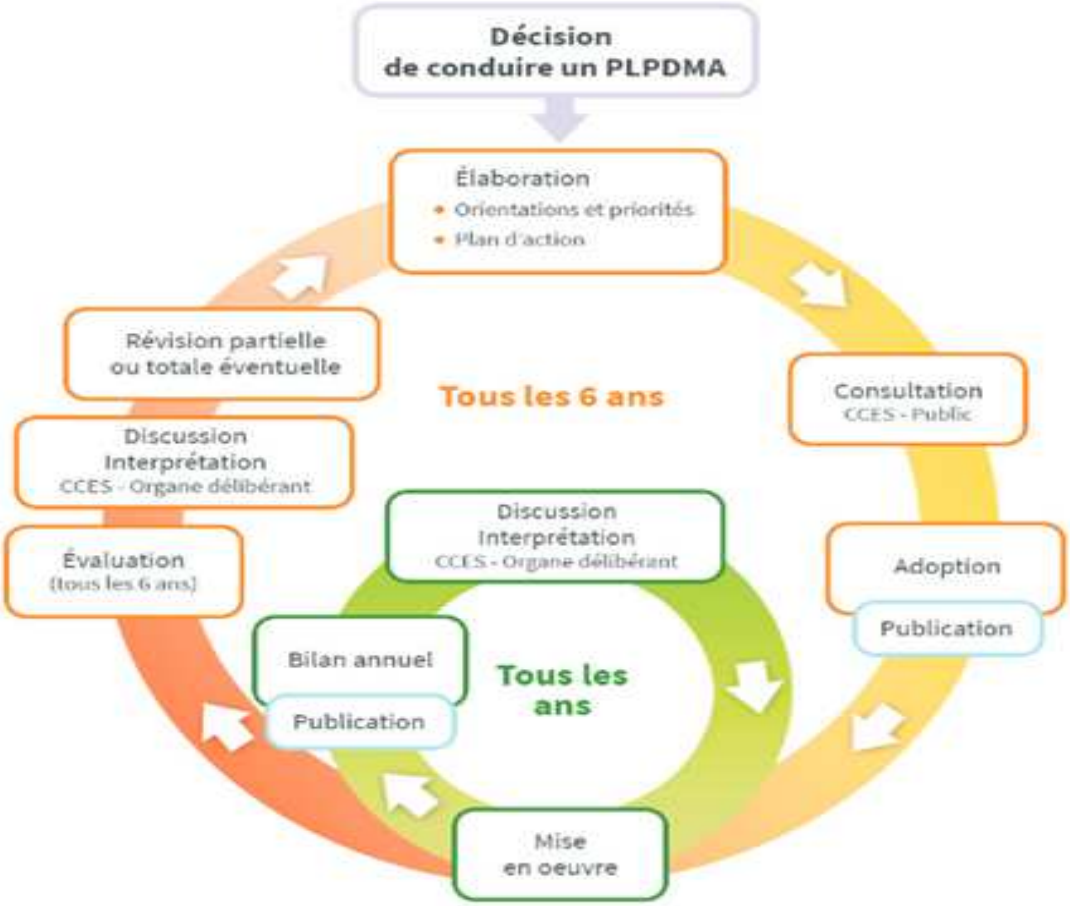
2 – Les différentes phases du PLPDMA

Une fois adopté par la CCES, l'équipe projet a pour obligation d'organiser la consultation du public, à minima sur le site web de la collectivité qui porte le programme, pour une durée qui ne peut pas être inférieure à 21 jours.

Une fois élaboré et soumis à consultation publique, le PLPDMA est adopté par l'organe délibérant de la collectivité en charge de son élaboration et rentre en vigueur pour une durée de 6 ans. En conformité avec le décret du 10 juin 2015, le PLPDMA doit être revu partiellement tous les ans et doit faire l'objet d'un bilan annuel des actions mises en place et des résultats obtenus.

Le programme définitif, mis à disposition sur le site du SDCY et de ses collectivités adhérents, sera ensuite transmis pour information au Préfet de Région et à la Direction Régionale de l'ADEME dans les 2 mois à compter de la date de son adoption.

Le schéma ci-dessus illustre le cycle d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi du PLPDMA



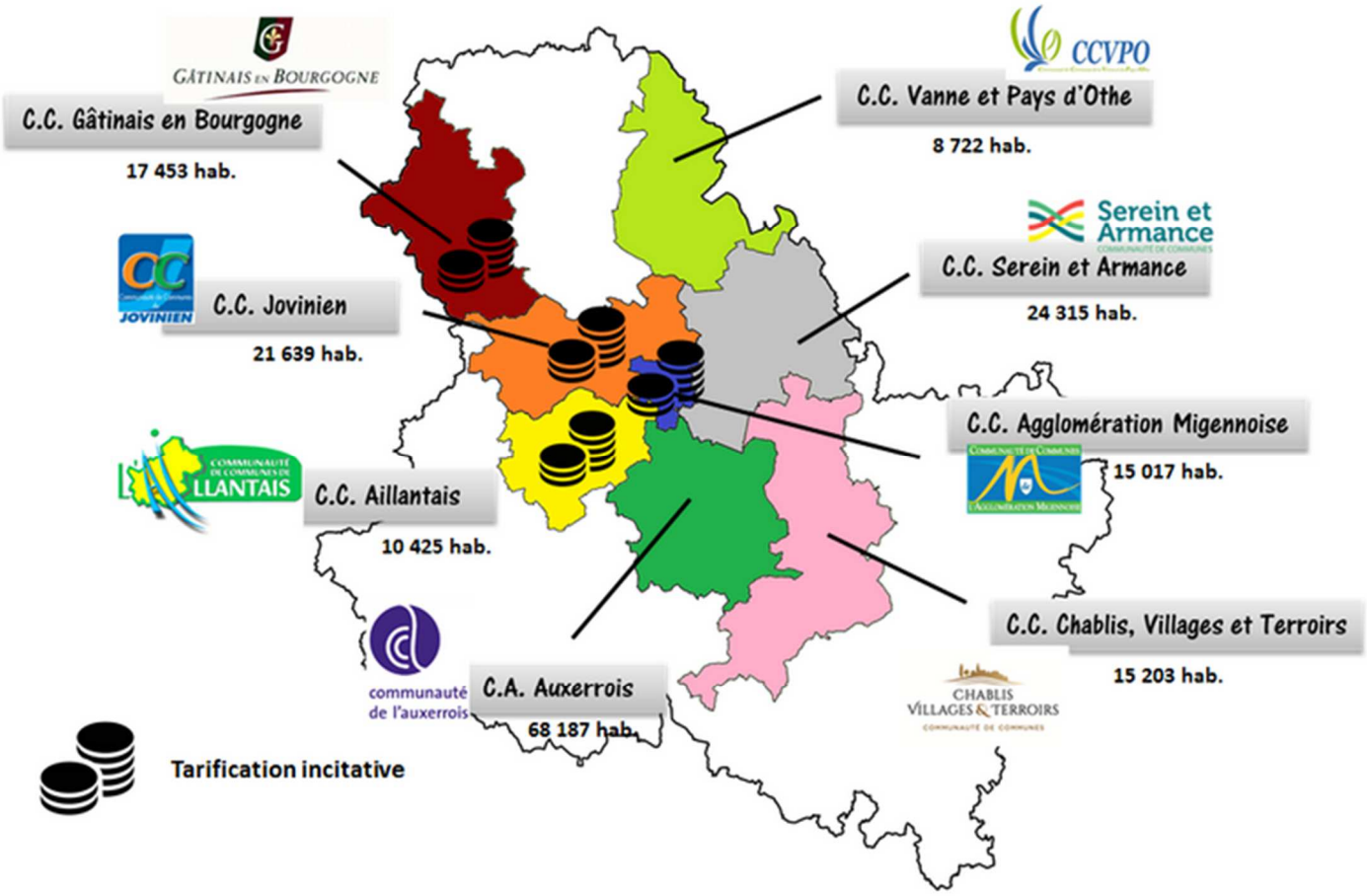
.Calendrier prévisionnel :

1/ Fixation des objectifs par les collectivités adhérentes - fin 2018
2/ Rédaction du PLPDMA - 1er semestre 2019
3/ Convocation de la CCES - 17 mai 2019
4/ Validation de l'élu référent du SDCY - mai 2019
5/ Consultation du public – juillet à septembre 2019
6/ Possibilité de re-convoquer la CCES – septembre 2019
7/ Adoption du PLPDMA par les collectivités – septembre à décembre 2019
8/ Transmission ADEME / Préfet – décembre 2019

Partie III – Diagnostic territorial

1 – Le Syndicat des Déchets Centre Yonne

Depuis le 1er janvier 2017, le **Syndicat des Déchets du Centre Yonne** regroupe **huit intercommunalités** compétentes en matière de collecte et de traitement des déchets.



Le SDCY couvre un tiers de la superficie du département (1 800 km² environ) et acceuille plus de 50 % de la population de l'Yonne, avec un bassin de **180 961 habitants** répartis sur 182 communes. Le territoire présente un **habitat mixte à dominante rurale**, avec des pôles urbains importants comme Auxerre (34 846 habitants, préfecture du département), Joigny (9 850 habitants), Migennes (7 162 habitants) ou Saint-Florentin (4 396 habitants).

Les collectivités du Syndicat assurent l'organisation du Service Public de Gestion des Déchets (collecte, transport, traitement et élimination), en pleine autonomie. Quatre collectivités sur les huit adhérentes appliquent aujourd'hui un **système de tarification incitative,** intégrant le niveau de production de déchets pour facturer l'usager.

En termes d'exutoires, les **Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)** et le « tout-venant » collecté en déchèterie sont pris en charge par les centres de traitement suivants :

- le centre de stockage de **Sauvigny-le-Bois** (SITA) ;
- le centre de stockage de **Duchy–Saint-Florentin** (COVED) ;
- le centre de stockage de **Champigny-sur-Yonne** (COVED) ;
- l'Unité d'Incinération des Ordures Ménagères de **Sens**.

Les trois centres de stockage sont équipés de bioréacteurs et valorisent donc les biogaz émis par les déchets. Le département a la chance d'être plutôt bien équipé en centres de stockage, avec 6 sites opérationnels, dont un seul situé sur le territoire Centre Yonne. Le coût de traitement est peu élevé par rapport à la moyenne nationale : si cette situation permet aux collectivités de maîtriser les coûts d'enfouissement, elle ne les incite pas forcément à étudier des alternatives au stockage.

La réforme de la fiscalité liée à l'enfouissement et à l'incinération prévue dans la loi des finances de 2019 préfigure une hausse importante de la **Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP)**, qui pourrait favoriser l'émergence de nouvelles filières de valorisation (ex : biodéchets, réemploi et réutilisation etc.).

Le Centre Yonne est aussi équipé d'un centre de tri des déchets recyclables appartenant à la société SOREPAR (COVED), situé à **Ormoy**, dans la communauté de communes Serein et Armance. Le site a subi des travaux de modernisation, afin de pouvoir accueillir les nouveaux flux de déchets intégrés suite à **l'extension des consignes de tri**, pleinement opérationnelle depuis 2016 dans l'ensemble des intercommunalités.

Concernant les déchets verts collectés en déchèterie, ils ont été accueillis sur des plates-formes de compostage du territoire :

- **Saint-Cyr-les-Colons**, (Vert Compost), qui accueille également les biodéchets collectés dans les communes issues de l'ex communauté de communes du Pays Coulangeois, aujourd'hui rattachées à la communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;

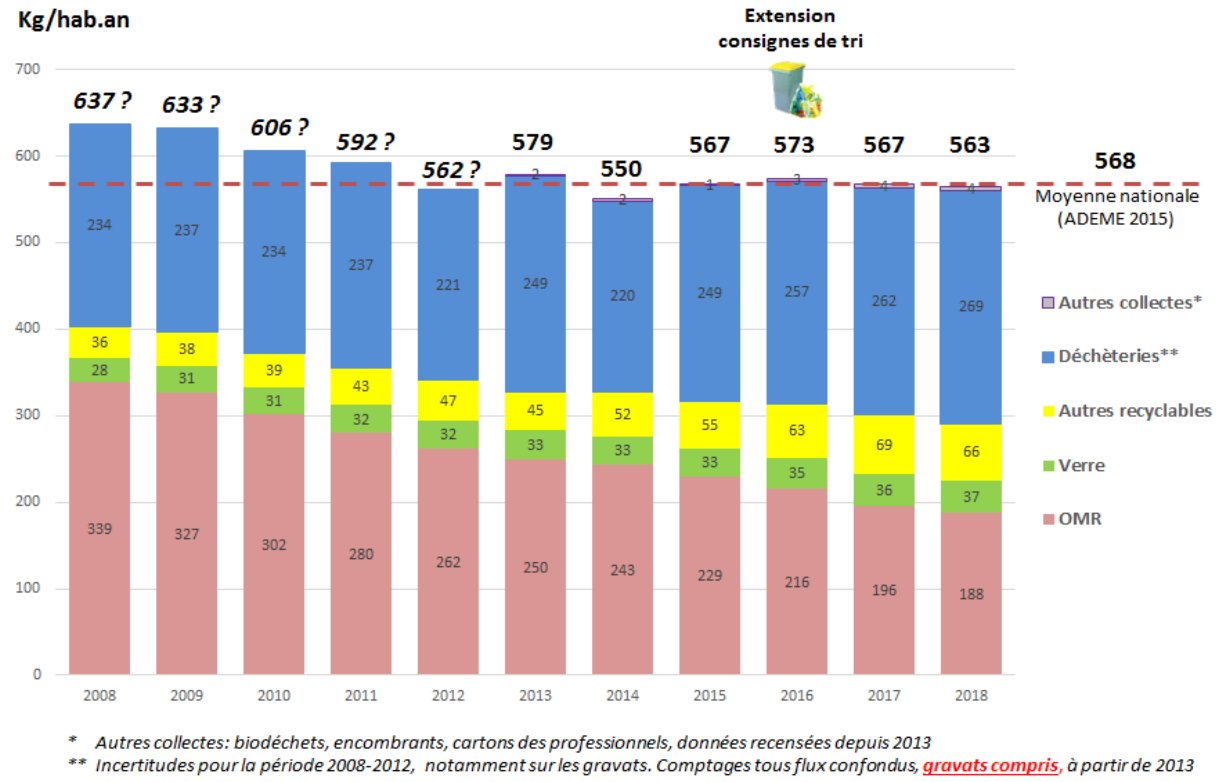
- **Joigny** (BIDV), installation de moyenne taille faisant l'objet d'une demande d'extension à la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Enfin, les **Déchets Industriels Banaux (DIB)** produits par les professionnels, qui font appel à des prestataires privés, suivent les mêmes filières que les déchets des ménages et sont pris en charge par les mêmes centres de traitement.

2 – Evolution de la production de déchets en Centre Yonne

- Evolution des DMA depuis 2010 sur le Centre Yonne

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
OMR	302	280	262	250	243	229	216	196	188
Recyclables	70	75	80	78	85	88	97	105	103
OMA	372	355	341	328	328	317	314	300	291
Déchèteries	234 (?)	237(?)	221(?)	249	220	249	257	262	269
DMA	**606(?)**	**592(?)**	**562(?)**	**577**	**547**	**570**	**573**	**567**	**560**



* *Autres collectes: biodéchets, encombrants, cartons des professionnels, données recensées depuis 2013*
** *Incertitudes pour la période 2008-2012, notamment sur les gravats. Comptages tous flux confondus, gravats compris, à partir de 2013*

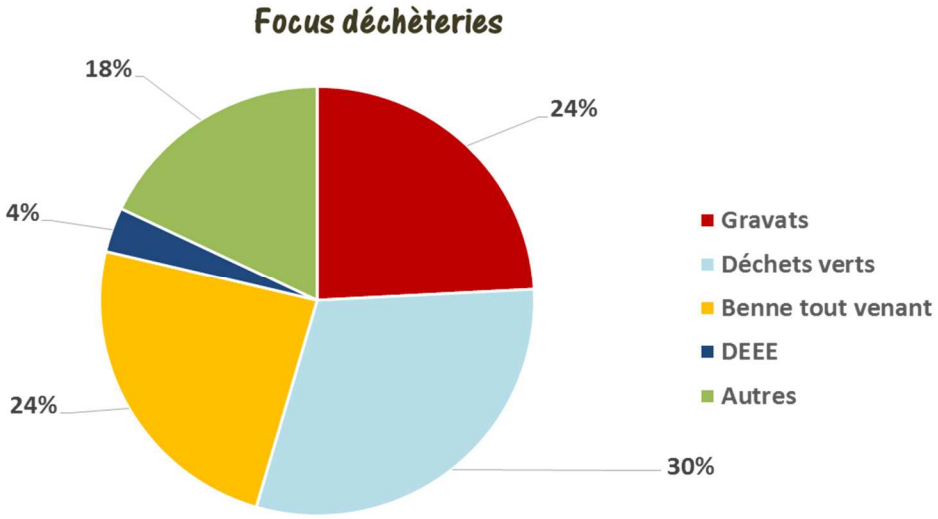
Le graphique ci-dessus présente l'évolution des quantités de **Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)** collectées sur le territoire du Centre Yonne entre 2008 et 2018. Les tonnages sont divisés par le nombre d'habitants (population légale pour l'année de référence), afin de compenser les variations dues aux changements démographiques.

- Les **Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)** ont subi une baisse considérable en dix ans, avec des tonnages presque divisés par deux (- 45 %) : il s'agit d'un résultat extrêmement positif, compte tenu que les déchets résiduels sont destinés à des modes de traitement particulièrement polluants, soit l'enfouissement ou l'incinération. Cette tendance est encore plus marquée dans les collectivités qui ont appliqué la **tarification incitative**, témoignant de l'efficacité de cet outil dans la réduction des déchets ménagers.

- Les **déchets recyclables secs** (papier, carton, emballages et verre) ont connu une augmentation constante sur la période considérée, dépassant le seuil de 100 kg par habitant en 2017, bien au-delà de la moyenne régionale de 88 kg/hab. Deux facteurs peuvent expliquer ces résultats : la généralisation de la collecte en porte-à-porte et l'**extension des consignes de tri** en vigueur depuis 2016, qui permet de prendre en charge la plupart des emballages ménagers produits sur le territoire.

- La somme de ces deux gisements correspond aux **Ordures Ménagères et Assimilés,** qui enregistrent une diminution de l'ordre de 28 % : une partie significative des déchets produits sur le territoire a bien disparu, signe de l'efficacité des politiques de prévention. La promotion des techniques de compostage et du jardinage naturel, les campagnes de lutte contre le gaspillage alimentaire, la sensibilisation des citoyens et des collectivités du territoire ont permis une réduction durable et avérée des tonnages pris en charge par la force publique.

- Répartition des déchets de déchèterie :



Parallèlement, les **apports dans les déchèteries** du territoire ont enregistré une hausse importante (+ 15 %), avec une accélération particulièrement marquée dans les 5 dernières années. Si les déchets sont envoyés dans des filières de plus en plus nombreuses et de mieux en mieux structurées, cette augmentation pèse lourdement sur le budget des collectivités.

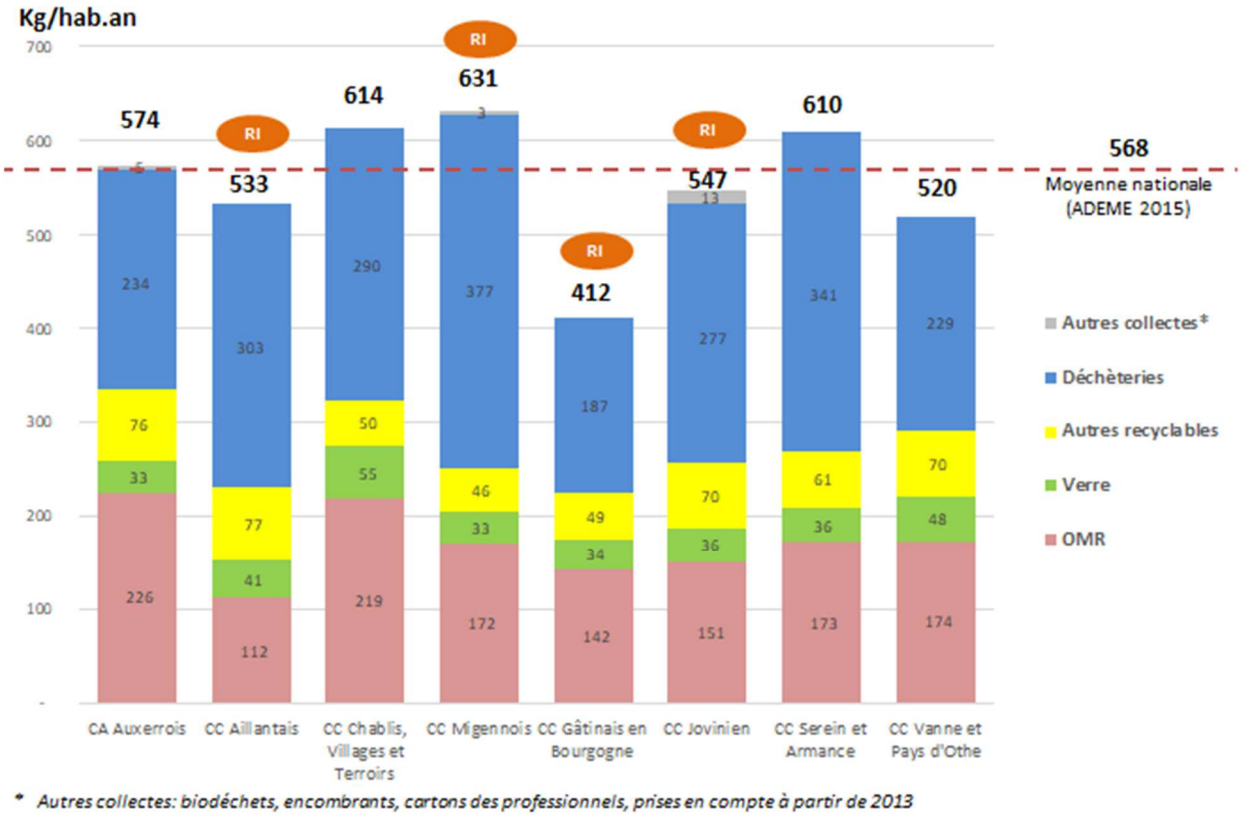
En termes de gisements, les tonnages les plus importants restent les déchets verts (branchages, feuilles mortes, résidus de tailles et de tontes) suivis par les gravats et les déchets non recyclables collectés en mélange (benne « tout venant »).

- Problématiques annexes :

Les **erreurs de tri** restent nombreuses et répandues. Malgré la généralisation de cette pratique parmi la population du Centre Yonne, les tonnages déclassés en centre de tri ont presque doublé depuis 2015, déterminant le transfert de ces quantités vers les installations de stockage et réduisant ainsi à néant les efforts des collectes sélectives.

Enfin, les **caractérisations des déchets** (analyse d'échantillons d'OMR collectés sur une période déterminée) régulièrement organisées par les collectivités permettent d'affirmer que la marge de réduction reste élevée, avec une présence systématique de déchets alimentaires, d'emballages ménagers et de textiles dans les ordures résiduelles.

- Ratios de production par collectivité en 2018



* *Autres collectes: biodéchets, encombrants, cartons des professionnels, prises en compte à partir de 2013*

Les politiques mises en œuvre par le SDCY et ses collectivités adhérentes pour améliorer le recyclage et la valorisation des déchets portent globalement leurs fruits. La collecte en porte à porte, la tarification incitative et l'extension des consignes de tri ont permis une réduction considérable des OMR. La tarification incitative en particulier a joué un rôle important pour l'atteinte de ces résultats : -38 % sur les OMR entre 2010 et 2018, et une réduction de 25 % de l'ensemble des déchets envoyés à l'enfouissement sur la même période.

Si on regarde les résultats constatés en 2018 collectivité par collectivité, la situation est loin d'être homogène, de par les spécificités de chaque territoire (ex : milieu urbain ou rural, présence d'habitat collectif, poids des activités économiques, présence de résidences secondaires etc.)

En ligne générale, on remarque que les ratios d'OMR les plus faibles sont constatés dans les collectivités qui ont mis en place la tarification incitative, confirmant une tendance nationale qui corrobore les préconisations de l'ADEME : il est possible de s'attendre à une généralisation de ce type de tarification sur le territoire national dans les années à venir.

L'Aillantais, en RI depuis 2011, et le Gâtinais, en RI depuis 2014, se positionnent parmi les collectivités les moins productrices, avec des ratios d'OMR bien en dessous des 150 kg par habitant par an : le Jovinien reste légèrement au-dessus de ce seuil. Le Migennois a perdu presque 100 kg par habitant par an en 2 ans, grâce à la mise en œuvre de la tarification incitative.

Pour les performances de tri, les différences qu'on peut constater sont à mettre en relation avec les modalités de collecte : en règle générale, les collectivités qui collectent en porte à porte ont des meilleurs résultats en tonnages par rapport à celles en apport volontaire, mais ces dernières bénéficient d'une meilleure qualité du tri.

Les ratios des déchèteries reflètent eux-aussi les spécificités des différentes collectivités, en termes de présence et conditions d'accueil des professionnels, maillage du territoire, dotation etc.

- Le programme « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage »

Flux	Valeur initiale (2015)	Objectif TZDZG	Situation année 3 (2018)
OMR	229 kg/hab.an	↘ 15 %	188 kg/hab.an ↘ 18 %
DMA	567 kg/hab.an	↘ 7 %	563 kg/hab.an ↘ 0,7 %

En 2016, dans la continuité du PLP (2011-2015), le SDCY répond à l'appel à candidature piloté par le Ministère de l'Ecologie et mis en place par l'ADEME. Le Centre Yonne fait partie des 58 premiers **Territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG)** retenus lors de la première vague de cet appel à projet, témoignant de la solidité et de l'ambition du plan d'action territoriale proposé aux autorités.

Le dernier comité de pilotage du dispositif, qui a eu lieu en mai 2019, a permis de dresser un bilan sur les 3 années du programme, couronné par des résultats en demi-teintes :

- Pour les OMR**,** 6 200 tonnes ont été évitées entre 2015 et 2018, grâce aux actions de prévention, mais aussi à l'introduction de la tarification incitative sur 2 territoires (Migennois et Jovinien) et à l'extension des consignes de tri en 2016. L'objectif de -15 % fixé en début de programme est atteint et même légèrement dépassé ;

- Pour les DMA, il est possible de constater une stagnation assez inquiétante, avec une baisse anecdotique de 0,7 % par rapport aux niveaux de 2015, contre un objectif affiché de – 7 %. Les efforts de réduction sur les OMR sont en réalité anéantis par la hausse constante des apports en déchèterie, qui captent une partie des déchets jusqu'à présent mélangés dans les OMR, selon un mécanisme de report assez classique sur le territoire national.

Si les actions des programmes de prévention et de gestion des déchets se sont concentrées sur les ordures ménagères et sur la production des ménages, des efforts importants sont maintenant nécessaires dans la gestion des déchèteries et pour la prise en charge des déchets des activités économiques, afin d'enrayer l'augmentation des apports et atteindre les objectifs à l'horizon 2020 (-10 % sur les DMA).

3 – Rappels des objectifs à atteindre

De par le respect de la hiérarchie des normes, les PLPDMA doivent être compatible avec les dispositions prévues dans le Programme National de Prévention des Déchets (PNPD) pour la période 2014-2020 et avec les Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). En conséquence, le PLPDMA du Centre Yonne doit se conformer à l'exigence de compatibilité avec les échelons législatifs supérieurs et ainsi répondre aux objectifs fixés dans ces documents programmatiques :

- la réduction de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant en 2020 par rapport aux niveaux constatés en 2010 (objectif national) ;

- la réduction des quantités de DMA produits par habitant de 15 % à l'horizon 2025 et de 20 % à l'horizon 2031 par rapport aux niveaux constatés en 2010 (objectifs régionaux) ;

- une stabilisation de la production de déchets des activités économiques (DAE) d'ici 2020 ;

- une stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP à l'horizon 2020, avec un objectif de valorisation à hauteur de 70 % des tonnages produits pour la même année.

- <u>Gisements prioritaires :</u>

Objectif de réduction : 1% DMA à l'horizon 2020 (5,6 kg par an et par hab.)		
Moyennes constatées*	**Déchets Cibles**	**Moyens**
- 14 kg / habitant / an	- Biodéchets (gaspillage) - Textile (OMR) - DEEE (OMR)	- Eco-exemplarité - Stands de sensibilisation - Compostage collectif - Déchets des professionnels - Réemploi
+ 4 kg / habitant / an	- Verre - Emballages - Papiers	- Optimisation des PAV - Sensibilisation au tri - AAP CITEO
+ 8 kg / habitant / an	- Déchets Verts - Encombrants - Textile (collecte) - DEEE (déchèterie)	- Structures du réemploi - jardinage naturel - Achat broyeurs - Dotation déchèteries

*sur la base des tendances observées sur la période 2010-2018: tout en donnant une indication sur le potentiel de réduction, les séries historiques ne préjugent pas les performances futures en termes de baisse des tonnages.

4 – Bilan des actions de prévention menées sur le territoire

De nombreuses actions de prévention des déchets ont été mises en place sur le territoire du Centre Yonne, dans le cadre du PLP dans un premier temps puis dans le cadre du TZDZG, correspondant à la période 2011 à 2018. Ces actions ont touché un large panel d'acteurs, du grand public aux professionnels, en passant par les associations et les acteurs de l'ESS.

Sur cette période, les thématiques abordées peuvent être classées en 4 grandes catégories :

1. Actions de prévention tout public
2. Actions de promotions de la tarification incitative
3. Encourager le tri à la source des biodéchets
4. Adaptation à l'extension des consignes de tri

Chacune des 4 thématiques est reprise ci-dessous en présentant l'état des lieux de l'action tel que constaté en 2018.

4.1 - Actions de prévention tout public

Compostage

Le développement du compostage représente un gros enjeu des années à venir pour répondre aux exigences réglementaires du tri à la source des biodéchets et à la demande des citoyens, de plus en plus présente. Bien que le PLP ait permis de faire connaître et de développer la pratique, la marge de progression reste importante.

Ce sont les agents du SDCY qui sont généralement en charge du compostage dans leurs collectivités (à l'exception de l'Auxerrois qui dispose de son propre maître composteur). Leur présence permet de garantir la formation des habitants, qui sont systématiquement initiés à la pratique du compostage. Dans la mesure du possible, des réunions collectives sont organisées pour l'habitat individuel.

Pour le compostage en pied d'immeuble et de structure, l'animation, l'installation et le suivi des sites sont également assurés par les agents du SDCY. En 2018, le Centre Yonne comptabilise 81 sites actifs suivis par le SDCY, contre 70 en 2016.

En 2017, le SDCY a démarré la première opération de compostage partagé sur l'espace public dans le territoire, dans la commune de Villeneuve-l'Archevêque (CCVPO) : 4 composteurs collectifs ont été installés dans des promenades piétonnes, avec 28 foyers inscrit fin 2018. L'intégration paysagère a été particulièrement appréciée par la population et le site sert de vitrine pour les autres communes avoisinantes. Ce succès a permis de détacher un agent municipal pour le compostage, véritable relai pour l'entretien, la vérification des apports et la communication avec le public. Le retour d'expérience sur cette première a permis d'établir une fiche méthodologique qui servira de base pour les autres sites de compostage de quartier sur le territoire.

Le SDCY continue par ailleurs à fournir les supports de communication sur le compostage (guide du compostage, panneaux informatifs) ainsi que les composteurs pour les projets du collectif.

Projets de lutte contre le gaspillage alimentaire

Suite à l'expérience pilote menée au collège Marie Noël de Joigny en 2014, le SDCY a mis au point une méthodologie efficace et pertinente pour la sensibilisation au gaspillage alimentaire en restauration collective. Ces projets commencent toujours par la constitution d'une équipe projet : il est en effet indispensable de mobiliser tous les acteurs au sein de l'établissement (direction, cuisine, salle, élèves, surveillants), pour maximiser les chances de réussite. La phase importante est la campagne de pesée et d'enquête, qui permet de situer l'établissement par rapport à la moyenne nationale et d'identifier les causes du gaspillage. Des actions correctives personnalisées sont ensuite proposées à l'établissement, avec une présentation à l'ensemble de l'équipe-projet.

Ces actions se sont révélées très chronophages, nécessitant des moyens humains et beaucoup d'énergie pour mobiliser l'équipe projet, sans compter le suivi nécessaire à ce que les bonnes volontés ne retombent pas. Le SDCY a donc volontairement décidé d'étaler dans le temps les projets, en essayant d'intervenir sur le territoire de chaque collectivité adhérente.

Rien qu'en 2018, le SDCY a accompagné 7 nouveaux établissements scolaires dans leur lutte contre le gaspillage alimentaire : le collège Gaston Ramon à Molinons, la cuisine centrale d'Egriselles-le-Bocage et le collège de Saint Valérien, le collège Marcel Aymé à Saint-Florentin, le lycée Jacques Amyot à Auxerre, l'IME de Guerchy.

Aussi, avec le projet « Mangeons mieux et gaspillons moins dans le Centre Yonne », retenu dans le cadre du PRALIM 2018, le SDCY a souhaité ajouter à ses actions une nouvelle dimension, celle de l'éducation à l'alimentation, au goût, à la qualité et à l'équilibre alimentaire, indissociable de celle du gaspillage alimentaire.

Enfin, le Syndicat a organisé en octobre 2018 le premier Showroom des Producteurs Locaux au Lycée Davier de Joigny, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture. Une vingtaine d'exposants ont pu présenter leurs produits aux représentants de la restauration collective, du secteur public ou privé : l'événement a rencontré un franc succès, avec plusieurs contrats conclus suite à cette rencontre, et sera certainement reconduit en 2020. Cette expérience encourage le Syndicat à travailler sur l'amélioration de l'offre alimentaire dans les établissements de restauration collective, au vu des évolutions réglementaires qui se profilent (ex : loi Egalim) et d'une demande croissante de la part des administrés.

Réemploi, réutilisation et réparation

Le réemploi reste un sujet capital dans la politique de prévention menée dans le Centre Yonne : l'expérimentation mise au point pendant le PLP par les collectivités adhérentes avec l'association Emmaüs (containeurs pour le réemploi en déchèterie) s'est révélé un échec, à cause d'un manque généralisé d'implication des acteurs sur cette thématique. La dissolution de l'APRY (Association de Préfiguration d'une Récyclerie dans l'Yonne) en janvier 2019 risque de faire retomber la dynamique sur le réemploi, malgré un intérêt de l'ensemble des collectivités à tester de nouveaux dispositifs. Le manque de structuration et l'indisponibilité de porteurs de projets issus du monde associatif limite le potentiel de détournement des objets et matériaux pouvant être destinés au réemploi, qui reste pourtant élevé sur le territoire.

- Repair Café

Le SDCY a soutenu le projet de création d'un Repair Café à Auxerre initié par la Jeune Chambre Economique et le Fablab d'Auxerre, en apportant des moyens humains et matériels. 11 Repair Café se sont tenus en 2018, avec une participation croissante de la part des citoyens (20 à 30 personnes par rendez-vous) et la constitution d'un noyau dur de réparateurs amateurs. Un nouveau Fab' Lab a vu le jour courant 2019 dans le Jovinien : à terme, cette structure pourra proposer des ateliers de réparation collaboratifs, sur le même modèle que les Repair Café.

En parallèle, le SDCY contribue à la promotion de l'annuaire de la seconde vie des objets de la région Bourgogne, encore méconnu sur le territoire. La CMA a fourni au SDCY des affiches et des flyers promotionnels, qui sont mis à disposition régulièrement sur les stands d'animation.

Projet de recyclerie / matérieauthèque

En 2017 le SDCY a accueilli un service civique pour établir une étude de pré-faisabilité sur l'installation d'une recyclerie dans le territoire du Centre Yonne.

Une telle activité a un intérêt considérable pour la réduction du gisement des DEA et un potentiel non-négligeable en termes de valorisation de coproduits industriels, aujourd'hui considérés comme déchets. Plusieurs types d'actions ont étés envisagées :

- la collecte de matière auprès des professionnels ;
- la valorisation de l'aménagement de l'espace, notamment au travers de l'écoconception et de la fabrication de produits à partir de matières délaissées ;
- la sensibilisation, grâce à l'organisation d'ateliers créatifs et de chantiers participatifs
- la vente de matières, d'objets éco-conçus (uniques ou en série), de prestations de services d'aménagement d'espace.

En parallèle, les porteurs de projets ont fondé l'association « Au Bonheur des Chutes », centrée sur la valorisation des matières délaissées : ce collectif rassemble une dizaine de professionnels et bénévoles d'horizons différents (paysagistes, ébénistes, designers etc.), souhaitant apporter une approche à la fois créative et technique aux pratiques de réemploi et de réutilisation.

Le SDCY a décidé de lancer une consultation pour la réalisation d'une étude technico-économique sur une structure de recyclage-réutilisation des matières et chutes industrielles, préfigurant l'installation d'une recyclerie-matérieauthèque sur le territoire. Cette mission s'est conclue en septembre 2018 et a permis à la fois de consolider l'étude de marché et de sélectionner le modèle économique le plus pertinent pour la nouvelle structure.

Le projet compte aujourd'hui sur une équipe constituée de 2 salariés, 1 service civique et un pool de bénévoles fidélisés qui permettent d'assurer l'ensemble des activités de l'association, de la collecte de matière à l'organisation de chantiers participatifs, de la sensibilisation autour du réemploi à l'ouverture d'un magasin de matières.

En parallèle, une demande de subvention a été déposée à l'ADEME BFC pour la partie recyclerie, dans le but de pérenniser l'activité et de développer de nouveaux partenariats pour la récupération de matière dans un rayon de 30 km autour d'Auxerre.

Opération « restaurateurs engagés »

Depuis 2018, le SDCY mène une campagne de sensibilisation des restaurateurs du territoire aux pratiques écoresponsables dans le cadre de leur activité. Cette opération, montée en partenariat avec les chambres consulaires et les organisations professionnelles (UMIH, CGAD etc.), vise à engager les commerçants dans une démarche volontaire de prévention et de meilleure valorisation de leurs déchets.

Grâce au retour d'expérience de la CCI Régionale, une opération « Restaurateurs engagés » a été préparée en 2018, avec la validation d'un format plus global, basé sur le volontariat : un diagnostic déchets sur mesure pour les restaurateurs, une remise d'éco-gestes, actions écoresponsables simples et adaptées aux pratiques du professionnel, et un suivi de la mise en place effective des préconisations.

Les agents et chargés de mission du SDCY du territoire ont été formés pour réaliser les audits, beaucoup plus poussés et larges par rapport à la formule initialement prévue. Au-delà de l'aspect quantitatif, le véritable enjeu identifié par dans cette opération réside dans l'accompagnement au changement de comportements, dans le but de montrer que les « bonnes pratiques » peuvent être adoptées par la restauration aussi bien que par les clients-consommateurs.

L'opération s'est déroulée entre mars et septembre 2018, touchant des structures de restauration sur 6 collectivités adhérentes : sur les 15 établissements audités, 13 ont poursuivi la démarche jusqu'au bout et intégré durablement des pratiques écologiques dans leur quotidien. Fort de ce succès, le SDCY a reconduit l'opération en 2019 en l'élargissant aux commerçants en lien avec l'alimentation (boulangeries, boucheries, chocolateries, …) : 12 nouvelles structures pourront bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans la conduite au changement en 2019.

Guide sur le don alimentaire

La finalisation du guide pratique pour faciliter le don alimentaire à destination des entreprises, réalisé en partenariat avec la Chambre des Métiers, a été repoussée, en raison de l'attente d'informations en provenance des associations pratiquant la distribution de colis alimentaires (Croix Rouge, Restaurants du Cœur, Secours Populaire, épiceries solidaires). La finalisation, initialement prévue en 2017, a été ralentie par une mise à jour de la réglementation et n'a pu aboutir qu'en juin 2018. Cet outil

En parallèle, le SDCY a joué un rôle important de relai pour l'opération « GMS engagées », piloté par le chargé de mission de la CCI 89 : un premier contact avec un hypermarché du territoire a été établi en 2018, pour envisager une mise en relation avec les associations caritatives locales (Croix Rouge, Banque Alimentaire Départementale) en mesure d'assurer une récupération systématique des invendus. Début 2019, le supermarché a mis en place un rayon zéro gaspi très apprécié par la clientèle et valorise les invendus à cadence hebdomadaire avec 2 associations locales.

4.2 – <u>Actions de promotion de la Tarification Incitative (TI)</u>

Le Centre Yonne peut compter 4 communautés de communes en redevance incitative depuis plus d'un an : l'Aillantais (depuis 2011), le Gâtinais en Bourgogne (depuis 2014), le Jovinien et le Migennois (depuis 2017). Le territoire affiche aujourd'hui un taux de couverture de 36 % de la population, qui pourrait doubler à terme, grâce à l'étude d'opportunité mené par l'Auxerrois.

Les très bons ratios obtenus par les collectivités ayant mis en place la RI sont mis en valeur lors de la présentation de l'évolution des tonnages du territoire. Globalement, la redevance incitative est bien développée dans l'Yonne.

Les collectivités ayant subi une fusion dans le cadre du schéma de coopération intercommunale au 1er janvier 2017 (Seignelay-Brienon qui a fusionné avec le Florentinois) ont vu disparaître le système de tarification incitative, pourtant en place depuis plusieurs années. Contrairement aux attentes, les tonnages collectés en 2018 n'ont pas augmenté sur ces deux collectivités, signe que la tarification incitative comporte un changement du rapport aux déchets auprès de la population, qui perdure dans le temps au-delà du simple calcul économique.

4.3 – Encourager le tri à la source des biodéchets

Gros producteurs

Un travail d'identification et de quantification des biodéchets a été mené par les chargés de mission de la CCI : ces résultats ont été intégrés à l'estimation du gisement réalisée par le SDCY pour la part biodéchets des ménages et assimilés et permettent aujourd'hui d'avoir une caractérisation plus fine du gisement.

- Information des gros producteurs

Il semble que peu de gros producteurs aient conscience de leurs obligations. Les prestataires privés de collecte et/ou traitement des biodéchets ont aussi commencé à démarcher les gros producteurs : certains d'entre eux contactent le SDCY pour avoir des informations sur les solutions possibles localement. Globalement, il semble que le tri à la source soit encore peu mis en œuvre. Il sera intéressant de travailler sur cette question avec la CCI, davantage amenée à rencontrer cette catégorie d'acteurs sur le territoire.

- Tri à la source dans les établissements scolaires

Depuis 2014, la plupart des lycées du Centre Yonne ont été équipés de sécheurs à biodéchets par le Conseil Régional : parmi eux, le lycée Louis Davier de Joigny a intégré le suivi de cet équipement dans son offre pédagogique et organise plusieurs animations en matière de déchets. Le SDCY intervient régulièrement dans ces établissements scolaires pour proposer le démarrage d'un site de compostage collectif pour les déchets de préparation de cuisine et la mise en place d'une campagne de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Collecte et exutoires

- Veille des solutions sur le territoire

Le SDCY mène une politique active de veille sur les exutoires et sur les solutions de collecte pour les producteurs de biodéchets. En 2018, la filière est encore peu développée : peu d'exutoires de traitement et encore moins de prestations de collecte. La filière est toute fois en train de s'organiser, avec de nouveaux prestataires qui commencent à proposer des solutions globales pour la prise en charge de ce gisement. La collaboration avec la CCI et la Chambre d'Agriculture s'est révélée précieuse pour obtenir des informations qualifiées sur le sujet.

- Projet de méthanisation dans l'Auxerrois

Un groupe de travail sur la méthanisation avait vu le jour en 2016 : il rassemblait les différents acteurs intéressés (la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, la Chambre d'Agriculture, le Syndicat Départemental de l'Energie de l'Yonne, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, GrDF, SITA, la Lyonnaise des Eaux). Si des pistes concrètes ont vu le jour dès 2017, la dynamique de mise en réseau n'a pas perduré et le travail est aujourd'hui poursuivi par un chargé de mission méthanisation à la Chambre d'Agriculture.

- Collecte séparée pour les particuliers

Les collectivités adhérentes du SDCY ont émis des réserves quant à la mise en place d'une collecte en porte à porte des biodéchets, qu'ils jugent très coûteuse et pas nécessairement adaptée à la ruralité du territoire. Dans les faits, beaucoup de collectivités sont encore occupées par la réorganisation du service de gestion suite à la mise en place de la RI, voire de la collecte sélective en PAP des recyclables secs.

Une estimation préalable à la mise en place d'une collecte sélective des biodéchets a été menée par deux collectivités (Auxerrois et Serein et Armance) : l'éloignement des exutoires ne permet pas d'envisager cette solution à court et moyen terme, du fait des coûts de transports jugés rédhibitoires. Le SDCY proposera en 2019 une étude territoriale sur le respect de l'obligation de tri à la source à l'horizon 2025, pour permettre à l'ensemble des collectivités adhérentes de mieux cerner les enjeux liés à cette nouvelle échéance réglementaire.

4.4 – Adaptation de l'extension des consignes de tri

Les nouvelles consignes de tri ont été effectives entre juin et septembre 2016 pour l'ensemble des collectivités adhérentes. Les travaux de rénovation du centre de tri d'Ormoy, qui accueille 100 % des déchets collectés dans le Centre Yonne, ont eu lieu jusqu'à fin 2016, afin de permettre la réception et la mise en filière des nouveaux matériaux.

Le SDCY a participé aux travaux de création d'une communication commune à l'échelle du département, en profitant de l'attention portée sur les déchets pour faire passer des messages de prévention.

Si les tonnages de recyclables augmentent, le territoire est confronté à une hausse inquiétante des refus de tri : les tonnages déclassés en centre de tri ont presque doublé depuis 2015, déterminant le transfert de ces quantités vers les installations de stockage ou de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) et réduisant ainsi à néant les efforts des collectes sélectives. Cette problématique est en passe de devenir un sujet prioritaire pour les collectivités dans les années à venir.

5 – Matrice AFOM du Centre Yonne

Atouts	Freins
✓ Démarche partenariale solide et durable entre collectivités et chambres consulaires ✓ Engagement politique fort de la part des élus du territoire ✓ Convergence des thématiques PLPDMA et CODEC ✓ Résultats probants des campagnes de prévention passées, qui donne du crédit à la démarche ✓ Nombreux réseaux d'échanges (ADEME, Région BFC, CITEO…) ✓ Mobilisation et mise en réseaux des référents déchets dans les collectivités	o Etendue du territoire, qui complique la coopération entre acteurs éloignés o Manque de moyens humains et financiers pour la gestion du volet prévention dans les collectivités o Nombreuses mutations des agents territoriaux, qui ralentissent le suivi et la cohésion territoriale o Manque d'exutoires pour certains gisements, notamment les biodéchets o Difficulté à trouver les canaux de communication et les formats de mobilisation pour certains acteurs
Opportunités	**Menaces**
✓ Contexte règlementaire favorable : hausse de la TGAP, FREC, plastique à usage unique, tri à la source des biodéchets… ✓ Financements pluriannuels ADEME et Région BFC pour le CODEC ✓ Appels à projet réguliers dans le domaine de l'économie circulaire ✓ Développement de la RI dans les collectivités les plus peuplées ✓ Structuration de la compétence développement économique : gestion des zones d'activités, incubateurs d'entreprises ✓ Porteurs de projets émergeants : Coll'ECT 89, ABDC… ✓ Amélioration de la dotation des déchèteries	o Freins politiques et organisationnels sur le portage de démarches structurantes (territoires zéro chômeurs, territoire d'industrie, PETR) o Echéances électorales, susceptibles de ralentir la dynamique en cours ; o Manque de porteur de projets issus de l'ESS, notamment sur le réemploi ; o Dépendance aux financements ADEME et Région BFC pour la longévité des programmes ;

Partie IV – Le programme d'actions PLPDMA 2019–2024

L'ensemble des actions proposées dans le PLPDMA du Centre Yonne devra permettre de positionner le territoire sur la trajectoire définie et exigée par les politiques nationales et régionales en termes de réduction de la quantité de déchets produits.

Les thématiques fléchées par les collectivités adhérentes au Syndicat des Déchets Centre Yonne ont été regroupées en 8 axes de travail :

1 – Eco-exemplarité des collectivités
2 – Sensibiliser les acteurs à la prévention des déchets
3 – Utiliser les instruments économiques pour favoriser la réduction des déchets
4 – Lutter contre le gaspillage alimentaire
5 – Encourager la gestion de proximité des biodéchets
6 – Augmenter la durée de vie des objets
7 – Mettre en place ou renforcer des actions pour la consommation responsable
8 – Réduire les déchets des entreprises

Chacun de ces axes est ensuite décliné en actions opérationnelles à mettre en place dans chacune des collectivités adhérentes. Une description de l'action, les objectifs fixés sur le territoire, les rôles de chacun des acteurs ainsi qu'une estimation de la réduction envisageable (lorsque cela est possible) viennent ensuite compléter la fiche action.

Il est rappelé que les objectifs et les moyens alloués à chaque action ont été adoptés par les collectivités en toute autonomie.

AXE 1 Eco-exemplarité des collectivités

L'exemplarité des collectivités territoriales engagées dans un PLPDMA porte sur la réduction de tous les déchets produits et/ou issus du fonctionnement comme de la mise en œuvre des politiques publiques:

- par leurs agents et les activités de leurs services et directions ;
- par les collectivités adhérentes et les communes sur leur périmètre géographique ;
- par les établissements et sites liés à une compétence de la collectivité : établissements scolaires, centres de sports et de loisirs, centres culturels, CCAS/CIAS, établissements médico-sociaux, offices de tourisme...

Action n°1 Audits et conseils aux structures

DESCRIPTIF

Les audits ont à la fois pour but de mieux connaitre les déchets et les pratiques des services (administration, espaces verts, établissements scolaires, etc…), de les conseiller et de les accompagner dans la mise en œuvre de pratiques plus vertueuses, mais aussi de sensibiliser le personnel. Suite à la visite, un rapport détaillé avec des préconisations est fourni à la structure, sur la base d'un modèle élaboré par le SDCY.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY réalise et fournit les trames d'audits spécifiques et adaptées aux diverses structures (mairie, EHPAD, écoles…).

Pour les premières structures accompagnées, les ambassadeurs du SDCY s'engagent à réaliser les audits en binôme avec les agents de la collectivité, dans le but d'opérer un transfert méthodologique pour le déroulement de ces diagnostics prévention. L'accompagnement vise l'autonomisation des collectivités adhérentes dans la réalisation des audits.

La collectivité s'engage de son côté à recruter des structures volontaires de son territoire, à accompagner le SDCY dans la réalisation de l'audit et à organiser un suivi auprès de la structure accompagnée pour vérifier l'application des préconisations formulées.

OBJECTIFS FIXÉS

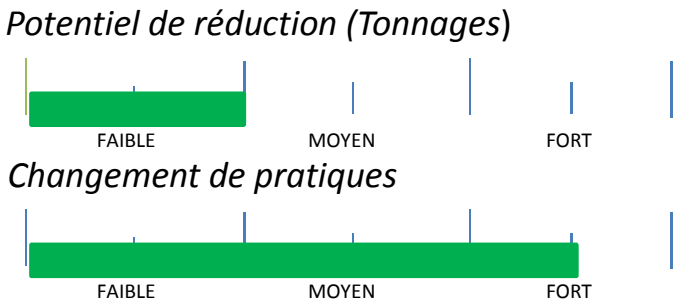
Audits et conseils aux structures						
Indicateur principal	Nombre d'audits réalisés					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	10	10	10	10	10	50
CC de l'Agglomération Migennoise	-	1	1	1	1	4
CC de l'Aillantais	1	1	1	1	2	6
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	2	2	2	2	2	10
CC. du Jovinien	-	2	2	1	1	6
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**14**	**17**	**17**	**16**	**17**	**81**

INDICATEURS / POTENTIEL DE RÉDUCTION

- Indicateurs pressentis :

☑ Nombre d'audits réalisés
☑ Nombre de suivis réalisés

- Potentiel de réduction :



Les audits réalisés dans les collectivités représentent généralement un faible impact au niveau de la diminution des tonnages réellement constatée.

En revanche, il s'agit bien là d'une pratique de sensibilisation par l'exemple qui a souvent un impact positif sur la prise de conscience et les changements de pratiques.

Action n°2 Formations et groupes d'échanges sur l'éco-exemplarité

DESCRIPTIF

Des réunions ou formations peuvent être prévues sur des thèmes spécifiques, à l'intention des agents ou élus des collectivités.

Le SDCY avait organisé en 2015 la matinée de l'éco-exemplarité des collectivités lors de laquelle plusieurs retours d'expériences avaient été présentés : réduction du gaspillage alimentaire, gestion raisonnée des espaces verts, achats durables…

De nouvelles formations ou groupes de travail thématiques pourront être organisés par le SDCY et/ou les intercommunalités en fonction des besoins des collectivités. En 2019, le SDCY envisage par exemple de créer des groupes d'échanges entre secrétaires de mairies.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY est à l'initiative de la formation des groupes d'échanges. Il peut être force de proposition sur les thématiques à aborder (commande publique, gestion raisonnée des espaces verts etc…) et prépare, dans la mesure du possible, les supports de formation et de réflexion.

Les agents des collectivités et les agents du syndicat animent conjointement les ateliers.

Les agents des collectivités font remonter les demandes et les besoins propres à leurs territoires et participent activement à la promotion de ces actions auprès des services concernés. Le SDCY peut aussi envisager l'organisation de temps d'échanges de bonnes pratiques inter-collectivités.

OBJECTIFS FIXÉS

Formations et groupes de travails des agents territoriaux						
Indicateur principal	Nombre de formations et de groupes d'échanges					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	1	2	2	2	2	9
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	1	1	2	2	2	8
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	0	1	2	2	2	7
CC. Serein et Armance	1	1	1	1	1	5
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**4**	**6**	**8**	**8**	**8**	**34**

INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION

- Indicateurs pressentis :

☑ Nombre de groupes de travail formés
☑ Nombre de réunions réalisées
☑ Nombre de participants

L'impact direct de la formation de groupe de travail et de formation des agents territoriaux est difficilement évaluable et quantifiable.

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



L'impact direct de la formation de groupe de travail et de formations des agents territoriaux est difficilement évaluable et quantifiable en termes de réduction de quantité de déchets.

Néanmoins, la sensibilisation d'agents relais et proches des administrés, comme les agents des espaces verts et les secrétaires de mairie ,peut s'avérer très bénéfique pour expliquer, communiquer et valoriser les changements de comportements.

Il est aussi important de noter qu'au fur et à mesure des années, le SDCY a développé plusieurs outils pour aller dans la voie de la réduction des déchets dans les collectivités et l'accompagnement à l'eco-exemplarité. Les collectivités peuvent en faire la demande pour les mettre à disposition de leurs agents.

- Affiches sur la réduction de déchets papier au bureau
- Abécédaire de l'éco-exemplarité







AXE 2 Sensibiliser les acteurs à la prévention des déchets

La sensibilisation des différents acteurs territoriaux à la prévention des déchets est une étape indispensable et fait partie intégrante des missions du syndicat et des collectivités.

Les entreprises, les collectivités et les citoyens doivent travailler conjointement pour la prévention des déchets. Chacun peut agir à son niveau et participer activement à la réduction des déchets.

Sont visés ici l'ensemble des actions pour :

• informer et sensibiliser l'ensemble des publics-cibles (ménages, entreprises, acteurs publics dont les collectivités locales et les établissements scolaires) ;

• valoriser et diffuser les gestes et démarches de prévention menés par ces cibles.

Si ces actions ont, pour la plupart, une portée transversale, certaines d'entre elles sont davantage ciblées sur des catégories d'acteurs, sur des flux de produits/déchets particuliers ou sur des pratiques de prévention spécifiques (par exemple compostage, jardinage naturel…).

Action n°1 Newsletter du SDCY



DESCRIPTIF

Le SDCY édite de façon bimestrielle la newsletter « Actus' Déchets Centre Yonne » sur la prévention des déchets, à destination du grand public et des collectivités.

La newsletter est transmise à plus de 1500 contacts dans le Centre Yonne. Le public peut s'abonner via le site internet du SDCY, les contacts sont également collectés lors des différentes animations et manifestations. Le nombre d'abonnés à la newsletter devrait donc s'accroitre au cours des prochaines années.

Depuis 2019, le SDCY édite également de façon bimestrielle, en alternance avec celle grand public, la newsletter collectivités. Celle-ci est majoritairement destinée aux élus et agents techniques pour partager les bonnes pratiques et créer un effet d'émulation.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY se charge de rédiger et d'envoyer les newsletters au grand public et aux communes sur une base de 12 newsletters par an. Le SDCY ajoute une partie agenda pour faire la promotion des évènements locaux qui ont lieu sur le territoire.

Les collectivités devront transmettre les données relatives aux évènements organisés sur leur territoire pour alimenter la rubrique « agenda » de la newsletter.

Le rôle des collectivités peut également être de proposer aux habitants de s'inscrire à la newsletter du SDCY (par le site Internet, fiche d'inscription lors de stands ou à l'accueil des intercommunalités, etc…) ou de la mettre à disposition dans certains établissements.

OBJECTIFS FIXÉS

Newsletter du SDCY						
Indicateur principal	Nombre d'inscrits à la newsletter					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	-	-	-	-	-	-
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	20	35	55	75	100	285
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
SDCY	2000	2200	2500	2800	3000	3000
Total Centre Yonne	**2020**	**2235**	**2555**	**2875**	**3100**	**3100**

Action n°2 Articles sur la réduction des déchets

DESCRIPTIF

Le SDCY propose des modèles d'articles sur la réduction des déchets, articles que les collectivités peuvent ensuite publier dans leurs journaux pour sensibiliser leurs habitants.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY créé et rédige des modèles d'article sur diverses thématiques de la réduction des déchets (compostage, paillage, gaspillage alimentaire, réemploi, etc….) et les met à disposition des collectivités.

La collectivité se charge de publier les articles dans ses canaux de communication habituels et d'orienter les lecteurs vers le SDCY.

OBJECTIFS FIXÉS

Articles sur la réduction des déchets						
Indicateur principal	Nombre d'articles parus dans la presse locale					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	4	4	4	4	4	20
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	2	2	2	2	2	10
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	1	1	1	1	1	5
CC. du Jovinien	1	2	2	2	2	9
CC. Serein et Armance	1	2	2	2	2	9
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**10**	**12**	**12**	**12**	**12**	**58**

Action n°3 Livrets sur la réduction des déchets

DESCRIPTIF

Le SDCY a édité plusieurs livrets de communication sur la réduction des déchets, à destination du grand public :

- guide sur le compostage et le paillage ;
- guide du compostage partagé ;
- livret sur la réduction des déchets ;
- guide du don alimentaire ;
- signalétique informative sur le compostage et la deuxième vie des objets.

Ces supports sont régulièrement réimprimés, les collectivités et associations peuvent ainsi les mettre à disposition du grand public.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY créé les outils de sensibilisation et les met à disposition des collectivités.

Les collectivités s'assurent de la distribution des outils au grand public (à l'accueil des collectivités, par exemple) et mettent en place les panneaux fournis par le SDCY pour une sensibilisation spécifique (sur les sites de compostage partagé, en déchèterie, etc...)

Les agents des collectivités peuvent aussi faire remonter des besoins particuliers en termes de communication et de guides méthodologiques pour que le SDCY puisse les développer.

OBJECTIFS FIXÉS

Syooirts sur la réduction des déchets						
Indicateur principal	Nombre de lieux où les supports sont disponibles					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	15	20	25	30	40	40
CC de l'Agglomération Migennoise	4	6	8	8	8	8
CC de l'Aillantais	1	1	1	1	1	1
CC Chablis Villages et Terroirs	20	25	30	42	42	42
CC du Gâtinais en Bourgogne	1	1	1	1	1	1
CC. du Jovinien	3	4	5	5	5	5
CC. Serein et Armance	1	1	1	1	1	1
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	1
Total Centre Yonne	**46**	**59**	**72**	**89**	**99**	**99**

Action n°4 — Expo-photo « Réduire ses déchets au quotidien »

DESCRIPTIF

Le SDCY a élaboré une expo-photo itinérante sur le thème de la réduction des déchets. Cette exposition est constituée de photos en noir et blanc et de panneaux informatifs. L'exposition est disponible au format A1, sur panneaux rigides et au format A0 sur bâches (pour l'extérieur uniquement). Les collectivités peuvent emprunter l'exposition gratuitement auprès du SDCY pour sensibiliser leur public.



De nombreux lieux peuvent accueillir l'exposition : établissements scolaires, entreprises ou administrations, GMS, complexes sportifs…. L'exposition peut aussi être mise en place lors de manifestations telles que la fête de la nature, la semaine de l'environnement, etc…

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY s'engage à mettre à disposition l'expo-photos aux collectivités adhérentes qui en font la demande. L'agenda de l'exposition est gérée en interne.

Les collectivités recensent les besoins des structures accueillant du public (complexes sportifs, établissements scolaires, etc….) ou lors de manifestations qui peuvent avoir besoin de l'exposition, et la réserve auprès du SDCY. Elles peuvent aussi faire un retour de l'utilisation de cette exposition (ateliers en parallèle etc…), en termes de publics et nombre de personnes touchés.

OBJECTIFS FIXÉS

Expo-photos sur la réduction des déchets						
Indicateur principal	Nombre de lieux où l'exposition est présentée					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	5	5	5	5	5	25
CC de l'Agglomération Migennoise	1	1	1	1	1	5
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	1	1	1	1	1	5
CC. Serein et Armance	2	3	3	3	3	14
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
Total Centre Yonne	**9**	**10**	**10**	**10**	**10**	**49**

Action n°5 Stands et animations grand public

DESCRIPTIF

La tenue de stands d'information ou l'organisation d'animations constituent des moments privilégiés pour sensibiliser directement les habitants. Il peut être intéressant de se greffer aux évènements prévus sur le territoire ou de cibler des lieux stratégiques pour attirer du public.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Les stands et les animations grand public sont des temps privilégiés pour la sensibilisation du grand public à la prévention des déchets et à la découverte des outils qui s'offrent à eux pour aller dans cette voie.

En fonction des objectifs stratégiques et des évènements, les ambassadeurs du SDCY pourront effectuer plusieurs animations et tenir des stands de sensibilisation dans les collectivités.

Les collectivités définissent les lieux et évènement pertinents quant à la mise en place de ces dispositifs de sensibilisation. Au moins 1 évènement (stand ou animation) par an et par collectivité pourra être fléché. Au-delà, le SDCY étudiera au cas par cas la pertinence d'une intervention.

Idéalement, les agents des collectivités animeront les stands conjointement à ceux du syndicat, pour répondre aux questionnements sur la gestion des déchets (tri, collecte, accès aux déchèteries…) régulièrement exprimés par le public lors de ces moments de sensibilisation.

OBJECTIFS FIXÉS

Stands et animations grand public						
Indicateur principal	Nombre de stands et animations proposés					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	10	12	14	16	18	70
CC de l'Agglomération Migennoise	1	1	1	1	1	5
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	2	2	2	2	2	10
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	1	1	1	1	1	5
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**15**	**17**	**19**	**21**	**23**	**95**

Action n°6 Animations scolaires

DESCRIPTIF

Les animations scolaires sont un moyen de sensibiliser les jeunes générations à la prévention des déchets. Via les enfants, les familles sont aussi indirectement touchées par cette thématique.

Pour mener à bien cette mission auprès du public scolaire, le SDCY a développé un programme d'animations sur l'ensemble les thématiques relatives aux déchets.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY s'engage à rééditer et à remettre au goût du jour le livret sur les animations scolaires et à étoffer l'offre d'outils mis à disposition des animateurs.

Au cours du TZDZG (2016-2018), les agents du SDCY effectuaient systématiquement les animations scolaires sur demande de la structure. Dorénavant, les ambassadeurs de prévention du SDCY cibleront des intervention s'intégrant dans un projet pédagogique plus vaste, soutenu par une équipe mobilisée au sein de la structure scolaire.

Le SDCY s'engage également à opérer un transfert méthodologique des animations vers les agents et les enseignants souhaitant s'emparer de ces outils d'éducation à l'environnement. Aussi, les agents des collectivités recenseront les besoins spécifiques aux structures scolaires souhaitant mettre en place des animations de réduction des déchets et en informeront les agents du SDCY.

OBJECTIFS FIXÉS

Animations scolaires						
Indicateur principal	Nombre d'animations scolaires réalisées					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	10	15	20	25	30	100
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	5	5	5	5	5	25
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	1	-	1	-	1	3
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**17**	**21**	**27**	**31**	**37**	**133**

INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS A L'AXE

- Indicateurs pressentis :

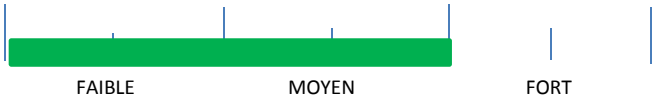
☑ Nombre d'inscrits à la newsletter particuliers et collectivités
☑ Taux d'ouverture de la newsletter
☑ Nombre de lieux permanents distribuant les outils méthodologiques du SDCY
☑ Nombre de lieux où l'exposition photo est présentée
☑ Nombre de jours où l'exposition est présentée
☑ Nombre de stands et animations proposés
☑ Nombre de personnes sensibilisés
☑ Nombre d'animations scolaires réalisées
☑ Nombre d'élèves sensibilisés

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



Si la sensibilisation des acteurs via les stands, les animations scolaires, les livrets distribués et l'exposition photos permet de donner de la visibilité aux missions du syndicat et à la prévention des déchets en général, les retombées en termes de tonnages évités ne sont pas facilement quantifiables. Pour autant, les externalités au niveau des changements de pratiques sont très positives.

AXE 3 Utiliser les instruments économiques pour favoriser la réduction des déchets

Les instruments économiques peuvent influencer le coût d'un produit, d'un service, d'une activité. Compte-tenu de l'importance des aspects financiers pour la plupart des acteurs, particuliers ou professionnels, publics ou privés, ces instruments ont la possibilité d'influencer significativement et durablement les comportements. En effet, connaître le coût du service de gestion de déchets et pouvoir le comparer à d'autres postes de son budget peut inciter les administrés à s'orienter vers des solutions de réduction, dans une logique d'optimisation et maîtrise des dépenses.

Les collectivités territoriales ont plusieurs leviers économiques à leur disposition pour encourager la prévention des déchets sur leur territoire :

- la tarification incitative (TI) fait payer à l'usager (particulier ou professionnel) le service de gestion des déchets selon la quantité produite ; cette tarification peut utiliser deux outils de financement du service public : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi) ;

- la redevance spéciale (RS) est un mode de facturation du service de gestion des déchets assimilés en fonction de l'importance du service rendu ;

- les soutiens financiers associés à l'achat d'équipements (composteurs, broyeurs) participent, directement ou indirectement, à l'adoption de pratiques qui diminuent la production de déchets.

La TI et la RS relèvent de l'application du principe du « pollueur payeur » permettent de répercuter les coûts du service public de gestion des déchets proportionnellement à leur production, renforçant les efforts de réduction et l'adhésion aux collectes séparées.

Action n°1 Etudier les différents dispositifs de tarification

DESCRIPTIF

Le SDCY regroupe des collectivités dont les modes de collectes et de tarifications sont très différents : collecte en régie ou en prestation de service, collecte des recyclables en porte à porte ou en apport volontaire, tarification incitative ou classique, mise en place totale ou partielle de la redevance spéciale,

L'étude des différents systèmes de tarification peut constituer une véritable aide à la décision pour les collectivités.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY organise, chaque mois, un rendez-vous avec les chargés de mission déchets de chacune des collectivités adhérentes sur une thématique précise. Un temps pourra être dédié à la question de la tarification et du coût des différents services déchets.

Le SDCY pourra également être chargé de compiler et analyser les données des collectivités sur la tarification du service déchets (estimation temps de travail : ½ ETP/an). A ce propos, une formation sur la matrice des coûts, à l'initiative du SDCY, sera organisée en 2019.

Les collectivités devront fournir au SDCY l'ensemble des données nécessaires à l'analyse, à la comparaison et à l'étude des répercutions de chacun des choix de tarification. Elles pourront également, à leur initiative, lancer des études spécifiques à leur territoire et mettre en place de nouveaux instruments financiers, notamment des systèmes de tarification incitative.

OBJECTIFS FIXÉS

Utilisation des instruments économiques pour la réduction des déchets						
Indicateur principal	Nombre d'études spécifiques sur la tarification					
	2019	2020	2021	2022	2023	Objectif final
CA de l'Auxerrois	1	1	-	-	-	2
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	1	-	-	-	1
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
Total Centre Yonne	**1**	**2**	**-**	**-**	**-**	**3**

NB. : 4 communautés de communes du territoire sont déjà passées en redevance incitative : la communauté de communes de l'Aillantais en 2011, la communauté de communes du Gâtinais en 2014, et les communautés de communes du Jovinien et du Migennois en 2017. Sur ces territoires, la RI a apporté des résultats probants en termes de réduction des déchets, notamment au niveau des ordures ménagères.

Action n°2 Veille sur les aides financières relatives aux déchets

DESCRIPTIF

Chaque année, de nombreux acteurs des déchets sont susceptibles de proposer des appels à projets (AAP) qui peuvent représenter des opportunités intéressantes pour le territoire du Centre Yonne, notamment en termes d'appuis techniques et financiers.

Pour solliciter ces aides, il est souvent demandé aux collectivités de monter des dossiers très spécifiques. Le SDCY peut être en mesure d'organiser des temps d'échanges inter-collectivités pour faciliter les montages de projets.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY a adopté une démarche de veille active pour tenir informées les collectivités sur les opportunités qui peuvent s'offrir à elles en termes d'aides financières, notamment pour les dispositifs de réduction des déchets et pour les thématiques liées à l'économie circulaire.

Le SDCY porte à connaissance des collectivités et transmet l'ensemble des informations qu'il a à sa disposition sur les aides financières mobilisables sur la thématique de la prévention des déchets. Il peut organiser des groupes d'échanges pour susciter l'émulation de l'ensemble des collectivités sur une thématique spécifique, ce qui donnera d'autant plus de poids dans l'étude de la candidature.

Les agents des collectivités jouent un rôle d'intermédiaires et facilitateurs entre le SDCY et les élus concernés, tout en faisant remonter les besoins spécifiques à leur territoire.

OBJECTIFS FIXÉS

Veille sur les aides financières relatives aux déchets						
Indicateur principal	Notes sur les aides financières relatives aux déchets					
	2019	2020	2021	2022	2023	Objectif final
SDCY	2	2	2	2	2	10
Total Centre Yonne	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**10**

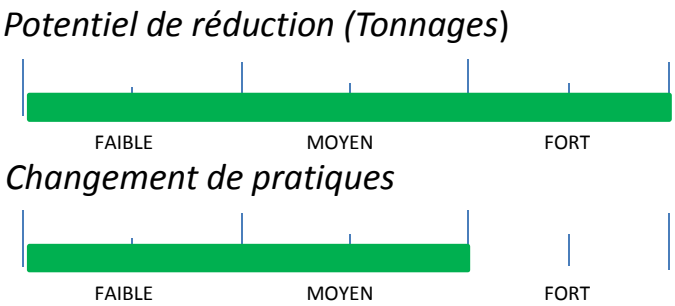
Le SDCY envisage de faire de la veille et de répondre pour ses collectivités adhérentes, à environ 2 appels à projets par an. En effet, sur plusieurs sujets, des dossiers présentés à l'échelle du SDCY peuvent donner une cohérence aux projets locaux ou structurer une dynamique territoriale, dans l'optique de maximiser les chances de réussite.

INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS A L'AXE

- Indicateurs pressentis :

☑ Nombre d'études réalisées
☑ Nombre de groupes de travail formés
☑ Pourcentage de couverture de la population par la TI
☑ Nombre de réponse à des appels à projet

- Potentiel de réduction :



L'utilisation des instruments économiques et des outils financiers comme les AAP par exemple représentent des leviers importants quant à la réduction des tonnages sur le territoire. L'essaimage de la TI en particulier sur l'ensemble des territoires du Centre Yonne pourrait accroître fortement les performances de prévention.

Aussi, les moyens apportés par certains AAP ont par le passé largement contribuer à des changements de pratiques, comme par exemple, l'aide à l'achat de composteurs.

AXE 4 Lutter contre le gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire correspond à toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée ou dégradée.

Le gaspillage alimentaire représente un prélèvement inutile de ressources, des émissions de CO2 tant pour la production des aliments que pour leur préparation, conservation et transformation, sans oublier les impacts liés au traitement en fin de vie.

Si les implications financières liées au gaspillage restent importantes, jeter de la nourriture pouvant encore être consommée soulève aussi des préoccupations éthiques, alors que plus de 6 millions de personnes en France sont en insécurité alimentaire.

Tous les acteurs sont concernés et donc responsables de ces pertes, et ce de façon interdépendante : outre les actions ciblant les différentes étapes de la chaîne de valeurs, la réduction du gaspillage alimentaire nécessite d'agir à l'échelle des filières.

Action n°1 Organiser des opérations de disco-soupe ou disco-smoothies

DESCRIPTIF

Une disco soupe est un événement festif et solidaire qui s'approprie l'espace public pour valoriser les rebus des marché ou de la grand distribution, afin de sensibiliser le public au gaspillage alimentaire.

Le SDCY a organisé des opérations disco-smoothies et disco-soupe lors des programmes de prévention passés : si ces opérations ont pour objectif de proposer une animation décalée et conviviale, l'effort d'organisation reste important, sans forcément atteindre les objectifs pédagogiques espérés.

De ce fait, le SDCY n'envisage pas de proposer ce type d'événements, mais se propose de trouver des structures relais pour l'appropriation de cette démarche. Les retours d'expérience ont permis également d'élaborer un kit de communication, qui pourra être mis à disposition des collectivités ou des structures qui en feront la demande.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY a développé des fiches méthodologiques quant à l'organisation de ces animations, qu'il pourra mettre à disposition des collectivités souhaitant répliquer ces événements. Le SDCY pourra également faire part de ses retours d'expériences sur les évènements passés et proposer un appui à la communication pour chacun des évènements.

Les collectivités auront à charge d'organiser, de promouvoir et de rechercher le matériel adapté à ce genre d'évènement. Un point de vigilance doit tout de même être souligné : bien que visibles et appréciées du grand public, ces opérations ont une portée de sensibilisation assez limitée, si elles ne sont pas accompagnés d'outils ou de documentation spéciques.

OBJECTIFS FIXÉS

Opérations disco-soupe ou disco-smoothie						
Indicateur principal	Nombre d'événements organisés					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	2	2	2	2	2	10
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
Total Centre Yonne	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**10**

Action n°2 **Initier des projets antigaspi en restauration collective**

DESCRIPTIF

La lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires permet d'atteindre deux objectifs majeurs : réduire les déchets de ces établissements et – surtout – participer à une prise de conscience des élèves sur l'alimentation et le gâchis de nourriture.

Le SDCY a développé une méthodologie d'audit adaptés à la restauration collective, permettant d'évaluer les quantités gaspillées lors des prises de repas, d'en analyser les causes et de proposer des actions correctives.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY aura à charge de mettre à disposition des collectivités et des établissements qui le souhaitent, tous les documents nécessaires à l'autonomisation de celles-ci sur la réalisation de projet anti-gaspillage alimentaire :

- une fiche méthode sur la mise en place de projets antigaspi ;
- un modèle de tableur numérique et de fiches de pesée pour l'analyse des résultats ;
- des affiches de sensibilisation pour les établissements scolaires ;
- des gaspimètres pour l'évaluation du gâchis de pain.

Les ambassadeurs du SDCY accompagneront les agents de la collectivité lors de certains audits, notamment pour mieux se familiariser avec les outils. Ils participeront également à la phase de proposition de préconisations auprès de la structure auditée.

Les agents de la collectivité sont quant à eux en charge de faire de la veille auprès des structures de leur territoire respectif qui pourraient en avoir besoin. Ils assurent le déroulé de l'audit, ainsi que le suivi auprès de la structure concernée avec l'ambassadeur de prévention.

OBJECTIFS FIXÉS

Initier des projets anti-gaspillage en restauration collective						
Indicateur principal	Nombre d'établissements audités ou conseillés					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	-	-	-	-	-	-
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	1	-	1	-	2
CC Chablis villages et terroirs	1	1	1	1	1	5
CC du Gâtinais en Bourgogne	1	1	1	-	-	3
CC. du Jovinien	1	-	1	-	1	3
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**4**	**4**	**4**	**3**	**3**	**18**

Action n°3 Développer l'usage du sac à emporter ou « gourmet bag »

DESCRIPTIF

En 2018 le SDCY a organisé une opération « restaurateurs engagés ». Les professionnels, recrutés sur base volontaire, ont été accompagnés par les ambassadeurs du SDCY dans l'amélioration de la gestion et dans la mise en place d'une démarche de réduction dans le

En 2019, l'opération est rebaptisée « Commerçants Artisans Eco-Responsables » : elle concerne à présent l'ensemble des professionnels de l'alimentation (bouchers, charcutiers, traiteurs, boulangers et restaurateurs). Une partie diagnostic énergétique, gérée par les techniciens des chambres consulaires, a également été intégrée à l'opération.

L'une des actions phares proposées à ces professionnels est notamment la promotion du « gourmet bag » qui permet aux clients de repartir avec leurs restes de repas non consommés.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY met à disposition des collectivités l'ensemble des outils qui peuvent leur permettre de s'approprier l'opération. Les professionnels qui souhaitent tester le dispositif pourront bénéficier d'un kit de démarrage comprenant des sacs, des stickers, une vitrophanie et des outils de communication.

Les agents des collectivités peuvent contribuer à la promotion de l'opération, participer au recrutement des professionnels volontaires et proposer le « gourmet bag » aux établissements. Plus généralement, les collectivités accompagnent les professionnels de leur territoire dans une démarche de réduction des déchets.

OBJECTIFS FIXÉS

Développer l'usage du « gourmet bag »						
Indicateur principal	Nombre d'établissements proposant le « gorumet bag »					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	8	4	5	6	7	30
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	1	-	-	1
CC Chablis villages et terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	1	2	2	2	2	9
CC. Serein et Armance	-	1	-	-	-	1
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	1	1
Total Centre Yonne	**9**	**7**	**8**	**8**	**10**	**42**

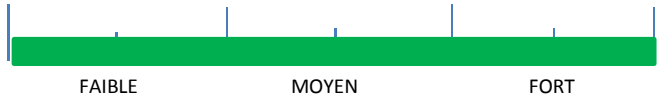
INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS A LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

- Indicateurs pressentis :

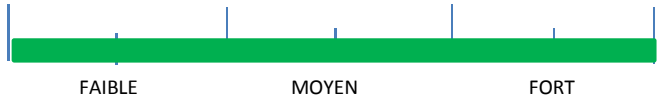
☑ Nombre d'établissements audités
☑ Nombre de pesées effectuées
☑ Ratio de gaspillage alimentaire par demi-pensionnaire
☑ Nombre d'évènement « disco-soupe » organisés
☑ Nombre d'établissements proposant le gourmet bag

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



Les audits réalisés dans le cadre des programmes de prévention précédents ont laissé entrevoir de bons résultats, allant jusqu'à une diminution de 20% du grammage gaspillé par élève. Le potentiel de réduction est naturellement fort.

Aussi, les actions de sensibilisation en restauration collective ou auprès des professionnels contribuent fortement à la mise en œuvre d'un changement de pratiques.

AXE 5 Encourager la gestion de proximité des biodéchets

Les biodéchets représentent encore une part importante des ordures résiduelles : la campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilé menée par l'ADEME en 2017 montre que le pourcentage de déchets fermentescibles dans les ordures des foyers s'établit entre 27 et 35 %, selon la typologie d'habitat (urbain, rural, mixte).

Les déchets verts représentent quant à eux le premier flux dans les déchèteries du territoire, s'attestant autour de 80 kg par habitant dans le Centre Yonne. Ce gisement sera fléché comme prioritaire à la fois dans le cadre du PLPDMA et celui du CODEC.

Aussi, un cadre réglementaire va rapidement venir encadrer la question des biodéchets. La loi TECV (art. L. 541-1 du Code de l'Environnement issu de l'art. 70V) fixe pour objectif de :

- développer la valorisation matière, notamment organique, atteignant 55% en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 60% en masse en 2025 ;

- faire progresser le tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets d'ici à 2025.

Action n°1 Promouvoir le jardinage naturel, le paillage et le compostage

DESCRIPTIF

Le compostage individuel présente un potentiel de réduction très élevé, estimé entre 25 et 50 kg par habitant par an. Cette thématique constitue donc l'un des leviers les plus importants pour la réduction des déchets sur le territoire.

Le jardinage au naturel regroupe plusieurs pratiques permettant d'éviter l'utilisation de produits phytosanitaires au jardin et d'assurer une valorisation locale des déchets verts, véritable ressource pour l'enrichissement des sols et la diminution des temps d'entretien. Les principales techniques abordées sous l'angle « déchets » sont celles du paillage et du *mulching*.

Le rôle des collectivités sera de sensibiliser le grand public sur ces thématiques, en utilisant plusieurs méthodes : stands ou réunions d'information, articles dans les journaux des collectivités, animations scolaires). La distribution de composteurs individuels participe également à la diffusion de cette pratique auprès des ménages.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY a développé de nombreux supports pédagogiques sur les thématiques du paillage et du compostage. Il les met à disposition des collectivités afin que celles-ci puissent être relai de ces pratiques auprès de leurs administrés.
Parmi ces outils, on retrouve :

- les livrets sur le compostage et le paillage ;
- les panneaux d'information sur le compostage ;
- les panneaux d'information sur les différentes techniques de paillage ;
- les supports power point pour réunions d'information ;
- la mallette pédagogique sur le compostage.

De nombreuses informations sont également disponibles sur le site internet du SDCY.

Les agents des collectivités organisent des temps forts et des stands sur les thèmes du compostage et du paillage avec le SDCY en appui. La collectivité peut également proposer un service d'aide à l'acquisition de composteurs à tarif préférentiel.

OBJECTIFS FIXÉS

Promouvoir le jardinage au naturel						
Indicateur principal	Nombre de stands, d'animations et de formations					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	5	5	5	5	5	25
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	1	1	1	1	1	5
CC Chablis Villages et Terroirs	1	1	1	1	1	5
CC du Gâtinais en Bourgogne	3	-	-	-	-	3
CC. du Jovinien	0	1	2	2	2	7
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**11**	**9**	**10**	**10**	**10**	**50**

Promouvoir le jardinage au naturel						
Indicateur principal	Nombre de composteurs fournis aux habitants					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	100	100	100	100	100	500
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	25	25	25	25	25	125
CC Chablis villages et terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	50	50	50	50	50	250
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	10	10	10	10	10	50
Total Centre Yonne	**185**	**185**	**185**	**185**	**185**	**925**

Action n°2 Développer le compostage partagé et le compostage en établissement

DESCRIPTIF

Le compostage partagé constitue l'une des déclinaisons de la gestion de proximité des biodéchets : comme pour le compostage individuel, la valorisation de la partie fermentescible des déchets est toujours assurée sur le lieu de production, mais le dispositif est partagé par plusieurs foyers ou plusieurs usager. Le compostage partagé peut ainsi être mis en place au sein d'une résidence ou d'un immeuble, en restauration collective ou même sur l'espace public.



Dans un projet de compostage partagé la méthodologie conseillée est celle d'un accompagnement vers l'autonomie : des référents de sites doivent être identifiés et formés, chaque participant doit également suivre une initiation au compostage.

Si un accompagnement de la collectivité reste nécessaire, notamment durant la première année du projet, il semble cependant important que les agents de la collectivité ne se substituent pas aux référents de sites dans les tâches relatives à l'entretien (brassage, apport de déchets secs, etc...), afin les responsabiliser et de les accompagner vers l'autonomie.

Lors de ces programmes de prévention passés, le SDCY a développé des outils et autres supports utiles à destination des référents de site, des agents techniques et des élus du territoire :

- un guide pratique sur le compostage partagé ;

- des panneaux d'information sur les sites de compostage ;

- des visuels rappelant les consignes sur les apports ;

- une note technique sur les aspects réglementaires liés à la pratique du compostage.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Les ambassadeurs de prévention du SDCY ont tous été formés aux techniques de compostage et de jardinage naturel. Ils pourront eux-mêmes former les agents des collectivités et les référents en vue d'autonomiser au maximum les sites.

Le SDCY met à disposition des collectivités l'ensemble des outils nécessaires au bon fonctionnement des sites de compostage partagé : fiche méthode, guide pratique, signalétique. Le SDCY s'occupe aussi du référencement des sites de compostage et du suivi des référents sur le territoire du Centre Yonne.



En fonction des moyens alloués et des stratégies territoriales, le syndicat pourra également fournir les bacs de compostage aux porteurs de projet. En termes d'animations, les agents du SDCY pourront organiser des temps conviviaux autour du compostage (« apéro compost ») pour pérenniser la dynamique et maintenir la mobilisation des référents. Le partage des bonnes pratiques et le mise en réseau des référents constituent des éléments clés pour assurer un bon fonctionnement des sites dans le temps.

Les collectivités font la promotion de la pratique du compostage auprès de leurs administrés en tant que solution de gestion de proximité des biodéchets. Dans tous les cas, la collectivité sera associée au SDCY dans l'accompagnement et dans le suivi des projets mis en place.

OBJECTIFS FIXÉS

Développer le compostage partagé et en établissement						
Indicateur principal	Nombre de sites de compostage partagé mis en place					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	2	2	2	2	2	10
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	4	4	4	4	4	20
CC du Gâtinais en Bourgogne	1	1	-	-	-	2
CC. du Jovinien	1	1	2	2	3	9
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	5
Total Centre Yonne	**9**	**9**	**9**	**9**	**10**	**46**

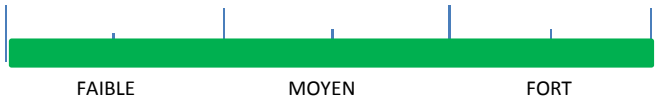
INDICATEURS / POTENTIEL DE RÉDUCTION DES BIODÉCHETS

- Indicateurs pressentis :

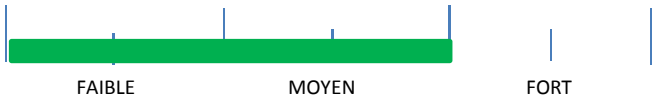
☑ Nombre de stands réalisés
☑ Nombre de réunions publiques organisées
☑ Nombre de participants
☑ Nombre de composteurs individuels distribués
☑ Nombre de sites de compostage collectifs installés
☑ Nombre de référents de compostage formés

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



Malgré la grande production de biodéchets et de déchets verts dans le Centre Yonne, ces gisements ne sont pas toujours valorisés.

Des pratiques telles que le compostage et le paillage permettent de valoriser la partie fermentescible des déchets, ce qui présente un potentiel de réduction très important.

L'échange de bonnes pratiques, la mise en réseau des référents de site, la sensibilisation et la pédagogie autour peuvent laisser espérer un déploiement généralisé du compostage et du jardinage naturel dans les années à venir.

AXE 6 Augmenter la durée de vie des objets

Allonger la durée de vie des produits permet d'alléger leur impact environnemental en optimisant leur utilisation. Cette démarche se traduit dans différentes pratiques, en fonction des acteurs concernés : si pour les fabricants les efforts se concentrent sur la qualité et la compatibilité des composants, sur la réparabilité et sur la capacité àanticiper l'obsolescence matérielle ou logicielle, les consommateurs sont appelés à entretenir les produits, en les réparant si besoin, et à adapter les actes d'achat aux besoins réels. Pour l'ensemble des parties prenantes, l'enjeu principal réside dans l'optimisation des usages en faveur d'une économie de ressources.

D'un point de vue réglementaire, il est possible de distinguer 3 démarches différentes :

- **Réemploi** : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. Ceci peut concerner les contenants réutilisables (emballages consignés en vue de réemploi) ;

- **Réutilisation** : utiliser de nouveau des produits, matières ou substances qui sont passés par le statut de déchet, après avoir subi une opération de préparation à la réutilisation (contrôle, nettoyage, réparation, tri) ;

- **Réparation** : remise en fonction d'un bien, pouvant constituer l'étape de « préparation en vue de la réutilisation » permettant la réutilisation d'un bien.

Ces solutions sont susceptibles d'assurer une consommation raisonnée des produits, un accroissement du bien-être des usagers et un développement économique dans une perspective d'économie circulaire. La location, le prêt et le partage sont des actions permettant d'augmenter l'intensité d'utilisation d'un produit constituent des pratiques de plus en plus répandues auprès de la population : la promotion de ces alternatives permet de mettre en avant les bienfaits de l'économie de la fonctionnalité, centrée sur l'usage, en opposition aux échanges économiques traditionnels, basés sur le transfert de propriété.

Action n°1 Accompagner les projets autour des 3R

DESCRIPTIF

Le SDCY et les collectivités pourront initier ou accompagner des projets autour du réemploi et de la réparation, à l'instar des « Repair cafés » initiés par la Jeune Chambre Economique d'Auxerre et des ateliers de fabrication participatifs proposés par le Fab'Lab « le Maillet » à Joigny.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY pourra accompagner et conseiller techniquement les collectivités et associations qui souhaitent mettre en place des projets autour de ces thématiques, tout en assurant la promotion des initiatives inhérentes la réparation (ex : plateforme des « répar'acteurs » développée par la CMA).

Les collectivités auront un rôle de facilitateurs sur leur territoire quant à la mise en place de projets autour de ces thématiques (prêt de salle, organisation de réunions, animations…).

OBJECTIFS FIXÉS

Accompagner les projets autour des 3R						
Indicateur principal	Nombre de « Repair Café » mis en place					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	12	12	12	12	12	60
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	-	-	-	-	-
CC Chablis Villages et Terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
Total Centre Yonne	**12**	**12**	**12**	**12**	**12**	**60**

Action n°2 Développer les collectes préservantes

DESCRIPTIF

Une collecte se définit « préservante » quand elle permet d'augmenter le potentiel de réemploi et de réutilisation des biens en bon état ou pouvant bénéficier d'une deuxième vie. Il s'agit de permettre aux consommateurs de se défaire des produits dont ils n'ont plus besoin sans porter atteinte à l'état du produit, en proposant des dispositifs de stockage ou des modes de collecte adaptés, mettant en valeur l'aspect « objet » plutôt que la prérogative de déchet.

Jusqu'en 2018, plusieurs collectivités du Centre Yonne ont participé au projet « Réemploi'Yonne », qui consistait à détourner des objets en bon état de la benne « tout venant » en déchèterie pour les orienter dans un container *ad hoc*, collecté régulièrement par un acteur local de l'ESS (Communauté Emmaüs à Pontigny, dans le Chablisien). Le gisement n'étant finalement pas adapté aux besoins, l'expérimentation n'a pas abouti à la structuration d'une véritable filière de réemploi dans le Centre Yonne. De nouveaux modèles sont donc à développer sur le territoire.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Les collectivités peuvent mettre en place des espaces de réemploi (en déchèterie, sous forme de recyclerie éphémère ou par d'autres moyens). Le SDCY accompagnera les démarches et impulsera de nouvelles dynamiques en termes de coopérations collectivités / associations du réemploi, tout en assurant une veille active sur les opportunités qui pourraient s'offrir au territoire.

OBJECTIFS FIXÉS

Développer des collectes préservantes						
Indicateur principal	Nombre de lieux de collecte en place					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	-	-	-	-	-	-
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	-	1	1	1	1	1
CC Chablis villages et terroirs	-	-	-	-	-	-
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	1	1	1	1	1	1
CC. Serein et Armance	1	1	1	1	1	1
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	1	1	1	1	1
Total Centre Yonne	**2**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**

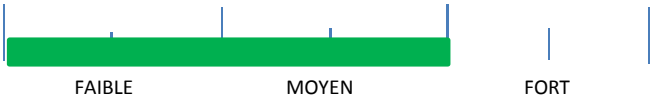
INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS AUX 3 R

- Indicateurs pressentis :

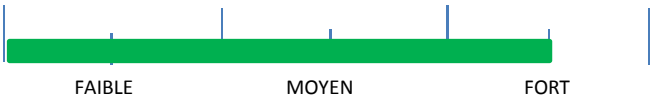
☑ Nombre d'évènements organisés
☑ Nombre de lieux de réemploi identifiés
☑ Nombre d'initiatives portées en déchèterie
☑ Nombre de porteurs de projets sur le réemploi, la réutilisation et la réparation

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



Les gisements d'objets réutilisables ou réparables sont très localisés et représentent, des ratios faibles, mais non négligeables par rapport à l'ensemble des déchets produits. Le potentiel de réduction sur ces gisements est donc moyennement élevé.

En revanche, le potentiel en termes de changement de comportement et prise de conscience de la part des usagers reste très impactant.

AXE 7 Mettre en place ou renforcer des actions pour la consommation responsable

Les modes de consommation durable visent à mieux satisfaire les besoins des citoyens grâce à des biens et services plus économes en ressources, moins polluants et contribuant au progrès social, en s'appuyant souvent sur des dispositifs économiques alternatifs au modèles marchands. La consommation responsable oriente les usagers vers des biens et services durables, respectueux de l'environnement, limitant la quantité et à la nocivité des déchets tout au long du cycle de vie.

Malgré la portée sociétale de ces enjeux, il est force de constater que les leviers d'action à disposition des collectivités locales sur cette thématique restent limités.

Action n°1 Déployer ou renforcer le dispositif « STOP PUB »

DESCRIPTIF

Les autocollants stop-pub permettent de communiquer aux distributeurs le souhait de ne pas recevoir de prospectus ou autres supports publicitaires non-nominatifs dans sa boîte aux lettres.

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY se charge de l'impression des autocollants et les fournit aux collectivités, qui se chargent de la mise à disposition aux administrés en recensant les lieux de distribution. Les agents s'assurent du respect de certaines règles de bon sens dans la distribution

OBJECTIFS FIXÉS

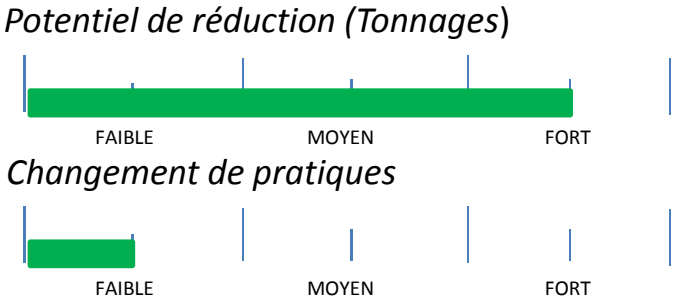
Déployer ou renforcer le dispositif « STOP PUB »						
Indicateur principal	Nombre de lieux permanents de distribution					
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Objectif final**
CA de l'Auxerrois	15	20	25	30	40	40
CC de l'Agglomération Migennoise	4	6	8	8	8	8
CC de l'Aillantais	1	1	1	1	1	1
CC Chablis villages et terroirs	20	25	30	42	42	42
CC du Gâtinais en Bourgogne	1	1	1	1	1	1
CC. du Jovinien	3	4	5	5	5	5
CC. Serein et Armance	1	1	1	1	1	1
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	1	1	1	1	1	1
Total Centre Yonne	**46**	**59**	**72**	**89**	**99**	**99**

INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS AU STOP PUB

- Indicateurs pressentis :

☑ Nombre d'autocollants distribués
☑ Nombre de lieux permanents où les autocollants sont disponibles

- Potentiel de réduction :



En moyenne, un autocollant stop pub permet de réduire de 30 kg de papiers par foyer et par an. Le potentiel de réduction de papiers est donc très important.

En revanche, le simple geste d'apposer un stop pub sur sa boîte aux lettres ne représente pas en soi un changement de pratique très conséquent.

AXE 8 Réduire les déchets des entreprises

Historiquement, les actions menées conjointement par le SDCY et les collectivités ont toujours été plus orientées vers les déchets ménagers, avec une intervention limitées sur les déchets des activités économique. Grâce au nouveau programme d'action financé par l'ADEME, le SDCY, en lien avec les collectivités et les chambres consulaires, multipliera les opérations et les initiatives à destination des professionnels, dans le but de sensibiliser ce public à la réduction des déchets.

Les collectivités pourront proposer des audits prévention au sein des entreprises de son territoire, notamment pour les professionnels bénéficiant du service public de gestion des déchets.

Action n°1 Sensibiliser les entreprises à la prévention des déchets

DESCRIPTIF

Les collectivités, en partenariat avec les chambres consulaires, pourront organiser des rencontres spécialement dédiées aux entreprises. En 2018 et 2019, les opérations successives restaurateurs engagés et Commerçants artisans écoresponsables sont un exemple probant pour l'impulsion d'une dynamique de changements de pratiques auprès de ce public.

En 2018, le SDCY et la CCI avaient envisagé la réalisation d'une plaquette ayant pour objectif de guider les entreprises sur la gestion de leurs déchets abordant l'intégralité des sujets (rappels réglementaires, consignes de tri, actions de prévention, interlocuteurs locaux pour la collecte des déchets…). Malheureusement, ce document n'a à ce jour pas pu être finalisé.

Une fois terminée, cette plaquette sera mise à disposition des entreprises du territoire, via les chambres consulaires et les services collectivités (déchets et développement économique).

MISE EN PLACE OPERATIONNELLE

Le SDCY peut accompagner les collectivités à organiser des rencontres inter-entreprises sur leurs territoires, dans une logique de sensibilisation ou dans le cadre d'une démarche plus structurée d'écologie industrielle, basée sur la recherche de synergies entre acteurs économiques locaux.

De leur côté, les chambres consulaires développent des outils pour accompagner les professionnels à réduire et mieux valoriser leurs déchets, en mettant à disposition leur expertise aux ressortissants lors de temps forts ou d'opérations dédiées aux entreprises.

Les collectivités et le SDCY pourront être amenés à promouvoir les initiatives portées par les chambres. Dans ce contexte, les agents territoriaux pourront être mobilisés pour accompagner les conseillers CCI / CMA lors de visites auprès des acteurs économiques.

OBJECTIFS FIXÉS

Sensibiliser les entreprises à la prévention des déchets						
Indicateur principal	Nombre d'entreprises sensibilisées à la prévention des déchets					
	2019	2020	2021	2022	2023	Objectif final
CA de l'Auxerrois	-	-	-	-	-	-
CC de l'Agglomération Migennoise	-	-	-	-	-	-
CC de l'Aillantais	1	1	1	1	1	5
CC Chablis villages et terroirs	5	5	5	5	5	25
CC du Gâtinais en Bourgogne	-	-	-	-	-	-
CC. du Jovinien	-	-	-	-	-	-
CC. Serein et Armance	-	-	-	-	-	-
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	-	-	-	-	-	-
Total Centre Yonne	6	6	6	6	6	30

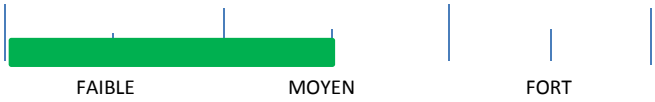
INDICATEURS ET POTENTIEL DE RÉDUCTION LIÉS AUX ENTREPRISES

- Indicateurs pressentis :

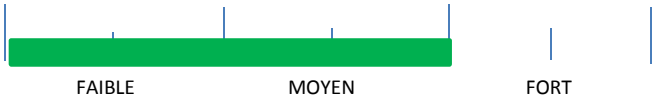
☑ Nombre d'audits en entreprises réalisés
☑ Nombre de groupe de travail formés
☑ Nombre de plaquettes distribuées

- Potentiel de réduction :

Potentiel de réduction (Tonnages)



Changement de pratiques



La réduction des déchets auprès des professionnels n'a pas toujours été la préoccupation première dans les précédents plans de prévention. Le potentiel de réduction devrait graduellement se fortifier au fur et à mesure des années.

Aussi, la réduction constatée au niveau des déchets d'activité poussent les professionnels à adopter des changements durables dans leurs pratiques

Conclusions

Depuis bientôt 10 ans, la réduction des déchets est au cœur des préoccupations du territoire du Centre Yonne, grâce au déploiement de programmes volontaires de prévention dont le territoire récolte aujourd'hui les fruits.

Une fois de plus, les huit collectivités qui composent le Syndicat des Déchets Centre Yonne se sont engagées dans une politique ambitieuse de réduction des déchets, matérialisée par le présent Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Pour répondre aux enjeux fixés par le Plan National de Prévention des Déchets et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, les collectivités ont déterminé leurs objectifs, en accord avec les contraintes et les moyens disponibles, en détaillant les leviers d'action à mettre en œuvre sur la période 2019– 2024.

Parce que de telles ambitions nécessitent une dynamique territoriale forte, tous les acteurs du Centre Yonne seront mobilisés autour d'une feuille de route partagée, développée dans le cadre de ce document réglementaire. L'implication des acteurs locaux (collectivités, chambres consulaires, entreprises et particuliers) reste l'indicateur de réussite le plus tangible d'une politique de prévention réussie.

Le SDCY jouera le rôle de coordinateur et facilitateur, en se portant garant de la mise en œuvre opérationnelle des actions de terrain fléchées dans chacune des collectivités : dans cette optique, il s'assurera du suivi régulier des collectivités, de la consultation annuelle de la CCES et du *reporting* auprès des parties prenantes du programme.

Le Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire (CODEC), programme volontaire porté par le SDCY à l'horizon 2021, permettra de compléter les actions prévues dans le PLPDMA et d'aborder des thématiques annexes (alimentation durable, accompagnement des acteurs économiques, déchets du BTP, …) qui, jusqu'à présent, n'avaient pas bénéficié de plans d'actions spécifiques.

Ces deux outils, convergents et complémentaires, permettront de mener un projet de territoire cohérent, axé sur la diminution des externalités négatives liées à la gestion des déchets, à la redynamisation du tissu industriel, à l'utilisation raisonnée des ressources naturelles et à la mise à profit des synergies entre acteurs publics et privés du Centre Yonne.

Contrat territorial pour le mobilier usagé

Spécimen

Numéro de contrat :

Contrat territorial pour le mobilier usagé

ENTRE:

< dénomination et forme juridique de la personne publique**>**

Adresse du siège :
Code postal et Ville :

N° INSEE :
N° SINOE :

titulaire de la (des) compétence(s) :
représenté(e) par <nom et titre> :
autorisée à conclure le Contrat par la délibération numéro < > du < >,

désignée ci-après par « la Collectivité »,

D'UNE PART,

ET

Eco-mobilier, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 538 495 870, dont le siège social est situé 50 avenue Daumesnil, 75012 Paris, agréée en tant qu'éco-organisme au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement,
représentée par Dominique Mignon, Présidente,

désignée ci-après par « **Eco-mobilier** »,

D'AUTRE PART,

*La Collectivité et Eco-mobilier sont ci-après individuellement dénommés une « **Partie** » et ensemble les « **Parties** ».*

Fait en deux exemplaires originaux
Le..... Le.....

Pour la Collectivité
Le Président
Prénom Nom

« Lu et approuvé » et signature

Pour Eco-mobilier
La Présidente
Dominique Mignon

« Lu et approuvé » et signature

Specimen

ARTICLE LIMINAIRE ET DEFINITIONS

Eco-mobilier est un éco-organisme, créé à l'initiative des fabricants et distributeurs de mobilier, pour répondre collectivement à la règlementation issue du décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement.

Pour répondre aux objectifs de collecte et de valorisation issus de l'arrêté du 27 novembre 2017 portant le cahier des charges, Eco-mobilier propose aux collectivités territoriales compétentes de conclure le présent contrat, qui prévoit la mise en œuvre d'une collecte séparée, en accord avec la collectivité, et la mise en place de soutiens financiers aux déchets d'éléments d'ameublement collectés non séparément et traités par la collectivité.

Pour les collectivités concernées, il est nécessaire d'organiser une transition harmonieuse entre les périodes d'agrément 2013-2017 et 2018-2023, afin de réduire les tâches administratives et d'éviter les interruptions de collecte. A cette fin, il est nécessaire de clarifier et préciser certaines des dispositions contractuelles de la période 2013-2017.

Ainsi, dans le cadre du contrat-type 2013-2017 et du contrat-type 2018, les soutiens financiers ont été versés pour la collecte et/ou le traitement à chaque semestre échu. Le cahier des charges pour la période 2018-2023 prévoit un versement annuel des soutiens financiers, en année N pour l'année N-1. Considérant que cette disposition du cahier des charges 2018-2023 entraînerait un double paiement pour l'année 2018 et l'absence de paiement pour l'année 2023, les Parties déclarent expressément accepter que les soutiens demeurent calculés sur le semestre échu en année N.

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans l'extranet et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- **L'Arrêté :** l'Arrêté ministériel du 27 novembre 2017 portant cahier des charges d'agrément relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des DEA en application des articles L. 541-10, R. 543-240 et suivants du code de l'Environnement.
- **Contenant :** désigne les bennes et/ou tout autre contenant destinés à la gestion des DEA, y compris les contenants pour les Articles de literie
- **DEA**: Déchets d'éléments d'ameublement.
- **La Collectivité** : la Collectivité signataire du Contrat.
- **Déchèterie :** déchèterie définie à l'article 1-2 de l'annexe 1
- **Autres collectivités** : les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.
- **Collecte séparée :** désigne la collecte séparée des DEA
- **Collecte non séparée** : désigne la collecte non séparée de DEA
- **Extranet** : désigne le système d'information collecte
- **Entités de l'ESS** : associations et entreprises de l'économie sociale et solidaire agissant dans le domaine de la réutilisation et favorisant la prévention, notamment au travers du réemploi.
- **Le Contrat** : désigne le Contrat territorial pour le mobilier usagé et ses annexes, et ses éventuels avenants
- **L'Extranet** : portail internet mis à disposition de la Collectivité par Eco-mobilier permettant la gestion administrative, opérationnelle et financière du Contrat,
- **TERRITEO** : portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.
- **Formation DEA** : formation transversale de la commission consultative de l'article D541-6-1 VI du code de l'environnement spécifique aux DEA
- **Articles de literie :** désigne les produits rembourrés d'assise et de couchage (PRAC)
- **Opérateur** désigne le prestataire d'Eco-mobilier chargé de l'enlèvement des DEA
- **Règlementation :** toute disposition juridique normative générale ou individuelle en vigueur
- **Périmètre :** désigne le territoire de la Collectivité et des Autres collectivités couvert par le Contrat

Spécimen

- **Représentant :** désigne les représentants des collectivités territoriales ou leurs groupements tel que représentés dans la Formation DEA.
- **Liquider/liquidation** désigne la détermination du montant des soutiens financiers portée sur la pro forma des soutiens téléchargeables dans l'Extranet
- **Bordereau de transport** désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce

Etant entendu qu'il a été proposé par Eco-mobilier et accepté dans le cadre du nouvel agrément de fusionner le Contrat territorial de collecte du mobilier et la Convention de soutien financier proposés par Eco-mobilier dans la période 2013-2017, en un seul Contrat, et qu'il est nécessaire d'adapter le contrat-type aux exigences du cahier des charges de la période 2018-2023. Les conditions générales du contrat-type 2019-2023 sont les suivantes.

Spécimen

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre Eco-mobilier et les Collectivités, dans le cadre de l'Arrêté.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs de DEA pour toute la période 2019-2023 de l'agrément d'Eco-mobilier.

Article 2 : ENGAGEMENTS D'ECO-MOBILIER VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

Article 2.1 : Collecte séparée dans les Déchèteries

Eco-mobilier s'engage à mettre en œuvre la Collecte séparée sur les Déchèteries du Périmètre, conformément aux annexes 1 et 2. Les informations concernant les déchèteries sont transmises par la Collectivité à Eco-mobilier via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, Eco-mobilier s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants pour la Collecte séparée,
- organiser l'enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- Liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation.

Pour les Déchèteries qui peuvent être équipées, par Eco-mobilier, de Contenants dédiés pour la Collecte séparée mais qui n'ont pas été encore équipées au 1er janvier 2019, l'équipement des Déchèteries concernées est organisé selon un plan de déploiement, intégré à l'Extranet, et selon une analyse élaborée conjointement avec la Collectivité, dans les 3 mois qui suivent la date de signature du Contrat.

L'équipement des Déchèteries est planifié, dans le cadre du plan de déploiement mentionné à l'alinéa précédent, dans les 6 mois qui suivent la date de signature du Contrat ou au-delà sur demande explicite de la Collectivité, sauf si l'analyse conjointe montre que la faisabilité technique nécessite un délai plus long. Lorsqu'un plan de déploiement a été adopté dans la période d'agrément 2013-2017, ou en 2018 et sauf demande contraire de la Collectivité, il continue à s'appliquer pendant la période d'agrément 2019-2023.

Eco-mobilier propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

Article 2.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et en porte à porte

Article 2.2.1: Principes

Eco-mobilier s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3, les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- déchèteries publiques du Périmètre fixes et points de collecte temporaires du Périmètre (point de collecte mobile, évènementielle, , ...), collectant et valorisant non séparément des DEA, visés à l'article 1.2 de l'annexe 1.

Spécimen

- dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à article 1.3 de l'annexe 1 (collecte régulière en porte à porte ou sur appel). Les collectes de dépôts sauvages (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants) sont exclues du champ d'application du Contrat.

Article 2.2.2: Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'Annexe 5, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par Eco-mobilier conformément aux dispositions de l'annexe 5.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par Eco-mobilier à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations de Contenants en Collecte non séparée diligentée par Éco-mobilier, la Collectivité facilite, à Eco-mobilier ou à toute personne mandatée par Eco-mobilier, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

Article 2.3 : Maillage territorial

Pour tenir compte des objectifs de maillage pour la collecte des DEA, en fonction des paramètres rappelés dans l'Annexe 2, en cas de déficit du maillage, Eco-mobilier propose la mise en place ou la participation à la mise en place de collectes complémentaires, conformément à cette même Annexe, après en avoir étudié les modalités avec la Collectivité et sous réserve que celle-ci accepte, en fonction des spécificités et des besoins du territoire, et des autres dispositifs de collecte pré-existant sur ce territoire.

Article 2.4 : Optimisation du schéma opérationnel

Dans certaines collectivités locales dont les déchèteries disposent de la disponibilité foncière sur le site, Eco-mobilier peut proposer par avenant au Contrat le déploiement d'un schéma alternatif de collecte.

Eco-mobilier peut proposer à la Collectivité, après concertation avec celle-ci, par avenant au Contrat le déploiement d'un schéma alternatif de collecte spécifique à la Collectivité.

Specimen

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS D'ECO-MOBILIER

Article 3.1: Dispositions générales

L'Arrêté fixe des prescriptions respectées par Eco-mobilier dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour Eco-mobilier de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière[1].

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre le titulaire de l'agrément et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs règlementaires de recyclage et de valorisation des DEA, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions des article 3.2, 3.3 et 3.4 du Contrat, de manière à permettre à Eco-mobilier de respecter ses obligations au titre de son agrément.

Article 3.2: Collecte séparée dans les Déchèteries

Mise en place de la Collecte séparée
La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée.

Gestion de la Collecte séparée
Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par Eco-mobilier exclusivement pour la collecte des DEA, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à Eco-mobilier ou à l'Opérateur.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations d'Eco-mobilier, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par Eco-mobilier.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf prélèvements en vue de réutilisation, effectués conformément à l'article 7. La Collectivité fournit à Eco-mobilier les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'enlèvement, conformément à l'Annexe 2.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à Eco-mobilier le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Règlementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe Eco-mobilier et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et Eco-mobilier s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'enlèvement, retard de l'Opérateur, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison

[1] "*Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA [...]*".

Spécimen

des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par Eco-mobilier, visé au 1.4 de l'annexe 1, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de collecte et à accompagner Eco-mobilier dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise Eco-mobilier à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise Eco-mobilier, ou toute personne mandatée par Eco-mobilier, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images. Eco-mobilier s'engage à informer la Collectivité préalablement. Eco-mobilier s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété d'Eco-mobilier et peuvent être exploitées par Eco-mobilier ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par Eco-mobilier à la Collectivité.

Article 3.3 : Collecte non séparée

Article 3.3.1: Organisation de la collecte et du traitement

La Collectivité organise la Collecte non séparée, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA.

Article 3.3.2 : Traçabilité des DEA et des déchets issus d'une Collecte non séparée

La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui en sont issus, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à Eco-mobilier, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via l'Extranet, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 5.4 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

Article 3.4 : Collecte des déchets des détenteurs professionnels

Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par Eco-mobilier et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité.

Article 3.5 : Non-respect des engagements de la Collectivité

Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définie au Contrat, Eco-mobilier peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne qu'à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit d'Eco-mobilier à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. La Collectivité est invitée à faire part de ses observations par écrit. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par Eco-mobilier.

Spécimen

Article 3.6 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité

Sans préjudice de l'article 12, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer Eco-mobilier de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents d'Eco-mobilier par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

Article 4 : COMMUNICATION

Eco-mobilier accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité nécessaires à la mise en œuvre de la Collecte séparée. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet d'Eco-mobilier ou l'Extranet.

Eco-mobilier favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par Eco-mobilier.

Article 5 : DECLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS

Article 5.1: Soutiens financiers

Cas général

Eco-mobilier s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 et aux dispositions du présent article.

Déclaration Collecte non séparée

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans l'Extranet, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,

Spécimen

- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5.

Par dérogation à l'alinéa précédent pour le 1er semestre 2019, la Collectivité dispose d'un délai jusqu'à fin 2019 pour soumettre sa déclaration.

Au terme de chaque semestre civil, Eco-mobilier dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A12 de l'annexe 3).

Par dérogation à l'alinéa précédent, Eco-mobilier dispose de 92 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A12 de l'annexe 3) relative au 1er semestre 2019.

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, Eco-mobilier dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par Eco-mobilier le sont par période semestrielle échue.

Article 5.2: Paiement des soutiens

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par Eco-mobilier. Les soutiens Liquidés sont versés par Eco-mobilier dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par Eco-mobilier.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 15.

Le paiement des soutiens par Eco-mobilier est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont Eco-mobilier pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

Article 5.3: Rapport d'activités

Pour la Collecte séparée, Eco-mobilier met à disposition de la Collectivité au travers de l'Extranet les données relatives aux enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par Eco-mobilier.

Eco-mobilier dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par Eco-mobilier et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via l'Extranet, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

Spécimen

Article 5.4: Dématérialisation

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via l'Extranet.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans l'Extranet.

Article 6 : RECOURS A DES TIERS

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce qu'Eco-mobilier puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la collecte et le cas échéant les enlèvements et le traitement des DEA.

Article 7 : RECOURS AUX ACTEURS DU REEMPLOI ET DE LA REUTILISATION

L'Arrêté prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Entités de l'ESS.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec une entité de l'ESS, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des DEA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par une Entité de l'ESS ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à Eco-mobilier la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des entités de l'ESS concernées par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Entités de l'ESS hors des déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Entités de l'ESS, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

Article 8 : RESPONSABILITES, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIETE DES DECHETS

Article 8.1: Collecte séparée

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du code de l'environnement jusqu'à leur enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur enlèvement par Eco-mobilier, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à Eco-mobilier, la cession des DEA par la Collectivité à Eco-mobilier ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la règlementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement sur le SI collecte d'Eco-mobilier et d'une procédure d'isolement au plus

Spécimen

tard lors de la première rupture de charge sur le site du prestataire intervenant pour Eco-mobilier. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs conservent seuls la possession des Contenants mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Contenants ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

Article 8.2: Collecte non séparée

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Article 8.3: Disposition commune à la Collecte séparée et à la Collecte non séparée

Sans préjudice des articles 8.1 et 8.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 8.1 et 8.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de l'annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

Article 9 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et Eco-mobilier prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543-248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi, la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

Article 10 : CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les données et informations de la Collectivité transmises à Eco-mobilier par la Collectivité lors de l'exécution du Contrat sont confidentielles, sauf lorsque la Collectivité les rend elle-même publiques. La Collectivité est libre de l'exploitation et de la publication de ces données et informations. Eco-mobilier peut faire toute utilisation de ces données et informations pour ses besoins internes, et peut les conserver sans limite à l'expiration du Contrat. Eco-mobilier peut diffuser ces données et informations sous forme agrégée.

La Collectivité transmet ses données au portail TERRITEO et autorise la transmission par Eco-mobilier des données et informations administratives à TERRITEO. La Collectivité permet également à Eco-mobilier de transmettre les données et informations demandées par l'ADEME et les Conseils Régionaux, conformément aux exigences de l'Arrêté, ainsi qu'à toute personne publique à laquelle il est fait obligation légale ou règlementaire à Eco-mobilier de transmettre ces données et informations. Dans ce dernier cas, Eco-mobilier informe la Collectivité de cette nouvelle obligation. Eco-mobilier peut enfin rendre public ses résultats consolidés de collecte séparée et non séparée.

Article 11 : CONTROLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser Eco-mobilier de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

spécimen

Eco-mobilier peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux de ses prestataires de collecte, d'enlèvement et de traitement des déchets et ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournies par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle d'Eco-mobilier conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par Eco-mobilier, le mois qui précède le semestre audité préalablement à sa déclaration.

Le tiers diligenté par Eco-mobilier procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures...) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à Eco-mobilier ou au tiers mandaté par Eco-mobilier à cet effet, Eco-mobilier informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, Eco-mobilier s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par Eco-mobilier, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à Eco-mobilier en vue du calcul du soutien tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT

Article 12.1: Modification des conditions générales et de leurs annexes

Les conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées par Eco-mobilier. Ces modifications sont présentées par Eco-mobilier dans le cadre d'une concertation avec les Représentants.

Eco-mobilier notifie à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un mois avant sa prise d'effet. En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec Eco-mobilier, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à Eco-mobilier.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'enlèvement, de déclaration ou d'utilisation de l'Extranet, peuvent être modifiées par Eco-mobilier avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

Spécimen

Article 12.2: Modification des conditions particulières du Contrat

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard deux mois avant sa prise d'effet, avec les justificatifs correspondants. Eco-mobilier prend connaissance et met à jour l'Extranet à partir de ces données.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Article 12.3: Autres modifications du Contrat

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

Article 13 : DEMANDE DE CONTRAT, PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DU CONTRAT

Article 13.1: Demande de contrat et prise d'effet

Conformément à l'article 1127-1 du code civil, il est précisé que pour conclure un Contrat, la Collectivité doit informer Eco-mobilier de son intention de conclure un Contrat. Cette déclaration d'intention, qui ne lie aucunement la Collectivité, lui permet de recevoir des codes d'accès à l'Extranet et un mode d'emploi en vue de télécharger les formulaires utiles, de s'informer sur la Collecte séparée et la Collecte non séparée, et de saisir l'ensemble des conditions particulières dans l'Extranet et de communiquer tous les justificatifs nécessaires à sa demande de Contrat.

Il est expressément précisé que l'Extranet est un moyen de communication d'informations et de documents. Le Contrat n'est pas formé via l'Extranet. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation de l'Extranet et de TERRITEO, consultables sur ces portails, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande et après vérification des rubriques de l'Extranet dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, Eco-mobilier dispose d'un délai de 15 (quinze) jours ouvrés pour vérifier que la demande est complète, ou informer la Collectivité par l'Extranet que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet. Le Contrat est conclu dans les conditions visées à l'article 16.1 ci-dessous.

Article 13.2: Durée du Contrat

13.2.1.- L'Arrêté ne pouvant avoir pour effet d'interrompre la collecte à chaque renouvellement d'agrément, les Parties déclarent expressément interpréter la disposition du cahier des charges "*Le contrat prend fin de plein droit à la fin de l'agrément du titulaire. Il prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait de l'agrément du titulaire*", qui reprend les termes de l'article 1187 du code civil, comme une clause de caducité du Contrat, pour défaut d'agrément au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement.

13.2.2.- Le Contrat prend fin au plus tard le 31 décembre 2023.

Il peut prendre fin avant cette date dans les conditions précisées à l'article 14.

Par exception, les dispositions visées à l'article 3.2 de l'annexe 3 doivent donner lieu à la signature d'un avenant au plus tard le 1er janvier 2021.

Spécimen

13.2.3.- Le Contrat devient caduc et prend fin de plein droit en cas de retrait de l'agrément délivré à Eco-mobilier au titre de l'article R 543-252 du code de l'environnement quelle que soit la cause de ce retrait.

L'annulation ou la déclaration de nullité de l'agrément d'Eco-mobilier met également fin au Contrat à la date du jugement annulant ou déclarant nul l'agrément d'Eco-mobilier, sans préjudice du droit des parties de faire constater la nullité ou demander l'annulation du Contrat.

Eco-mobilier s'engage à informer la Collectivité dans les meilleurs délais de la caducité du Contrat.

13.2.4.- Les cas précédents n'épuisent pas toutes les causes de caducité consécutives aux restructurations et modifications des structures de coopération intercommunale.

13.2.5.- Aucune disposition du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant Eco-mobilier à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir Eco-mobilier responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

Article 13.3: Application rétroactive

Les dispositions relatives aux soutiens, et aux conditions techniques du Contrat sont, nonobstant son entrée en vigueur, appliquées rétroactivement au 1er janvier 2019, du Contrat dès lors :

- Que la Collectivité disposait d'un contrat territorial de collecte du mobilier en vigueur et opérationnel au 31 décembre 2018,
- Que la date de signature du Contrat par la Collectivité est antérieure au 31 décembre 2019.

Article 14 : RESILIATION DU CONTRAT

Sans préjudice du cas de résiliation prévu à l'article 12.1, la Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis de trois mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée.

En cas de manquement grave, la Collectivité peut également résilier le Contrat à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à Eco-mobilier d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée sans effet.

Article 15 : REGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant un comité de coordination avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social d'Eco-mobilier.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

Article 16 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

16.1 Chaque Partie conclut le Contrat en ligne sur l'Extranet.

La conclusion du Contrat est réalisée conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code civil.

Spécimen

Les modalités du processus global d'adhésion électronique en ligne et de dématérialisation mis en place par Eco-Mobilier dans le cadre du Contrat sont définies en annexe 6.

Les informations renseignées par la Collectivité au sein de l'Extranet sous sa responsabilité feront foi entre les Parties et seront opposables aux tiers.

La Collectivité accepte expressément d'adhérer au Contrat par voie électronique à l'exclusion de tout autre moyen.

A titre strictement exceptionnel, sur demande dûment motivée réalisée par la Collectivité auprès d'Eco-mobilier, et notamment compte tenu de contraintes inhérentes à l'utilisation de l'outil informatique, une procédure de contractualisation sous format papier pourra être mise en œuvre.

16.2 Il est précisé qu'Eco-mobilier s'est dotée d'outils (Extranet) permettant la dématérialisation des échanges avec les Collectivités et la conclusion de tout accord entre Eco-Mobilier et les Collectivités. De convention expresse conformément à l'article 1368 du Code civil, les Parties reconnaissent une valeur probante à tout accord et échange conclu et réalisé par ce biais.

16.3 Le Contrat est exclusivement constitué des documents suivants :

a) Les conditions générales de contractualisation avec Eco-mobilier
b) Les annexes aux conditions générales de contractualisation avec Eco-mobilier suivantes :
   Annexe 1 - Périmètre du Contrat
   Annexe 2 - Conditions techniques et niveaux de servies
   Annexe 2A – Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants
   Annexe 3 - Barème de soutiens
   Annexe 4 – Communication
   Annexe 5 – Caractérisations, Bilans matières et justificatifs
   Annexe 6 - Dématérialisation

L'ensemble des annexes référencées sont disponibles via l'Extranet d'Eco-mobilier. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de ces annexes préalablement à la conclusion du Contrat.

Spécimen

Annexes au contrat territorial pour le mobilier usagé

Spécimen

ANNEXE 1 PERIMETRE DU CONTRAT

1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. Eco-mobilier mettra à disposition une fiche dans l'Extranet sur l'utilisation opérationnelle

1.2 Les déchèteries du Périmètre

1.2.1.- Nonobstant les collectivités territoriales du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par Eco-mobilier, d'enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part d'Eco-mobilier, que les déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

1.2.2.- Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (déchèterie dite "*désactivée*"), dans un délai fonction de la gravité des manquements et d'au plus 15 jours, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la déchèterie, pour Eco-mobilier les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de contenants ou aux enlèvements de DEA dans le cadre de la collecte séparée.

1.2.3.- Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :
- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO Eco-mobilier, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 2.2.2 du Contrat,
- les modalités d'enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

Spécimen

1.3 Les collectes en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités territoriales du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part d'Eco-mobilier, que les collectes régulières d'encombrants en porte à porte ou sur appel. Sont notamment exclus des dispositifs de collecte du Contrat les déchets des collectes de propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants).

1.4 Autres points de collecte

1.4.1 En cas de déficit de maillage, des collectes complémentaires telles que définies à l'article 2.3 de l'annexe 2 peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et Eco-mobilier.

1.4.2 En cas de maillage suffisant, la Collectivité et/ou Eco-mobilier peuvent proposer des modalités d'organisation de collecte dans une recherche de performance. En cas d'accord des Parties, cela donnera lieu à un avenant.

Spécimen

ANNEXE 2 : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

2.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie

2.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée

La Collectivité et Eco-mobilier définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'un Contenant dédié à la Collecte séparée, dans le cadre du Plan de déploiement de l'article 2.1 du Contrat.

2.1.2 Engagements de la Collectivité

2.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de déchèteries
ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement du Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
iii) Si la Déchèterie est dotée par Eco-mobilier d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

vii) Les Contenants dédiées fournies par Eco-mobilier lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les DEA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article n°11 du Contrat.

2.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'enlèvement au travers de l'Extranet conformément aux critères d'enlèvement suivant :

i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément à l'article 5.3.2.2 du cahier des charges[2] .
ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage). Toutefois, Eco-mobilier autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conformément aux consignes de tri disponibles sur l'Extranet
iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'enlèvement du Contenant par l'Opérateur, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de

[2] " *Le titulaire veille à minimiser l'impact sur l'environnement et la santé, notamment les émissions de gaz à effet de serre liées aux opérations d'enlèvement*"

Spécimen

l'enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans l'Extranet.

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur sur l'Extranet lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par Eco-mobilier. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur à la livraison sur son site et saisie dans l'Extranet. Le respect du critère iv) est attesté par Eco-mobilier lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs.

Le non-respect des critères d'enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur, entraine l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A12 du 3.2 de l'annexe 3.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux enlèvements, émis conformément au 2.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par Eco-mobilier.

2.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par Eco-mobilier avant l'enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

2.1.2.4 Sur demande d'Eco-mobilier et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par Eco-mobilier. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des Articles de literie avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

2.1.3 Engagements d'Eco-mobilier

2.1.3.1 Suivant le Plan de déploiement découlant de l'article 2.1 du Contrat, Eco-mobilier s'engage à équiper d'un Contenant de 30 m3 minimum pouvant être muni d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande d'Eco-mobilier et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie en haut-de-quai. Eco-mobilier transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie est organisée par la Collectivité avec Eco-mobilier (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur pour procéder aux dotations en Contenants et aux enlèvements.

2.1.3.2 Eco-mobilier s'engage à réaliser les enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 2.A.

2.1.3.3 Eco-mobilier s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'enlèvement.

2.1.3.4 Eco-mobilier s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'enlèvement et des conditions d'enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du comité de concertation avec les Représentants.

2.1.4 Engagements communs

En cas de récurrence d'enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 2.1.2.2, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

spécimen

2.1.5 Cas particulier des Déchèteries en Collecte séparée collectant 30 tonnes ou moins par an

Dans le cas où la Déchèterie en Collecte séparée collecte 30 tonnes ou moins par an de DEA, les Parties réalisent un diagnostic sur la qualité, la performance et le coût de la collecte dans cette Déchèterie. A l'issue de ce diagnostic, les Parties devront retenir l'une des options suivantes :

. Maintenir la Déchèterie dans le dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie est alors équipée d'un Contenant et fait l'objet de soutiens à la Collecte séparée. Cette Déchèterie est prise en compte dans le maillage de points de collecte d'Eco-mobilier :
. Sortir la Déchèterie du dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie n'est pas équipée, elle fait l'objet des soutiens à la Collecte non séparée conformément au A11 du 3.3 de l'annexe 3, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2.2.2.2 des présentes. La déchèterie est comptabilisée dans le maillage des points de collecte d'Eco-mobilier.
. Sortir la Déchèterie du dispositif de Collecte séparée : la Déchèterie n'est pas équipée, elle ne fait l'objet ni des soutiens à la Collecte séparée ni des soutiens à la Collecte non séparée. La déchèterie n'est pas comptabilisée dans le maillage. Le cas échant, Eco-mobilier sera amené à proposer des collectes complémentaires ou d'autres types de collecte visées au 1.4 du Contrat sur le territoire de la Collectivité pour répondre à son objectif de maillage de point de collecte.

Par exception, les Déchèteries qui disposent d'un Contenant depuis moins de 12 mois ne sont pas concernés.

2.2-Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément

2.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées d'un Contenant dédié à la Collecte séparée ou dans l'attente de l'équipement d'un Contenant dédié à la Collecte séparée dans le cadre du Plan de déploiement de l'article 2.1 du Contrat ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 ci-dessus font partie du dispositif de Collecte non séparée.

2.2.2 Engagements de la Collectivité

2.2.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

i) Présence d'un dispositif antichute adapté
ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 11 du Contrat.

2.2.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur l'Extranet et validées par Eco-mobilier et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 11 du contrat.

2.3 Collectes complémentaires

Le maillage de la collecte pour les ménages répond à deux critères complémentaires :
- 91 % de la population française desservie à fin 2020 et 95 % d'ici à la fin de l'agrément ;
- Un nombre de points accessibles aux ménages correspondants.

Specimen

Dès lors, pour chacun des territoires sous contrat, Éco-mobilier prend en compte dans le maillage :
- les déchèteries équipées de la collecte séparée des DEA ;
- les déchèteries qui ne collectent pas séparément les DEA mais qui recyclent ou valorisent les flux contenant les DEA.

En cas déficit de maillage, Éco-mobilier doit proposer des services de collectes complémentaires aux collectivités.

2.3.1 Engagements d'Eco-mobilier

Les objectifs de maillage de l'Agrément sont rappelés ci-après. Ils pourront être revus par les ministères signataires dans les conditions prévues par l'article 4.3.2.2 du cahier des charges.

Typologie de territoires	Sans dispositif de collecte en porte à porte	Avec dispositif de collecte en porte à porte
Zone rurale (densité < 70 hab/km²)	1 point par tranche complète de 7 000 habitants	
zone semi-urbaine (densité ≥ 70 hab/km² et < 700 hab/km²)	1 point de collecte par tranche complète de 12 000 habitants	1 point de collecte par tranche complète de 15 000 habitants
zone urbaine (densité ≥ 700 hab/km²)	1 point de collecte par tranche complète de 25 000 habitants	1 point de collecte par tranche complète de 50 000 habitants

Eco-mobilier comptabilisera dans le maillage les Déchèteries en Collecte séparée, en Collecte non séparée et satisfaisant aux conditions du 2.2.2.2 de la présente annexe, les dispositifs de collecte en porte-à-porte visés à l'article 1.3 ci-dessus satisfaisant aux conditions du 2.2.2.2 de la présente annexe.

En cas de déficit identifié de points de collecte au regard de l'objectif de maillage du cahier des charges et partagé par les Parties, Eco-mobilier mettra en place des collectes complémentaires. Sur demande de la Collectivité, Eco-mobilier s'engage à proposer à la Collectivité de participer à ces collectes complémentaires que la Collectivité a mis en place ou souhaite mettre en place.

2.3.2 Engagements de la Collectivité

La Collectivité s'engage à participer à l'analyse conjointe de la densité du maillage. La Collectivité accepte que ses dispositifs de collecte inclus dans le Périmètre du Contrat puissent être pris en compte dans le maillage (géolocalisation des dispositifs de collecte sur une carte mise en ligne par Eco-mobilier, ses partenaires ou ses adhérents).

Sous réserve de l'accord de la Collectivité pour la mise en place de collecte complémentaires, la Collectivité s'engage à obtenir les autorisations règlementaires nécessaires à ces collectes complémentaires, si nécessaire.

2.4 Informations et suivi opérationnel

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans l'Extranet en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par Eco-mobilier dans un délais de 10 (dix) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, Eco-mobilier valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à Eco-mobilier à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que de la suite qui en est réalisé par Eco-mobilier (validation ou rejet).

Specimen

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur en charge de l'enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteinte les seuils de remplissage du Contenant et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par Eco-mobilier, l'obligation du i) du 2.1.2.2 n'est pas applicable.

Spécimen

ANNEXE 2-A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT AU REMPLISSAGE DES CONTENANTS DE COLLECTE SEPAREE

Cette annexe défini les conditions d'enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par Eco-mobilier en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'enlèvement.

a) Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du comité de concertation avec les Représentants.

Après information du comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 du Contrat.

Les conditions d'enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre Eco-mobilier et les Opérateurs. Le comité de concertation avec les Représentants sera informé par Eco-mobilier de l'élaboration des clauses relatives aux enlèvements en déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs. Eco-mobilier, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du comité de concertation avec les Représentants.

b) Fixation des conditions d'enlèvement

L'organisation et les fréquences d'enlèvement sont fonction du niveau d'activité de chaque déchèterie : Il existe trois niveaux d'activités, suivant les quantités de DEA à collecter par déchèterie. Les modalités de collecte sont déterminées initialement, puis révisées périodiquement, si nécessaire, en concertation entre Eco-mobilier et la Collectivité, en fonction des quantités annuelles collectées ou des prévisions de collecte :

Rythme de collecte	**Quantités de DEA annuelles par déchèterie**	**Enlèvement (hors jours fériés*)**	
		Du lundi au vendredi**	**Le samedi**
N1	Jusqu'à 300 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour le lendemain sur la demi-journée souhaitée	Après validation préalable des parties, demande d'enlèvement Le vendredi avant 12h00
N2	De 301 à 600 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour un enlèvement le lendemain sur la demi-journée souhaitée	
N3	Au-delà de 601 tonnes	Demande d'enlèvement la veille avant 12h00 pour un enlèvement le lendemain sur la demi-journée souhaitée ou Possibilité dans certain cas de tournée(s) quotidienne(s) planifiée(s) l'Opérateur	

*Les demandes pour les lendemains de jours fériés sont à effectuer le jour ouvré précédent avant 12h00
**Les demandes pour un enlèvement le lundi sont à effectuer le vendredi avant 12h00.

Specimen

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans l'Extranet.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'opérateur et Eco-mobilier feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

c) Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements

C.1 Ajout d'un second Contenant

Sur demande de la Collectivité et sous réserve de la faisabilité technique et de la disponibilité foncière pour l'entreposage, Eco-mobilier peut doter les Déchèteries, d'un second Contenant pour les DEA. Le fonctionnement sur deux Contenants permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de Ce contenant.

La mise en place de ce second Contenant doit permettre à une Collectivité d'atteindre le seuil moyen si elle ne l'atteint pas et/ou d'éviter les débordements. Dans le cas où au bout de 6 mois, le seuil moyen collecté par Contenant n'est pas atteint, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par Eco-mobilier.

C.2 Mise en place de planning d'enlèvement

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre Eco-mobilier, l'Opérateur et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'enlèvement). Le planning est alors formalisé dans l'Extranet afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

Spécimen

ANNEXE 3 – BAREME DE SOUTIENS

3.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle[3], ces montants sont appliqués *prorata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte d'Eco-mobilier.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

3.2 Soutiens financiers pour la Collecte séparée (article 2.2 du Contrat) 2019 et 2020

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du cahier des charges et aux annexes 1 et 2 du contrat	Montant 2019/2020	Justificatifs et mode de calcul
A11.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et au 2.1.2.1 de l'Annexe 2	2 500 € par an par point	Saisie des données dans l'extranet et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié
A12.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la collecte séparée des DEA proportionnels aux quantités de DEA	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis au du 2.1.2.2 de l'Annexe 2	20 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A13.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,10 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 5.

[3] Cf. annexe A du cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Spécimen

3.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée prise en charge par la Collectivité

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du cahier des charges et aux annexes 1 et 2 du contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A21.	Forfait déchèterie (déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la collecte non séparée des DEA	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et au 2.2.2.2 de l'Annexe 2	1 250 € par an par point	Saisie des données dans l'extranet et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié
A221.	Part variable relative au recyclage	Soutien au recyclage des DEA collectés en déchèterie	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	65 € par tonne de DEA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans l'extranet conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
		Soutien au recyclage des DEA collectés en porte à porte	Collecte en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	115 € par tonne de DEA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	
A222.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1	Soutien à la valorisation R1 des DEA collectés en déchèterie	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	35 € par tonne de DEA valorisée (1) pour le flux bois 60 € par tonne de DEA valorisée (1) pour le flux tout venant	Saisie des données dans l'extranet conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
		Soutien à la valorisation R1 des DEA collectés en porte à porte	Collecte en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	80 € par tonne de DEA valorisée (1)	
A13.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,05 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 5.

(1) La valorisation R1 des DEA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.
Les quantités de DEA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 2.2.2 du contrat. Lorsque les flux contenant les DEA collectés non séparément font l'objet d'un process de tri, le bilan matières applicable à la fraction DEA est calculé en application de l'Annexe 5.

Specimen

ANNEXE 4 – COMMUNICATION

Eco-mobilier accompagne les collectivités dans la communication de proximité destinée à présenter la collecte et le recyclage des meubles usagés : mise en place de la signalétique, communication vers les habitants.

Eco- mobilier propose à la Collectivité des outils de communication clefs en main, qui permettent d'unifier la communication aux habitants sur l'ensemble du territoire national, de façon à ce que la Collectivité puisse les utiliser sans les concevoir ou les développer directement.

Parmi ces outils de communication, Eco-mobilier propose sur le site eco-mobilier.fr ou sur l'Extranet :

i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la collecte, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation énergétique du mobilier usagé,
ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage…
iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage du mobilier usagé.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par Eco-mobilier, mis à disposition de la Collectivité sous format numérique. La Collectivité prend en charge l'achat d'espace (affichage, web…). Cet achat d'espaces pour diffuser ces outils de communication rentre dans l'assiette des soutiens information et communication de la Collectivité.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur l'Extranet. Dans le cas où la Collectivité utilise ces supports, elle transmet en fin de semestre de l'année N les justificatifs de l'année N et de l'année N-1 pour permettre l'application du barème de soutien comme défini dans l'annexe 3. Les justificatifs de l'année N-2 et plus sont caduques.

Spécimen

ANNEXE 5 - CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d'Eco-mobilier ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur l'Extranet.

5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un opérateur sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de déchèterie, flux bois de déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de déchèterie ou flux bois de déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

Spécimen

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par Eco-mobilier lors des contrôles.

5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans l'Extranet Eco-mobilier la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

Si le process de tri déclaré est de type Chaine de tri (présence d'un tapis de tri, overbande magnétique, ...) ou machine automatique de tri une réallocation de 10 points de pourcentage de la fraction refus au prorata des fractions valorisées est appliquée par Eco-mobilier pour le calcul des soutiens sur la base du bilan matière déclaré par la collectivité dans l'Extranet

Pour les autres process de tri ou les autres modalités de calcul et de justification du bilan matière aucun réallocation de refus n'est effectué par Eco-mobilier. Le bilan matière pris en compte pour le calcul des soutiens est celui déclaré par la collectivité dans l'Extranet.

5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par Eco-mobilier, établies par ses opérateurs, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par Eco-Mobilier préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 du Contrat.
Les éléments à justifier auprès d'Eco-mobilier devront permettre de :

Spécimen

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

Eco-mobilier met à la disposition de La Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur l'Extranet.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des opérateur(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des opérateurs en contrat avec la collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination…),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 6.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par Eco-mobilier préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

* * *

Specimen

ANNEXE 6 - DEMATERIALISATION

Afin de signer électroniquement le Contrat, il sera demandé les nom, prénom et adresse mail du signataire.

Une fois la procédure de signature créée, le signataire sera redirigé de manière transparente vers le prestataire d'Eco-mobilier afin de signer électroniquement le Contrat. Durant la procédure de signature, il sera demandé au signataire de renseigner un "code de validation", reçu par mail. Ce code permettra de garantir que la personne engagée sur le Contrat correspond bien à la personne en charge de signer le document.

Il est possible dans le cadre de certains contrats de définir une délégation de signature. Le nom de la personne apparaissant sur le contrat (le signataire) sera par conséquent différente de la personne en charge de le signer électroniquement.

Pour cela, il est obligatoire de renseigner un document de type "Délégation de signature" permettant de garantir que le signataire autorise la personne définie en tant que délégué à signer et engager juridiquement la structure à sa place.

Spécimen

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006711400120	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE (3)

ANNEE 2019

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 22
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 23
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 24
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 25

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	29 000,00	29 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	29 000,00	29 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	60 900,00	60 900,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	60 900,00	60 900,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	89 900,00	89 900,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	480 950,00	0,00	-30 805,00	-30 805,00	450 145,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	80 000,00	0,00	-12 000,00	-12 000,00	68 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 300,00	0,00	10 905,00	10 905,00	12 205,00
Total des dépenses de gestion des services		**562 250,00**	**0,00**	**-31 900,00**	**-31 900,00**	**530 350,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**567 250,00**	**0,00**	**-31 900,00**	**-31 900,00**	**535 350,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*19 100,00*		*-19 100,00*	*-19 100,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 680,00*		*80 000,00*	*80 000,00*	*83 680,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***22 780,00***		***60 900,00***	***60 900,00***	***83 680,00***
TOTAL		**590 030,00**	**0,00**	**29 000,00**	**29 000,00**	**619 030,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	619 030,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	551 050,00	0,00	0,00	0,00	551 050,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**553 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 550,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	34,79	0,00	0,00	0,00	34,79
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**553 584,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 584,79**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*29 000,00*	*29 000,00*	*29 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***29 000,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
TOTAL		**553 584,79**	**0,00**	**29 000,00**	**29 000,00**	**582 584,79**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	36 445,21

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	619 030,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	54 680,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 200,00	0,00	31 900,00	31 900,00	205 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**173 200,00**	**0,00**	**31 900,00**	**31 900,00**	**205 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	13 100,00	0,00	0,00	0,00	13 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**13 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 100,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**186 300,00**	**0,00**	**31 900,00**	**31 900,00**	**218 200,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*29 000,00*	*29 000,00*	*29 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***29 000,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
TOTAL		**186 300,00**	**0,00**	**60 900,00**	**60 900,00**	**247 200,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	247 200,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	68,22	0,00	0,00	0,00	68,22
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**68,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68,22**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**68,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68,22**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*19 100,00*		*-19 100,00*	*-19 100,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 680,00*		*80 000,00*	*80 000,00*	*83 680,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***22 780,00***		***60 900,00***	***60 900,00***	***83 680,00***
TOTAL		**22 848,22**	**0,00**	**60 900,00**	**60 900,00**	**83 748,22**

+

408 sur 612

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**163 451,78**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**247 200,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**54 680,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-30 805,00		-30 805,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	-12 000,00		-12 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 905,00		10 905,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*80 000,00*	80 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-19 100,00*	-19 100,00
Dépenses d'exploitation – Total		**-31 900,00**	***60 900,00***	**29 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	29 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*29 000,00*	29 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	31 900,00	*0,00*	31 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**31 900,00**	***29 000,00***	**60 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	60 900,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*29 000,00*	29 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***29 000,00***	**29 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	29 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*80 000,00*	80 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*-19 100,00*	-19 100,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***60 900,00***	**60 900,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	60 900,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**480 950,00**	**-30 805,00**	**-30 805,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 350,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	300,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	414 050,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	5 200,00	0,00	0,00
618	Divers	35 800,00	-29 400,00	-29 400,00
6236	Catalogues et imprimés	2 050,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 200,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	20 000,00	-1 405,00	-1 405,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**80 000,00**	**-12 000,00**	**-12 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	80 000,00	-12 000,00	-12 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 300,00**	**10 905,00**	**10 905,00**
6541	Créances admises en non-valeur	1 300,00	10 905,00	10 905,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**562 250,00**	**-31 900,00**	**-31 900,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**567 250,00**	**-31 900,00**	**-31 900,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***19 100,00***	***-19 100,00***	***-19 100,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 680,00***	***80 000,00***	***80 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 680,00*	*80 000,00*	*80 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***22 780,00***	***60 900,00***	***60 900,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***22 780,00***	***60 900,00***	***60 900,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**590 030,00**	**29 000,00**	**29 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**29 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

413 sur 612

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**551 050,00**	**0,00**	**0,00**
703	Ventes de produits résiduels	10 750,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	458 900,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	81 400,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**2 500,00**	**0,00**	**0,00**
74	Subventions d'exploitation	2 500,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**553 550,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**34,79**	**0,00**	**0,00**
778	Autres produits exceptionnels	34,79	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**553 584,79**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*29 000,00*	*29 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**553 584,79**	**29 000,00**	**29 000,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**29 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**173 200,00**	**31 900,00**	**31 900,00**
2135	Installations générales, agencements	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	171 200,00	31 900,00	31 900,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**173 200,00**	**31 900,00**	**31 900,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**13 100,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	12 100,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**13 100,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**186 300,00**	**31 900,00**	**31 900,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*0,00*	*13 692,00*	*13 692,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*0,00*	*4 412,00*	*4 412,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*10 896,00*	*10 896,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***29 000,00***	***29 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**186 300,00**	**60 900,00**	**60 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**60 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**68,22**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	68,22	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**68,22**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**68,22**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***19 100,00***	***-19 100,00***	***-19 100,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 680,00***	***80 000,00***	***80 000,00***
28188	*Autres*	*3 680,00*	*80 000,00*	*80 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***22 780,00***	***60 900,00***	***60 900,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***22 780,00***	***60 900,00***	***60 900,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**22 848,22**	**60 900,00**	**60 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**60 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 6000.00 €	2017-03-23

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 12 100,00**	**29 000,00**	**II 29 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**12 100,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	12 100,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**29 000,00**	**29 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*29 000,00*	*29 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**41 100,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 22 848,22**	**60 900,00**	**VI 60 900,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**68,22**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	68,22	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**22 780,00**	**60 900,00**	**60 900,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres*	*3 680,00*	*80 000,00*	*80 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*19 100,00*	*-19 100,00*	*-19 100,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**83 748,22**	**0,00**	**163 451,78**	**0,00**	**247 200,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**41 100,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**247 200,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**206 100,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Attributions de compensation 2019

Attribution de compensation Fonctionnement

	AC historique	2019								
	(=)	(-)	(-)	(-)	(+)	(-)	(-)	(+)	(=)	
	AC Historique	Transfert Stade nautique **Rapport CLECT** du 26/06/2019	Transfert Compétence Urba **Rapport CLECT** Du 12/11/2018	Transfert ZAE 2019-2025 **Rapport CLECT** Du 4/7/ 2018	IFER Eoliennes 2019 15 % IFER base 2019	Services communs ADS SIG 2018 **Rapport CLECT** du 14/04/2016 Données 2018	Services Communs CA/VA **PROVISOIRE** Selon rapport commission mutualisation 12.11.2019	SPL 2019 **Rapport CLECT** du 27 mars 2018	***AC 2019***	12ème	
TOTAL	22 560 378,00	847 672	117 079,45	565 533,00	31 873,00	156 103,95	11 705 441,27	336 830,00	***9 537 251,33***	**792 807**	
APPOIGNY	872 808,00		2 375,00	29 962,00		11 143,04			***829 327,96***	69 111	
AUGY	67 913,00		4 079,00	1 436,00		3 575,34			***58 822,66***	4 902	
AUXERRE	15 997 355,00	847 672	16 000,00	381 479,00		96 571,32	11 705 441,27		***2 950 191,41***	245 849	*AC provisoire*
BLEIGNY-LE-CARREAU	37 397,00		675,00						***36 722,00***	3 060	
BRANCHES	32 841,00		4 702,71			1 823,61			***26 314,68***	2 193	
CHAMPS SUR YONNE	222 451,00		3 993,33	9 706,00		5 516,98			***203 234,69***	16 936	
CHARBUY	32 834,00		1 000,00			5 133,36			***26 700,64***	2 225	
CHEVANNES	61 603,00		3 000,00						***58 603,00***	4 884	
CHITRY	87 835,00		10 068,33		19 076,00				***96 842,67***	8 070	
GURGY	139 008,00		9 668,75	1 611,00					***127 728,25***	10 644	
LINDRY	136 892,00		4 095,67	995,00		4 414,39			***127 386,94***	10 616	
MONETEAU	3 392 239,00		2 375,00	114 443,00					***3 275 421,00***	272 952	
MONTIGNY-LA-RESLE	73 336,00		2 675,00			2 017,40			***68 643,60***	5 720	
PERRIGNY	375 810,00		3 000,00	8 820,00					***363 990,00***	30 333	
QUENNE	5 273,00		675,00		6 359,00				***10 957,00***		
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	95 760,00		8 741,67	719,00		3 939,55			***82 359,78***	6 863	
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES	289 954,00		2 375,00	7 775,00					***279 804,00***	23 317	
VALLAN	18 110,00		675,00			2 181,30			***15 253,70***		
VENOY	273 934,00		1 000,00	1 421,00	3 179,00				***274 692,00***	22 891	
VILLEFARGEAU	80 663,00		1 000,00			3 587,06			***76 075,94***	6 340	
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	33,00		2 675,00						***-2 642,00***		
COULANGES LA VINEUSE	5 874,00		0,00			2 505,12		59 148,00	***62 516,88***	5 210	
ESCAMPS	5 701,00		10 068,33		3 259,00	3 080,15		60 933,00	***56 744,52***	4 729	
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	144 032,00		675,00	1 321,00		1 965,85		48 638,00	***188 708,15***	15 726	
GY-L'EVEQUE	1 948,00		675,00			1 597,43		30 920,00	***30 595,57***	2 550	
IRANCY	1 682,00		675,00			1 097,02		19 267,00	***19 176,98***	1 598	
JUSSY	352,00		10 068,33			1 524,21		27 924,00	***16 683,46***	1 390	
VINCELLES	58 085,00		0,00	5 845,00		3 339,20		70 599,00	***119 499,80***	9 958	
VINCELOTTES	48 655,00		10 068,33			1 091,62		19 401,00	***56 896,05***	4 741	

Attribution de compensation Investissement

AUXERRE	0,00	234 355							***-234 355,00***	



A Rennes, le 6 juin 2019,
Pierre Emmanuel HUET

Communauté de l'Auxerrois

Evaluation du transfert du Stade Nautique de l'Arbre Sec (SNAS) à la CA

CLECT du 26 juin 2019

Document technique de référence soumis à l'approbation des communes

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Réf. 19ePEH0251

Sommaire

A. Principes et règles de l'attribution de compensation et de l'évaluation des transferts de charges

B. Evaluation de droit commun des charges transférées

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES



A.
Principes et règles de l'attribution de compensation et de l'évaluation des transferts de charges

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

L'évaluation des transferts de charges et le rôle de chaque instance

- L'attribution de compensation […] est recalculée, **lors de chaque transfert de charges**.
- Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale et les communes membres une **commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLECT)**.
- La Commission rend ses conclusions l'année de l'adoption de la TPU par l'EPCI et **lors de chaque transfert de charges ultérieur**. Elle peut faire appel, pour l'exercice de ses missions, à des experts. ***[Etude et détermination des charges transférées].***
- Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert **par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux *[Validation finale].***

Eléments complémentaires depuis le 1er janvier 2017

- La CLECT remet un rapport évaluant les charges transférées **dans un délai de 9 mois** à compter de la date du transfert [ensuite 3 mois pour délibération des CM].

  ➔ La Commission doit rendre ses conclusions avant le 30 septembre.
- Le rapport est également transmis au Conseil communautaire.
- A défaut de transmission du rapport ou à défaut d'approbation par les communes membres, **le coût net des charges transférées est arrêté par le Préfet.**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Finalités de l'évaluation

- ✓ **Détermination d'une charge nette pour chaque commune** et chaque activité transférée → **référence de l'évaluation.**
- ✓ **Détermination d'une charge nette transférée par commune** (charge nette réelle communale ou charge nette mutualisée sur la base d'un ou plusieurs critères).

  → **montant destiné à corriger l'AC de la commune.**
- ✓ Rédaction du **rapport de la CLECT** proposant les **corrections d'AC pour chacune des communes.**

  → **dans un délai de 9 mois à compter de la date du transfert.**
- ✓ **Adoption du rapport par la CLECT** (dans des conditions de majorité à définir dans le règlement intérieur de la CLECT par exemple).
- ✓ **Transmission** du rapport aux **conseils municipaux.**
- ✓ **Délibération d'approbation** du rapport par les **conseils municipaux** (3 mois).

Cas 1 : approbation à la majorité qualifiée (2/3 – ½)

Correction des AC communales à compter de la date du transfert de compétence

Cas 2 : pas de majorité qualifiée…

- **pas de possibilité de corriger les AC communales (sauf délibération du conseil communautaire (cf . AC dérogatoire)**
- **Evaluation réalisée par le Préfet selon les modalités fixées par l'art. 1609 nonies C**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Les dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI en matière de calcul des transferts de droit commun

A – Fonctionnement non lié à un équipement

Pour le fonctionnement non lié à un équipement transféré (services transférés, activités diverses, subventions à un organisme…) :

- L'évaluation s'appuie sur les données enregistrées dans les budgets et CA,
- La CLECT fixe la période de référence (quelles années prises en compte).

«Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert.
Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission».

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Les dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI en matière de calcul des transferts de droit commun

B- L'évaluation des charges liées aux équipements transférés

Pour les compétences impliquant le transfert d'équipements :

- L'évaluation se base sur un raisonnement économique, visant à déterminer un coût moyen annualisé.
- la loi introduit la notion de coût de renouvellement, qui autorise à se référer soit au passé (renouvellement à l'identique), soit au futur (prise en compte des projets).
- L'analyse peut se référer aux dépenses (nettes) effectives, mais aussi à un coût de référence (local ou à une échelle plus large) ou à une moyenne.

«Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre **le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement** ou, en tant que de besoin, **son coût de renouvellement**. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année».

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Les dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI en matière de calcul des transferts de droit commun

C – Les règles pour l'évaluation des transferts arrêtées par le Préfet, à défaut de finalisation ou d'approbation des travaux de la CLECT

Des règles « simplifiées » sont définies pour l'évaluation des transferts de charges par les services de l'Etat, en cas de non conclusion des travaux menés par la collectivité :

« Le coût net des charges transférées est égal à la moyenne des dépenses figurant dans les comptes administratifs de la collectivité à l'origine du transfert.

Pour les dépenses de fonctionnement : moyenne des dépenses des **trois** dernières années actualisées en fonction de l'indice des prix hors tabac.

Pour les dépenses d'investissement : moyenne des dépenses des **sept** dernières années actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital fixe des administrations ».

Nb : L'application administrative de ces règles « simplifiées » peut dans certains cas aboutir à des situations très préjudiciables pour les communes : cas d'investissements récents transférés sans qu'il y ait en face des emprunts à transférer par exemple.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Méthodologie générale d'évaluation des charges nettes transférées : AVEC SEULEMENT FONCTIONNEMENT

Nature des charges

Charges associées au Service transféré

- Charges à caractère général (c/011)
- Charges de personnel (c/012)
- Charges de gestion courante (c/65)

Charges indirectes de la collectivité

- Administration générale (DG, RH, DF)
- Services généraux (info, repro, entretien)
- Services supports (CTM, entretien bat.)

A évaluer selon une méthode à définir par la CLECT (dernier CA, moyenne…)

Nature des recettes

- **Participations des bénéficiaires**
- **Subventions CG, CAF, …**
- **Participations autres communes ou groupements**
- **Prestations CAF, MSA…**
- **Autres recettes d'exploitation**

TOTAL Charges Transférées

TOTAL Recettes Transférées

Charge nette transférée à la CA = total Charges directes et indirectes – total Recettes

436 sur 612

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Méthodologie générale d'évaluation du coût annuel récurrent moyen LIE AUX EQUIPEMENTS

Coût annuel récurrent lié à un équipement

=

Pour le FCT, la dépense nette annuelle

ET

Pour l'invest.

La dépense totale sur la durée de vie de l'équipement, ramenée à une année

→ **Charge de fonctionnement net des équipements** ⋯→

- Charges à caractère général (c/011) + personnel (c/012) + gestion courante (c/65)
- Moins recettes directes (usagers c/70, fiscalité, subventions c/74

→ **Renouvellement et gros entretien des équipements *transférés*** ⋯→

- **Renouvellement des Equipements existants :** *Dépense d'acquisition (historique constatée ou actualisée)*
- **Gros entretien :** dépenses nécessaires au maintien en l'état de l'équipement sur sa durée de vie moyenne estimée
- **Entretien et renouvellement des Matériels**

→ **Charges financières** ⋯→

- **Annuités des emprunts affectés (c/16 et c/66) ou calculé sur base % moyen de recours à l'emprunt**

→ **Coûts des projets identifiés** (le cas échéant) ⋯→

- **Charge d'investissement annualisée + FCT induit par les nouveaux projets**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES



B.
Evaluation de droit commun des charges transférées

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Méthode retenue pour cette évaluation

- L'évaluation a été réalisée à partir des comptes administratifs 2016 à 2018 de la Commune.
- Un recensement exhaustif des charges et des recettes du SNAS a été réalisé sur ces 3 exercices.
- Le coût de renouvellement de l'équipement a été estimé à partir du coût de construction historique du stade nautique et actualisé à partir de l'indice du coût de construction du bâtiment (source INSEE).

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Détail de l'évaluation : le fonctionnement

1-1 - CHARGES DE FONCTIONNEMENT

en €uros

Compte (nature)	Intitulés	2 016	2 017	2 018	Moyenne
011	**Charges à caractère général**	**807 479**	**798 991**	**855 330**	**820 600**
606	**Fournitures**	**331 299**	**249 035**	**329 224**	**303 186**
60612	- Fluides (électricité)	126 803	112 759	137 987	125 849
60611	- Fluides (eau)	129 946	70 223	125 850	108 673
60631	- Fournitures entretien	13 386	12 801	10 658	12 282
60632	- Fournitures petit équipement	34 100	25 845	27 624	29 190
60628	- Autres fournitures non stockées	21 743	22 101	24 134	22 659
	- Autres fournitures	5 322	5 307	2 971	4 533
611	**Contrat de prestation de services**	**276 866**	**349 762**	**315 802**	**314 143**
	- Chauffage	142 526	202 397	183 595	176 173
	- Traitement de l'eau	76 782	84 999	84 208	81 996
	- Pack sécurité	57 558	62 367	47 999	55 975
	Matériel et équipement	**46 455**	**48 072**	**54 875**	**49 801**
6135	Locations jeux	1 110	1 122	2 178	1 470
615	Entretien et maintenance	35 055	38 540	45 504	39 700
616	Assurances	3 810	3 826	3 947	3 861
61...	Autres frais	6 480	4 584	3 246	4 770
	Autres frais	**152 859**	**152 122**	**155 429**	**153 470**
622	Rémunérations (comptable)	410	410	68	296
6283	Frais nettoyage des locaux	144 375	145 265	145 604	145 081
6262	Frais téléphonie	3 533	2 384	4 431	3 449
62...	Frais de gestion et divers	4 541	4 063	5 326	4 643
012	**Charges de personnel**	**1 014 901**	**1 035 210**	**1 061 924**	**1 037 345**
65	**Charges de gestion courante**	**0**	**0**	**0**	**0**
67	**Charges exceptionnelles**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total charges de fonctionnement	**1 822 381**	**1 834 201**	**1 917 254**	**1 857 945**

La baisse des charges liées à l'eau constatée en 2017 s'explique par la non facturation de la part du prestataire d'une partie de la dépense. Le montant 2017 est donc sous évalué.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Détail de l'évaluation : le fonctionnement

1-2 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

en €uros

Compte (nature)	Intitulés	2 016	2 017	2 018	Moyenne
70	Produit des services	562 792	481 285	451 738	498 605
7063	Entrée	562 792	481 285	451 738	498 605
708...	Remb. frais de pers. (mise à disposition facturée)				0
	Autres				0
74	Dotations et participations	37 577	32 641	34 204	34 807
7471	Participation Etat				0
7472	Participation Régions	17 910	13 793	12 805	14 836
7473	Participation Département	19 667	18 848	21 399	19 972
7473	Participation autres communes				0
74748	Autres groupements				0
7475	Participation Gpts de collectivités				0
7478	Participation autres organismes				0
7488	Autres attributions et participations				0
75	Autres produits de gestion courante	3 890	8 384	3 640	5 305
013	Atténuations de charges				0
77	Produits exceptionnels	204	8 479		2 894
	Total recettes de fonctionnement	604 464	530 789	489 582	541 612

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Détail de l'évaluation : le fonctionnement

- Il est proposé à la CLECT de retenir la moyenne des 3 derniers exercices comme base de référence pour l'évaluation des charges et des produits de fonctionnement. Deux exceptions sont néanmoins proposées :
  - Pour les charges de personnel : le montant proposé est celui figurant au CA 2018.
  - Pour les dépenses liées à l'eau : compte tenu du problème de facturation 2017, la moyenne 2016-2018 (108 673€) n'est pas représentative de la charge transférée à la CA. Il est proposé à la CLECT de retenir le montant figurant au CA 2018, soit 125 850€.
- **La charge nette de fonctionnement du SNAS est ainsi évaluée à 1 358 089€**.

en €	***Charge nette de fonctionnement***							
	Charges à caractère général (011)	Charges nettes de personnel (012)-(013)	Charges gest° et except° (65-67)	**Total charges** *(a)*	Produit des entrées	Autres (Subventions, produits de gestion et except.)	**Total produits** *(b)*	**Charge nette de fonct.** *(b) -(a)*
2016	807 479	1 014 901	0	**1 822 381**	562 792	41 672	**604 464**	**1 217 916**
2017	798 991	1 035 210	0	**1 834 201**	481 285	49 504	**530 789**	**1 303 412**
2018	855 330	1 061 924	0	**1 917 254**	451 738	37 844	**489 582**	**1 427 672**
moyenne 3 ans	820 600	1 037 345	0	**1 857 945**	498 605	43 007	**541 612**	**1 316 333**
Montant retenu = moyenne sauf pour 012 et eau dernière année	**837 777**	**1 061 924**	**0**	**1 899 701**	**498 605**	**43 007**	**541 612**	**1 358 089**
Pour mémoire : montant préévaluation	**804 575**	**1 035 210**	**0**	**1 839 785**	**527 597**	**44 343**	**571 940**	**1 267 845**

Détail de l'évaluation : l'investissement

- Comme le prévoit le législateur, l'objectif est de donner à la Communauté les moyens de maintenir en état le bâtiment dont elle se voit transférer la charge.
- Pour ce faire, la méthode suivante a été retenue :
  - Distinction des trois « types » d'opérations d'investissement :
    - le renouvellement du bâtiment (structure, lots techniques, second œuvre),
    - l'entretien courant (peinture, petite réparation),
    - le petit matériel (mobilier, informatique, petit équipement).
  - Application d'une durée de vie (ou d'amortissement) différente :
    - pour le bâtiment, une durée d'amortissement de 30 ans,
    - pour l'entretien courant, la moyenne des dépenses réalisées les 10 dernières années,
    - pour le petit matériel, la moyenne des dépenses réalisées les 5 dernières années.
  - Application d'un « taux de prise en compte » pour certaines dépenses du bâtiment. Il est retenu le principe que les dépenses initiales de construction du bâtiment (gros œuvre, structure, réseaux, extérieurs) ne seront pas à renouveler dans leur intégralité en cas de grosses opérations de réhabilitation. Un pourcentage de prise en compte a donc été appliqué à ces dépenses.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Détail de l'évaluation : l'investissement

- Le coût moyen annualisé d'investissement du SNAS est ainsi évalué **à 375 470€**.

Evaluation du COUT moyen annualisé d'investissement
base = coût de renouvellement

Nom	**Centre Nautique (SNAS)** - Auxerre
Localisation	83 avenue Yver – 89000 Auxerre

En €		*Dépenses TTC historiques*	*Dépenses TTC actualisées*	*durée prise en compte*	*MONTANT annualisé*	*taux de pris en compte*	*MONTANT retenu*	*Pour mémoire : montant préévaluation*
Travaux initiaux	détails	8 673 265	**13 536 951**		**451 232**		**246 682**	**246 682**
1994	Etudes/honoraires	971 642	1 516 507	30	**50 550**	50%	**25 275**	**25 275**
1995	Démolition	62 649	99 999	30	**3 333**	0%	**0**	**0**
1995-1997	Construction, équipement	6 063 069	9 488 878	30	**316 296**	70%	**221 407**	**221 407**
1995-1997	Voies et réseaux divers (VRD)	582 709	911 956	30	**30 399**	0%	**0**	**0**
1997-1998	Aménagements extérieurs	993 196	1 519 611	30	**50 654**	0%	**0**	**0**
Travaux de gros entretien	détails	1 042 048	**1 105 419**		**110 542**		**110 542**	**140 767**
10 dernières années	matériel, équipement, gros entretien	1 042 048	1 105 419	10	**110 542**	100%	**110 542**	**140 767**
Investissement récurrent (entretien)	détails	74 653	**74 653**	5	**14 931**		**14 931**	**27 037**
5 dernières années	petit matériel	74 653	74 653	5	**14 931**	100%	**14 931**	**27 037**
Frais financiers (3% sur 25 ans pour travaux initiaux et 2,5% sur 15 ans pour gros entretien)					**251 506**		**144 561**	**148 822**
Dépenses totales actualisées TTC (init+compl+rec)		**11 651 647**	**16 673 760**	*% DI*	**828 210**		**516 715**	**563 309**
Subventions Etat, région, département - % calculé sur DI totales		2 606 878	3 730 499	22,4%	**129 029**		**83 264**	**85 579**
Total subventions (pour inv. initial + récurrent)					**129 029**		**83 264**	**85 579**
Remboursement FCTVA			95% des DI totales hors frais fin	x 0,16	**89 850**		**57 982**	**64 577**
Dépenses nettes d'investissement actualisées					**609 331**		**375 470**	**413 153**

Détail de l'évaluation : coût total du transfert

- Le coût total (fonctionnement et investissement) du SNAS s'élève **à 1 733 559€**, soit 47,4 € par habitant.

	Auxerre	Total en € /hab.
Coût Investissement	375 470	10,27
Fonctionnement	1 358 089	37,14
Coût total annualisé / collectivité	**1 733 559**	**47,41**
Pour mémoire montant préévaluation	**1 680 998**	**45,97**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES



A Rennes, le 6 juin 2019,
Pierre Emmanuel HUET

Communauté de l'Auxerrois

Evaluation dérogatoire du transfert du Stade Nautique de l'Arbre Sec (SNAS) à la CA

CLECT du 26 juin 2019

Document technique de référence

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Réf. 19ePEH0251 bis

Fixation dérogatoire et mise en œuvre d'une AC investissement

- Extrait du 1 bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI :

« 1° bis Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.
***Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges conformément au cinquième alinéa du IV**. »*

- Il s'agit d'un processus de révision des AC qui est dérogatoire au droit commun, dès lors, il doit :
  - S'appuyer sur un rapport de CLECT qui propose une évaluation différente du droit commun et/ou identifie une part investissement ;
  - Etre validé par une délibération du conseil communautaire adoptée à la majorité des 2/3 ;
  - Etre confirmé par une délibération du conseil municipal de la commune concernée adoptée à la majorité simple.
- Le rapport de la CLECT doit donc présenter l'évaluation dérogatoire, les montants d'AC en fonctionnement et/ou en investissement, afin que le conseil communautaire puisse les adopter et les « proposer » aux communes concernées.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Fixation dérogatoire et mise en œuvre d'une AC investissement

- La mise en œuvre de l'évaluation dérogatoire suppose l'adoption préalable du rapport de la CLECT retenant l'évaluation de droit commun.

CLECT vote d'un RAPPORT évaluant les charges transférées selon la méthode de droit commun. Le rapport doit aussi présenter les montants dérogatoires de l'AC afin que le conseil communautaire puisse les proposer ensuite

Transmission du rapport de la CLECT aux 29 conseils municipaux qui votent dans les 3 mois

Adoption du rapport de la CLECT par les 2/3 des conseils municipaux représentant la ½ de la population et inversement

Révision libre des AC =

Délib. CA Auxerrois majo 2/3 + délib. commune Auxerre + sur la base de l'évaluation dérogatoire de la CLECT (V 1°BIS)

448 sur 612

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evaluation dérogatoire : les statistiques de fréquentation

- Le tableau ci-dessous présente les dernières statistiques de fréquentation de l'équipement en 2018.

- Il ressort de ces statistiques que les **49,3 % des usagers sont Auxerrois**, 24,5 % habitent dans des communes membres de la CA et 26,2% résident dans des communes hors CA.

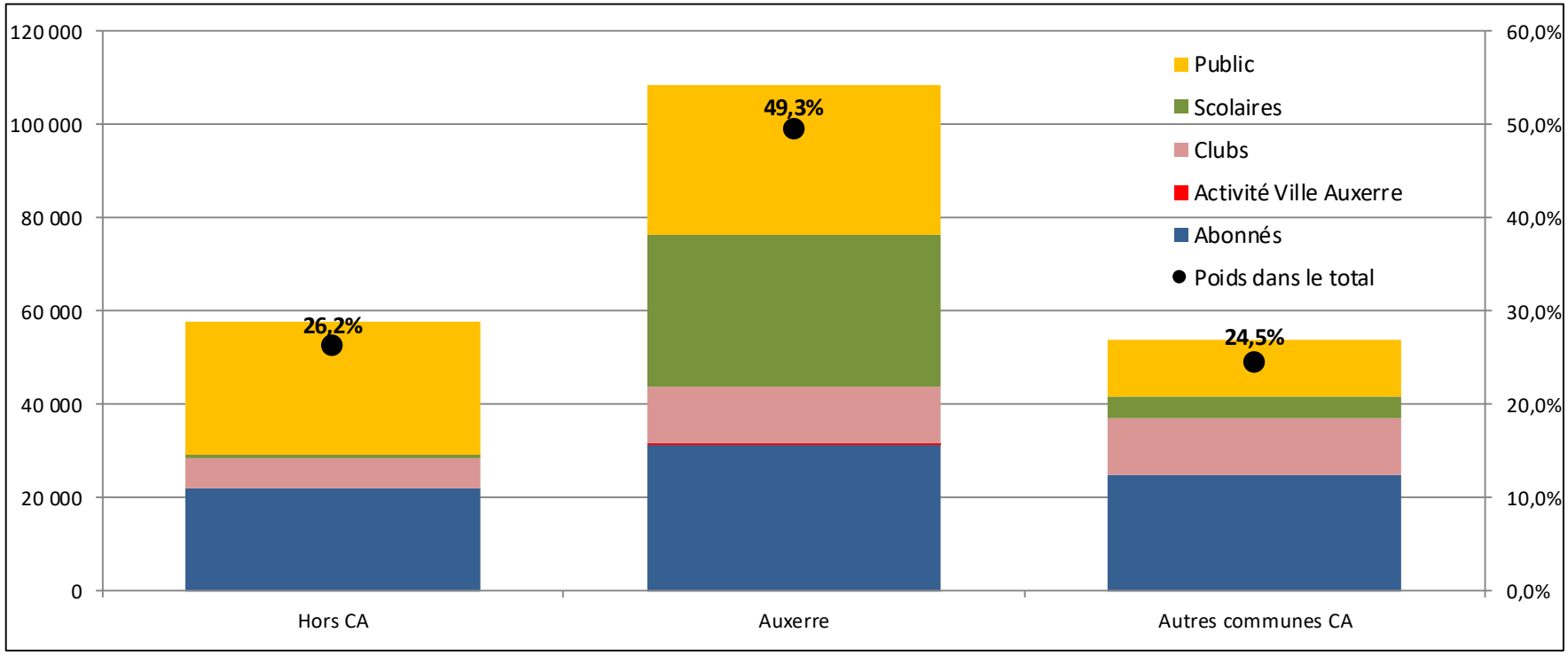
Détail des statistiques de fréquentation 2018

	Hors CA		CA Auxerrois						Total
			Total		Dont Auxerre		Dont autres communes CA		
Abonnés 2018	**21 921**	***28,1%***	**56 173**	***71,9%***	**31 448**	***40,3%***	**24 725**	***31,7%***	**78 094**
Activité Ville Auxerre		*0,0%*	276	*100,0%*	276	*100,0%*		*0,0%*	276
Clubs 2017/2018	**6 420**	***20,9%***	**24 371**	***79,1%***	**12 113**	***39,3%***	**12 258**	***39,8%***	**30 791**
Scolaires	857	*2,3%*	36 860	*97,7%*	32 336	*85,7%*	4 524	*12,0%*	37 717
Public	28 469	*38,8%*	44 828	*61,2%*	32 419	*44,2%*	12 409	*16,9%*	73 297
Total	**57 667**	***26,2%***	**162 508**	***73,8%***	**108 592**	***49,3%***	**53 916**	***24,5%***	**220 175**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evaluation dérogatoire : les statistiques de fréquentation

Détail des statistiques de fréquentation



RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evolution des statistiques de fréquentation

- L'évolution des statistiques de fréquentation du SNAS est présentée dans les tableaux ci-dessous.
- Il ressort des mises à jour effectuées une baisse de près de 10% de la fréquentation du SNAS entre 2016 et 2018 (cette tendance vient corroborée la baisse des recettes d'entrées du SNAS).
- La part des usagers extérieurs à la CA progresse passant de 23,2% à 26,2% tandis que la part des usagers Auxerrois diminue et passe de 51,8% à 49,3%.

Evolution fréquentation	2016 montant initial	2016 montant mis à jour	2018 montant prévisionnel	2018 montant mis à jour
Abonnés	76 802	76 802	72 901	78 094
Activité Ville Auxerre	276	276	276	276
Clubs	29 783	29 783	29 783	30 791
Scolaires	37 717	37 717	37 717	37 717
Public	73 324	99 115	73 324	73 297
Total	**217 902**	**243 693**	**214 001**	**220 175**

Evolution fréquentation	2016 montant initial	2016 montant mis à jour	2018 montant prévisionnel	2018 montant mis à jour
CA Auxerrois	76,7%	76,8%	79,4%	73,8%
dont Auxerre	***51,4%***	***51,8%***	***53,3%***	***49,3%***
dont autres communes membres	25,3%	25,0%	26,1%	24,5%
Hors CA Auxerrois	23,3%	23,2%	20,6%	26,2%

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evaluation dérogatoire : les scénarii alternatifs d'évaluation

- Sur la base des dernières statistiques de fréquentation de l'équipement de 2018, il est proposé à la CLECT de retenir une méthode d'évaluation dérogatoire tenant compte de l'origine géographique des usagers.

- Sur cette base, deux scénarii alternatifs ont été réalisés :

  1. Auxerre se voit affecter 49,3% des charges évaluées, soit la proportion des usagers originaires de la Commune.

  2. Auxerre se voit affecter 62,4% des charges évaluées, correspondant aux usagers originaires de la Commune ainsi que 50% des usagers résidant hors CA (soit 49,3% + 26,2%/2)

- Dans ces deux hypothèses, le solde des charges évaluées est mis à la charge de la Communauté.

- Sur la base de cette évaluation dérogatoire, une attribution de compensation d'investissement pourra être mise en place entre la Ville et la CA. Le solde, correspondant à la charge nette de fonctionnement, sera déduit de l'AC versée par la Communauté à la Commune « en fonctionnement ».

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evaluation dérogatoire : scénario 1

- Dans ce premier scénario, la Ville se voit affecter 49,3% des charges évaluées, correspondant aux seuls usagers originaires de la Ville.
- La prise en charge de la Ville s'élève dans cette hypothèse à **855 005€**.
- Le solde, 878 554€, est mis à la charge de la Communauté.
- Une AC d'investissement d'un montant de 185 184€ pourrait être versée à la Communauté par la Ville, dans le même temps, l'AC versée par la Communauté serait minorée de 669 820€.

	Cout total SNAS	Poids d'Auxerre dans le total des usagers	Auxerre	Solde à la charge de la Communauté	Total Auxerre en € /hab.
Coût Investissement	375 470	49,3%	185 184	190 285	5,06
Fonctionnement	1 358 089		669 820	688 269	18,32
Coût total annualisé / collectivité	**1 733 559**		**855 005**	**878 554**	**23,38**
Pour mémoire montant préévaluation	**1 680 998**		**864 290**	**816 708**	**23,63**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Evaluation dérogatoire : scénario 2

- Dans ce second scénario, la Ville se voit affecter 62,4% des charges évaluées, correspondant aux usagers originaires de la Ville ainsi que 50% des usagers hors CA.
- La prise en charge de la Ville s'élève dans cette hypothèse à **1 082 027€**.
- Le solde, 651 532€, est mis à la charge de la Communauté.
- Une AC d'investissement d'un montant de 234 355€ pourrait être versée à la Communauté par la Ville, dans le même temps, l'AC versée par la Communauté serait minorée de 847 672 €.

	Cout total SNAS	Poids d'Auxerre dans le total des usagers	Auxerre	Solde à la charge de la Communauté	Total Auxerre en € /hab.
Coût Investissement	375 470	62,4%	234 355	141 115	6,36
Fonctionnement	1 358 089		847 672	510 418	23,00
Coût total annualisé / collectivité	**1 733 559**		**1 082 027**	**651 532**	**29,35**
Pour mémoire montant préévaluation	**1 680 998**		**1 060 203**	**620 795**	**28,99**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Attributions de compensation 2019

Attribution de compensation Fonctionnement

	AC historique	2019								
	(=)	(-)	(-)	(-)	(+)	(-)	(-)	(+)	(=)	
	AC Historique	Transfert Stade nautique **Rapport CLECT** du 26/06/2019	Transfert Compétence Urba **Rapport CLECT** Du 12/11/2018	Transfert ZAE 2019-2025 **Rapport CLECT** Du 4/7/ 2018	IFER Eoliennes 2019 15 % IFER base 2019	Services communs ADS SIG 2018 **Rapport CLECT** du 14/04/2016 Données 2018	Services Communs CA/VA **PROVISOIRE** Selon rapport commission mutualisation 12.11.2019	SPL 2019 **Rapport CLECT** du 27 mars 2018	***AC 2019***	12ème	
TOTAL	22 560 378,00	847 672	117 079,45	565 533,00	31 873,00	156 103,95	11 705 441,27	336 830,00	***9 537 251,33***	**792 807**	
APPOIGNY	872 808,00		2 375,00	29 962,00		11 143,04			***829 327,96***	69 111	
AUGY	67 913,00		4 079,00	1 436,00		3 575,34			***58 822,66***	4 902	
AUXERRE	15 997 355,00	847 672	16 000,00	381 479,00		96 571,32	11 705 441,27		***2 950 191,41***	245 849	*AC provisoire*
BLEIGNY-LE-CARREAU	37 397,00		675,00						***36 722,00***	3 060	
BRANCHES	32 841,00		4 702,71			1 823,61			***26 314,68***	2 193	
CHAMPS SUR YONNE	222 451,00		3 993,33	9 706,00		5 516,98			***203 234,69***	16 936	
CHARBUY	32 834,00		1 000,00			5 133,36			***26 700,64***	2 225	
CHEVANNES	61 603,00		3 000,00						***58 603,00***	4 884	
CHITRY	87 835,00		10 068,33		19 076,00				***96 842,67***	8 070	
GURGY	139 008,00		9 668,75	1 611,00					***127 728,25***	10 644	
LINDRY	136 892,00		4 095,67	995,00		4 414,39			***127 386,94***	10 616	
MONETEAU	3 392 239,00		2 375,00	114 443,00					***3 275 421,00***	272 952	
MONTIGNY-LA-RESLE	73 336,00		2 675,00			2 017,40			***68 643,60***	5 720	
PERRIGNY	375 810,00		3 000,00	8 820,00					***363 990,00***	30 333	
QUENNE	5 273,00		675,00		6 359,00				***10 957,00***		
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	95 760,00		8 741,67	719,00		3 939,55			***82 359,78***	6 863	
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES	289 954,00		2 375,00	7 775,00					***279 804,00***	23 317	
VALLAN	18 110,00		675,00			2 181,30			***15 253,70***		
VENOY	273 934,00		1 000,00	1 421,00	3 179,00				***274 692,00***	22 891	
VILLEFARGEAU	80 663,00		1 000,00			3 587,06			***76 075,94***	6 340	
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	33,00		2 675,00						***-2 642,00***		
COULANGES LA VINEUSE	5 874,00		0,00			2 505,12		59 148,00	***62 516,88***	5 210	
ESCAMPS	5 701,00		10 068,33		3 259,00	3 080,15		60 933,00	***56 744,52***	4 729	
ESCOLIVES SAINTE CAMILLE	144 032,00		675,00	1 321,00		1 965,85		48 638,00	***188 708,15***	15 726	
GY-L'EVEQUE	1 948,00		675,00			1 597,43		30 920,00	***30 595,57***	2 550	
IRANCY	1 682,00		675,00			1 097,02		19 267,00	***19 176,98***	1 598	
JUSSY	352,00		10 068,33			1 524,21		27 924,00	***16 683,46***	1 390	
VINCELLES	58 085,00		0,00	5 845,00		3 339,20		70 599,00	***119 499,80***	9 958	
VINCELOTTES	48 655,00		10 068,33			1 091,62		19 401,00	***56 896,05***	4 741	

Attribution de compensation Investissement

AUXERRE	0,00	234 355							***-234 355,00***	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006711400013

POSTE COMPTABLE : Centre des finances publiques d'Auxerre

M. 14

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 14
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 19
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 24
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 28
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 53
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 88

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	8 617 657,63	0,00	269 000,00	269 000,00	8 886 657,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 234 660,00	0,00	0,00	0,00	18 234 660,00
014	Atténuations de produits	14 489 748,00	0,00	103 000,00	103 000,00	14 592 748,00
65	Autres charges de gestion courante	3 473 084,00	0,00	0,00	0,00	3 473 084,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**44 815 149,63**	**0,00**	**372 000,00**	**372 000,00**	**45 187 149,63**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	342 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	344 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	900 000,00		-374 000,00	-374 000,00	526 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**46 057 149,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 057 149,63**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*3 256 462,26*		*0,00*	*0,00*	*3 256 462,26*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 321 250,00*		*0,00*	*0,00*	*1 321 250,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 577 712,26***		***0,00***	***0,00***	***4 577 712,26***
TOTAL		**50 634 861,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 634 861,89**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 634 861,89

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 277 011,00	0,00	0,00	0,00	2 277 011,00
73	Impôts et taxes	31 243 485,00	0,00	0,00	0,00	31 243 485,00
74	Dotations et participations	11 191 568,00	0,00	0,00	0,00	11 191 568,00
75	Autres produits de gestion courante	35 625,00	0,00	0,00	0,00	35 625,00
Total des recettes de gestion courante		**44 752 689,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 752 689,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**44 767 689,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 767 689,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*72 420,00*		*0,00*	*0,00*	*72 420,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***72 420,00***		***0,00***	***0,00***	***72 420,00***
TOTAL		**44 840 109,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 840 109,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	5 794 752,89

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 634 861,89

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	4 505 292,26

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	604 941,80	0,00	65 800,00	65 800,00	670 741,80
204	Subventions d'équipement versées	1 544 920,00	0,00	0,00	0,00	1 544 920,00
21	Immobilisations corporelles	3 863 880,38	0,00	-65 800,00	-65 800,00	3 798 080,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	660 736,90	0,00	0,00	0,00	660 736,90
	Total des opérations d'équipement	3 501 632,10	0,00	0,00	0,00	3 501 632,10
	Total des dépenses d'équipement	**10 176 111,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 176 111,18**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 100,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
27	Autres immobilisations financières	365,00	0,00	0,00	0,00	365,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**21 465,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 465,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 197 576,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 197 576,18**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*67 420,00*		*0,00*	*0,00*	*67 420,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***67 420,00***		***0,00***	***0,00***	***67 420,00***
	TOTAL	**10 264 996,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 264 996,18**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 264 996,18

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	723 109,17	0,00	0,00	0,00	723 109,17
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	495 695,75	0,00	0,00	0,00	495 695,75
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 218 804,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 218 804,92**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	580 000,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	2 132 036,21	0,00	0,00	0,00	2 132 036,21
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**2 726 036,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 726 036,21**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 944 841,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 944 841,13**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*3 251 462,26*		*0,00*	*0,00*	*3 251 462,26*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 321 250,00*		*0,00*	*0,00*	*1 321 250,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 572 712,26***		***0,00***	***0,00***	***4 572 712,26***
TOTAL		**8 517 553,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 517 553,39**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 747 442,79**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 264 996,18**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**4 505 292,26**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	269 000,00		269 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	103 000,00		103 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	*0,00*	2 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	-374 000,00		-374 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	65 800,00	*0,00*	65 800,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	-65 800,00	*0,00*	-65 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**8 617 657,63**	**269 000,00**	**269 000,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	2 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	166 400,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	217 050,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	7 650,00	0,00	0,00
60622	Carburants	206 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	500,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	62 510,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	99 160,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	41 870,39	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	30 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	20 844,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	4 877 715,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	150 750,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	44 960,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	39 100,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	21 850,00	230 000,00	230 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	166 177,61	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	336 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	5 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	46 500,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	21 050,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	205 797,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	64 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	380 921,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	13 100,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	85 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	67 680,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	5 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	88 000,00	14 000,00	14 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	15 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	57 010,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	470,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	16 342,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	14 344,00	0,00	0,00
6237	Publications	7 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	111 949,00	5 150,00	5 150,00
6241	Transports de biens	20 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	200,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	32 120,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	20 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	4 633,63	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	35 400,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	204 810,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	180 700,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	116 111,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	81 459,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	121 400,00	16 000,00	16 000,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	16 328,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	62 500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	8 300,00	3 850,00	3 850,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 800,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	8 196,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**18 234 660,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	38 500,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	59 686,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	52 532,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	227 843,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 960 055,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	183 674,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 993 738,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 212 745,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	272 919,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	18 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 882 542,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 952 811,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	59 715,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	121 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	35 100,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	109 800,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	54 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**14 489 748,00**	**103 000,00**	**103 000,00**
739211	Attributions de compensation	9 434 971,00	103 000,00	103 000,00
739221	FNGIR	4 670 000,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	109 777,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	275 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 473 084,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	-1 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	190 000,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	300,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	9 600,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	46 800,00	0,00	0,00
6535	Formation	6 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	332 500,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. Départements	90 000,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	192 200,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	1 661 500,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	297 475,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	9 384,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	618 325,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**44 815 149,63**	**372 000,00**	**372 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**342 000,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
6714	Bourses et prix	1 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	151 000,00	2 000,00	2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	40 000,00	0,00	0,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	100 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**900 000,00**	**-374 000,00**	**-374 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**46 057 149,63**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 256 462,26***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 321 250,00***	***0,00***	***0,00***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 316 250,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***4 577 712,26***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***4 577 712,26***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**50 634 861,89**	**0,00**	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
			RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	5 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 277 011,00**	**0,00**	**0,00**
7013	Ventes de produits résiduels	467 700,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	22 811,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 000,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	770 000,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	440 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	57 800,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	20 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	56 000,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	308 000,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	6 150,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	26 150,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	53 500,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	46 400,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	500,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**31 243 485,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	16 993 548,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	4 539 107,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 257 266,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	603 872,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	380 000,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	10 765,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	7 177 927,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	6 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	275 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**11 191 568,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 867 000,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 714 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	126 708,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	14 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	230 000,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	1 672 000,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	600,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	767 760,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	799 500,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**35 625,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	31 625,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	2 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**44 752 689,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	15 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**44 767 689,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***72 420,00***	***0,00***	***0,00***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*67 420,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***72 420,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**44 840 109,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
				+
			R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
				=
			TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**604 941,80**	**65 800,00**	**65 800,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	210 500,00	50 000,00	50 000,00
2031	Frais d'études	214 346,80	7 700,00	7 700,00
2033	Frais d'insertion	20 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	160 095,00	8 100,00	8 100,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**1 544 920,00**	**0,00**	**0,00**
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	23 000,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	47 500,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	291 491,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	77 000,00	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	49 400,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	47 500,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	12 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	997 029,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 863 880,38**	**-65 800,00**	**-65 800,00**
2111	Terrains nus	152 590,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	20 000,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	220 221,92	0,00	0,00
2138	Autres constructions	121 910,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	936,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	51 000,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	17 510,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	2 254,25	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	498 519,60	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	497 656,22	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	89 533,21	0,00	0,00
2184	Mobilier	25 589,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 161 160,18	-65 800,00	-65 800,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**660 736,90**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	660 736,90	0,00	0,00
15	**Opération d'équipement n° 15 (5)**	**3 501 632,10**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**10 176 111,18**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**16 100,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	16 100,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
266	Autres formes de participation	5 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**365,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	365,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**21 465,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 197 576,18**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***67 420,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***67 420,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*22 805,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*31 729,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*8 206,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*4 680,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		*67 420,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**10 264 996,18**	**0,00**	**0,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (11)			**0,00**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**723 109,17**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	75 000,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	314 490,00	0,00	0,00
13146	Attrib. de compensation d'investissement	235 575,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	64 460,17	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	9 080,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	24 504,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**495 695,75**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	495 695,75	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 218 804,92**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 712 036,21**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	580 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 132 036,21	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**2 726 036,21**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 944 841,13**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***3 251 462,26***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 321 250,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*47 238,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*9 855,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*3 067,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*158 917,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*54 655,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*771,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*74 282,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*15 832,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*73 686,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*9 101,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 295,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*16 368,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*54 830,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*219 885,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*3 876,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*1 348,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*14 198,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*88 541,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*202 472,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*22 346,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*8 590,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28188	*Autres immo. corporelles*	*226 597,00*	*0,00*	*0,00*
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***4 572 712,26***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***4 572 712,26***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**8 517 553,39**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 15 (1)
LIBELLE : POLE ENVIRONNEMENTAL DIVERS

Pour vote Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 399 255,50**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**438 575,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	437 256,01	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 319,28	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**260 260,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	260 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**700 420,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	654 360,37	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	46 059,84	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	2 329 497	318 047	0	0	0	233 446	71 500	0	982 004	5 359 606	903 476	10 197 576
- Equipements municipaux (2)		320 047	0	0	0	233 446	57 500	0	84 610	5 287 206	637 376	8 631 191
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		-2 000	0	0	0	0	0	0	897 029	72 400	259 000	1 544 920
- Opérations financières	2 329 497											2 329 497
Dépenses d'ordre	67 420											67 420
Total dépenses de l'exercice	**2 396 917**	**318 047**	**0**	**0**	**0**	**233 446**	**71 500**	**0**	**982 004**	**5 359 606**	**903 476**	**10 264 996**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**2 396 917**	**318 047**	**0**	**0**	**0**	**233 446**	**71 500**	**0**	**982 004**	**5 359 606**	**903 476**	**10 264 996**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**7 675 444**	**0**	**0**	**0**	**0**	**240 575**	**14 000**	**0**	**68 044**	**519 490**	**0**	**8 517 553**
RAR N-1 et reports	**1 747 443**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 747 443**
Total cumulé recettes d'investissement	**9 422 887**	**0**	**0**	**0**	**0**	**240 575**	**14 000**	**0**	**68 044**	**519 490**	**0**	**10 264 996**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**19 634 110**	**9 410 482**	**71 500**	**69 000**	**150 000**	**1 940 407**	**534 427**	**10 000**	**563 391**	**16 194 645**	**2 056 900**	**50 634 862**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**19 634 110**	**9 410 482**	**71 500**	**69 000**	**150 000**	**1 940 407**	**534 427**	**10 000**	**563 391**	**16 194 645**	**2 056 900**	**50 634 862**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**34 161 338**	**88 300**	**0**	**18 100**	**0**	**481 000**	**76 000**	**0**	**203 791**	**9 481 855**	**329 725**	**44 840 109**
RAR N-1 et reports	**5 794 753**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 794 753**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**39 956 091**	**88 300**	**0**	**18 100**	**0**	**481 000**	**76 000**	**0**	**203 791**	**9 481 855**	**329 725**	**50 634 862**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**2 396 917**	**318 047**	**0**	**0**	**0**	**233 446**	**71 500**	**0**	**982 004**	**5 359 606**	**903 476**	**10 264 996**
Dépenses réelles		2 329 497	318 047	0	0	0	233 446	71 500	0	982 004	5 359 606	903 476	10 197 576
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	2 100	16 100
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	173 516	0	0	0	10 056	0	0	7 700	378 030	101 440	670 742
204	Subventions d'équipement versées	318 491	-2 000	0	0	0	0	0	0	897 029	72 400	259 000	1 544 920
21	Immobilisations corporelles	2 011 006	146 531	0	0	0	130 840	57 500	0	76 910	1 339 357	35 936	3 798 080
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	92 550	0	0	0	68 187	500 000	660 737
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	365	0	0	365
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 501 632	0	3 501 632
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 501 632	0	3 501 632
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*67 420*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*67 420*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*67 420*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*67 420*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**7 675 444**	**0**	**0**	**0**	**0**	**240 575**	**14 000**	**0**	**68 044**	**519 490**	**0**	**8 517 553**
Recettes réelles		3 107 732	0	0	0	0	235 575	14 000	0	68 044	519 490	0	3 944 841

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
010	Stocks	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 612 036	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	2 712 036
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	235 575	0	0	68 044	419 490	0	723 109
16	Emprunts et dettes assimilées	495 696	0	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	509 696
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*4 567 712*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 572 712*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 251 462*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 251 462*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 316 250*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 321 250*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**19 634 110**	**9 410 482**	**71 500**	**69 000**	**150 000**	**1 940 407**	**534 427**	**10 000**	**563 391**	**16 194 645**	**2 056 900**	**50 634 862**
Dépenses réelles		15 061 398	9 410 482	71 500	69 000	150 000	1 935 407	534 427	10 000	563 391	16 194 645	2 056 900	46 057 150
011	Charges à caractère général	7 650	1 091 665	0	18 500	0	881 112	71 314	0	348 453	5 724 936	743 028	8 886 658
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	7 996 117	0	0	0	1 051 295	131 113	0	45 438	8 684 825	325 872	18 234 660
014	Atténuations de produits	14 317 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	275 000	14 592 748
022	Dépenses imprévues	526 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	526 000
65	Autres charges de gestion courante	20 000	322 700	71 500	50 500	150 000	0	332 000	10 000	19 500	1 783 884	713 000	3 473 084

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	190 000	0	0	0	0	3 000	0	0	150 000	1 000	0	344 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*4 572 712*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 577 712*
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 256 462*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 256 462*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 316 250*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 321 250*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**34 161 338**	**88 300**	**0**	**18 100**	**0**	**481 000**	**76 000**	**0**	**203 791**	**9 481 855**	**329 725**	**44 840 109**
Recettes réelles		34 093 918	88 300	0	18 100	0	476 000	76 000	0	203 791	9 481 855	329 725	44 767 689
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000
70	Produits des services, du domaine, vente	288 000	88 300	0	18 100	0	440 000	20 000	0	0	1 401 511	21 100	2 277 011
73	Impôts et taxes	23 784 558	0	0	0	0	0	6 000	0	0	7 177 927	275 000	31 243 485
74	Dotations et participations	10 021 360	0	0	0	0	34 000	50 000	0	203 791	882 417	0	11 191 568
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	33 625	35 625
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000	0	15 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*67 420*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*72 420*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*67 420*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*72 420*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		19 634 110,26	9 410 482,36	0,00	0,00	29 044 592,62
Dépenses de l'exercice		19 634 110,26	9 410 482,36	0,00	0,00	29 044 592,62
011	Charges à caractère général	7 650,00	1 091 665,36	0,00	0,00	1 099 315,36
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	7 996 117,00	0,00	0,00	7 996 117,00
014	Atténuations de produits	14 317 748,00	0,00	0,00	0,00	14 317 748,00
022	Dépenses imprévues	526 000,00	0,00	0,00	0,00	526 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 256 462,26*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 256 462,26*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 316 250,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 316 250,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	322 700,00	0,00	0,00	342 700,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	190 000,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		39 956 090,89	88 300,00	0,00	0,00	40 044 390,89
Recettes de l'exercice		34 161 338,00	88 300,00	0,00	0,00	34 249 638,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*67 420,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*67 420,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	288 000,00	88 300,00	0,00	0,00	376 300,00
73	Impôts et taxes	23 784 558,00	0,00	0,00	0,00	23 784 558,00
74	Dotations et participations	10 021 360,00	0,00	0,00	0,00	10 021 360,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		5 794 752,89	0,00	0,00	0,00	5 794 752,89

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
SOLDE (2)		20 321 980,63	-9 322 182,36	0,00	0,00	10 999 798,27

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		8 098 359,33	505 051,76	0,00	736 071,27	0,00	71 000,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		8 098 359,33	505 051,76	0,00	736 071,27	0,00	71 000,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	926 072,33	16 050,76	0,00	149 542,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 173 287,00	236 301,00	0,00	586 529,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	-1 000,00	252 700,00	0,00	0,00	0,00	71 000,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		88 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		88 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	88 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-8 010 059,33	-505 051,76	0,00	-736 071,27	0,00	-71 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		71 500,00	0,00	71 500,00
Dépenses de l'exercice		71 500,00	0,00	71 500,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	71 500,00	0,00	71 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-71 500,00	0,00	-71 500,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	71 500,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	71 500,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	71 500,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-71 500,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	50 500,00	18 500,00	0,00	69 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	50 500,00	18 500,00	0,00	69 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	50 500,00	0,00	0,00	50 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	18 100,00	0,00	18 100,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	18 100,00	0,00	18 100,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	18 100,00	0,00	18 100,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-50 500,00	-400,00	0,00	-50 900,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
SOLDE (2)		0,00	-150 000,00	0,00	0,00	-150 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 940 407,00	0,00	1 940 407,00
Dépenses de l'exercice		0,00	1 940 407,00	0,00	1 940 407,00
011	Charges à caractère général	0,00	881 112,00	0,00	881 112,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 051 295,00	0,00	1 051 295,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*5 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	481 000,00	0,00	481 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	481 000,00	0,00	481 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*5 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	440 000,00	0,00	440 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 459 407,00	0,00	-1 459 407,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 940 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 940 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	881 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	1 051 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	481 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	481 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	440 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 459 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	534 426,51	534 426,51
Dépenses de l'exercice		0,00	534 426,51	534 426,51
011	Charges à caractère général	0,00	71 313,51	71 313,51
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	131 113,00	131 113,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	332 000,00	332 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	76 000,00	76 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	76 000,00	76 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	20 000,00	20 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	6 000,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	50 000,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-458 426,51	-458 426,51

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 992,62	163 433,89
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 992,62	163 433,89
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63,62	71 249,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 929,00	82 184,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322 000,00	10 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-370 992,62	-87 433,89

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		563 390,76	0,00	0,00	0,00	563 390,76
Dépenses de l'exercice		563 390,76	0,00	0,00	0,00	563 390,76
011	Charges à caractère général	348 452,76	0,00	0,00	0,00	348 452,76
012	Charges de personnel, frais assimilés	45 438,00	0,00	0,00	0,00	45 438,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	19 500,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		203 791,00	0,00	0,00	0,00	203 791,00
Recettes de l'exercice		203 791,00	0,00	0,00	0,00	203 791,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	203 791,00	0,00	0,00	0,00	203 791,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-359 599,76	0,00	0,00	0,00	-359 599,76

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		11 228 743,01	4 227 579,19	738 322,52	16 194 644,72
Dépenses de l'exercice		11 228 743,01	4 227 579,19	738 322,52	16 194 644,72
011	Charges à caractère général	5 292 361,01	145 634,19	286 940,52	5 724 935,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 232 882,00	4 009 945,00	441 998,00	8 684 825,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 702 500,00	72 000,00	9 384,00	1 783 884,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		9 395 938,00	78 000,00	7 917,00	9 481 855,00
Recettes de l'exercice		9 395 938,00	78 000,00	7 917,00	9 481 855,00
013	Atténuations de charges	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 363 511,00	38 000,00	0,00	1 401 511,00
73	Impôts et taxes	7 177 927,00	0,00	0,00	7 177 927,00
74	Dotations et participations	834 500,00	40 000,00	7 917,00	882 417,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 832 805,01	-4 149 579,19	-730 405,52	-6 712 789,72

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	137 982,64	8 277 915,08	1 149 316,29	0,00	1 661 529,00	2 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	137 982,64	8 277 915,08	1 149 316,29	0,00	1 661 529,00	2 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	61 779,64	5 188 880,08	39 672,29	0,00	29,00	2 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	76 203,00	3 047 035,00	1 109 644,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	41 000,00	0,00	0,00	1 661 500,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	9 349 938,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	9 349 938,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	1 317 511,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	7 177 927,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	834 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-137 982,64	1 072 022,92	-1 103 316,29	0,00	-1 661 529,00	-2 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		1 103 311,27	478 597,00	657 683,92	1 914 727,00	73 260,00	722 322,52	0,00	16 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 103 311,27	478 597,00	657 683,92	1 914 727,00	73 260,00	722 322,52	0,00	16 000,00	0,00
011	Charges à caractère général	71 903,27	0,00	470,92	0,00	73 260,00	270 940,52	0,00	16 000,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	959 408,00	478 597,00	657 213,00	1 914 727,00	0,00	441 998,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 384,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		38 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	7 917,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		38 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	7 917,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	7 917,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 065 311,27	-478 597,00	-657 683,92	-1 914 727,00	-33 260,00	-714 405,52	0,00	-16 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		1 519 550,28	0,00	0,00	0,00	0,00	537 350,00	0,00	2 056 900,28
Dépenses de l'exercice		1 519 550,28	0,00	0,00	0,00	0,00	537 350,00	0,00	2 056 900,28
011	Charges à caractère général	742 678,28	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	743 028,28
012	Charges de personnel, frais assimilés	325 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 872,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	0,00	275 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	451 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 000,00	0,00	713 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		38 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 500,00	0,00	329 725,00
Recettes de l'exercice		38 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 500,00	0,00	329 725,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	20 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	21 100,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	0,00	275 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	17 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	33 625,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 481 325,28	0,00	0,00	0,00	0,00	-245 850,00	0,00	-1 727 175,28

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**2 396 917,26**	**318 047,21**	**0,00**	**0,00**	**2 714 964,47**
Dépenses de l'exercice		**2 396 917,26**	**318 047,21**	**0,00**	**0,00**	**2 714 964,47**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*67 420,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*67 420,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	173 515,80	0,00	0,00	173 515,80
204	Subventions d'équipement versées	318 491,00	-2 000,00	0,00	0,00	316 491,00
21	Immobilisations corporelles	2 011 006,26	146 531,41	0,00	0,00	2 157 537,67
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		**9 422 887,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 422 887,01**
Recettes de l'exercice		**7 675 444,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 675 444,22**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 251 462,26*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 251 462,26*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 316 250,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 316 250,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 612 036,21	0,00	0,00	0,00	2 612 036,21
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	495 695,75	0,00	0,00	0,00	495 695,75
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 747 442,79	0,00	0,00	0,00	1 747 442,79
SOLDE (2)		7 025 969,75	-318 047,21	0,00	0,00	6 707 922,54

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		318 047,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		318 047,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	173 515,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	-2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	146 531,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-318 047,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	**512 sur 612** *0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	233 446,00	0,00	233 446,00
Dépenses de l'exercice		0,00	233 446,00	0,00	233 446,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	10 056,00	0,00	10 056,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	130 840,00	0,00	130 840,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	92 550,00	0,00	92 550,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	240 575,00	0,00	240 575,00
Recettes de l'exercice		0,00	240 575,00	0,00	240 575,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*5 000,00*

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	235 575,00	0,00	235 575,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	7 129,00	0,00	7 129,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	233 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	233 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	10 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	130 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	92 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	240 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	240 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	235 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	7 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	71 500,00	71 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	71 500,00	71 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	57 500,00	57 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	14 000,00	14 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	14 000,00	14 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	14 000,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-57 500,00	-57 500,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-57 500,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		705 004,00	0,00	27 500,00	249 500,00	982 004,00
Dépenses de l'exercice		705 004,00	0,00	27 500,00	249 500,00	982 004,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	7 700,00	0,00	0,00	0,00	7 700,00
204	Subventions d'équipement versées	620 029,00	0,00	27 500,00	249 500,00	897 029,00
21	Immobilisations corporelles	76 910,00	0,00	0,00	0,00	76 910,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	365,00	0,00	0,00	0,00	365,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		68 044,17	0,00	0,00	0,00	68 044,17
Recettes de l'exercice		68 044,17	0,00	0,00	0,00	68 044,17
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	68 044,17	0,00	0,00	0,00	68 044,17
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-636 959,83	0,00	-27 500,00	-249 500,00	-913 959,83

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**1 343 953,61**	**450 824,00**	**3 564 828,10**	**5 359 605,71**
Dépenses de l'exercice		**1 343 953,61**	**450 824,00**	**3 564 828,10**	**5 359 605,71**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**7 000,00**	**313 234,00**	**57 796,00**	**378 030,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**72 400,00**	**0,00**	**0,00**	**72 400,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 196 366,71**	**137 590,00**	**5 400,00**	**1 339 356,71**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**68 186,90**	**0,00**	**0,00**	**68 186,90**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**3 501 632,10**	**3 501 632,10**
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	3 501 632,10	3 501 632,10
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**100 000,00**	**30 000,00**	**389 490,00**	**519 490,00**
Recettes de l'exercice		**100 000,00**	**30 000,00**	**389 490,00**	**519 490,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	30 000,00	389 490,00	419 490,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 243 953,61	-420 824,00	-3 175 338,10	-4 840 115,71

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 223 189,36	0,00	0,00	0,00	120 764,25
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 223 189,36	0,00	0,00	0,00	120 764,25
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 400,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 148 002,46	0,00	0,00	0,00	48 364,25
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	68 186,90	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 123 189,36	0,00	0,00	0,00	-120 764,25

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		278 704,00	0,00	0,00	0,00	172 120,00	3 564 828,10	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		278 704,00	0,00	0,00	0,00	172 120,00	3 564 828,10	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	278 704,00	0,00	0,00	0,00	34 530,00	57 796,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	137 590,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 501 632,10	0,00	0,00	0,00
15	POLE ENVIRONNEMENTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 501 632,10	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		20 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	389 490,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		20 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	389 490,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	20 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	389 490,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-258 704,00	0,00	0,00	0,00	-162 120,00	-3 175 338,10	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		888 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	903 476,00
Dépenses de l'exercice		888 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	903 476,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	101 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 440,00
204	Subventions d'équipement versées	249 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	259 000,00
21	Immobilisations corporelles	30 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	35 936,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
26	Participat° et créances rattachées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-888 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-15 000,00	0,00	-903 476,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

TRESORERIE MUNICIPALE D'AUXERRE
68 rue du pont

89000 AUXERRE
Tél : 03-86-51-30-00
Courriel : t089003@dgfip.finances.gouv.fr

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03600 - COMMUNAUTE AGGLO AUXERROIS**

Numéro de la liste 3416730233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A AUXERRE, le 25 sept. 2019
Le comptable

Thibaut Hettich

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	303,00 €	
6542	0,00 €	
Total	303,00 €	

A Le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Référence	Nom du redevable	Reste à recouvrer	Motif de la présentation	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2016	T-702600000036-1	MARLIN Celine	40,00	PV carence			
		Sous-total pour MARLIN Celine	**40,00**				
2016	T-702600000035-1	MONTAGNON Beatrice	80,00	PV carence			
2014	T-702600000282-1	MONTAGNON BEATRICE	50,00	PV carence			
		Sous-total pour MONTAGNON BEATRICE	**130,00**				
2009	T-702600000342-1	PAQUEREAU CECILE Nc	0,50	RAR inférieur seuil poursuite			
		Sous-total pour PAQUEREAU CECILE Nc	**0,50**				
2014	T-702600000512-1	PERDRIAT Aurelie	40,00	PV carence			
		Sous-total pour PERDRIAT Aurelie	**40,00**				
2015	T-702600000147-1	ROBERT NICOLAS	5,00	PV carence			
		Sous-total pour ROBERT NICOLAS	**5,00**				
2010	T-702600000255-1	SIMON Christine	87,50	Décédé et demande renseignement négative			
		Sous-total pour SIMON Christine	**87,50**				
		TOTAL GENERAL	**303,00**				

TRESORERIE MUNICIPALE D'AUXERRE
68 rue du pont

89000 AUXERRE
Tél : 03-86-51-30-00
Courriel : t089003@dgfip.finances.gouv.fr

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03602 - EAU POTABLE-CA AUXERROIS**

Numéro de la liste 3685920233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A AUXERRE, le 25 sept. 2019
Le comptable

Thibaut Hettich

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	283,78 €	
6542	0,00 €	
Total	283,78 €	

A Le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Référence	Nom du redevable	Reste à recouvrer	Motif de la présentation	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2018	T-539-1	BLANDET Michel	18,25	Décédé et demande renseignement négative			
		Sous-total pour BLANDET Michel	**18,25**				
2018	T-1458-1	GIBERT Nadine	177,19	PV carence			
		Sous-total pour GIBERT Nadine	**177,19**				
2018	T-364-1	MALVICHE Jerome	88,34	PV carence			
		Sous-total pour MALVICHE Jerome	**88,34**				
		TOTAL GENERAL	**283,78**				

TRESORERIE MUNICIPALE D'AUXERRE
68 rue du pont

89000 AUXERRE
Tél : 03-86-51-30-00
Courriel : t089003@dgfip.finances.gouv.fr

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03602 - EAU POTABLE-CA AUXERROIS**

Numéro de la liste 3544300233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A AUXERRE, le 25 sept. 2019
Le comptable

Thibaut Hettich

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	0,00 €	
6542	230,47 €	
Total	230,47 €	

A Le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Référence	Nom du redevable	Reste à recouvrer	Motif de la présentation	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2018	T-602-1	SILVA Antonio	93,23	Surendettement et décision effacement de dette			
		Sous-total pour SILVA Antonio	**93,23**				
2018	T-632-1	TOITOT GREGORY OU MAI	137,24	Surendettement et décision effacement de dette			
		Sous-total pour TOITOT GREGORY OU MAI	**137,24**				
		TOTAL GENERAL	**230,47**				

Direction Générale des Finances Publiques

TRESORERIE MUNICIPALE D'AUXERRE
68 rue du pont

89000 AUXERRE
Tél : 03-86-51-30-00
Courriel : t089003@dgfip.finances.gouv.fr

Exercice 2019

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03611 - DECHETS-REDEVANCE INCITATIVE**

Numéro de la liste 3351480233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A AUXERRE, le 26 sept. 2019
Le comptable

Thibaut Hettich

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	10 902,41 €	
6542	0,00 €	
Total	10 902,41 €	

A Le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

2017	R-3-2771-1	BEAUSSART CATHERINE	71,50	PV carence			
2016	T-711347690033-1	BEAUSSART Catherine	103,50	PV carence			
		Sous-total pour BEAUSSART Catherine	**175,00**				
2017	R-3-2374-1	BEN BELGACEM Franck	116,10	PV carence			
2016	T-711353970033-1	BEN BELGACEM Franck	33,43	PV carence			
2017	R-7-1539-1	BEN BELGACEM Franck	108,20	PV carence			
2018	R-1-1537-1	BEN BELGACEM Franck	152,20	PV carence			
		Sous-total pour BEN BELGACEM Franck	**409,93**				
2016	T-711350940033-1	BEN BELGACEN Franck	63,67	PV carence			
		Sous-total pour BEN BELGACEN Franck	**63,67**				
2017	R-7-1033-1	BORCA Stephanie	107,00	PV carence			
2018	R-1-2213-1	BORCA Stephanie	45,75	PV carence			
2017	R-3-1535-1	BORCA Stephanie	96,60	PV carence			
		Sous-total pour BORCA Stephanie	**249,35**				
2016	T-711353410033-1	BOUCHIER Laure	99,50	PV carence			
2017	R-3-1240-1	BOUCHIER Laure	10,75	PV carence			
2017	R-7-742-1	BOUCHIER Laure	107,50	PV carence			
		Sous-total pour BOUCHIER Laure	**217,75**				
2017	R-7-1034-1	BOUQUIER NEE HUGOT Ma	93,90	PV carence			
2018	R-1-1032-1	BOUQUIER NEE HUGOT Ma	101,40	PV carence			
		Sous-total pour BOUQUIER NEE HUGOT Ma	**195,30**				
2016	T-711354580033-1	BOURGEOIS Sebastien	77,50	PV carence			
2017	R-7-401-1	BOURGEOIS Sebastien	72,50	PV carence			
2017	R-3-890-1	BOURGEOIS Sebastien	77,50	PV carence			
2018	R-1-390-1	BOURGEOIS Sebastien	72,50	PV carence			
		Sous-total pour BOURGEOIS Sebastien	**300,00**				
2017	R-3-2407-1	BRULARD Joelle	67,50	PV carence			
2016	T-711354230033-1	BRULARD Joelle	67,50	PV carence			
		Sous-total pour BRULARD Joelle	**135,00**				
2016	T-711354180033-1	CHATELIN Valerie	90,00	PV carence			
2018	R-1-1581-1	CHATELIN Valerie	86,70	PV carence			
2017	R-3-2425-1	CHATELIN Valerie	90,00	PV carence			
2017	R-7-1585-1	CHATELIN Valerie	86,70	PV carence			
2018	R-7-1578-1	CHATELIN Valerie	88,20	PV carence			
		Sous-total pour CHATELIN Valerie	**441,60**				
2017	R-3-2427-1	CHORIN Roger	77,50	Décédé et demande renseignement négative			
2017	R-7-1587-1	CHORIN Roger	72,50	Décédé et demande renseignement négative			
		Sous-total pour CHORIN Roger	**150,00**				
2017	R-3-2440-1	COTTRAY Alice	77,90	PV carence			
2016	T-711353870033-1	COTTRAY Alice	90,70	PV carence			
		Sous-total pour COTTRAY Alice	**168,60**				
2017	R-7-771-1	CROISSANT Guy	77,50	Décédé et demande renseignement négative			
2018	R-1-761-1	CROISSANT Guy	72,50	Décédé et demande renseignement négative			
		Sous-total pour CROISSANT Guy	**150,00**				
2017	R-3-1270-1	CUFFAUT Yannick	158,60	PV carence			
2016	T-711354030033-1	CUFFAUT Yannick	66,24	PV carence			
		Sous-total pour CUFFAUT Yannick	**224,84**				
2017	R-7-110-1	D HERVE Elisabeth	90,00	PV carence			
2017	R-3-582-1	D HERVE Elisabeth	125,00	PV carence			
2018	R-7-83-1	D HERVE Elisabeth	94,50	PV carence			
2018	R-1-84-1	D HERVE Elisabeth	105,50	PV carence			
2016	T-711354670033-1	D HERVE Elisabeth	95,00	PV carence			
		Sous-total pour D HERVE Elisabeth	**510,00**				
2016	T-711353290033-1	DE OLIVEIRA Cesar	84,30	PV perquisition et demande renseignement négative			
		Sous-total pour DE OLIVEIRA Cesar	**84,30**				
2017	R-3-2460-1	DELENCRE Philippe San	98,32	PV carence			

552 sur 612

		Sous-total pour DELENCRE Philippe San	**98,82**				
2018	R-7-126-1	GIBERT Nadine	98,60	PV carence			
2018	R-1-130-1	GIBERT Nadine	103,30	PV carence			
2017	R-7-151-1	GIBERT Nadine	44,51	PV carence			
		Sous-total pour GIBERT Nadine	**246,41**				
2017	R-3-66-1	GUINOT Pierre	118,30	Décédé et demande renseignement négative			
		Sous-total pour GUINOT Pierre	**118,30**				
2017	R-3-2541-1	HOURS David	117,00	PV carence			
2017	R-7-1697-1	HOURS David	111,30	PV carence			
2018	R-1-1699-1	HOURS David	127,40	PV carence			
2016	T-711350980033-1	HOURS David	103,20	PV carence			
		Sous-total pour HOURS David	**458,90**				
2017	R-3-661-1	JACOTEY Jean Francois	91,34	PV carence			
2018	R-1-161-1	JACOTEY Jean Francois	140,50	PV carence			
2017	R-7-180-1	JACOTEY Jean Francois	96,50	PV carence			
2016	T-711353550033-1	JACOTEY Jean Francois	75,79	PV carence			
		Sous-total pour JACOTEY Jean Francois	**404,13**				
2017	R-7-1273-1	LASSALLE Albert	72,50	PV carence			
2017	R-3-1781-1	LASSALLE Albert	77,50	PV carence			
2018	R-1-1268-1	LASSALLE Albert	72,50	PV carence			
2016	T-711350600033-1	LASSALLE Albert	77,50	PV carence			
		Sous-total pour LASSALLE Albert	**300,00**				
2017	R-3-707-1	LOEWENGUTH Mickael	25,00	Combinaison infructueuse d actes			
		Sous-total pour LOEWENGUTH Mickael	**25,00**				
2016	T-711354040033-1	LOURY Jean Luc	99,50	PV carence			
		Sous-total pour LOURY Jean Luc	**99,50**				
2017	R-7-1751-1	MALVICHE Jerome	119,50	PV carence			
2018	R-1-1758-1	MALVICHE Jerome	118,00	PV carence			
2017	R-3-2601-1	MALVICHE Jerome	126,00	PV carence			
		Sous-total pour MALVICHE Jerome	**363,50**				
2016	T-711347570033-1	MARLIN Celine	103,50	PV carence			
2017	R-7-2247-1	MARLIN Celine	134,85	PV carence			
2017	R-3-2608-1	MARLIN Celine	104,60	PV carence			
		Sous-total pour MARLIN Celine	**342,95**				
2017	R-3-731-1	MATEOS Sandra	42,40	PV carence			
		Sous-total pour MATEOS Sandra	**42,40**				
2017	R-7-1125-1	MESNARD DOMINIQUE OU	134,50	PV carence			
2017	R-3-1626-1	MESNARD DOMINIQUE OU	145,50	PV carence			
		Sous-total pour MESNARD DOMINIQUE OU	**280,00**				
2017	R-3-2625-1	MICHAUD Isabelle	93,30	PV carence			
2017	R-7-1773-1	MICHAUD Isabelle	93,30	PV carence			
2016	T-711347280033-1	MICHAUD Isabelle	96,60	PV carence			
		Sous-total pour MICHAUD Isabelle	**283,20**				
2017	R-7-1126-1	MICHEL Sebastien	81,10	PV carence			
2018	R-7-1122-1	MICHEL Sebastien	82,60	PV carence			
2016	T-711349650033-1	MICHEL Sebastien	45,82	PV carence			
2018	R-1-1122-1	MICHEL Sebastien	94,40	PV carence			
2017	R-3-1627-1	MICHEL Sebastien	53,23	PV carence			
		Sous-total pour MICHEL Sebastien	**357,15**				
2018	R-1-1784-1	MONTAGNON Beatrice	92,30	PV carence			
2017	R-3-2629-1	MONTAGNON Beatrice	99,70	PV carence			
2017	R-7-1778-1	MONTAGNON Beatrice	96,00	PV carence			
2016	T-711346440033-1	MONTAGNON Beatrice	96,00	PV carence			
		Sous-total pour MONTAGNON Beatrice	**384,00**				
2017	R-3-1634-1	NOEL Patrick Fabrice	117,30	PV carence			
2018	R-1-1128-1	NOEL Patrick Fabrice	145,50	PV carence			

2017	R-7-1132-1	NOEL Patrick Fabrice	111,30	PV carence		
2016	T-711350720033-1	NOEL Patrick Fabrice	96,60	PV carence		
		Sous-total pour NOEL Patrick Fabrice	**670,70**			
2017	R-7-617-1	ORTEGA Christine	83,40	PV carence		
2017	R-3-1114-1	ORTEGA Christine	137,30	PV carence		
2016	T-711353950033-1	ORTEGA Christine	113,10	PV carence		
2018	R-1-607-1	ORTEGA Christine	80,10	PV carence		
		Sous-total pour ORTEGA Christine	**413,90**			
2016	T-711350190033-1	PERDRIAT Aurelie	121,90	PV carence		
2018	R-1-1135-1	PERDRIAT Aurelie	181,00	PV carence		
2017	R-7-1139-1	PERDRIAT Aurelie	119,50	PV carence		
2018	R-7-1135-1	PERDRIAT Aurelie	121,00	PV carence		
		Sous-total pour PERDRIAT Aurelie	**543,40**			
2017	R-7-292-1	PESCHEUX Louis Robert	87,50	PV carence		
2017	R-3-774-1	PESCHEUX Louis Robert	80,00	PV carence		
2018	R-1-276-1	PESCHEUX Louis Robert	115,00	PV carence		
2016	T-711353620033-1	PESCHEUX Louis Robert	77,50	PV carence		
		Sous-total pour PESCHEUX Louis Robert	**360,00**			
2017	R-3-793-1	RAPIN Yann	87,50	PV carence		
2016	T-711354730033-1	RAPIN Yann	90,70	PV carence		
		Sous-total pour RAPIN Yann	**178,20**			
2017	R-3-1432-1	ROBERT Nicolas	226,00	PV carence		
2018	R-1-914-1	ROBERT Nicolas	137,00	PV carence		
2016	T-711349170033-1	ROBERT Nicolas	225,50	PV carence		
2017	R-7-926-1	ROBERT Nicolas	228,50	PV carence		
2018	R-7-899-1	ROBERT Nicolas	117,00	PV carence		
		Sous-total pour ROBERT Nicolas	**934,00**			
2017	R-3-804-1	ROUBINEAU Bruno	77,50	PV carence		
2016	T-711353810033-1	ROUBINEAU Bruno	24,01	PV carence		
2018	R-1-304-1	ROUBINEAU Bruno	72,50	PV carence		
		Sous-total pour ROUBINEAU Bruno	**174,01**			
2017	R-3-2892-1	SIMAO OU TABOSA Renat	125,50	PV carence		
2016	T-711341290033-1	SIMAO OU TABOSA Renat	135,50	PV carence		
2017	R-7-2042-1	SIMAO OU TABOSA Renat	119,50	PV carence		
		Sous-total pour SIMAO OU TABOSA Renat	**380,50**			
2016	T-711349740033-1	VAN DE PUTTE Renee	84,30	Décédé et demande renseignement négative		
2017	R-3-1687-1	VAN DE PUTTE Renee	84,30	Décédé et demande renseignement négative		
		Sous-total pour VAN DE PUTTE Renee	**168,60**			

554 sur 612

TRESORERIE MUNICIPALE D'AUXERRE
68 rue du pont

89000 AUXERRE
Tél : 03-86-51-30-00
Courriel : t089003@dgfip.finances.gouv.fr

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03600 - COMMUNAUTE AGGLO AUXERROIS**

Numéro de la liste 4088490233

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A AUXERRE, le 25 sept. 2019
Le comptable

Thibaut Hettich

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	0,00 €	
6542	2 855,89 €	
Total	2 855,89 €	

A Le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Référence	Nom du redevable	Reste à recouvrer	Motif de la présentation	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2015	R-43-407-1	SARL LE PETIT PRINCE	625,96	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ			
2016	R-49-437-1	SARL LE PETIT PRINCE	707,83	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ			
2016	R-15-138-1	SARL LE PETIT PRINCE	1 522,10	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ			
		Sous-total pour SARL LE PETIT PRINCE	**2 855,89**				
		TOTAL GENERAL	**2 855,89**				

Syndicat Mixte de l'Aéroport d'Auxerre -Branches

communauté de l'auxerrois

CONVENTION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT ENTRE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS et LE SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT D'AUXERRE-BRANCHES

Entre

La Communauté de l'Auxerrois dont le siège est situé 6 bis place du Maréchal Leclerc, BP 58 89010 Auxerre, représenté par son vice-président, Monsieur Bernard RIANT, autorisé à contracter la présente convention par délibération n°2019-…… du conseil communautaire du 16 décembre 2019,

Et

Le Syndicat Mixte de l'Aéroport d'Auxerre-Branches, dont le siège est situé 6 bis place du Maréchal Leclerc, BP 58 89010 Auxerre, représentée par son Président Monsieur Gérard DELILLE autorisé par la délibération n°2019-……. du comité syndical du 17 décembre 2019 à contracter la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Communauté de l'auxerrois et du SMAAB dans la réalisation des opérations inscrites dans le programme d'investissements 2019 de l'aérodrome d'Auxerre-Branches, relatif à l'acquisition de terrains (phase 1), d'un certificat électronique, de travaux d'automatisation de la porte d'entrée, de rénovation et d'isolation de la façade, et de rénovation des trottoirs d'accès à l'aérogare (phase 1), ainsi que les travaux sur la porte de hangar de la société Delta Tango Aviation, pour un coût global estimé à 283 661€.

Article 2 – Engagement de la Communauté de l'auxerrois

La Communauté de l'auxerrois s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 3.2 des présentes, à attribuer au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 77 000€.
La ventilation par poste de la dépense subventionnable figure dans le budget prévisionnel en annexe 1.

Article 3 – Versement de la subvention

Article 3.1.

Le versement de la subvention visée à l'article 2 sera subordonné :

- Au respect de l'affectation de la subvention figurant en annexe 1, dans la limite de l'assiette subventionnable,

- A la production des justificatifs visés à l'article 3.2,
- Au respect des engagements visés à l'article 4.

Article 3.2.

Le versement de la subvention sera effectué de la manière suivante :

- Une avance de 20% à la signature de la convention sur demande du bénéficiaire qui devra justifier de l'engagement de l'opération,
- Un ou plusieurs acomptes peuvent être versés sur justification des dépenses acquittées (état détaillé des mandats visé du comptable public au fur et à mesure d l'avancement de l'opération.
  Les acomptes sont calculés au prorata des dépenses réalisées.
  En cas de versement d'une avance, le premier acompte ne peut être versé que si sont justifiées les dépenses afférentes à l'avance.
  L'avance et les acomptes seront plafonnés à 80% du montant de la subvention.
- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation :
  - Du bilan financier de l'opération signé de la personne compétente
  - Des justificatifs de dépenses : état détaillé des mandats visé du comptable public.

La Communauté de l'auxerrois se réserve la possibilité d'exiger que cet état soit accompagné des factures acquittées correspondantes, si la compréhension de son contenu rend nécessaire cette communication.

Article 3.3.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 6 mois à compter de la fin du délai de réalisation de l'opération pour produire sa demande de versement du solde, accompagnée des pièces justificatives exigées.
Passé ce délai, la subvention de la Communauté de l'auxerrois ne pourra plus faire l'objet d'aucun versement.

Article 4 – Engagement du SMAAB

En cas de non-respect des engagements visés ci-dessous, la Communauté de l'auxerrois pourra procéder à une demande de reversement de la subvention en totalité au prorata temporis ou materiae, par l'émission d'un titre de recettes.

Article 4.1 – Réalisation du projet

Le bénéficiaire s'engage à réaliser les investissements dans les conditions décrites dans le dossier présenté au moment de la demande d'aide de la communauté.
Le bénéficiaire s'engager à employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien les opérations subventionnées.

Le bénéficiaire s'engage à faire mention du concours financier de la Communauté et à apposer le logo de la Communauté sur tout support de communication.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, le cas échéant.

Pour les opérations d'investissement, le bénéficiaire s'engage à maintenir dans son patrimoine les investissements réalisés pendant une période minimum de 4 ans.

Pour les opérations de rénovation de bâtiment, le bénéficiaire s'engage à justifier le respect des critères d'éco-conditionnalité fixés par la Région.

Le non-respect de ces conditions entrainera le reversement de l'intégralité de l'aide à la Communauté de l'auxerrois.

Article 4.2 – Information et contrôle

Le bénéficiaire s'engage à alerter la Communauté en cas de mise sous tutelle, dans un délai maximum de trois mois après la survenance de l'évènement.

Le bénéficiaire s'oblige à laisser à Région effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que cette dernière soit en mesure de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Communauté de l'auxerrois tout document et tout renseignement qu'elle pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la démarche.

Dans tous les cas, la Communauté peut déléguer une mission d'audit auprès des organismes bénéficiaires de cette subvention.

Ceux-ci devront tenir à disposition les documents nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Le bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Communauté les autres financements publics dont il dispose.

Lorsque la Communauté constate que les comptes des opérations produits par le bénéficiaire font apparaître un excédent, les opérations subventionnées font l'objet d'un examen afin de relever un éventuel surfinancement, elle émettra un titre de recette du montant correspondant.

Article 5 – Encadrement de l'usage du logo

Le bénéficiaire d'une aide communautaire est tenu de mentionner le concours financier de la Communauté dans l'objectif d'assurer la transparence sur l'octroi de fonds publics et sur la valorisation de l'action de la collectivité.

La Communauté de l'auxerrois est identifiée notamment par le logotype suivant :

Dans le cadre de la présente convention, la Communauté autorise le bénéficiaire à faire usage de ce logotype.

Article 6 – Non versement et restitution de la subvention

La Communauté se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou t'émettre un titre de recettes pour mise en recouvrement par le payeur régional de tout ou partie du montant de la subvention versée :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à ses engagements et obligations,
- En cas d'utilisation non conforme à l'objet des opérations subventionnées,
- En cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par le bénéficiaire à la Communauté,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de la réalisation des opérations financées,
- En cas de transfert de l'activité hors de la Communauté,
- En cas de non présentation à la Communauté par le bénéficiaire de l'ensemble des documents exigés à l'article 4.22 de la présente convention,
- En cas de non justification des dépenses relatives à l'avance ou aux acomptes versés sur dépenses engagées,
- S'il apparait, au moment de l'examen des comptes de l'opération transmis par le bénéficiaire, un financement supérieur au coût réel des dépenses nécessaires à l'opération,
- En cas de non-respect de lé réglementation européenne sur l'attribution des aides d'Etat, le cas échéant,
- En cas de non-respect des critères d'éco-conditionnalité.

Article 7- Résiliation

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 6, à l'exception du cas de trop perçu, entrainera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeur ou accord de la collectivité.

Article 8 - Durée et date d'effet de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature pour une durée de 4 ans (2 ans pour la réalisation de l'opération, 2 ans pour les contrôles de la Communauté).

Article 9 – Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses s'ouvre à compter du 13 mai 2019 (date de l'accusé de réception de la demande complète par la Communauté), jusqu'à la fin du délai de réalisation de l'opération, soit 2 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

Article 10 - Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement de litige avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Dijon.

Fait à Auxerre, le

Le Président du Syndicat Mixte de
l'Aéroport d'Auxerre-Branches

Gérard DELILLE

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois,

Syndicat Mixte de l'Aéroport d'Auxerre -Branches

communauté de l'auxerrois

Guy FÉREZ

ANNEXE 1
BUDGET PREVISIONNEL INVESTISSEMENT

Dépenses prévisionnelles			Recettes prévisionnelles	
Investissements	Coût prévu = dépense subventionnable	Coût prévu non éligible	Financements	Montants prévus
Aquisition de terrains, certificat électronique, travaux de fibre optique, sur l'aérogare : système de porte automatisée, façade, trottoirs, porte du hangar DTA	283 661 €	0€	Subvention : Communauté de l'auxerrois Département de l'Yonne Région Bourgogne Franche-Comté Autofinancement	77 000€ 77 000€ 77 000€ 52 661 €
Sous total	283 661 €	0 €	283 661€	
Total	283 661 €			

communauté
de l'auxerrois

CONVENTION DE PARTENARIAT 2020-2022

Entre les soussignés,

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Guy FEREZ,

Et,

L'Association Club Mob, représentée par son Président, Monsieur Alain BERNIER,

---

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, de par ses statuts notamment en matière de Politique de la Ville, concoure plus particulièrement au soutien des outils territoriaux en faveur de l'emploi et de l'insertion dont l'association Club Mob.

Article I : Objet de l'Association

Soutenue par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois depuis 2006, l'association Club Mob a pour objet de faciliter l'accès à l'emploi par le biais de mise à disposition de véhicules. L'association assure à ce titre plusieurs missions :

- Maintenance d'un parc de mobilité constitué de cyclomoteurs et de voitures.
- Mise à disposition de ces véhicules aux personnes en parcours d'insertion.
- Sensibilisation à la sécurité et à la réglementation en vigueur.
- Réparation et entretien de cyclomoteurs sous convention avec plusieurs CCAS du département.
- Information sur l'offre de transport au niveau local.
- Information sur les aides financières possibles dans le cadre de l'aide à la mobilité.

En règle générale, les bénéficiaires ne possèdent aucun moyen de transport et les lieux dans lesquels ils doivent se rendre ne sont pas desservis par des transports en commun ou mal desservis aux heures de début et/ou de fin de poste (horaires décalés).

L'association située au coeur du quartier Sainte Geneviève couvre un besoin qu'aucun service de transport n'est à même de remplir à ce jour. Elle assure un volet social avec des outils autour de la question du transport des personnes en insertion.

Article II : Objet de la Convention

Les actions proposées par Club Mob favorisent, entre-autres, la levée des freins vers l'emploi, la formation et les échanges économiques et sociaux traditionnels. Ces actions sont aussi de précieux vecteurs de liens sociaux, de médiation globale et d'échanges avec les habitants des quartiers.

L'association a recruté un conseiller mobilité.

Ses missions principales seront :

- l'information et l'accompagnement des habitants des quartiers prioritaires et en veille active vers des solutions de mobilité ;
- la mise en place d' ateliers « mobilité » dans les quartiers (atelier d'initiation au code de la route, d'apprentissage du vélo, d'entretien d'un véhicule, de mise en situation pour utiliser les transports en commun…) ;

Le poste de conseiller fait l'objet d'un cofinancement entre l'État (via le dispositif d'« adulte-relais » pour une durée de 3 ans renouvelable), la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et l'Association.

La présente convention a pour objet d'assurer uniquement le cofinancement de ce poste de conseiller mobilité.

L'association Club Mob pourra également en parallèle répondre aux appels à projets du contrat de ville pour des actions innovantes et structurantes correspondant uniquement à des dépenses de fonctionnement liées aux actions proposées.

Article III : Modalités d'évaluation

L'association Club mob s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

- Le rapport d'activités de l'année, en indiquant les indicateurs de suivi pour les actions portées par l'association Club mob,
- Le bilan financier de la structure,
- Le rapport du Commissaire aux comptes.

Article IV : Délais de convention

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Elle sera reconduite par tacite reconduction pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2022, période correspondante à la durée de la convention liant le Club Mob et l'État pour le dispositif d'adulte-relais ainsi qu'à la durée du Protocole d'Engagements renforcés et réciproques de la rénovation du Contrat de Ville de l'Auxerrois.

Article V : Résiliation

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association Club mob. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis d'au moins trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Article VI : Engagement et versement de la subvention

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'engage à attribuer à l'association Club mob une subvention d'un montant de **5 000 €** pour assurer le cofinancement du conseiller mobilité. Le coût total annuel de ce poste est estimé à 25 938€ par l'association Club Mob.

Le versement de la subvention sera effectué en une seule fois, après concertation entre les parties dans le cadre d'un dialogue de gestion et présentation des pièces d'évaluation.

En cours de convention, les termes de celle-ci pourront être revus en cas d'évènement de nature à la modifier de façon significative. L'avenant à la convention fera l'objet d'un travail préalable entre les deux parties.

Fait à Auxerre, le

Le Président
de la Communauté d'Agglomération,
Guy FEREZ.

Le Président
de l'association Club mob,
Alain BERNIER.

Convention cadre d'objectifs et de missions entre la Communauté de l'auxerrois et l'Office de tourisme de l'auxerrois pour l'année 2016 à 2020

Entre

La Communauté de l'auxerrois, représentée par son président, Guy FEREZ, sise 6 bis place du Maréchal Leclerc – BP 58 à Auxerre (89010 Cedex), d'une part

Et

L'EPIC Office de tourisme de l'Auxerrois, représenté par sa présidente en exercice, Rachel LEBLOND, sis 7 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre, d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : les objectifs de la Communauté de l'auxerrois en matière de tourisme.

La Communauté souhaite assurer un développement touristique équilibré de l'ensemble des communes de l'Auxerrois en proposant des actions en matière de promotion, d'animation et d'actions touristiques. Pour chacun de ces domaines, les priorités sont les suivantes :

- Concrétiser l'ambition touristique affichée de l'Auxerrois, en devenant avec les territoires proches une destination à part entière de la Bourgogne, à même d'entrainer un renouveau économique.
- Structurer une offre attractive de séjours à Auxerre et autour d'Auxerre sur les filières prioritaires – itinérance, vin, nature – en phase avec la politique régionale, départementale, et les tendances du tourisme national et international.
- Mettre en place une organisation du tourisme propre à renforcer les compétences en matière de développement touristique ; en installant des synergies locales et en participant aux projets d'équipements collectifs touristiques.

Article 2 : Prestations et résultats attendus par la Communauté de l'Auxerrois en matière de tourisme

Conformément à la stratégie de développement touristique de l'Auxerrois, l'Office de tourisme devra poursuivre ses actions en matière d'information, de promotion et d'animation, qui seront en adéquation avec le schéma départemental de l'Agence de Développement Touristique de l'Yonne et le schéma Régional du Comité Régional du Tourisme de Bourgogne.

L'information touristique :

- accueil et information des visiteurs au sein des bureaux d'information, par téléphone, par courrier, par fax et par mail,
- renouvellement des éditions multilingues à destination de la population locale, de la clientèle touristique individuelle française et étrangère et des professionnels,
- mise à jour permanente du site Internet,
- ventes de guides, billets et produits en lien avec l'activité touristique ou culturelle
- location de matériel (bateaux, vélos....) en réponse aux besoins des touristes
- mise en place d'une démarche qualité en relation avec la MASCOT.

La promotion touristique :

- Définir et mettre en place une stratégie de promotion touristique en lien avec la stratégie de la communauté d'agglomération,
- Rédiger un plan marketing en lien avec la stratégie d'agglomération de l'Auxerrois, le plan marketing régional et le plan marketing départemental.
- recenser et promouvoir toutes les richesses touristiques, culturelles, viticoles et gastronomiques des communes de l'Auxerrois, en lien avec les communes,
- promouvoir les équipements de loisirs,
- promouvoir Auxerre, et le Pays d'art et d'histoire en collaboration avec le service animation du patrimoine de la ville.
- développement de circuits intégrés (hébergement, gastronomie, visites, animations, etc.) à Auxerre et dans l'Auxerrois,
- actions de promotion d'Auxerre et de l'Auxerrois (salons, démarchage, actions de marketing, accueils de presse et eductours) dans le but de développer la fréquentation touristique,
- état des ressources touristiques, viticoles et gastronomiques des communes de l'Auxerrois.

L'animation touristique :

- développer les activités de détente et de loisirs en direction des touristes,
- développer les circuits thématiques et les visites guidées dans l'Auxerrois,
- organiser des évènements et animations spécifiques.
- mise en place d'actions spécifiques dans l'Auxerrois (Garçon, la note !, visites guidées, jeudis du goût) et en partenariat avec les institutionnels du tourisme (café de pays, mise en place de labels, etc.),
- développement des animations liées à la gastronomie et au tourisme viticole (visites, dégustations, circuits, animations spécifiques, etc.),
- Développement des activités de loisir,

Le développement de l'offre touristique :

- Identification des sites présentant un intérêt pour implanter de nouveaux hébergements ou équipements
- contacts et partenariats avec les communes,
- Identification d'opérateurs ou d'investisseurs potentiels et prise de contact,
- Suivi de la prospection, participation au montage des projets,
- assistance à la Communauté de l'auxerrois dans les projets de soutien aux équipements touristiques (aire d'accueil de camping cars, signalétique des sentiers de randonnées, etc.),
- synergie avec les acteurs locaux et les institutionnels du tourisme pour faciliter l'émergence et l'aboutissement des projets touristiques,
- Création de groupe de travail sur les filières prioritaires
- Exploitation d'établissement à vocation touristique et de loisir.

Elaboration des services touristiques :

- Elaboration des schémas de randonnée.

La commercialisation des prestations des services touristiques :

- Billetterie

- Boutique sur la valorisation de la production locale
- Séjour intégré avec visites d'hébergements et activités
- Edition d'une brochure à destination des clientèles groupes scolaires, affaires autocaristes...

Il est par ailleurs, automatiquement consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Ce programme d'action fera l'objet de points intermédiaires avec les services de la Communauté d'agglomération au rythme de deux fois l'an.

Article 3 : les moyens et les prestations de l'Office de tourisme de l'Auxerrois

Pour lui permettre de remplir ses missions d'intérêt public que sont l'accueil, l'information et la promotion, la Communauté de l'auxerrois attribuera annuellement, à l'Office de tourisme de l'Auxerrois, les moyens nécessaires et adaptés à son classement en première catégorie par Office du Tourisme de France, et à ses obligations de prestations de service.

A – Locaux d'accueil directement accessibles au public

Le siège de l'Office de tourisme, situé au 7 place de l'Hôtel de Ville est ouvert en vue d'un service maximal en fonction de la saison. Son équipement minimum comprend la bureautique informatique, un téléphone avec répondeur, un télécopieur et une connexion à Internet.

Ces installations pourront évoluer en fonction des besoins et des attentes des touristes.

B – Les horaires d'ouverture au public

L'Office de tourisme doit s'engager à ouvrir ses bureaux d'accueil selon les critères relatifs à la catégorie I. du classement des Offices du tourisme de France. A la date de signature de cette convention, ces horaires sont définis ainsi : L'office de tourisme doit s'engager à ouvrir son bureau d'information touristique principal, ainsi que ceux présents dans les stations classées de tourisme de son ressort, au moins 240 jours par an, pour une durée minimale de 4 heures par jour et de 1680 heures par an. Les heures des différents bureaux d'information touristique, ou des accueils hors les murs par des conseillers en séjour, peuvent s'additionner si leurs périodes d'ouverture ne se chevauchent pas.

Ces critères pourront être modifiés par l'Office du Tourisme en fonction des changements dans les critères de classement de l'Office du tourisme de France et afin de répondre aux attentes des touristes.

C – Prestations de l'Office de tourisme liées à l'accueil, à l'information, à l'animation, à la promotion et au développement économique lié au tourisme

L'Office de tourisme de l'Auxerrois emploie un(e) directeur(trice) et du personnel qualifié pour l'accueil, l'information, la promotion, et le développement, régis selon les critères de la convention collective des organismes de tourisme. (Sauf le directeur qui est sous un statut de droit public).

Afin d'assurer un suivi des actions déployées par l'Office du Tourisme, et leurs résultats, celui-ci mettra en place des indicateurs pertinents :

Mise en place d'indicateurs :

- Tenue d'un tableau de bord de la fréquentation et de l'économie touristique locale et observation de la fréquentation de l'hôtellerie de la communauté auxerroise,
- Tableau trimestriel de suivi des activités d'informations de l'Office (nombre de visiteurs et évolution comparée à n-1, ventes de prestations..)
- Tableau de bord numérique,
- Tableau de suivi de la prospection de clientèles ou de voyagistes,
- Tableau de suivi des actions de démarchage presse

Article 4 : Dispositions financières

4-1- Engagement de la Communauté de l'auxerrois

Pour permettre à l'Office de tourisme de réaliser les actions et les prestations décrites ci-dessus, la Communauté de l'auxerrois s'engage à reverser les produits de la taxe de séjour et en fonction des crédits votés annuellement par le conseil communautaire à lui verser une subvention de fonctionnement chaque année.

Le montant de cette subvention de fonctionnement sera ajusté en fonction des produits de la taxe de séjour reversés, du rapport d'activités et des plans d'actions et financiers.

Des subventions dites « exceptionnelles" pourront être attribuées en complément de l'engagement financier prévu pour la conduite d'actions ponctuelles confiées à l'Office de tourisme de l'Auxerrois et feront l'objet d'avenants à cette convention, stipulant la nature, la durée du service et le montant des crédits spécifiques accordés.

4-2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention annuelle sera versée sous forme d'acomptes trimestriels avec un solde au cours du dernier trimestre de l'année civile ajusté en fonction des excédents de taxe de séjour reversés et au vu des comptes de l'office du tourisme certifiés par le commissaire aux comptes.

4-3 - Engagement de l'EPIC

Dans le cas où le montant de la subvention nécessaire serait inférieur au montant des acomptes versés en début d'année, l'EPIC s'engage à rembourser les sommes trop perçues.

4-4 - Contrôle – Obligations de l'Office de tourisme

L'Office de tourisme doit transmettre à la Communauté de l'auxerrois, au plus tard le 30 juin de l'année civile, son compte de résultat et son bilan comptable de l'année précédente, présentés à son Comité de Direction.

Ces documents doivent être accompagnés du rapport d'activités qualitatif et quantitatif. Ces documents préciseront notamment les actions et moyens mis en œuvre dans les différentes communes de l'Auxerrois pour assurer un développement touristique équilibré.

La Communauté de l'auxerrois est tenue informée, par courrier, des comités de Direction de l'EPIC, et des réunions des groupes de travail.

L'Office de tourisme s'engage à faire mention de la participation de la Communauté de l'auxerrois sur tout support de communication édité par elle et dans ses rapports avec les médias. Cette mention se fera notamment par l'apposition du logo de la Communauté de l'auxerrois sur toutes les brochures, plaquettes ou affiches.

Article 5 : Assurances

L'Office de tourisme de l'Auxerrois doit souscrire les assurances nécessaires pour l'ensemble de ses activités, ses personnels, ainsi que pour les locaux et le matériel mis à sa disposition.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 7 : Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant signé des deux parties.

Article 8 : Dénonciation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'EPIC.

Dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas ses engagements, la présente convention peut être résiliée, avec un préavis d'un mois, par courrier avec accusé de réception envoyé par l'autre partie.

La convention pourra être résiliée sans préavis, en accord entre les deux parties, en cas de signature d'une nouvelle convention qui le mentionnerait expressément et qui se substituerait à la présente convention.

Fait en trois exemplaires,

Auxerre, le

Madame Rachel Leblond	Monsieur Guy FEREZ
La Présidente de l'Office de tourisme de l'Agglomération	Le Président de la Communauté de l'auxerrois,

Auxerroise

Office de Tourisme de l'agglomération Auxerroise
Statuts de l'EPIC

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment les articles 3 à 7 ;

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L.133-1 à L133-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales R.2231-31 et suivants ;

Vu la délibération en date du 12 décembre 2013 approuvant la stratégie de développement économique de la Communauté de l'auxerrois, et notamment l'action consistant à faire du tourisme un moteur du développement économique ;

Vu la délibération n° du Conseil Communautaire du 9 juin 2016 approuvant la création d'un office de tourisme de l'agglomération auxerrois sous la forme d'un établissement public industriel et commercial ;

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er – Création de l'EPIC

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois crée un Etablissement Public Industriel et Commercial ayant pour dénomination « office de tourisme de l'agglomération Auxerrois » à compter du 1er novembre 2016.

L'office de tourisme dont le siège est situé au 7 place de l'Hôtel de Ville 89000 AUXERRE

Article 2 – Objet

L'EPIC se voit confier la responsabilité de développer la fréquentation touristique sur la zone touristique de la Communauté de l'auxerrois.

Par conséquent, il devra notamment :

- assurer l'accueil et l'information des touristes,
- assurer la promotion touristique sur le territoire communautaire en coordination avec le comité départemental et le comité régional du tourisme,
- contribuer à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local,

- favoriser l'adaptation de l'offre touristique aux exigences des clientèles française et étrangère, en particulier par la création de nouveaux produits,
- accroître les performances économiques de l'outil touristique,
- apporter son concours à la réalisation des événements destinés à renforcer la notoriété du territoire communautaire.

L'EPIC pourra commercialiser des prestations de services touristiques.

Il peut être également chargé, par le conseil communautaire, d'élaborer et mettre en œuvre la politique locale du tourisme et les programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines :

- de l'élaboration des services touristiques
- de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs,
- des études dont celles de l'animation des loisirs,
- de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles.

L'office de tourisme peut également conclure des conventions d'actions touristiques avec des membres de la communauté d'agglomération ou d'autres personnes publiques compétentes en matière de tourisme.

TITRE 2 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

L'office est administré par un comité de direction et dirigé par un directeur (Articles R 133-1 à R 133-18 code du tourisme).

Chapitre 1 – Le comité de direction

Article 3 – Organisation – Désignation des membres

Le comité de direction est composé:

- du collège des conseillers communautaires désignés par le conseil communautaire. Les titulaires et suppléants sont tous élus communautaires en exercice, pour la durée de leur mandat ;

- du collège des sociaux professionnels représentatifs des professions intéressées au tourisme.

Conformément aux dispositions de l'article L.133-5 du Code de tourisme, les membres représentant la Communauté de l'auxerrois détiennent la majorité des sièges du comité de direction de l'office de tourisme.

Le comité de direction comprend ainsi 21 membres, dont :

- 13 membres titulaires conseillers communautaires, et 13 suppléants,

- 8 représentants socio-professionnels titulaires et 8 suppléants issus du milieu professionnel du tourisme. Ils pourront être des représentants :

- du tourisme fluvial
- du Bureau Interprofessionnel des Vins de Bourgogne pour les vins du Grand Auxerrois
- des sites majeurs, patrimoine à visiter/évènementiel
- du tourisme d'affaires/évènementiel
- des activités de sports et loisirs plein air/tourisme équestre
- des hôteliers et restaurateurs
- des loueurs de meublés et de gîtes, classés et/ou labellisés
- des hôteliers de plein air

Et selon la procédure suivante :

Le Président de la Communauté de l'Auxerrois procède par lettre recommandée avec ~~avis~~ demande d'avis de réception, à la consultation des professionnels et organismes locaux intéressés par le tourisme. Faute de réponse dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la lettre, le Conseil communautaire désignera les représentants de ces professionnels et associations et le nom du suppléant pour chacun d'eux. Leurs fonctions prennent fin lors du renouvellement du Conseil Communautaire.

Article 4 – Présidence et vice-présidence

Le comité de direction élit un président et un vice-président parmi ses membres. La durée du mandat du président et du vice-président est identique à celle des membres du comité de direction.

La fonction de Président et de Vice-Président n'est pas rémunérée.

Article 5 – Rémunération / remboursement des membres du comité de direction

Les fonctions des membres du comité de direction sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement engagés par les membres pour se rendre aux réunions du comité de direction peuvent être remboursées, sur justificatifs, dans les conditions définies par les article 9,10 et 31 du décret n°90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils.

Les membres du comité de direction bénéficient du remboursement des frais de mission effectivement supportés par eux au titre de leur mandat, sur la base du taux applicable aux fonctionnaires dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 6 – Fonctionnement du comité de direction

Hormis la présidence de la séance du comité de direction, en cas d'empêchement du président, le vice-président ne peut exercer d'autres pouvoirs que ceux qui lui ont été délégués par le président.

Le comité de direction se réunit au moins six fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour. La convocation est envoyée au moins 8 jours francs avant la date de la réunion.

Le comité de direction, est, en outre, convoqué chaque fois que le président le juge utile ou sur demande de la majorité de ses membres en exercice.
Le directeur y assiste avec voix consultative. Ce dernier tient procès-verbal de la séance qu'il soumet au président.

Les séances du comité de direction ne sont pas publiques.

Le comité ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance ou représentés dépasse la moitié de celui des membres en exercice.
Lorsqu'un membre du comité, convoqué à une séance, fait connaître qu'il ne pourra pas y siéger, le suppléant y est convoqué.
Lorsque, après une première convocation, le quorum n'a pas été atteint, il est procédé à une deuxième convocation à huit jours d'intervalle au moins. Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables, quel que soit le nombre des présents.
Les délibérations du comité de direction sont prises à la majorité des votants.
En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Conformément à l'article R. 2221-8 du CGCT, les membres du comité de direction ne peuvent :
1° prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec l'office ;
2° Occuper une fonction dans ces entreprises ;
3° Assurer une prestation pour ces entreprises ;
4° Prêter leur concours à titre onéreux à l'office ;

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le comité de direction à la diligence de son président, soit par le préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du président de la Communauté de l'auxerrois.

Article 7 – Attributions du comité de direction

Conformément à l'article R.133-10 du Code du tourisme, le comité délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'office de tourisme et notamment sur les objets suivants :

1° Le budget des recettes et des dépenses de l'office ;
2° Le compte financier de l'exercice écoulé ;
3° La fixation des effectifs minimums du personnel et le tarif de leurs rémunérations ;

4° Le programme annuel de publicité et de promotion ;
5° Le programme des fêtes, manifestations culturelles et artistiques, compétitions sportives ;
6° Les projets de création de services ou installations touristiques ;
7° Les questions qui lui sont soumises pour avis par le conseil communautaire.

Les marchés de travaux, transports, fournitures et services sont soumis aux règles applicables aux marchés publics. Le comité de direction peut donner délégation au directeur pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée.

Article 8 - Commissions consultatives

Le comité de direction, sur proposition du président, peut constituer des commissions consultatives auxquelles sont susceptibles de participer des personnes qualifiées non membres dudit comité.
Les membres de ces commissions sont désignés par le président après avis du comité de direction.

Ces commissions doivent comprendre obligatoirement au moins un membre du comité de direction.
Le président, les vice-présidents et le directeur sont membres de droit de toutes les commissions.
Ces commissions peuvent également être dissoutes par le comité de direction, sur proposition du président.

Chapitre 2 – Le directeur

Article 9 – Statut

Le directeur assure le fonctionnement de l'établissement public sous l'autorité et le contrôle du Président.

Il est nommé par le Président dans le respect des conditions fixées aux articles R.133-11 et R.133-12 du code du tourisme.

Sa nomination et son licenciement sont décidés par délibération du comité de direction sur proposition du président.

Il ne peut être conseiller communautaire.

Article 10 – Attributions du directeur

Le directeur assure le fonctionnement de l'office sous l'autorité et le contrôle du président en application des dispositions de l'article R.2221-28 du CGCT.

Il peut, sans autorisation préalable du comité de direction, faire tous actes conservatoires des droits de l'office de tourisme.
Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du comité de direction.

Il exerce la direction de l'ensemble des services de l'office, sous réserve des dispositions des articles R. 2221-30 à R.2221-34 du CGCT concernant le comptable.

Il recrute et licencie le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires avec l'agrément du président.

Il est l'ordonnateur public et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses de l'office. Il prépare le budget, lequel est voté par le comité de direction et le transmet au conseil communautaire pour approbation. Il passe, en exécution des décisions du comité de direction, tout acte, contrat et marché.

En outre, le directeur prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation en vertu des dispositions de l'article L.2221-5-1 du CGCT.

Il établit chaque année un rapport sur l'activité de l'office, lequel est soumis au comité de direction par le président, puis au conseil communautaire.
Le directeur peut être appelé à participer à l'organisation générale de la sécurité, réglementée par l'autorité compétente en matière de police, dans la zone géographique d'intervention de l'office de tourisme. Il exécute en outre les ordres particuliers que l'autorité compétente en matière de police lui donne pour assurer cette sécurité.

Article 11 – Le personnel

Les agents de l'office de tourisme sont recrutés par le directeur sur des contrats de droit privé.

En dehors du directeur, de l'agent comptable et du personnel sous statut de droit public mis à disposition, le personnel de l'office relève du droit du travail, c'est-à-dire notamment des conventions collectives régissant les activités concernées.

Chapitre 3 – Budget et comptabilité de l'EPIC

Article 12 – Budget

Conformément à l'article L.133-7 du Code du tourisme, le budget de l'office comprend notamment en recettes le produit :

- Des subventions;
- Des souscriptions particulières et d'offres de concours ;
- Des dons et legs ;
- De la taxe de séjour que le conseil communautaire aura décidé de lui affecter ;
- Des recettes provenant de la gestion des services ou d'installations sportives et touristiques comprises dans le périmètre de la Communauté de l'auxerrois.

En outre, le conseil municipal ou les conseils municipaux intéressés peuvent décider, chaque année, lors du vote du budget primitif, d'affecter à l'office de tourisme tout ou partie du produit de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux prévue à l'article 1584 du code général des impôts.

Il comporte en dépenses, notamment :

- Les frais d'administration et de fonctionnement ;
- Les frais de promotion, de publicité et d'accueil
- les dépenses d'investissements relatifs aux installations et équipements touristiques ou sportifs concédés à l'office ou créés par lui sur ses fonds propres ;
- les dépenses provenant de la gestion de services ou d'installations touristiques ou sportifs.

Le budget préparé par le directeur est soumis par le président au vote du comité de direction.

Le budget et les comptes sont soumis après délibération du comité de direction à l'approbation du conseil communautaire, considérée comme acquise dans un délai de 30 jours conformément à l'article R.133-15 du code du tourisme.

Par ailleurs, l'office de tourisme étant érigé en EPIC, il est soumis au régime fiscal des sociétés.

Article 13 – Comptabilité

La comptabilité de l'office est tenue conformément au plan comptable particulier sur la base du plan comptable général et approuvé par arrêté du ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du tourisme.

Article 14 – Le comptable et ses compétences

Les fonctions de comptable sont confiées à un comptable direct du Trésor ou à un agent comptable.
Il est désigné par le préfet après avis du Trésorier Payeur Général.
Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.
Il assure le fonctionnement des services de la comptabilité
Il est soumis à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics selon le règlement général sur la comptabilité publique.
Il est placé sous l'autorité du directeur sauf pour les actions qu'il accomplit sous sa responsabilité propre, en tant que comptable public.
L'agent comptable tient la comptabilité générale ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du directeur, la comptabilité analytique.

Les dispositions des articles R. 2221-33 et R. 2221-34 du CGCT relatives à l'agent comptable s'appliquent à l'office de tourisme.

TITRE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15 – Assurances

L'office est tenu, conformément à la loi, de contracter les assurances et garanties financières nécessaires pour garantir ses activités.

Article 16 – Contentieux

L'office est représenté en justice ~~et dans tous les actes de la vie civile~~ par le Président après délégation du Conseil d'Administration.

Article 17 – Contrôle par la Communauté de l'auxerrois

D'une manière générale Communauté de l'auxerrois peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'établissement public, effectuer toutes vérifications qu'elle juge opportunes, obtenir tout document comptable, statistique ou autre, et faire effectuer toutes vérifications qu'elle juge utile sans que le comité de direction ni le directeur n'aient à s'y opposer.

Article 18 – Modification des statuts

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications pour permettre notamment son adaptation à l'évolution du contexte touristique et pour faciliter sa mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire.

Ces modifications seront approuvées par le conseil communautaire selon les mêmes modalités de vote prévues pour la création de l'office de tourisme.

Article 19 – Durée et dissolution

La délibération du conseil communautaire décidant de renoncer à l'exploitation de l'office détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci. Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de l'office sont repris dans les comptes de la communauté d'agglomération. Le président de la communauté de l'auxerrois est chargé de procéder à la liquidation de l'office.

Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.
Le liquidateur a qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de l'office de tourisme, qui arrête les comptes.
Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la communauté d'agglomération. Au terme des opérations de liquidation, la communauté d'agglomération corrige ses résultats de la reprise des résultats de l'office, par délibération budgétaire.
L'office de tourisme est créé pour une durée illimitée.

La dissolution de l'office de tourisme est prononcée par délibération du conseil communautaire.

En cas de dissolution de l'office de tourisme, son patrimoine propre revient à la communauté d'agglomération.

Les comptes sont arrêtés à la date de la délibération du conseil communautaire prononçant la dissolution.

Les résultats de la liquidation sont portés à un compte rattaché au budget de la communauté d'agglomération.

Fait à ……,
le ……

Le Président

TABLEAU DES MONTANTS ANNUELS DES PRIMES PAR GRADE POUR LES AGENTS RECRUTÉS À COMPTER DU 01/01/2020

FILIERE ADMINISTRATIVE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Attaché HC	8,474.88	IFSE
Directeur	8154	IFSE
Attaché Principal	6292	IFSE
Attaché	5196	IFSE
Catégorie B		
Rédacteur principal 1ère classe	4173	IFSE
Rédacteur principal 2ème classe	3425	IFSE
Rédacteur	2921	IFSE
Catégorie C		
Adjoint administratif principal 1ere classe	1643	IFSE
Adjoint administratif principal 2ème classe	1532	IFSE
Adjoint administratif	1320	IFSE

FILIERE TECHNIQUE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Ingénieur Général	13,918.56	IPF
Ingénieur en chef HC	13,438.56	IPF
Ingénieur en chef	12,958.56	IPF

	RI GRADE	
Ingénieur HC	12,478.56	ISS PSR
Ingénieur Principal	11,998.56	ISS PSR
Ingénieur	7953	ISS PSR
Catégorie B		
Technicien pal 1ere classe	5,736	ISS PSR
Technicien pal 2ème classe	5,255.52	ISS PSR
Technicien	3606	ISS PSR
Catégorie C		
Agent de maîtrise pal	3,305.96	IFSE
Agent de maîtrise	3,130.28	IFSE
Adjoint technique pal 1ère classe	1643	IFSE
Adjoint technique pal 2ème classe	1532	IFSE
Adjoint technique	1320	IFSE

FILIERE CULTURELLE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Attaché principal de conservation	6292	2900
Attaché de conservation	5196	2600

FILIERE MEDICO SOCIALE

Catégorie A		
	RI GRADE	NATURE RI
Conseiller socio éducatif sup	6292	IFSE
Conseiller socio éducatif	5196	IFSE
Assistant socio educatif pal	3741	IFSE
Assistant socio educatif	3173	IFSE

FILIERE ANIMATION

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie B		
Animateur pal 1ere cl	4173	IFSE
Animateur pal 2ème	3425	IFSE
Animateur	2921	IFSE

FILIERE SPORTIVE

	RI VILLE	NATURE RI
Catégorie A		
Conseiller pal des APS	3,968	indemnité de sujétions des conseillers des APS
Conseiller des APS	3,968	indemnité de sujétions des conseillers des APS
Catégorie B		
Educateur des APS pal 1ere cl	4173	IFSE
Educateur des APS pal 2ème	3425	IFSE
Educateur des APS	2921	IFSE
Catégorie C		
Opérateur principal	1643	IFSE
Opérateur qualifié	1532	IFSE
Opérateur	1320	IFSE

TABLEAU DES PVNR MONTANT BRUT ANNUEL 01/01/2020

	CHEF D'EQUIPE - DE 5 AGENTS	CHEF D'EQUIPE 5 AGENTS OU +	COORDONATEUR SANS ENCADREMENT	COORDONATEUR AVEC ENCADREMENT	CADRE SPECIALISE	CHEF DE SERVICE	DIRECTEUR	DGA
CATEGORIE A								
FILIERE ADMINISTRATIVE	180	480	480	840	960	2,160	3,600	6,000
FILIERE TECHNIQUE	180	180	480	660	960	2,160	3,600	6,000
FILIERE CULTURELLE	180	480	480	840	960	2,160	3,600	6,000
FILIERE SOCIALE AVEC IFSE	180	480	480	840	960	2,160	3,600	6,000
FILIERE SPORTIVE	180	480	480	840	960	2,160	3,600	6,000
CATEGORIE B								
FILIERE ADMINISTRATIVE	480	780	780	1,080		1,800	2,700	
FILIERE TECHNIQUE	240	240	420	540		720	960	
FILIERE MEDICO SOCIALE AVEC IFSE	480	780	780	1,080		1,800	2,700	
FILIERE SPORTIVE	480	780	780	1,080		1,800	2,700	
FILIERE ANIMATION	480	780	780	1,080		1,800	2,700	
CATEGORIE C								
FILIERE ADMINISTRATIVE	720	1,020	1,020	1,320				
FILIERE TECHNIQUE AGENT DE MAITRISE	300	300	480	660		840		
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE	720	720	1,020	1,320		1,440		
FILIERE SPORTIVE	720	1,020	1,020	1,320				

SUJETIONS METIERS 2020

Direction	Métier	IFSE METIER 2020
3D	Agent de santé Environnementale	460
Administration générale	Vaguemestre	220
Administration générale	Gardien de salle	300
Cadre de vie	Agent de logistique	340
Cadre de vie	Agent chargé De l'électro sono	460
Cadre de vie	Agent de Signalisation	460
Cadre de vie	Agent de propreté Urbaine	460
Cadre de vie	Agent de voirie	460
Cadre de vie	Atelier mécanique	460
Cadre de vie	Jardinier-serriste	460
Cadre de vie	Agent de propreté Urbaine matinée	490
Cadre de vie	Agent de collecte	460
Maintenance bât	Plombier	340
Maintenance bât	Electricien Gros œuvre	460
Maintenance bât	Second œuvre	460
Maintenance bât	Menuisier	460
Maintenance bât	Métallier	460
Maintenance bât	Peintre	460
Relation citoyenne	Agent chargé De reprographie	340
Relation citoyenne	Agent équipe Mobile	460
SNAS	Agent accueil SNAS	320
SNAS	Agent d'entretien	320
SNAS	Agent chargé du Traitement de l'eau	520
Tous services	Agent d'accueil	220
Tous services	Agent de saisie	220
Tous services	Référent technique	340

Tous services	Gestionnaire administrative assistante Chargé de comm chef projet	460
Tous services	Gestionnaire technique	460

TABLEAU DU MONTANT BRUT ANNUEL DES PRIMES DE RÉGIES 01/01/2020

Montant régie avances et /ou recettes	Montant indemnité brute annuelle
Jusqu'à 3 000 euros	110
De 3 001 à 4 600 euros	120
De 4 601 à 7 600 euros	140
De 7 601 à 12 200 euros	160
De 12 201 à 18 000 euros	200
De 18 001 à 38 000 euros	320
De 38 001 à 53 000 euros	410
De 53 001 à 76 000 euros	550
De 76 001 à 150 000 euros	640
De 150 001 à 300 000 euros	690
De 300 001 à 760 000 euros	820
De 760 001 à 1 500 000 euros	1050

TABLEAU DU MONTANT BRUT ANNUEL DES INDEMNITÉS COMPENSANT L'ENTRETIEN DES VÊTEMENTS DE TRAVAIL 01/01/2020

SERVICE	MÉTIER	MONTANT BRUT ANNUEL
Cadre de vie	Agent de la logistique	420
Cadre de vie	Agent de propreté urbaine	
Cadre de vie	Agent de signalisation	
Cadre de vie	Agent de voirie	
Cadre de vie	Jardinier	
Développement durable	Agent de salubrité	
Maintenance bâtiments	Agent des ateliers de la maintenance	
Relation citoyenne	Agent équipe mobile	
SNAS	Agent de maintenance	

REGIME INDEMNITAIRE – COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Article 1

I. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA) , les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

A. Cadre général de l'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.
Le régime indemnitaire versé au titre de l'ISFE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

B. Conditions de versement de l'IFSE :

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.
Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des administrateurs :

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS	49 980	8 820
Groupe 2	DGA	46 920	8 280
Groupe 3	Directeur	42 330	7 470

Cadre d'emplois des attachés territoriaux:

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux :

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA

Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1 630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1 440

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise:

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation.

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1 260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1 200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants

spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/ Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5 250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4 800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef :
Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	57 120	42 840	10 800
Groupe 2	Directeur	49 981	37 490	8 820
Groupe 3	Chef de service	46 920	35 190	8 280
Groupe 4	Coordo avec encadrement	42 330	31 750	7 470

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 de la présente délibération.

II. Les autres régimes indemnitaires

Cadre d'emplois des ingénieurs :

- la prime de service et de rendement (PSR) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Les montants annuels moyens de référence de la PSR sont affectés des coefficients comme suit :

Ingénieur HC	0,6043
Ingénieur Principal	0,9807
Ingénieur	0,9726

- l'indemnité spécifique de service (ISS) dans les conditions fixées par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2003-799 du 25 août 2003 et par l'arrêté ministériel du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n°2003-799 du 25 août 2003.

Les montants annuels moyens de référence de l'ISS sont affectés des coefficients comme suit :

	Coefficient par grade	Coefficient de modulation individuelle
Ingénieur HC	63	0,4261
Ingénieur Principal, à compter du 6ème échelon et ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	51	0,5004
Ingénieur principal à partir du 6ème échelon et n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	43	0,5935
Ingénieur principal du 1er au 5ème échelon inclus	43	0,5935
Ingénieur à partir du 6ème échelon	33	0,5308
Ingénieur du 1er au 5ème échelon	28	0,6256

Dans le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 25 août 2003, les coefficients de modulation individuelle sont inférieurs aux minimas prévus par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité et une prime liée à la façon de servir peuvent s'ajouter au montant défini ci-dessus et entrent alors dans l'enveloppe globale de l'ISS. Les conditions de versement de ces primes sont évoquées aux articles 2 et 6 et dans les annexes 1, 2 ,3 ,4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des techniciens:

- la prime de service et de rendement (PSR) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 et par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Les montants annuels moyens de référence de la PSR sont affectés des coefficients comme suit :

Technicien Principal 1ère classe	0,9089
Technicien Principal 2ème classe	0,9075
Technicien	0,9017

- l'indemnité spécifique de service (ISS) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2003-799 du 25 août 2003 et l'arrêté ministériel du 25 août 2003.

Les montants annuels moyens de référence de l'ISS sont affectés des coefficients comme suit :

	Coefficient par grade	Coefficient de modulation individuelle
Technicien Principal 1ère classe	18	0,6852
Technicien Principal 2ème classe	16	0,6992
Technicien	12	0,6206

Dans le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 25 août 2003, les coefficients de modulation individuelle sont inférieurs aux minimas prévus par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité et une prime de résultat peuvent s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de l'ISS. Les conditions de versement de ces primes sont évoquées aux articles 2 et 6 et dans les annexes 1, 2 ,3 ,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Prise en compte de l'absentéisme :

Pour les primes définies à l'article 1, versées au titre de l'IFSE, l'ISS, la PSR conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :
- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2.

Article 2

I. Cadre général du complément indemnitaire annuel et des primes de résultat liées à la façon de servir

Ces primes sont liées à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elles sont versées dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci dessous

- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies en CTP

II. Dispositif d'abattement du CIA et des primes liées à la façon de servir lié à l'absentéisme

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :
- Aucun abattement jusqu'au 7 ème jour d'absence
- 50 % du 8ème au 28ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

II. Modalités de versement

Les CIA et les primes de résultat font l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et ne seront pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas

contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte.

Article 3

Le président fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel communautaire et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois.

Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

Les montants des anciennes primes informatiques versées aux agents de la direction de l'informatique de la ville sont maintenus aux bénéficiaires au titre de l'avantage acquis.

Le montant de la part supplémentaire annuelle d'IAT de 332 euros versée aux agents bénéficiant d'un régime indemnitaire spécifique au titre de l'emploi de dessinateur sera lissé sur 12 mois.

De plus, conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6

Les sujétions métiers :

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maximas fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :
- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.

- du métier exercé tel que défini dans l'annexe 3 de la présente délibération. Cette prime est versée aux agents de catégorie C

- de la gestion d''une régie telle que définies dans l'annexe 4 de la présente délibération. La prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes.

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition telle que définie dans l'annexe 5 de la présente délibération. Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé.Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel
Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Le directeur général des services fait l'objet d'une modulation individuelle de ses primes au regard de sa fonction et n'est pas pris en considération dans l'attribution de cette indemnité supplémentaire liée au niveau de responsabilité. A ce titre, la prime de responsabilité pour l'exercice des fonctions de directeur général des services est maintenue, dans les conditions prévues par le décret n°88-631 du 6 mai 1988.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Conformément à l'article L. 5111-7 du Code général des collectivités territoriales, les agents en poste à la communauté de l'auxerrois au 31/12/2018 conservent la possibilité de percevoir les montants maximaux de leur régime indemnitaire et leurs avantages acquis, tel que défini par les délibérations suivantes :
- délibération n°7 du 23 juin 2010
- délibération n°57 du 21 juin 2012
- délibération n°2017-246 du 12 décembre 2017.

Cela concerne les montants des primes versées au titre de l'IFSE, de l 'ISS , de la PSR, du CIA et des primes de résultats liées à la façon de servir.

Les modalités et conditions de versement des primes de CIA et primes de résultats sont modifiées et seront versées conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Article 9

Par exception à la limite fixée à l'article 88 précité, l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 permet le maintien des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération lorsqu'ils ont été décidés par la collectivité avant l'entrée en vigueur de la loi, les modalités de versement devant respecter celles fixées dans la délibération initiale.

De ce fait, la prime de fin d'année est maintenue.

- Le complément est versé annuellement au mois de novembre au prorata du temps de travail hebdomadaire et de la période d'activité à tous les agents, titulaires ou non, en activité et effectuant au moins 10 h de travail hebdomadaire.
- Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.
- Le montant individuel, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique. Il s'élève à 914,64 € en 2018.

Article 10

Autres primes et indemnités :

Conformément aux délibérations n° 2017 –246 et n°2018-032, les indemnités d'astreinte et heures supplémentaires sont maintenues et étendues aux nouveaux services communautaires.

Sont également maintenues les indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés,et les primes et indemnités de responsabilité des emplois administratifs de direction.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président.

Article 11

Le régime indemnitaire est composé de primes qui sont liées au grade, à l'emploi, aux fonctions ou aux sujétions. Son caractère facultatif le différencie d'autres éléments de la rémunération (traitement, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, nouvelle bonification indiciaire), qui sont obligatoires et pour lesquels l'organe délibérant ne dispose d'aucun pouvoir de décision et d'aucune marge de manœuvre.

Le versement est gouverné par le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doit cependant être concilié avec le "principe de parité" posé par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aux termes duquel les régimes indemnitaires sont fixés "dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat".

Le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du transfert « primes points » prévoit un abattement sur les indemnités perçues par les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement dans un cadre d'emploi ayant fait l'objet d'une revalorisation indiciaire visant à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

Pour les agents recrutés à compter du 1er janvier 2019, dans un souci d'équité, la communauté de l'auxerrois souhaite appliquer la règle de l'abattement du régime indemnitaire des agents contractuels permanents bénéficiant d'une revalorisation indiciaire au titre du PPCR. Le montant de l'abattement des agents contractuels recrutés sur des postes permanents sera donc identique à celui des agents titulaires. Les montants sont fixés par le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016.

Article 12

Activité accessoire :

Conformément à la loi du 13 juillet 1983 et au décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017, les fonctionnaires peuvent être autorisés à exercer à titre accessoire une activité auprès d'un organisme public, dès lors que cette activité est compatible avec leurs fonctions, n'affecte pas l'exercice de leur activité principale et ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service.

La collectivité est amenée à recruter des agents publics en vue d'exercer une activité accessoire pour exercer des missions de formations, d'enseignement, accompagnement. Pour ces agents la rémunération sera fixée individuellement par arrêté.

Annexe 1 : régime indemnitaire lié au grade
Annexe 2 : primes liées aux niveau de responsabilité
Annexe 3 : primes liées au métier
Annexe 4 : primes liées aux régies
Annexe 5 : primes liées à l'entretien des tenues

Etat du personnel CA

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES	POSTES A L'EFFECTIF REGLEMENTAIRE 16/10/2019			POSTES OCCUPES au 01/11/2019			MODIFICATION DE L'EFFECTIF au 16/12/2019		Avancement de grade (information)
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	CREATIONS TEMPS COMPLETS	SUPPRESSIONS TEMPS COMPLETS	
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)										
Directeur général des services	A	1		**1**	1		**1**			
Directeur général adjoint des services	A	1		**1**	1		**1**			
Directeur général des services techniques										
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n°84-53										
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)										
Directeur territorial	**A**	3		**3**	**3**		**3**			
Attaché hors classe	A	1		**1**	1		**1**			
Attaché principal	A	3		**3**	3		**3**			
Attaché	A	21		**21**	17		**17**		**1**	**-1**
Rédacteur principal 1ère classe	B	6		**6**	6		**6**	**1**		**1**
Rédacteur principal 2ème classe	B	5		**5**	4		**4**	**1**	**1**	**-1**
Rédacteur	B	20		**20**	17		**17**		**3**	**-1**
Adjoint administratif principal de 1ère classe	B	10		**10**	10		**10**	**1**		**1**
Adjoint administratif principal de 2ème classe	B	24	1	**25**	23	1	**24**	**1**	**1**	**1**
Adjoint administratif	B	25	2	**27**	21	2	**23**		**2**	**-1**
TECHNIQUE (c)										
Ingénieur en chef	A									
Ingénieur en chef hors classe	A	1		**1**	1		**1**			
Ingénieur hors classe	A	1		**1**	1		**1**			
Ingénieur principal	A	8		**8**	7		7			
Ingénieur	A	16		**16**	9		**9**		**1**	**-1**
Technicien principal 1ere classe	B	8		**8**	8		**8**	**1**		
Technicien principal 2ème classe	B	9		**9**	9		**9**	**2**		
Technicien territorial	B	21		**21**	18		**18**			
Agent maîtrise principal	C	7		**7**	7		7			
Agent de maîtrise	C	11		**11**	11		**11**			
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	45		**45**	45		**45**	**1**	**1**	**0**
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	99		**99**	94		**94**	**1**	**1**	**-1**
Adjoint technique	C	92	2	**94**	89	2	**91**	**1**	**1**	**-2**
MEDICO-SOCIALE (d)										
Psychologue classe normale	**A**			**0**			**0**			
Cadre de santé de 2ème classe	**A**			**0**			**0**			
Puéricultrice de classe supérieur	**A**			**0**			**0**			
Infirmier en soins généraux hors classe	**A**			**0**			**0**			
Infirmier en soins généraux de classe normale	**A**			**0**			**0**			
Éducateur principal de jeunes enfants	A			**0**			**0**			
Éducateur de jeunes enfants	A			**0**			**0**			
Conseiller socio éducatif	A	1		**1**	1		**1**			
Assistant socio-educatif	A			**0**			**0**			
Assistant socio-educatif principal	A	1		**1**			**0**			
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C			**0**			**0**			
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C			**0**			**0**			
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C			**0**			**0**			
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C			**0**			**0**			
SPORTIVE										
Conseiller principal APS	A			**0**			**0**			
Éducateur APS principal 1è classe	B	4		**4**	4		**4**			
Éducateur APS principal 2ème classe	B	1		**1**	1		**1**			
Éducateur APS	B	4		**4**	3		**3**			
CULTURELLE										
Directeur établissements territoriaux d'enseignement artistique 1ère catégorie	A			**0**			**0**			
Conservateur de bibliothèque	A			**0**			**0**			
Conservateur du patrimoine	A			**0**			**0**			
Bibliothécaire	A			**0**			**0**			
Attaché de conservation du patrimoine	A	2		**2**	2		**2**			
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A			**0**			**0**			
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A			**0**			**0**			
Assistant de conservation principal 1ère classe	B			**0**			**0**			
Assistant de conservation principal 2è classe	B			**0**			**0**			
Assistant de conservation	B			**0**			**0**			
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B			**0**			**0**			
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B			**0**			**0**			
Assistant d'enseignement artistique	B			**0**			**0**			
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C			**0**			**0**			
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	1		**1**	1		**1**			
Adjoint du patrimoine	C			**0**			**0**			
Professeur de dessin	A			**0**			**0**			
ANIMATION										
Animateur principal 1è classe	B			**0**			**0**			
Animateur principal 2è classe	B	1		**1**			**0**			
Animateur	B			**0**			**0**			
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C			**0**			**0**			
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	1		**1**			**0**			
Adjoint d'animation	C			**0**			**0**			
POLICE										
Brigadier chef principal	B									
GARDIEN-BRIGADIER	C									
EMPLOIS NON CITES										
Directeur de cabinet	A			**0**			**0**			
Collaborateur de cabinet	B		1	**1**		1	**1**			
							0			
TOTAL		**454**	**6**	**460**	**418**	**6**	**424**	**10**	**12**	**-5**

Tableau des emplois permanents qui peuvent être occupés par des contractuels					
Emplois	Cadre d'emploi	Service	Temps de travail hebdomadaire	Indice de rémunération	Type de recrutement
Directeur du Pôle environnemental	Attaché (A)	ENERGIE/ENVIRONNEMENT	35h	537	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de mission PETR	Attaché (A)	CONTRÔLE DE GESTION	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Directeur Développement économique	Attaché (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h	423	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Chargé de mission Habitat	Attaché (A)	HABITAT	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Maitre nageur sauveteur	Educateur des APS	SNAS	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2

605 sur 612

Technicien	Technicien (B)	Transports-mobilités	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Instructeur	Rédacteur (B)	DROIT DES SOLS	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien principal (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	534	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Agent des points d'apport volontaires	Adjoint technique (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h	326	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable du service transport et mobilités	Ingénieur (A)	MOBILITE TRANSPORT	35h	440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Technicien chauffage	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Gestionnaire Marchés publics	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de protection des ressources en eau	Ingénieur (A)	ASSAINISSEMENT	35h	440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°

606 sur 612

Chargée de mission développement et gestion des parcs d'activités	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h	669	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Coordonnateur gestion et valorisation des déchets	Ingénieur (A)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Maitre nageur sauveteur	Edicateur des APS	SNAS	35h	361	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Directeur	Ingénieur chef cl excep (A)	DYNAMISME URBAIN	35h	890	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Conducteur d'opération	Ingénieur (A)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chef de service	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de mission	Attaché (A)	POLITIQUE DE LA VILLE	35h	445	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé des marchés publics	Rédacteur (B)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	415	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2

607 sur 612

Responsable ERP et gestion des risques	Technicien principal (B)	SECURITE ET GESTION RISQUES	35h	436	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien informatique	Technicien principal (B)	@-SERVICES	35h	379	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Directeur	Ingénieur Principal (A)	PATRIMOINE BÂTI	35h	798	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Technicien informatique	Technicien (B)	@-SERVICES	35h	504	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Chargé de mission environnement	Ingénieur (A)	Développement durable	35H	411	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°

communauté
de l'auxerrois

AUXERRE

SERVICE DES ARCHIVES

RÈGLEMENT DE LA SALLE DE LECTURE DU SERVICE DES ARCHIVES

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, modifiée le 9 octobre 2016 ;

Vu la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives ;

Vu le code du patrimoine, version du 01/08/2019, articles L 213-1, L 213-2, L 213-3, R 212-2 à 4, R212-10 à 14, D213-10, L 213-8 ;

Vu le décret n° 2009-1125 du 17 septembre 2009 modifiant le décret n° 79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques ;

Vu le décret n° 92-478 du 29 mai 1992 portant interdiction de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif ;

Vu le Code pénal, version du 25 novembre 2018, les articles 311-4-2, 322-2, 322-3-1,322-4, 432-15, 432-16, 433-4 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté 2010-AG-003 en date du 22 janvier 2010 portant règlement de la salle de lecture des Archives municipales d'Auxerre,

TITRE 1 : ADMISSION ET INSCRIPTION DES LECTEURS

ARTICLE 1.1 : HORAIRES D'OUVERTURE

La salle de lecture des Archives est ouverte sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30.

Les fermetures occasionnelles seront annoncées sur le site internet des Archives. Les fermetures non prévues seront annoncées par voie d'affichage sur la porte du service des Archives.

ARTICLE 1.2 : ACCÈS À LA SALLE DE LECTURE

La salle de lecture se situe au n° 2 place du Maréchal-Leclerc et son accès se fait par la salle des gardes. Elle est ouverte à tous, pour rechercher, consulter les documents et ouvrages conservés aux Archives, sur inscription préalable.

Le nombre de personnes admises en salle de lecture est limité à 2 (hors groupes accueillis ponctuellement par le service).

L'accès aux magasins ou dépôts est strictement interdit aux personnes étrangères au service.

ARTICLE 1.3 : INSCRIPTION ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Avant toute consultation de documents, il est procédé obligatoirement à une inscription. L'inscription est gratuite et valable jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. La présentation d'une pièce d'identité officielle comportant une photographie est demandée lors de l'inscription. À cette occasion, le lecteur complète également une fiche d'inscription qu'il doit signer.

Lors de l'inscription, le service des Archives recueille des données à caractère personnel. La finalité principale de ce recueil est de communiquer les documents au lecteur de manière sécurisée, et ce conformément à sa mission de service public. Le service des Archives étant mutualisé, les responsables de ce traitement sont la Ville d'Auxerre, représentée par son maire, et la Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président.

Sont collectés de manière obligatoire : nom, prénom, adresse permanente (et éventuellement temporaire), le type et le numéro de la pièce d'identité présentée.

L'absence de réponse aux éléments obligatoires demandés à l'inscription entraîne le refus de communication des documents. En effet, le traitement de ces données est indispensable à l'exécution de la mission de service public dont est investi le responsable du traitement.

Afin d'assurer une communication efficace avec les lecteurs et de réaliser des statistiques anonymes, d'autres renseignements sont demandés à titre facultatif : l'adresse de messagerie électronique, le numéro de téléphone et le type de recherche.

Les destinataires des données à caractère personnel sont les agents du service des Archives. Les données sont conservées en base active pendant 5 ans.

Les personnes concernées disposent des droits d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données (cf.cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits). Elles peuvent exercer ces droits en contactant le service des Archives (archives@auxerre.com ou 14 place de l'Hôtel de ville - BP 70059 - 89012 Auxerre cedex).

Pour toute question concernant le traitement des données à caractère personnel, les personnes concernées peuvent également contacter la déléguée à la protection des données (dpo@auxerre.com ou 14 place de l'Hôtel de ville - BP 70059 - 89012 Auxerre cedex). Une réclamation auprès de la Commission nationale informatique et Libertés (CNIL) peut également être déposée.

ARTICLE 1.4 : RÈGLES DE CONDUITE DE L'USAGER

Avant de consulter les documents, chaque lecteur doit obligatoirement déposer dans le casier mis à sa disposition les objets contenants (sacs, sacs à main, cartables, serviettes, trousses, housses d'ordinateurs et d'appareils photographiques, casques de moto, parapluie, paquets, etc.). Les vêtements extérieurs (manteaux, chapeaux, etc.) sont déposés sur le porte-manteaux de la salle de lecture.

Seuls sont autorisés sur la table de consultation de la salle de lecture, les crayons à papiers, feuilles volantes éventuellement rassemblées dans une chemise transparente, ordinateurs portables et appareils photographiques nécessaires à la recherche documentaire. L'usage d'objets tranchants (ciseaux, cutter, etc.), d'adhésif (colle, scotch, etc.) ou d'encre est interdit.

La salle de lecture est un lieu de travail réservé à la consultation des fonds conservés aux Archives, ce qui impose le silence et le respect des documents. Il est donc interdit d'y apporter de la nourriture ou des boissons, d'y amener des animaux. Il est rigoureusement interdit de fumer.

Il est demandé d'éteindre les téléphones portables ou de les mettre en mode silencieux.

L'accès de la salle de lecture peut être refusé à des personnes ayant un comportement inadapté.

TITRE 2 : MODALITÉS DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

ARTICLE 2.1 : ACCÈS AUX DOCUMENTS

Dans un souci d'efficacité auprès du public, l'objet de la recherche peut être demandé lors de la prise de rendez-vous. Le personnel met à disposition du lecteur lors de sa venue les documents correspondant à la recherche.

Le nombre maximum de communications d'articles (documents originaux) pour un lecteur est de 10 cotes par jour. A titre exceptionnel et sur décision du responsable de la salle de lecture au regard de la demande et des possibilités du service, le nombre de communications autorisées pourra être augmenté ou diminué.

ARTICLE 2.2 : COMMUNICATION DES DOCUMENTS ET COMMUNICABILITÉ

Il est rappelé que la communication des documents s'exerce dans les conditions définies par les articles L.213-1 et L.213-2 du code du patrimoine. Une dérogation peut être demandée en application de l'article L.213-3.

La communication des documents nécessitant un contrôle sur leur communicabilité peut être différée de quelques jours. La consultation de documents abîmés ou trop fragiles peut être interdite.

La consultation s'effectue exclusivement dans la salle de lecture et sous surveillance du personnel de la salle de lecture, qu'il s'agisse de documents originaux d'archives, d'ouvrages de bibliothèque ou d'usuels en accès direct. Le prêt à domicile est interdit.

La communication est strictement personnelle. Le lecteur ne doit pas confier à une autre personne le document qu'il a demandé à consulter.

Il n'est communiqué qu'une seule liasse, dossier ou carton d'archives à la fois.

Tout lecteur peut demander qu'un article d'archives ou un ouvrage de bibliothèque dont il n'a pas terminé la lecture soit mis en réserve pour le lendemain ou pour une période n'excédant pas une semaine.

A l'issue de sa consultation, dans un souci de sécurité et dans le but de réaliser des statistiques anonymes, le lecteur remplit une fiche de consultation signée recensant les cotes consultées et qu'il remettra au personnel pour la saisie informatique.

ARTICLE 2.3 : LA PRÉSERVATION DES DOCUMENTS

Le lecteur est responsable des documents qui lui sont communiqués. Il doit veiller à ce qu'ils ne subissent aucune dégradation (tache, déchirure…) de par leur fait ou leur négligence.

Il est interdit de prendre des notes appuyé sur un document, de même que d'y apposer des marques ou annotations. Il est interdit d'utiliser des stylos ou des scanners.

La communication s'effectue sous forme d'exemplaires de substitution chaque fois que l'état de l'original le requiert et/ou que le support de substitution existe. Les documents fragiles peuvent être retirés de la communication afin de les préserver.

Le port de gants de coton blanc peut être demandé par le responsable de la salle de lecture pour consulter certains fonds anciens ou modernes ainsi que les documents figurés.

Il est conseillé de signaler au responsable de salle toute anomalie.

TITRE 3 : REPRODUCTION DES DOCUMENTS ET RÉUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES

ARTICLE 3.1 : LA REPRODUCTION

Le personnel n'effectue pas de photocopie des documents d'archives. En revanche, les lecteurs ont la possibilité, après autorisation du personnel en salle de lecture, de prendre eux-mêmes des photographies avec leur propre appareil sans utiliser le flash (sauf les documents soumis à dérogation ou à autorisation, pour lesquels une demande doit être déposée).

ARTICLE 3.2 : LA RÉUTILISATION

Les documents librement communicables et sur lesquels des tiers ne détiennent pas de droits de propriété intellectuelle sont des « informations publiques » et relèvent à ce titre du droit de réutilisation.

Toute réutilisation des informations publiques est libre et gratuite, sous réserve de mentionner systématiquement et de façon visible l'origine du document (sous la forme « Archives d'Auxerre, cote du document ») et de respecter l'intégrité des informations.

En cas de présence de droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, il appartient au réutilisateur d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des auteurs ou de leurs ayants-droit conformément au code de la propriété intellectuelle. En cas de non-respect des règles relatives à la réutilisation de données le réutilisateur s'expose aux sanctions prévues à l'article L. 326-1 du code des relations entre le public et l'administration. Si le document comporte des données à caractère personnel, il appartient au réutilisateur de se conformer à la loi Informatique et Libertés.

TITRE 4 : APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est remis au lecteur au moment de son inscription ou de sa ré-inscription. Le lecteur en signant la fiche d'inscription accepte ce règlement.

Le personnel du service est également responsable de la surveillance de la salle de lecture. Il est chargé de l'application du règlement sous la responsabilité du responsable des Archives d'Auxerre.

Le non respect du règlement entraîne la suspension de la communication. Toute réclamation doit être adressée au maire d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89 012 Auxerre Cedex.